

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE MONOGRAPHIQUE
DES
CRÉATIONS SYNDICALES

Les Créations syndicales dans la Région lyonnaise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

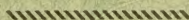
présentée et soutenue le 25 juillet 1907, à 2 heures

PAR

AUGUSTE PESSIEUX

Président : M. PIC, professeur.

Suffragants : { MM. COHENDY, }
 { GONNARD, } professeurs.



VALENCE

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE CHARLES LEGRAND

1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

ÉTUDE MONOGRAPHIQUE
DES
CRÉATIONS SYNDICALES

Les Créations syndicales dans la Région lyonnaise

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 25 juillet 1907, à 2 heures

PAR

AUGUSTE PESSIEUX

Président : M. PIC, professeur.

*Suffragants : { MM. COHENDY, } professeurs.
 GONNARD, }*



VALENCE

TYPOGRAPHIE & LITHOGRAPHIE CHARLES LEGRAND

1907

MEIS ET AMICIS

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), C ✱, C ⚙, I 🌿, doyen, professeur de droit civil, correspondant de l'Institut.

MABIRE, ✱, I 🌿, professeur honoraire.

GARRAUD, I 🌿, professeur de droit criminel.

APPLETON (Charles), I 🌿, professeur de droit romain.

FLURER, I 🌿, professeur de droit civil, assesseur du doyen.

THALLER, I 🌿, professeur honoraire.

AUDIBERT, I 🌿, professeur honoraire.

COHENDY, O ✱, I 🌿, professeur de droit commercial.

PIC, I 🌿, professeur de droit international public.

APPLETON (Jean), A 🌿, professeur de droit administratif.

BROUILHET, A 🌿, professeur d'économie politique et de législation coloniale.

LAMBERT, A 🌿, professeur d'histoire générale du droit français (en congé).

BOUVIER A 🌿, professeur de science financière et de législation française des finances.

LAMEIRE, A 🌿, professeur d'histoire du droit public.

JOSSERAND, A 🌿, professeur de droit civil.

HUVELIN, A 🌿, professeur de droit romain.

LÉVY, A 🌿, professeur de droit privé et de droit criminel.

GONNARD, professeur de doctrines économiques.

LABORDERIE-BOULOU, chargé d'un cours d'histoire du droit.

BECQ, I 🌿, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président : M. PIC, professeur.

Suffragants { MM. COHENDY, professeur.
 { GONNARD, professeur.

INTRODUCTION

L'étude des créations syndicales n'est qu'un des aspects de la question ouvrière, grave problème dont la solution n'a été réellement recherchée qu'à partir du moment où l'organisation corporative, chrématistique et aristocratique a fait place à l'interventionisme moderne, social et démocratique.

Après la reconnaissance légale du droit pour les ouvriers de s'associer, la classe ouvrière a pu faire l'apprentissage de la liberté et nous verrons, par l'examen des institutions diverses qu'elle a créées, qu'elle en a déjà, dans une assez large mesure, tiré profit.

Certes, elle n'a pas réalisé toutes les espérances que l'on fondait sur l'emploi qu'elle devait faire de cette liberté d'association que lui donnait la loi du 21 mars 1884. Mais il faut se rappeler la pensée profonde de Waldeck-Roussseau : « Pour être sage, il faut avoir été longtemps libre. » De plus, la classe ouvrière a été souvent entravée dans son action syndicale par le mauvais vouloir patronal. De là des luttes opiniâtres entre le ca-

pital et le travail, luttés où les deux adversaires s'exaspéraient jusqu'à la haine.

Les patrons, en face des nouvelles revendications ouvrières, ne voulaient pas abandonner un pouce du régime traditionnel qui les faisait maîtres de l'industrie, de la production et de la fixation des salaires.

Les ouvriers, en face de l'opposition patronale, perdaient leur sang-froid, et leur désir d'aboutir à des réformes, exacerbé par la lutte, les égara trop souvent dans la voie de la révolution violente et stérile.

C'est l'association professionnelle consciente de sa force, agissant avec méthode et esprit de suite qui finira par solutionner les questions ouvrières. Les travailleurs doivent continuer avec ardeur leur éducation sociale pour toujours mieux comprendre leurs intérêts professionnels et préparer en leur faveur l'opinion publique.

Leurs revendications doivent porter sur un point capital pour leur avenir : la libre pratique du contrat collectif de travail, dont nous parlerons dans un chapitre préliminaire, contrat débattu et sagement établi entre les patrons, isolés ou syndiqués, et les syndicats ouvriers sérieusement organisés.

La classe ouvrière arrivera à faire accepter le contrat collectif, comme y ont réussi les *trade-unions* anglaises, au patronat encore défiant : par l'action syndicale dirigée vers le seul but qu'elle doit s'assigner : la solidarité féconde et l'affirmation loyale de sa responsabilité au regard des engagements pris de part et d'autre.

Quels sont les résultats déjà acquis dans ce sens par

les ouvriers ? L'étude des créations syndicales, clef de voûte de l'association professionnelle, nous éclaircira sur ce point.

Le sujet est très vaste, car à chaque création syndicale correspond une question sociale encore à l'étude ou en voie de résolution. On pourrait faire un livre de l'examen approfondi de chaque institution ouvrière ; aussi, avons-nous essayé de nous borner le plus possible à découvrir les liens qui rattachent ces institutions à l'évolution pacifique de la classe ouvrière vers une réalité de bien-être matériel et surtout vers son affranchissement intellectuel et moral.

Cette évolution doit être préparée dans une large mesure par l'action syndicale. Les circonstances lui sont plus que jamais favorables. Elle peut, en effet, compter sur la triple collaboration du Parlement, des Pouvoirs publics et de l'initiative privée.

La législation syndicale actuelle est déjà très libérale et, si elle comporte sur certains points des restrictions, c'est dans un esprit de prudence et surtout à titre provisoire qu'elles y ont été introduites. Or ces restrictions paraissent devoir, peu à peu, être effacées. Le Parlement est aujourd'hui saisi de projets et de propositions de lois qui veulent faire encore davantage confiance aux syndicats professionnels. Les uns veulent pour eux la capacité pleine et entière, les autres demandent à l'égard d'eux le droit commun.

La question de l'assurance obligatoire contre tous les risques professionnels a fait éclore de nombreux projets

favorables au système de l'obligation pratiqué en Allemagne.

D'autres projets réclament l'enseignement professionnel obligatoire, établissent le contrat de travail sur des bases nouvelles qui faciliteront les relations entre patrons et ouvriers, et si ces relations viennent malgré tout à s'altérer ou à se rompre, des projets encore organisent, en leur faveur, la conciliation et l'arbitrage, en donnant à ce sujet un rôle important aux syndicats.

Nous ne parlons que des réformes intéressant le plus directement ces derniers, car bien d'autres questions relatives à la protection légale des travailleurs sont agitées. L'on peut donc affirmer qu'au Parlement les lois sociales sont à l'ordre du jour.

Il faut espérer que, sous la vive impulsion donnée par le Ministère du Travail à la discussion de ces nombreux projets, la législation française s'enrichira du Code des lois ouvrières appelé le Code du Travail.

Les Pouvoirs publics, eux aussi, s'engagent à collaborer à l'œuvre syndicale par des subventions modestes encore, mais encourageantes quand même. Les communes sont d'ailleurs plus hardies que l'Etat et nous voyons dans leur initiative un excellent moyen de décentralisation. En encourageant des caisses syndicales de chômage, en fondant des bureaux de placement municipaux, des sociétés d'habitations à bon marché, elles acquerront, vis-à-vis de l'Etat, une certaine indépendance.

Enfin, l'initiative privée apporte à la grande œuvre

commune l'appui inestimable de toutes les intelligences et de tous les dévouements, de toutes les convictions et de tous les enthousiasmes. Elle étend son action bien-faisante et féconde sur des institutions si diverses qu'il suffit de dire qu'elles ont pour but l'éducation, l'hygiène, la santé physique et morale du peuple.

Le concours de toutes ces bonnes volontés ne peut laisser indifférents les syndicats professionnels. Leur devoir est de constituer un programme vraiment utile, au premier plan duquel doivent figurer les créations syndicales relatives à l'enseignement technique, au placement et à l'assurance contre le chômage, sans parler d'autres institutions. Mieux vaut qu'ils n'entreprennent pas trop à la fois. Ils devront laisser de côté les assurances contre les accidents et la vieillesse, trop délicates et trop vastes pour le cadre syndical.

Qu'ils organisent sérieusement le placement ; ils arriveront ainsi peu à peu à supprimer les bureaux payants, comme certaines corporations de l'alimentation ont déjà réussi à le faire.

Qu'ils prennent en main l'apprentissage, ils seront ainsi les régulateurs de la main-d'œuvre.

Qu'ils donnent enfin tous leurs soins à l'assurance contre le chômage, qui ne peut être que syndicale. Ils y sont encouragés par des subventions de l'Etat et surtout des municipalités.

Avec un tel programme, bien défini et scrupuleusement appliqué, les syndicats ouvriers seront les éducateurs de la classe ouvrière. Ils combattront efficacement

le chômage, évitant ainsi la concurrence désastreuse de l'armée des sans-travail qui fait baisser les salaires. Ils imposeront un tarif syndical basé sur le bien-être et non plus sur la misère.

En un mot, ils seront capables de conclure au nom de leurs membres, avec les patrons et de faire respecter, en les respectant eux-mêmes, les clauses d'un contrat collectif de travail.

Mais ce n'est pas tout et le rôle des syndicats ne doit pas être qu'un rôle social.

Restant comme syndicats les fondés de pouvoir et les défenseurs de leurs membres pour les intérêts professionnels, ils peuvent encore jouer un rôle économique important en essaimant autour d'eux des sociétés coopératives, chargées d'assurer aux syndiqués, comme à l'ensemble des travailleurs, une existence, une vie humaine.

Tout a été dit sur les bienfaits de la coopération et nous avons pu voir par nous-même l'influence qu'elle exerce sur la mentalité ouvrière.

L'ouvrier coopérateur est directement intéressé à étudier les lois économiques qui régissent la production et la consommation. Il se familiarise avec les Pouvoirs publics, étant souvent en pourparlers avec eux. Il comprend les effets de la concurrence et la nécessité du capital.

Il arrive même que les soucis créés par l'entreprise coopérative font se désintéresser de l'intérêt général de la classe ouvrière certains coopérateurs absorbés par

les difficultés qu'ils ont à surmonter. Dans ce cas, le rôle des syndicats est précisément de leur rappeler cet intérêt commun et de les engager à aider de toute leur force l'action syndicale. Il serait fâcheux que les coopérateurs « arrivés » ne connussent plus leurs frères non émancipés et isolés. La coopération ne doit pas être égoïste. En fait, elle est loin de l'être. La plupart des coopératives de consommation ou de production gardent toujours avec les syndicats dont elles émanent des relations excellentes et les aident utilement dans leur tâche. Bien mieux, elles fondent elles-mêmes des institutions de prévoyance et d'assistance pour leurs adhérents.

Quant au succès des coopératives de natures diverses, il réside dans l'accord entre elles. Il faut qu'elles soient clientes les unes des autres et cela est encore de la coopération.

Il faut aussi et surtout que l'Etat encourage les coopératives et force l'Administration à répondre avec plus d'empressement qu'elle ne le fait aux réclamations, aux renseignements que les coopérateurs lui demandent.

Enfin il est urgent que le Parlement étudie et fasse aboutir une législation claire et précise sur les coopératives et qui libère de la patente les associations ouvrières de consommation vraiment dignes de ce nom. Cette exonération sera une prime donnée non seulement à leur plus grand développement, mais encore à l'antialcoolisme, puisque la plupart de ces associations s'interdisent la vente des liqueurs fortes.

On voit toute l'ampleur de l'action syndicale, augmentée de l'action coopérative, se révéler par les créations syndicales. L'étude de ces dernières a été l'objet de notre humble travail.

Nous parlerons dans un chapitre préliminaire de l'évolution de la classe ouvrière vers le contrat collectif de travail.

Nous passerons en revue, dans une première partie, la législation des créations syndicales dont le but est d'arriver à ce contrat, en France et à l'Etranger. Nous jugerons ainsi quel accueil a été fait aux questions sociales dans les divers pays et nous y puiserons des indications utiles, en ce qui concerne les projets de réforme soumis au Parlement français.

Dans une seconde partie, nous exposerons le rôle économique et social des créations syndicales en France et les résultats obtenus, en les comparant à ceux d'autres pays.

Nous consacrerons enfin une troisième et dernière partie à l'étude monographique des créations syndicales dans la région lyonnaise et des institutions multiples associées aux premières pour le plus grand bien des travailleurs lyonnais, vaillants au labeur, réfléchis et tenaces dans l'effort.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ÉVOLUTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE VERS LE CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

La classe ouvrière ⁽¹⁾, en tant qu'organisme social, se révéla sous le régime des corporations de métiers, en créant le compagnonnage ⁽²⁾.

Maîtres et compagnons, séparés par des intérêts différents, restèrent néanmoins liés par la vie commune dans le petit atelier.

Mais l'avènement de la grande industrie ⁽³⁾, occasionné par le machinisme et stimulé par la concurrence, transforma peu à peu cet état de choses. Les manufactures se développèrent. Le capital devint un facteur de plus en plus important des entreprises industrielles et commerciales. Le nombre des patrons alla diminuant, tandis que la masse des ouvriers devenait plus compacte.

(1) V. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières avant 1789*, 2 vol.

(2) V. Martin St-Léon : *L'Histoire du compagnonnage. — Histoire des corporations de métiers.*

(3) Germain Martin : *La grande industrie sous le règne de Louis XIV.* — Des Cilleuls : *Histoire et régime de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles.*

La Révolution supprima les corporations et proclama la liberté du travail, selon le précepte physiocratique tout imprégné d'individualisme.

Les physiocrates et les législateurs qui appliquèrent leur doctrine pensèrent que la liberté industrielle et la liberté judiciaire pour tous devaient suffire au plus grand développement possible des facultés de chacun. Ils ne pouvaient se faire une idée exacte de l'avenir industriel. A l'époque où leur doctrine passa dans la législation, surgit un genre d'exploitation industrielle tout différent de celui qu'ils avaient connu. Les progrès accomplis dans la construction des machines, l'application de la vapeur bouleversèrent leurs prévisions. Les grandes exploitations dominèrent les petites. Une masse énorme d'ouvriers se trouva en face d'un nombre restreint d'industriels. Les enfants et les femmes vinrent grossir le nombre des travailleurs.

La liberté industrielle, au lieu d'amener un développement général des forces, a conduit à une domination absolue des hommes supérieurement doués ou fortunés. Au lieu d'une majorité, comme le pensait Adam Smith, ce fut une petite minorité qui parvint à exercer librement l'industrie.

« Ainsi une législation qui proclamait la liberté personnelle et l'égalité des ouvriers, qui reconnaissait leur droit de participer plus largement aux bienfaits de la civilisation et qui prétendait les aider dans le plus grand développement de leur personnalité, parvint à des résultats tout à fait opposés à ceux qu'elle visait. » (L. Brentano, *La question ouvrière*, p. 78).

L'évolution de l'industrie, à partir du XIX^e siècle, a fourni une course vertigineuse. Le régime de libre concurrence succédant brusquement à l'organisation corporative assura fatalement la domination « d'une sorte » de féodalité capitaliste, analogue à la féodalité commerciale des grands magasins, si redoutés du petit commerce, ou à la féodalité financière de ces sociétés de banque, dont le capital se chiffre par des centaines de millions et qui traitent avec les Etats en quête d'argent de puissance à puissance. » (Pic, *Traité de législation industrielle*, 2^e édition, 1903, p. 7 et suiv.).

Pendant que l'industrie prenait cette puissante envolée, la masse des travailleurs restait désemparée sous le poids d'une liberté mal comprise, exclusive de toute tentative d'association.

L'ouvrier est écrasé par la puissance patronale. La concurrence entre chefs d'industrie augmente sans cesse les frais de production. Alors, les patrons tendent à abaisser les salaires. La classe ouvrière est comme une masse de sable pulvérisé, sans cohésion, à la merci des fluctuations industrielles. Dans les usines où travaillent un grand nombre d'ouvriers, chacun d'eux se sent isolé. Qu'est-il vis-à-vis du patron ? Une parcelle vivante, bien vite remplacée, car les inoccupés guettent la place.

Cette situation si précaire de l'ouvrier vient de ce fait : tandis que l'industrie a évolué du régime du petit atelier à celui de la grande usine, le contrat qui liait l'ouvrier et le patron est resté ce qu'il était dans le premier stade, un contrat individuel de travail.

§ 1^{er}. — LE CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL

Le contrat de travail est un contrat synallagmatique dans lequel chaque partie s'engage à certaines prestations en échange de celles qu'on lui promet. « Il faut que » l'objet de chaque obligation soit nettement déterminé » et qu'un contrôle efficace soit exercé pour sa bonne » exécution. Si l'une de ces deux conditions fait défaut, » les parties peuvent s'en remettre aux conseils de la » bienveillance et de l'amitié pour déterminer ce que » chacun devra fournir à l'autre, mais elles n'ont pas » le droit de dire qu'elles ont fait un véritable contrat. » (Bureau. *Le contrat de travail. Rôle des syndicats professionnels*, p. 77).

Or, tandis que se transformait radicalement le régime industriel, employeurs et employés se contentèrent de suivre les traditions bénévoles du petit atelier, au lieu de transformer leur contrat en y déterminant soigneusement leurs obligations et leurs droits respectifs.

« Dans l'ancien régime du petit atelier, dit à ce sujet » M. Nicotra ⁽¹⁾, le contrat individuel suffisait à déterminer les conditions du travail, parce que à la persistance des conditions du marché correspondaient les conditions du travail ; ce régime fut battu en brèche » par l'introduction des machines dans l'industrie. De ce » fait est née la concurrence, qui aura nécessairement » sa répercussion sur tous les moyens de production :

(1) Biagio Nicotra : *Il contratto collettivo di lavoro*. Naples 1906, p. 38.

» diminution de salaire, mise à pied, économie sur les
» dépenses relatives à l'hygiène, etc. etc., moyens arbitraires du patron, qui s'occupe exclusivement de ses
» intérêts sans se soucier le moins du monde de ceux
» des ouvriers. L'ouvrier, de son côté, ignorant les conditions du marché, acceptera de travailler aux conditions insuffisantes du patron (car ailleurs ce serait la même chose), mais en se promettant de travailler le moins possible et, s'il peut se coaliser avec d'autres, fomentera des grèves et des émeutes. Tel est l'avis de Sulzer, qui demande que chaque ouvrier n'accepte que les conditions agréées par tous les ouvriers du même groupe, et, en outre, qu'on les maintienne jusqu'à ce qu'elles soient changées par la volonté de tous ».

§ 2. — NÉCESSITÉ DU CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL

Pourquoi patrons et ouvriers n'ont-ils pas modifié cette situation équivoque ? Ce serait pour eux, cependant, d'un réel profit. Les divers contrats de droit civil font la société puissante par le respect qu'ils assurent aux droits de chaque individu. De même l'industrie nationale ne peut que gagner à la conclusion de contrats équitables entre employeurs et employés, en un mot, à l'adoption du contrat collectif de travail.

« Le contrat collectif comprend les conventions conclues entre les chefs d'industrie et les syndicats professionnels d'ouvriers ou d'employés à l'effet, soit de fixer le taux des salaires, soit de déterminer la durée

» maxima de la journée de travail ainsi que les autres
» conditions concernant le mode d'exécution du
» travail. » Cette définition, établie par M. Pic, résume
très bien les caractères du contrat collectif et les différences qui le séparent du contrat individuel.

Le contrat collectif permet aux associations professionnelles ouvrières de contre-balancer la puissance capitaliste et d'éviter la concurrence entre ouvriers.

Le contrat collectif diffère du contrat individuel de travail en ce sens que l'entrepreneur ne se trouve pas en présence d'un seul ouvrier obligé à offrir son travail, mais d'une collectivité agissant conformément à la volonté de la majorité des membres qui la composent et représentée, elle-même, par un ou plusieurs membres de cette majorité, légalement investis du pouvoir de la représenter.

On se trouve donc en face d'une convention dans laquelle une des parties est une collectivité ayant un but déterminé et licite, étant une personne capable de droits et possédant ainsi la personnalité juridique ⁽¹⁾.

La théorie de Lotmar ⁽²⁾ ramène à quatre conditions la formation du contrat collectif en tant que relations entre patrons et ouvriers :

1° L'une des parties au moins consiste en une collectivité ;

2° Ni au moment de la conclusion du contrat, ni à sa

(1) Nicotra, op. cit., p. 407 et s.

(2) Nicotra, op. cit., p. 52.

formation, aucune des parties ne doit prestation de matériel ;

3° Ce contrat a pour objet de futurs contrats de travail basés sur le contrat collectif ;

4° Le bénéficiaire du contrat collectif, une fois conclu, ne sera pas une personne déterminée par son nom, mais par le métier qu'elle exerce ou par la catégorie du groupement qui la distingue des autres individus.

Ce sont ces quatre conditions qui établissent la différence entre le contrat collectif et le contrat individuel.

I. — *Caractère juridique du contrat collectif.*

Les syndicats n'ont et ne peuvent avoir aucun caractère obligatoire et, par suite, le contrat collectif auquel ils adhèrent ne vaut jamais que comme l'expression de la volonté des intéressés et ne saurait lier les dissidents, fussent-ils syndiqués. Les syndiqués ont cependant tout intérêt à accepter ce contrat à l'unanimité, pour lui faire rendre les meilleurs résultats.

Sur la nature juridique du contrat collectif, les auteurs diffèrent : les uns estiment que c'est un pacte juridique stipulé entre un entrepreneur et un syndicat d'ouvriers. Pour d'autres, c'est un mandat ou la combinaison de la stipulation du mandat, ou enfin une application nouvelle de la théorie des stipulations pour autrui ⁽¹⁾.

(1) Raynaud : *Le contrat collectif du travail*, 1901, p. 263 et s.

II. — *La jurisprudence française et le contrat collectif.*

La jurisprudence en France a longtemps hésité à reconnaître la pleine validité du contrat collectif de travail ou de salaire, conclu entre les chefs d'industrie et les syndicats d'ouvriers ou d'employés. La loi de 1884 est muette au sujet de ce contrat.

Cependant, après beaucoup de débats et de discussions, la jurisprudence a décidé qu'il est du devoir des syndicats d'agir directement contre des faits illégaux qui peuvent porter un préjudice moral et collectif à tous leurs membres. M. Nicotra adopte l'opinion de M. Pic; d'après laquelle il serait contradictoire de décider que les syndicats ont exclusivement pour objet de défendre les intérêts de la profession, et de leur refuser les seuls moyens d'action efficaces pour la réalisation de cette défense collective.

Et il ajoute : « La jurisprudence française a donc été forcée de reconnaître, comme conséquence de la loi de 1884, la capacité pour un syndicat de stipuler un contrat collectif et d'ester en justice, ayant la personnalité juridique, pour en réclamer l'exécution.... Il est indiscutable que le syndicat possède la personnalité juridique, sans laquelle il ne pourrait tirer profit des droits qu'il aurait, tout en assumant des devoirs correspondants ⁽¹⁾. »

La reconnaissance du contrat collectif de travail est aujourd'hui admise en principe par la jurisprudence.

(1) Nicotra, op. cit., p. 121 et s.

« C'est plutôt lorsqu'il s'agit de déterminer les conséquences juridiques de la validité du contrat collectif que la difficulté commence et que les divergences éclatent ». (Pic : *Capacité civile des syndicats professionnels. La jurisprudence et le contrat collectif de travail. (Rev. trim. de dr. civil)*, extrait, 1902.)

Nous ne pouvons ici examiner ces controverses ⁽¹⁾. Nous résumerons ainsi les conditions essentielles de la validité du contrat collectif stipulé par un syndicat, au nom de ses membres, avec un patron :

Les syndicats professionnels ouvriers ont pour but la défense des intérêts collectifs de leurs membres. Ils peuvent conclure dans ce but, avec les patrons, des contrats collectifs de travail ou de salaire. Tout contrat devant avoir une sanction, les syndicats ont le droit de faire tous actes nécessaires pour l'exécution de contrats collectifs librement acceptés par les patrons, notamment en usant de la mise à l'index, de la grève et de la citation en justice. — A propos de la grève, la doctrine jurisprudentielle soutient qu'elle rompt le contrat, en disant que la collectivité ne peut pas avoir plus de droits que l'individu. Or un ouvrier isolé ne pourrait pas, sans s'exposer à une action en dommages-intérêts, dénoncer brusquement et sans préavis le contrat de travail : donc cette faculté n'appartient pas davantage aux ouvriers coalisés.

Si la jurisprudence paraît fixée dans ce sens, en

(1) V. Pic, *Traité de législ. industr.*, N° 318 et s. et 426 et s.

revanche la doctrine est divisée et la majorité des auteurs se refusent à admettre que la grève soit, par elle seule, une cause de rupture du contrat de travail, affirmant au contraire qu'elle suspend seulement l'exécution du contrat, sans y mettre fin ⁽¹⁾.

Au regard des membres du syndicat, le contrat collectif ne vaudra qu'autant qu'il sera accepté par l'unanimité. Les dissidents ne peuvent être liés par lui, sauf au syndicat à les exclure de son sein, s'ils ne respectent pas le tarif syndical.

L'action syndicale exercée pour la défense des intérêts généraux de la profession et justifiée par un intérêt collectif sera toujours recevable, même si elle se cumule éventuellement avec l'action individuelle née en la personne d'un membre du syndicat, mais résultant d'un fait qui intéresse au premier chef le contrat collectif, par exemple, du cas où l'un des syndiqués ne serait pas payé au tarif stipulé par ce contrat.

En somme, le syndicat peut connaître de tous les préjudices qui, frappant isolément un de ses membres, ont une répercussion inévitable sur les droits collectifs de tous les autres.

III. — *Des avantages du contrat collectif.*

Sous le régime du contrat individuel, le patron force l'ouvrier isolé à lui donner toute son énergie en échange

(1) Voy. en ce sens Pic : *De la rupture ou de la suspension d'exécution du contrat de travail par l'effet des grèves ouvrières ou des lock-outs patronaux.* (Rev. trim. de droit civil, 1905.)

d'un salaire instable et tendant toujours au plus bas prix. Avec le contrat collectif, les syndicats ouvriers, monopolisant le travail-marchandise, vendent aux patrons tant d'énergie en échange de tant d'argent.

Le contrat collectif est un grand modérateur de la concurrence. Il remplace, pour la fixation des salaires, le débat individuel entre le patron et l'ouvrier par un débat entre le patron et le syndicat ouvrier ou la Fédération de syndicats qui a encore plus d'autorité que ces derniers pour obtenir une certaine uniformité dans les salaires de la profession. C'est entre les patrons d'une industrie d'une part et tous les ouvriers d'autre part que le débat peut utilement s'engager. Le contrat collectif est alors une sauvegarde même pour les patrons contre des concurrents peu scrupuleux, qui chercheraient une main-d'œuvre à vil prix pour vendre de même leurs produits.

Le contrat collectif tend donc à établir un tarif uniforme, ou mieux un tarif-type, selon les conditions où se trouvent les subsistances dans chaque localité. Ce résultat est efficace pour empêcher les ouvriers de se concurrencer entre eux en avilissant les salaires. L'ouvrier est donc protégé contre lui-même, puisque le contrat collectif lui fixe un minimum de salaire au-dessous duquel il lui est interdit de travailler.

Quelle est la base sur laquelle doit être établi le tarif uniforme ? Cette base doit être fondée sur la quantité de subsistances nécessaire à un ouvrier pour maintenir et développer toutes ses facultés et mener une vie hu-

maine. Le contrat individuel, au contraire, base le tarif minimum sur un taux de misère au-dessous duquel le salaire ne pourrait baisser sans décimer les travailleurs.

Le contrat collectif a surtout pour effet de hausser les salaires. En effet, si les employeurs font des bénéfices supérieurs à ceux qui paraissent normaux aux employés, ceux-ci demanderont à y participer, au moyen d'une hausse correspondante des salaires.

Par le contrat collectif, la classe ouvrière défendra sûrement ses intérêts, interviendra dans toutes les questions relatives au mode d'exécution du travail : hygiène des ateliers, mesures de protection contre les accidents du travail, etc.

Mais le caractère collectif du contrat de travail, débattu entre un ou plusieurs patrons et une collectivité ouvrière est, quoique rigoureusement légal — puisqu'il découle logiquement de la reconnaissance même du droit syndical — battu en brèche et combattu avec opiniâtreté par une fraction du patronat français.

Il est très désirable que la question soit expressément tranchée par un texte précis ⁽¹⁾. Mais nous insistons surtout sur le devoir qui incombe aux syndicats ouvriers. C'est à eux de préparer le terrain d'entente finale en gagnant la confiance des patrons. C'est à eux de fa-

(1) V. le projet de loi sur le contrat de travail déposé par M. Doumergue, ministre du commerce, sur le bureau de la Chambre des députés, le 2 juillet 1906 (Ch. *Doc. parl.* 1906, ann. N° 488). Ce projet, en établissant la convention collective du travail, ne peut que faciliter la pratique du contrat collectif.

ciliter l'application d'une loi consacrant l'obligation du contrat collectif et surtout la bonne harmonie obtenue en fait entre patrons et ouvriers.

Les syndicats ouvriers doivent être stables, puissants et riches et engager loyalement leur responsabilité dans le contrat collectif.

Ils y arriveront par les créations syndicales, qui sont les éléments essentiels de cohésion de la classe ouvrière, de son éducation économique et morale. Par l'action combinée de ces créations : enseignement, mutualité, secours divers, coopération, autant de pièces venant consolider leurs charpentes, les syndicats ouvriers grandiront jusqu'à se hausser au niveau de la puissance patronale et à prendre dignement place comme parties au contrat collectif du travail.

PREMIÈRE PARTIE

Législation des créations syndicales en France et à l'Etranger

Les associations ouvrières ont été longtemps comprimées dans un réseau de lois sévères ou hostiles, destinées à s'opposer à leur fonctionnement normal, jusqu'à leur émancipation, consacrée par la loi du 21 mars 1884.

Même depuis cette loi, leur liberté d'action comporte des restrictions, et des projets de loi ont été proposés pour les affranchir complètement et permettre à l'action syndicale de s'exercer sans entraves.

La classe ouvrière, sous l'ancien régime, isolée peu à peu de la corporation, essaya de se protéger elle-même. Elle trouva dans l'union la force nécessaire, et dans le mystère dont elle enveloppa le compagnonnage, le moyen d'échapper à la sanction des lois.

Nous analyserons la législation des créations syndicales en France, avant la loi de 1884, puis cette loi elle-même, dans un premier chapitre.

Dans un second chapitre, nous ferons une large part à l'examen des législations étrangères similaires. Cela nous permettra de juger à quel point en est notre pays, sous le rapport des lois sociales — spécialement en ce qui concerne l'action syndicale —. Nous ne parlerons que très brièvement des assurances ouvrières sur les accidents, la maladie et la vieillesse, invalidité, qui sortent du cadre syndical. Nous insisterons, au contraire, sur l'assurance contre le chômage, qui ne peut être que syndicale, tout en étant judicieusement subventionnée par les Pouvoirs publics.

Enfin, dans un chapitre troisième, nous énumérerons les nombreux projets de réforme déposés au Parlement français, qui intéressent les créations syndicales et ont pour but d'améliorer aussi les relations entre le capital et le travail.

CHAPITRE I^{er}

LÉGISLATION DES CRÉATIONS SYNDICALES EN FRANCE

SECTION I^{re}. — Législation des créations syndicales avant la loi du 21 mars 1884

Malgré la loi des 14-17 juin 1791, qui interdisait même les sociétés destinées à procurer des secours aux malades ou aux ouvriers sans travail, les sociétés de secours mutuels purent en fait s'organiser. A partir de 1800, les ouvriers en créèrent un grand nombre ; mais en 1806, une mesure de police vint enrayer ce mouvement, en exigeant que ces sociétés fussent composées d'hommes de tous états, afin d'éviter les coalitions.

A Lyon, les sociétés professionnelles de secours mutuels ont toujours été les plus nombreuses. Elles s'intitulèrent d'abord sociétés de bienfaisance et de secours à domicile. Elles embrassèrent tous les services d'assistance : maladie, vieillesse, chômage, ce dernier service étant souvent une cause d'épuisement pour la caisse qui l'assurait. '

Une ordonnance du maire de Lyon, du 6 novembre 1822, leur interdit de s'occuper du chômage.

Les sociétés de secours mutuels pouvaient difficilement défendre les intérêts professionnels. La plupart d'entre elles annexèrent alors à leurs opérations de mutualité une caisse de résistance, en vue des grèves ou du chômage.

Le 20 octobre 1817, une grève générale des chapeliers de Lyon, pour obtenir l'établissement d'un tarif et une augmentation de salaires, fut organisée par leur Bourse commune. Ils obtinrent gain de cause par une ordonnance qui mit fin à la grève et leur permit de former des sociétés de bienfaisance.

Une société professionnelle qui se voua exclusivement à la défense des intérêts de ses membres fut la société du « *Devoir Mutuel* », fondée par les tisseurs de Lyon, en 1828. Elle dirigea le mouvement pour l'établissement des tarifs qui aboutit aux insurrections de 1831 et de 1834. Elle fut dissoute en 1851.

A la suite de la grève générale qui troubla Paris pendant les mois d'août et septembre 1840, les ouvriers cordonniers-bottiers fondèrent une société de secours mutuels « *La Laborieuse* », dont le principal objectif fut la création d'un bureau de placement et l'allocation de secours en cas de chômage. Elle fut autorisée en 1845, à la condition de ne s'occuper que du chômage créé par la morte-saison.

Pour échapper encore mieux aux lois prohibitives, les ouvriers adoptèrent une autre forme d'association : la société coopérative de production.

L'expansion de l'esprit démocratique, après la Révo-

lution de 1830, fit surgir l'idée de la suppression complète du patronat par l'association ouvrière.

Au lendemain de la Révolution de février 1848, l'avènement de la République remplit d'espérance la classe ouvrière. Le Gouvernement provisoire reconnaissait que les ouvriers doivent s'associer pour jouir des bénéfices de leur travail.

De nombreuses sociétés ouvrières de production se formèrent. Malheureusement les ouvriers se laissèrent prendre à la magie des mots et crurent que la Révolution était faite par le seul fait d'avoir créé des associations ouvrières, sans se rendre compte que ce moyen d'évolution économique ne pouvait réussir qu'à la condition d'en user méthodiquement et de ne pas en espérer des résultats immédiats.

Beaucoup de ces associations échouèrent, parce qu'il manquait à leurs membres cette éducation solidariste, ces vertus coopératistes, sans lesquelles aucune société ouvrière ne peut vivre ou prospérer.

De plus, sur les trois millions de subvention aux sociétés coopératives votés par l'Assemblée constituante, 1.200.000 francs servirent à subventionner de véritables associations ouvrières ; 800.000 francs allèrent à des sociétés qui n'avaient d'ouvrières que le titre, et le million restant reçut d'autres affectations.

La floraison hâtive de ces sociétés ouvrières disparut avec le Coup d'Etat du 2 décembre 1851. A Lyon, le maréchal de Castellane, gouverneur de la ville, fit procéder, par les commissaires de police, à la liquidation de toutes les sociétés ouvrières quelconques.

De 1852 à 1860, en raison de la rigoureuse surveillance de la police, les sociétés ouvrières de production disparurent et on en revint aux sociétés de secours mutuels.

En 1860, surgit une nouvelle forme d'association professionnelle : La société de crédit mutuel. La première de ces sociétés, la Banque de solidarité commerciale, fondée le 2 juin 1857, sous le nom de *Société Mère du Crédit mutuel*, n'était pas professionnelle. Elle se composait d'ouvriers faconniers et de petits patrons et ne se proposait, en réalité, que d'organiser le crédit entre ses membres.

Les associations qui se constituèrent entre ouvriers de même profession prirent généralement le titre de *Sociétés civiles d'épargne et de crédit* et furent destinées à former le noyau de futures sociétés coopératives de production.

Une banque centrale fut constituée, le 27 septembre 1863, sous le nom de : *Société du Crédit au travail*.

Des banques populaires analogues s'ouvrirent dans les grandes villes.

La prospérité de ces sociétés ne devait pas durer longtemps. Le 2 novembre 1868, le *Crédit au travail* suspendit ses paiements; les prêts faits aux associations coopératives avaient immobilisé le capital. Ce fut un désastre pour la coopération française ⁽¹⁾.

Les sociétés coopératives elles-mêmes se désagrègè-

(1) V. *Les Associations professionnelles ouvrières*, t. I^{er}, p. 228 et suiv. — Office du travail.

rent par des scissions entre leurs membres et souvent elles entraînent dans leur chute le syndicat professionnel qui les avait créées.

La délégation des ouvriers français à l'Exposition universelle de Londres, en 1862, et l'agitation politique qui accompagna les élections générales du 31 mai 1863 eurent pour résultat l'augmentation du nombre des sociétés de crédit mutuel.

La majorité des rapports publiés à l'occasion de l'Exposition de Londres, par les délégués français, exprimaient le vœu de voir se constituer dans chaque profession des Chambres syndicales.

« Sous la pression de l'opinion publique, le Gouvernement impérial fit promulguer la loi de 1864, abolissant le délit de coalition ; c'était un premier pas dans la voie de la reconnaissance légale des syndicats ouvriers, qui, en deux ans, s'étaient constitués ouvertement à Paris et dans tous les grands centres ouvriers. » (Pic, *Traité de Législation industrielle*, 2^e édition, N° 349, p. 222).

Cette mesure libérale ne porta pas longtemps ses fruits. La même année, l'Association Internationale des travailleurs se constitua à Londres. Ses tendances, d'abord modérées, ne tardèrent pas à prendre un caractère révolutionnaire. Le Gouvernement impérial n'en prit pas tout d'abord ombrage.

Lors de l'Exposition universelle de Paris, en 1867, une délégation des ouvriers de Paris adressa au Gouvernement un mémoire, concluant à l'organisation de

chambres syndicales ouvrières, à la réorganisation du conseil de prud'hommes et à l'abrogation de l'article 1781 du Code civil.

Cette requête fut accueillie favorablement. Il fut stipulé que les chambres syndicales ouvrières jouiraient désormais d'une tolérance égale à celle dont bénéficiaient, depuis longtemps déjà, les chambres syndicales patronales; d'autre part, une loi du 2 août 1868 abrogea l'article 1781 qui, pour la preuve du salaire, ne tenait compte que de l'affirmation du maître.

Le mouvement syndical fut brusquement arrêté par l'émotion causée au Gouvernement impérial par les manifestations révolutionnaires de l'Association internationale des travailleurs, à laquelle adhéraient la plupart des syndicats français. Des poursuites, suivies de condamnations, furent exercées contre un certain nombre d'adhérents français.

La violence révolutionnaire ruinait l'édifice péniblement construit des associations professionnelles.

Pendant la guerre avec l'Allemagne, les questions sociales s'effacèrent. Après la guerre, l'Assemblée Nationale vota, le 14 mars 1872, une loi spéciale établissant les peines les plus sévères contre les affiliés de l'*Internationale*.

Après l'Exposition universelle de 1878, le mouvement syndical reprit de plus belle. Mais la situation des syndicats ouvriers demeurait précaire, car ils étaient dépourvus d'existence civile, leurs représentants n'avaient pas qualité pour ester en justice et leurs statuts n'avaient aucun caractère obligatoire.

Aussi, dès cette époque, les intéressés ouvrirent une campagne énergique en faveur de la reconnaissance légale des associations professionnelles ⁽¹⁾.

Cette campagne fut dirigée par les Congrès ouvriers⁽²⁾. Enfin le Gouvernement déposa, le 21 novembre 1880, un projet de loi établissant la reconnaissance légale des syndicats professionnels, qui est devenu la loi du 21 mars 1884.

En résumé, avant cette loi, les syndicats professionnels, sous le régime d'une tolérance intermittente, quand ils n'étaient pas radicalement prohibés, prenaient des formes de sociétés diverses, à l'allure inoffensive. Cela ne suffisait d'ailleurs pas toujours à les garantir de la dissolution, tout en les gênant beaucoup. Ils finissaient le plus souvent par trahir leur véritable caractère. Même quand ils restaient strictement dans le rôle d'associations coopératives, ils risquaient de sombrer devant des difficultés d'ordre économique, de par leur inexpérience à laquelle venait s'ajouter la concurrence qu'ils se faisaient entre eux.

Cette situation ne pouvait que neutraliser l'action syndicale, en la menaçant de deux périls presque inévitables : la dissolution ou la faillite.

Sous la troisième République, la tolérance toujours plus large à l'égard des syndicats ouvriers leur permit

(1) Pic, op. cit., N° 354 et suiv. p. 225 et suiv.

(2) *Les Associations professionnelles ouvrières*, p. 239 et suiv.

d'être eux-mêmes, c'est-à-dire des associations de défense des intérêts professionnels.

La loi du 21 mars 1884 leur donna l'existence légale et la personnalité civile. Désormais la forme syndicale est adoptée par la majorité des associations professionnelles et c'est presque toujours du sein d'un syndicat que naissent les sociétés de secours mutuels et les nombreuses sociétés coopératives, qui deviennent alors des créations syndicales.

La loi de 1884 a donné aux syndicats professionnels la liberté, l'égalité et la légalité.

Elle a restreint l'action syndicale à la défense des intérêts professionnels. La mesure était prudente. La liberté sans limites, après l'oppression, eût été un danger pour les syndicats. Il fallait contenir par une réglementation modérée l'expansion soudaine résultant de leur reconnaissance légale, sauf à accorder toujours plus de liberté, si les résultats devenaient favorables.

C'est la pensée d'un des auteurs de la loi, M. Waldeck-Rousseau, qui insistait dans sa circulaire aux préfets, du 25 août 1884, sur l'esprit de large libéralité qui devait présider à l'interprétation comme à l'exécution de la loi.

Les seules restrictions apportées à la liberté d'action des syndicats se réfèrent aux entreprises lucratives qu'ils voudraient poursuivre eux-mêmes. Le législateur a compris que les syndicats devaient réserver toute leur force et leur dévouement aux revendications de la classe ouvrière. Leur rôle essentiel est d'en être les défenseurs. La loi, en restreignant leur capacité, a voulu

les garantir des mésaventures financières inhérentes aux affaires.

Elle n'empêche pas d'ailleurs les syndicats d'essaimer autour d'eux des sociétés commerciales et leur permet, en outre, de se créer des ressources indispensables à leur fonctionnement comme à leur œuvre de défense et d'assistance professionnelles.

SECTION II. — Les ressources syndicales, d'après la loi du 21 mars 1884.

Les ressources que peuvent se procurer les syndicats sont déterminées par l'art. 6 de la loi, qui fixe la capacité juridique de ces derniers.

Ils peuvent employer les sommes provenant de leurs cotisations. Encore faut-il qu'ils les emploient selon les conditions du § 3 de l'art. 6. Ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires à leur fonctionnement : réunions, bibliothèques, cours professionnels.

Ce paragraphe indique les acquisitions qui leur sont permises, mais reste muet sur les modes d'acquisition.

Dans le rapport de M. Allain-Targé et dans le texte présenté à la Chambre des députés par la Commission, le 20 mars 1881, il était dit : « Les syndicats professionnels auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer et posséder les sommes produites par leurs cotisations. Ils pourront posséder également les immeubles nécessaires à leurs réunions et à l'établis-

ment de bibliothèques, de cours d'apprentissage et d'instruction professionnelle. »

Quelques jours après, MM. Goblet, Trarieux et Ribot déposaient et soutenaient un amendement dans lequel il était dit : « Les syndicats reconnus peuvent acquérir des valeurs mobilières et les immeubles nécessaires à leurs réunions..... »

Cet amendement fut rejeté, mais à la suite des observations de MM. Trarieux et Ribot, la Commission avait modifié son texte ainsi : « Ils pourront acquérir et employer les sommes provenant de leurs cotisations. Toutefois ils ne pourront posséder d'autres immeubles que... etc. »

Le rapporteur disait : « Les syndicats professionnels ne pourront acquérir que par leurs cotisations..... et ne pourront constituer leur capital qu'au moyen des cotisations versées par leurs membres. »

Dans sa réponse, M. Goblet reconnaissait que le mot « acquérir » veut dire acquérir à titre onéreux ; quand il s'agit d'acquisitions gratuites, l'expression consacrée, c'est recevoir des dons et legs.

C'est dans ce sens que le texte fut voté, en première comme en deuxième lecture. En passant par la Commission du Sénat, cette proposition prend une forme plus précise : « Il est interdit aux syndicats de recevoir des dons et d'acquérir autrement qu'à titre onéreux. »

L'acquisition des immeubles était maintenue dans les termes où l'avait adoptée la Chambre, mais la Commission ajoutait un article 6 ainsi conçu : « Toute donation

et tout legs d'immeubles à un syndicat professionnel ou à une union de syndicats sont nuls..... »

En première lecture, M. Tolain reconnaissait que le texte empêchait les syndicats de recevoir aucun don ou legs.

En seconde lecture, M. Béranger reconnaissait aussi que la loi déclare nuls les dons ou legs, qu'ils fussent mobiliers ou immobiliers.

Mais en 1883, une modification importante fut apportée au texte par la Commission de la Chambre et signalée dans le rapport de M. Lagrange : « L'article 6 est, à peu de chose près, l'article 4 adopté par le Sénat. La Commission n'a pas cru devoir enlever aux syndicats la faculté de recevoir des dons. Il est à présumer que, dans la pratique, les bibliothèques syndicales et les écoles professionnelles recevront de nombreux dons de livres, d'outils, d'instruments.

« Il serait injuste de les obliger à dépenser, pour l'acquisition de ces objets, des fonds qui peuvent utilement grossir les ressources des caisses de retraites et de secours mutuels. »

Désormais aucun des textes ne mentionne plus le mot don ni le mot legs que le premier projet du Sénat répétait à plusieurs reprises, dans son article 4 et dans son article 6.

Tous les immeubles légués, donnés ou achetés sont rangés sous le mot « acquérir » : « Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux..., etc. » (Art. 6, § 3).

Ainsi, que les immeubles soient légués, donnés aux syndicats ou achetés par eux, ces modes d'acquisition seront également valables, sous les conditions de l'art. 6.

Le droit pour les syndicats d'acquérir à titre gratuit a été nié par certains auteurs, affirmant que les syndicats étaient des sociétés privées et ne pouvaient acquérir à titre gratuit qu'en vertu d'une concession formelle du législateur; or cette concession ne figure pas dans la loi.

De plus, ils soutenaient que l'art. 6 est exclusif du droit de recueillir à titre gratuit et que les travaux préparatoires contenaient l'interdiction formelle aux syndicats d'acquérir autrement qu'à titre onéreux.

Nous nous rallions à l'opinion contraire ⁽¹⁾ qui reconnaît aux syndicats le droit d'acquérir même à titre gratuit, les considérant comme des établissements d'utilité publique et interprétant l'art. 6 dans le sens libéral préconisé par M. Waldeck-Rousseau. Enfin l'art. 8 prévoit l'hypothèse d'une acquisition à titre gratuit, réalisée par un syndicat à l'encontre des conditions de l'art. 6. Il la frappe alors de nullité, non comme mode d'acquisition interdit, mais comme exercé en dehors des restrictions de l'art. 6.

Les syndicats pourront donc recevoir des libéralités mobilières illimitées, mais devront, pour les immeubles, se conformer à la loi qui n'a agréé que ceux affectés aux besoins syndicaux.

(1) Pic, *op. cit.* N° 433, p. 288.

Reste la question délicate de savoir si l'efficacité des libéralités entre vifs ou testamentaires, faites au profit des syndicats, est subordonnée à la nécessité d'une autorisation administrative, conformément à l'art. 910 du Code civil ?

Sont affranchis de toute tutelle administrative les établissements privés. Mais nous avons classé les syndicats dans les établissements d'utilité publique, qui sont régis par l'art. 910, dans le cas précédent.

C'est donc qu'ils seront soumis à la tutelle administrative. Est-ce bien ce qu'a voulu le législateur de 1884 ? Nous ne le pensons pas ⁽¹⁾.

Il a nettement affranchi les syndicats de la nécessité d'une autorisation administrative spéciale et individuelle, quant à leur fonctionnement. Il les a placés sous le contrôle plus discret de l'autorité judiciaire et encore ne l'a-t-il fait que pour certaines hypothèses spécifiées au texte de la loi, en l'espèce, dans l'art. 8.

L'autorité judiciaire n'aurait pas en effet à intervenir pour prononcer la nullité d'une libéralité qu'aurait déjà frappée le refus d'autorisation administrative. Le législateur a voulu éviter un conflit de juridictions et l'esprit de la loi montre qu'il a dérogé au principe de l'art. 910 en faveur des syndicats professionnels.

La loi de 1884 a donc laissé un vaste champ aux syndicats pour y moissonner des ressources.

Ils peuvent accepter en toute liberté, sauf les restric-

(1) Pic, N° 435, p. 289 et suiv.

tions inhérentes aux immeubles, les dons et legs qui leur sont faits, de quelque importance qu'ils puissent être. C'est une grande marque de confiance que leur a témoignée le législateur; et les créations de prévoyance et d'assistance contre les fléaux qui assaillent la classe ouvrière n'auront jamais trop des richesses syndicales pour atteindre leur but de protection et d'amélioration sociale.

SECTION III. — Législation des créations syndicales en France

Ces richesses syndicales ne sont pas d'ailleurs bien considérables. La plus grande partie du fonds de réserve syndical provient beaucoup plus des cotisations et des amendes que de libéralités. Il y a lieu d'y ajouter les subventions accordées par l'Etat, les départements et les communes, aux syndicats, aux Bourses du travail et aux créations syndicales. Ces dernières, au point de vue juridique, offrent des physionomies très différentes. Les unes existent sans réglementation, d'autres sont régies par la loi de 1884, de concert avec d'autres lois; enfin il en est qui n'ont pas de législation appropriée à leur caractère et qui doivent obéir, par analogie, à des lois qui, souvent, les embarrassent plus qu'elles ne les favorisent.

§ 1^{er}. — L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SYNDICAL

Les créations syndicales instituées en vue de l'enseignement professionnel ne sont soumises à aucune

réglementation. La loi de 1884 les favorise, voilà tout, en autorisant les syndicats à acquérir des immeubles pour y installer des bibliothèques, des écoles ou des cours professionnels.

L'enseignement professionnel est intimement lié à l'apprentissage. Celui-ci subit une crise aiguë actuellement, par suite de la loi sur le repos hebdomadaire du 13 juillet 1906. En effet, dans certaines professions, menuiserie, serrurerie, etc., les patrons, ne voulant pas subir la gêne de la loi, ne prennent presque plus d'apprentis et ne veulent que des ouvriers adultes. Pourtant l'apprentissage est l'école nécessaire du travail manuel. Le supprimer, ce serait tarir dans sa source même le labeur français.

Nous ne pouvons examiner ici le problème si grave qui résulte du déclin de l'apprentissage ⁽¹⁾.

En l'absence de mesures législatives relatives à l'enseignement technique, les syndicats professionnels doivent accorder toute leur sollicitude à cette œuvre essentielle de culture intellectuelle professionnelle et morale des futurs ouvriers, jusqu'au jour où une loi viendra la rendre obligatoire, comme en Allemagne, en Danemark, en Norvège, dans certains cantons de la Suisse et en Hongrie.

La question de l'enseignement technique est l'une de celles qui méritent le plus d'attirer l'attention du législateur français : elle intéresse les forces vives de notre

(1) V. Debolo, *L'apprentissage à l'atelier*, thèse, 1906.

pays. Désireux de donner à l'enseignement technique, sous la forme d'une loi organique, la charte qui lui fait encore défaut, le Gouvernement chargea l'Administration de préparer, à cet effet, un avant-projet de loi. Une fois préparé, il fut d'abord soumis à une Commission spéciale nommée par le Conseil supérieur de l'enseignement technique.

Les travaux de cette Commission furent consignés dans un très remarquable rapport sur cet avant-projet, rapport ⁽¹⁾ présenté en 1904, au Conseil supérieur de l'enseignement technique, par M. Cohendy, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon, président de la Commission administrative de l'Ecole de la Martinière.

M. Cohendy, avec une lumineuse clarté, a montré à quel degré était nécessaire l'organisation méthodique d'un enseignement technique et la création d'un enseignement professionnel vraiment digne de ce nom.

Le projet de loi est divisé en cinq titres : Le titre premier, sous la rubrique : « Dispositions générales », définit l'enseignement technique et détermine les établissements dans lesquels il peut être donné.

L'enseignement technique est celui qui, sans préjudicier à l'enseignement général, a pour objet l'étude théorique et pratique des sciences et des arts ou métiers en vue de l'industrie ou du commerce. (Art. 1^{er}.)

(1) V. le texte in extenso de ce rapport, *Doc. Parl. Ch.*, annexe N° 2648, 1903, annexe II au projet Dubief, p. 48.

« Le rôle de l'enseignement technique, dit M. Cohen-
» dy, n'est pas seulement de former des producteurs et
» de préparer à l'exercice d'une profession déterminée :
» il est aussi de former des hommes et de développer
» les qualités intellectuelles et morales sans lesquelles
» les connaissances positives risqueraient de rester
» stériles. Sans cesser d'être lui-même et tout en conser-
» vant son originalité propre, l'enseignement technique
» ne peut donc pas se désintéresser de l'instruction
» générale des jeunes gens qui lui sont confiés : il doit
» nécessairement compléter cette instruction et faire
» à la culture générale la part légitime, indispen-
» sable, qui lui revient dans toute éducation digne de
» ce nom. »

Les établissements seront d'enseignement technique, industriel ou commercial, suivant que le nombre d'heures consacrées aux travaux pratiques ou aux études commerciales proprement dites dépassera une proportion déterminée. (V. art. 2.)

Nous renvoyons à la lecture du rapport pour l'examen des titres II, III et IV du projet, traitant respectivement des autorités préposées à l'enseignement technique des écoles privées reconnues ou non par l'Etat.

Nous abordons la partie la plus intéressante de l'avant-projet, concernant les « Cours professionnels ou de perfectionnement » et contenue dans le titre V.

Nous ne pouvons mieux faire que de citer les paroles mêmes du rapporteur à propos de la question de l'apprentissage :

« La disparition de l'apprentissage, c'est l'abaisse-
» ment de la capacité technique de l'ouvrier, et par cela
» même, son avenir tout entier qui est gravement com-
» promis. Il s'agit de savoir, en effet, si, dans les condi-
» tions actuelles, l'enfant qu'on place à l'atelier peut
» devenir un ouvrier véritable, possédant à fond la
» technique de son art, aimant son métier, capable de
» s'élever à de plus hautes situations, ou tout au moins
» de gagner un salaire suffisant et d'obtenir des condi-
» tions honorables de travail, ou bien, au contraire,
» s'il sera condamné à rester toute sa vie un ouvrier
» incomplet, pour mieux dire, un vulgaire manœuvre,
» à la merci des chômages et de l'avilissement des sa-
» laires, et trop souvent aussi un de ces incapables
» prétentieux et toujours mécontents qui errent d'atelier
» en atelier et qui sèment la discorde partout où ils sont
» embauchés. Or, à cet égard, les conclusions de l'en-
» quête de 1902 sont d'une netteté qui, malheureuse-
» ment, ne laisse rien à désirer : dans les industries où
» l'on ne forme plus d'apprentis, la valeur profession-
» nelle des ouvriers décroît, les salaires baissent, les
» chômages sont plus intenses et plus fréquents.

» La disparition de l'apprentissage, c'est aussi, et par
» voie de contre-coup, la décadence pour ces mêmes
» industries. L'enquête de 1902 le constate également
» d'une manière formelle : d'après la presque unani-
» mité des institutions consultées (six seulement sont
» d'un avis opposé), les industries qui ne forment plus
» d'apprentis périssent : elles ne peuvent pas lutter
» contre la concurrence des pays étrangers. »

On voit donc les dangers qui résultent de la disparition de l'apprentissage. L'enseignement professionnel est un moyen efficace pour y remédier. Il a pour but de provoquer la formation d'une élite d'ouvriers dont le travail sera d'autant plus parfait que leur apprentissage aura été plus complet.

A l'exemple de ce qui se passe dans les pays étrangers, l'avant-projet de loi rend obligatoire l'enseignement professionnel : il ouvre ses cours aux apprentis, aux ouvriers et aux employés du commerce et de l'industrie. Ces cours sont gratuits. Les communes utiliseront ceux qui existeront déjà sur leur territoire ou bien elles seront tenues d'en créer, si elles n'en possèdent pas déjà. Des dispositions sont prises pour contraindre les patrons à laisser aux jeunes ouvriers et employés le temps et la liberté de suivre les cours obligatoires. L'assiduité des élèves est l'objet d'une surveillance particulière. Des examens constitueront la sanction de ces études, dont seront dispensés tous les jeunes gens et jeunes filles munis du certificat de capacité délivré par l'école technique ou les cours professionnels ou qui seront apprentis dans leur famille (art. 59).

Aux termes de l'art. 68, les parents ou tuteurs qui auront fait une fausse déclaration seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et passibles d'une amende de 16 à 200 francs. (Cette exception fut supprimée du projet de loi, sur la demande de la Commission permanente du Conseil supérieur du Travail.)

Les articles 57 et 58 déterminent les obligations du

patron et des dispositions pénales sont prises pour assurer l'application rigoureuse de ces mesures (art. 64, 65, 66, 67).

Le Gouvernement s'est approprié ce projet, sous réserve de quelques modifications de détail. Il a été déposé le 13 juillet 1905 sur le bureau de la Chambre par M. Dubief, ministre du commerce (Ch. *Doc. parl.* N° 2.648, p. 1837). Le projet a été renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie ; M. Astier fut nommé rapporteur et déposa un rapport sur ledit projet, au nom de la Commission, le 17 mars 1906.

Ce rapport (Ch. *Doc. parl.* ann. N° 48, 1906) fut renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie.

Il faut souhaiter que le projet dont nous venons de parler soit bientôt transformé en loi.

§ 2. — PRÉVOYANCE ET ASSISTANCE.

Le paragraphe 4 de l'article 6 de la loi de 1884 permet aux syndicats, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, de constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Caisses de secours mutuels. — Tout d'abord, les syndicats professionnels peuvent constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels. L'exercice de ce droit n'est subordonné à aucune formalité d'autorisation administrative. La loi se substitue ici au bon vouloir de l'autorité gouvernementale, qui de-

meurait toujours maîtresse de donner ou de refuser l'autorisation demandée.

Pour alimenter ces caisses, les syndicats prélèvent le plus souvent le service des secours sur leurs ressources générales provenant des cotisations de leurs membres.

Ces caisses ne seront alors autre chose qu'un mode d'emploi de ces cotisations, pour lequel il ne sera pas nécessaire de recourir à une autorisation administrative, puisque la loi permet aux syndicats d'employer les sommes provenant des cotisations.

Mais cette dispense d'autorisation ne doit bénéficier qu'aux caisses de secours formées spécialement entre les membres d'un syndicat. Il en résulte que toute société dans laquelle entreraient des membres étrangers au syndicat devra être considérée comme ayant un caractère distinct. Comme telle, elle ne pourra bénéficier de la dispense d'autorisation. Il en résulte encore que des membres honoraires ne sauraient devoir faire partie de caisses syndicales autorisées quant à leur création, puisque, pour être membre d'un syndicat, il faut être de la profession qu'il représente ⁽¹⁾.

Les caisses de secours mutuels dont la création est autorisée par le paragraphe 4 de l'art. 6 sont cependant soumises à des prescriptions réglementaires.

Ce paragraphe était primitivement conçu en ces termes : « Ils (les syndicats) pourront, sans autorisation,

(1) Veyan, *La loi sur les syndicats professionnels*, p. 187.

constituer entre leurs membres des caisses de secours..... »

MM. Bathie et Clément représentèrent au Sénat que cette rédaction était vague, qu'elle présentait certains dangers, en ne prenant aucune précaution pour la sauvegarde et la conservation du capital que les sociétés de secours mutuels allaient pouvoir créer. Ils ajoutaient que le Gouvernement pouvait se trouver désarmé, soit pour suspendre les administrateurs des caisses en cas de malversation ou de mauvaise gestion, soit pour dissoudre la société pour cause d'infraction grave aux lois.

Ils proposèrent alors d'introduire dans le texte une disposition rappelant les prescriptions protectrices de la loi du 15 juillet 1850 sur les sociétés de secours mutuels. (*Journal Officiel*, débats parlem. 1882, p. 780 et suiv.)

M. Tirard, ministre du Commerce, d'accord avec la Commission, ayant admis la nécessité de ces garanties, une rédaction nouvelle fut proposée en deuxième lecture et votée définitivement. Le texte nouveau portait : « Ils pourront, sans autorisation, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer..... »

C'est donc seulement de l'autorisation que sont dispensés les syndicats pour la création des caisses de secours mutuels. Ils restent soumis à toutes les autres prescriptions présentes ou futures, relatives à ces sociétés.

Quelles sont ces prescriptions réglementaires aux-

quelles sont soumises les caisses de secours mutuels syndicales? Pour répondre à cette question, il faut rechercher leur caractère légal.

Avant que ne fût promulguée la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, celles-ci devaient se reporter aux dispositions de la loi du 15 juillet 1850 et du décret du 26 mai 1852. Sous l'empire de la loi ancienne, les sociétés de secours mutuels, se divisaient en trois classes :

1^o Les sociétés reconnues, établissements d'utilité publique, jouissant de la personnalité civile la plus large;

2^o Les sociétés approuvées, dotées d'une personnalité civile restreinte;

3^o Les sociétés simplement autorisées ou libres, dépourvues de toute personnalité morale. (Pic, N^o 402, p. 265.)

Les premières se forment sans autre restriction que celle imposée à toute association de respecter les bonnes mœurs et les lois d'ordre public. Si elles comptent plus de vingt membres, la permission de l'Autorité est nécessaire, comme elle l'est pour les associations.

Créées en vertu de la loi du 15 juillet 1850, les sociétés reconnues sont de véritables établissements publics, ayant le droit d'acquérir à titre gratuit et onéreux des meubles et des immeubles; elles jouissent en outre de tous les avantages assurés par le décret du 26 mars 1852 aux sociétés approuvées.

Ces dernières forment une institution intermédiaire entre les sociétés reconnues et les sociétés libres. Elles peuvent acquérir des meubles, mais elles n'ont, quant aux immeubles, que la capacité de les prendre à bail, tandis que les sociétés reconnues peuvent en devenir propriétaires. L'approbation est conférée, dans le département de la Seine, par le ministre de l'Intérieur, sur la proposition de la Commission supérieure instituée à cet effet; dans les autres départements par les préfets (art. 7 du décret du 26 mars 1852).

La société qui veut obtenir l'approbation doit joindre à sa demande :

- 1° Deux exemplaires de ses statuts ;
- 2° Une liste nominative de ses membres honoraires ;
- 3° Une liste des membres participant aux bénéfices, avec l'âge et la profession de chacun d'eux.

Dans quelle catégorie convenait-il de faire rentrer les caisses autonomes créées par les syndicats professionnels ?

Si elles n'avaient pas satisfait aux formalités édictées par l'art. 7 du décret de 1852, devait-on les considérer comme des sociétés simplement autorisées, libres, ou acquéraient-elles, en vertu de leur seule création, la qualité de sociétés approuvées ?

La majorité des auteurs pensaient qu'elles devaient être considérées comme des sociétés approuvées, estimant avec raison que le législateur de 1884 avait entendu leur conférer une faveur spéciale, qu'il avait voulu affranchir leurs fondateurs de la nécessité de l'ap-

probation préfectorale. De plus, les sociétés de secours mutuels syndicales pouvaient créer des caisses de retraites. Or, si elles avaient eu le caractère de sociétés libres, elles n'auraient pu le faire, la loi de 1850 l'interdisant aux sociétés libres.

Cette situation fut modifiée par la loi du 1^{er} avril 1898. Dans son article 40 elle disposait formellement que « les syndicats professionnels qui ont prévu dans leurs statuts les secours professionnels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions. »

Or l'article 16 de la loi édicte, pour toute société désireuse de bénéficier du régime de faveur des sociétés approuvées, l'obligation de faire approuver ses statuts par arrêté ministériel, approbation qui ne peut d'ailleurs être refusée que dans deux cas spécifiés au texte. Encore y a-t-il recours au Conseil d'Etat.

Alors les caisses autonomes syndicales qui n'obéiront pas aux dispositions de l'art. 16 seront nécessairement assimilées à des sociétés libres. Encore devront-elles déposer leurs statuts à la sous-préfecture de l'arrondissement ou à la préfecture du département où elles auront leur siège social (art. 4, L. 1898).

Du reste les sociétés libres, sous l'empire de la loi de 1898, bénéficient d'une personnalité civile; elles ont même une capacité plus étendue, notamment en ce qui concerne les acquisitions d'immeubles, que les anciennes sociétés approuvées; à la différence des sociétés autorisées d'avant 1898, elles peuvent organiser un service

de retraites à leurs risques et périls et sans pouvoir prétendre aux avantages résultant, pour les sociétés approuvées, de l'article 21 de la loi de 1898. (Pic, op. cit. N° 403, p. 266.)

Quant aux sociétés fondées par des syndicats professionnels antérieurement à la promulgation de la loi de 1898, elles devront, dans le délai de deux ans, se conformer aux prescriptions de la présente loi (art. 37.)

La loi du 21 mars 1884 impose enfin une règle spéciale aux sociétés de secours mutuels syndicales. Elles devront posséder une individualité propre, avoir une administration et une caisse particulières. Cela résulte du texte de la loi. Le paragraphe 4 de l'article 6 parle en effet de « caisses spéciales ». De plus l'art. 7, § 2, déclare que tout membre démissionnaire d'un syndicat conserve ses droits dans la société de secours mutuels fondée par ce syndicat et dont il est membre. Ces deux articles admettent donc que les deux associations sont distinctes. D'ailleurs, leurs biens, en cas de dissolution, ne suivent pas la même destination et les droits de chacune d'elles sont différents.

Ces caisses sont donc autonomes et il est juste que tout syndiqué démissionnaire, qui en est membre et auxquelles il a versé des cotisations destinées à l'assurer contre un risque, conserve ses droits sur elles. Ses versements ont constitué à son profit un droit acquis, indépendant de sa qualité de syndiqué.

Mais dans le cas d'une caisse non autonome, non alimentée par des cotisations spéciales, la situation du syndiqué démissionnaire n'est plus la même.

Une telle caisse de secours ou de retraites, créée par le syndicat, fonctionne exclusivement à l'aide de prélèvements sur les revenus annuels du syndicat dont elle n'est qu'un service, un rouage intérieur. La qualité de syndiqué est dans ce cas indispensable pour profiter des avantages afférents à cette caisse et la perte de cette qualité, par le fait de démission, entraîne de plein droit la perte de ces avantages. De plus, cette caisse n'a pas le caractère de société de secours mutuels et ne pourrait pas se réclamer de la loi de 1898. (V. Pic, op. cit. p. 266, note 1.)

Caisses de retraites. — Les syndicats ont la faculté de créer entre leurs membres des caisses de retraites pour la vieillesse. Tout ce que nous avons dit à propos des caisses de secours mutuels syndicales s'applique aux caisses de retraites, qui ne sont, d'ailleurs, qu'un accessoire, une modalité des premières.

Mais de plus, les caisses de retraites syndicales sont soumises aux règles de contrôle et de gestion de la loi du 27 décembre 1895.

Cette loi assujettit les caisses de prévoyance à un contrôle sérieux. Elle oblige les patrons à verser soit à la Caisse nationale des dépôts et consignations, soit à des caisses syndicales... toutes les sommes retenues sur le salaire des ouvriers et toutes celles qu'ils auront reçues ou se seront engagés à fournir, en vue d'assurer des retraites à leur personnel (art. 3, § 1).

Elle détermine l'emploi que les caisses syndicales... pourront faire de leurs fonds : rentes, obligations dé-

partementales ou communales, foncières, bons de Monts-de-Piété (art. 3, § 3).

Elle soumet ces caisses à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement où se trouvent leurs sièges (art. 3, § 4).

L'article 3, § 2, décide que les statuts des caisses syndicales... devront comporter le transfert des sommes inscrites au livret de chaque intéressé à une autre caisse ou à la Caisse nationale des retraites.

Les pensions de retraites constituées par les caisses syndicales peuvent l'être, soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel, qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou versé.

Le décret du 26 avril 1856 précise de quelle manière se forment les fonds de retraites (art. 22) :

1° Au moyen de prélèvements faits par la société sur les excédents de recettes avec l'autorisation du Ministre de l'intérieur ou du préfet (sauf pour les syndicats);

2° Par des subventions de l'Etat, des départements ou des communes;

3° Par des dons et legs faits à la Société avec affectation spéciale au service des pensions et dont l'acceptation doit être autorisée (sauf pour les syndicats) par l'Administration (art. 910 du Code civil).

Sous l'empire de la loi du 1^{er} avril 1898, les statuts de chaque société déterminent si elle entend user de cette faculté de constituer un fonds commun et dans quelles conditions; ils règlent en outre les moyens de l'alimenter, qu'il s'agisse d'un fonds commun conservé ou

d'un fonds commun à créer. Ils décident notamment si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles (art 21).

Les pensions de retraites alimentées par le fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société.

La fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance est déterminée par les statuts. Toutefois, aux termes de l'article 23, § 2, les bénéficiaires doivent obligatoirement remplir certaines conditions d'âge et de durée d'affiliation à la caisse. Ils doivent être âgés d'au moins cinquante ans et avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins.

Les pensions sont servies par la Caisse des retraites pour la vieillesse, instituée par la loi du 10 juin 1850 et réorganisée par la loi du 20 juillet 1886, ou directement par la société syndicale, à l'aide des intérêts du fonds commun.

Les pensions de retraites peuvent être aussi constituées par livret individuel à l'aide de la Caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome. Elles sont formées, en conformité des statuts, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants. Ces versements proviennent :

1° De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite, ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2° De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en existe un;

3° Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Les syndicats professionnels peuvent fonder, nous venons de le voir, des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. Cette faculté est la seule que la législation leur donne d'une manière expresse pour réaliser l'assurance ouvrière.

Mais il résulte des travaux préparatoires, aussi bien que de l'esprit de la loi de 1884, que les syndicats ont d'autres moyens de réaliser cette œuvre.

En effet, la loi de 1884 est avant tout une loi de liberté et aucune de ses dispositions ne défend aux syndicats de créer entre leurs membres des caisses d'assurance contre les risques auxquels ils sont exposés.

Les caisses de chômage syndicales. — Les syndicats ont toute liberté pour fonder des caisses d'assurance contre la maladie, les accidents et contre le chômage.

Ils n'ont qu'à se conformer aux dispositions de la loi du 24 juillet 1867 et du décret du 22 janvier 1868 sur les sociétés d'assurances mutuelles, ainsi qu'aux dispositions contenues dans les articles 6, § 4, et 7, § 2, de la loi du 21 mars 1884.

Avant la loi de 1884, les syndicats ne pouvaient établir de caisses de chômage, car la loi du 13 juillet 1850 y était hostile, tandis qu'elle favorisait les sociétés de secours mutuels.

Le Gouvernement de la troisième République a, au contraire, affirmé sa sollicitude aux caisses de chômage syndicales en leur donnant des subventions, au moyen d'un crédit annuel de 110.000 francs, inscrit au budget de l'Etat (Ministère du commerce).

Le Parlement vota ce crédit, conformément aux conclusions d'un rapport déposé, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, par M. Millerand. Il se borna à insérer dans la loi de finances du 22 avril 1905 — laissant au Gouvernement le soin de fixer par décret les règles de la répartition du crédit — un article 55 ainsi conçu :

« L'emploi du crédit ouvert au Ministère du commerce, industrie, postes et télégraphes pour subventions aux caisses de secours contre le chômage involontaire, sera réglé par un décret contresigné par le Ministre du commerce et par le Ministre des finances.

» Un rapport annuel du Ministre du commerce au Président de la République, inséré au *Journal Officiel*, rendra compte du fonctionnement et du service de la répartition du crédit. »

Le décret prévu par cet article, préparé par les soins d'une Commission spéciale, fut signé le 9 septembre 1905 ⁽¹⁾.

Régime des subventions aux caisses de chômage. —

(1) V. *Rapp. sur les subventions aux Caisses de chômage pour 1905*. (Bull. Off. Trav., 1906, p. 903.)

Le chômage involontaire par manque de travail donne seul droit aux subventions de l'Etat. Les caisses de chômage sont définies par l'article 1^{er} du décret : « Ce sont les caisses qui viennent en aide à leurs membres en chômage, soit par des secours sur place, soit par des secours de route ou de déplacement. » Cette définition n'est pas exclusive. Elle s'applique à toutes les caisses mutuelles, qu'elles soient fondées par des syndicats professionnels, des sociétés de secours mutuels ou d'autres associations.

Art. 2. — Les subventions sont accordées :

1^o Aux caisses composées de membres exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, à condition que le nombre des membres soit de 100 au minimum ;

2^o Aux caisses locales composées comme les précédentes et comprenant au moins 50 membres, à condition qu'elles soient subventionnées par les communes ;

3^o Dans les communes de moins de 20.000 habitants, aux caisses locales composées de membres appartenant à diverses professions, à condition qu'elles comprennent 50 membres et soient subventionnées par les communes ;

4^o Aux caisses organisées en vue des secours de route par des unions d'associations et alimentées par des cotisations globales de chaque association adhérente, à condition que les ressources normales de ces associations soient constituées par les cotisations de leurs membres.

En ce qui concerne les caisses visées par les trois premiers paragraphes, ne sont considérés comme adhérents que les membres actifs ne devant pas plus de 3 mois de cotisation.

Le rapporteur explique les dispositions du paragraphe 1^{er} :

« Les risques de chômage varient beaucoup avec les professions. Dans tel métier, les ouvriers sont occupés régulièrement d'un bout de l'année à l'autre et ne chôment qu'accidentellement. Dans d'autres métiers, les ouvriers sont exposés périodiquement à de longues mortes-saisons. Les salaires varient également beaucoup de métier à métier.

» Il est donc bien difficile, dans les caisses formées de personnes appartenant à des professions différentes, d'établir d'une façon équitable la cotisation à réclamer à chacun de leurs membres et le chiffre de secours auquel il a droit.

» En outre, les caisses professionnelles sont bien mieux placées pour contrôler les chômeurs et assurer leur placement.

» Le caractère professionnel est requis, non pas de l'association qui a créé la caisse de chômage, mais de la caisse de chômage proprement dite. Il s'ensuit que les associations non professionnelles pourront parfaitement obtenir pour leurs caisses de chômage le bénéfice des subventions de l'Etat. Il leur suffit de créer dans leur sein, entre ceux de leurs membres qui appartiennent au même métier ou à des métiers similaires, une ou plusieurs caisses de chômage. »

L'article 4 du décret exige que toute caisse de chômage qui veut participer aux subventions de l'Etat doit assurer un service gratuit de placement.

Art. 9. — Si l'indemnité de chômage est supérieure à 2 francs par jour, la subvention ne sera calculée que sur cette dernière somme.

Art. 10. — Si la durée de l'indemnité de chômage dure 60 jours, par période de 12 mois, la subvention ne portera que sur les indemnités allouées à chaque chômeur pendant 60 jours.

Art. 12. — La subvention ne peut dépasser 16 p. 100 du montant des indemnités versées, en conformité des statuts, par chaque caisse, pendant le semestre, sous réserve des règles posées aux articles 9 et 10.

Ce maximum est majoré de moitié pour les caisses fonctionnant dans trois départements au moins et comptant 1.000 membres actifs au moins.

Le placement syndical. — En vertu de la loi de 1884, les syndicats professionnels peuvent créer des bureaux de placement sans aucune autorisation, étant ainsi libérés des rigueurs du décret du 25 mars 1852. Mais ils doivent être gratuits et cette condition est sanctionnée par le même décret, toujours en vigueur pour les bureaux de placement rétribués, et par l'art. 9 de la loi de 1884 qui punit les infractions aux dispositions de l'art. 6 qui interdit implicitement aux syndicats de faire du commerce.

Il n'entre pas dans notre sujet de parler de la campagne menée contre les bureaux de placement rétribués ;

mais nous devons en mentionner le résultat, contenu dans la promulgation de la loi du 14 mars 1904, relative au placement des employés et ouvriers des deux sexes et de toutes professions.

Cette loi décide qu'à partir de sa promulgation, les bureaux de placement payants pourront être supprimés moyennant une juste indemnité.

Dans son article 2, elle dispose que : « les bureaux de placement créés par les municipalités, les syndicats professionnels ouvriers, patronaux ou mixtes, les bourses du travail... ne sont soumis à aucune autorisation. »

Mais elle astreint les bureaux de placement énumérés à l'article 2 (sauf ceux créés par les municipalités) au dépôt d'une déclaration préalable, effectuée à la mairie de la commune où ils sont établis. La déclaration devra être renouvelée à tout changement de local du bureau (art. 3).

En revanche, la loi de 1904 leur accorde certaines immunités fiscales : « Sont exemptes du droit de timbre les affiches imprimées ou non, concernant exclusivement les offres et les demandes de travail et d'emploi, et apposées par les bureaux de placement gratuits énoncés dans l'art. 3 » (art. 5).

La loi de 1904 punit les infractions à la gratuité des bureaux de placement syndicaux, dans ses articles 6, 9 et 10.

En somme, la loi du 14 mars 1904 tend à substituer les bureaux de placement gratuits aux bureaux payants, comptant sur la disparition graduelle de ces

derniers et les remplaçant, au fur et à mesure, par les bureaux gratuits. Elle a adopté un système de transition et d'acheminement à une solution plus radicale.

Elle dispense les syndicats professionnels d'une autorisation qu'ils n'avaient jamais cherché à se faire octroyer et que, d'ailleurs, la loi du 1^{er} juillet 1901 ne rendait plus nécessaire. Enfin, elle les soumet à la formalité de la déclaration préalable, effectuée à la mairie de la commune où ils ont institué leurs offices de placement.

En résumé, elle n'a pas beaucoup amélioré la situation légale des bureaux de placement gratuits syndicaux.

§ 3. — LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

Les syndicats professionnels ne peuvent par eux-mêmes faire du commerce ou exercer une branche d'industrie, mais ils peuvent y arriver en s'adjoignant une société civile ou commerciale, constituée entre leurs membres, suivant les formes déterminées par la loi. Aussi, ont-ils essaimé autour d'eux des sociétés coopératives variées. En France, ces sociétés n'ont pas de législation réglant spécialement et complètement leur régime juridique.

Elles sont actuellement régies par les articles 48 à 54 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés, modifiée par la loi du 1^{er} août 1893.

Jusqu'à la promulgation de la loi du 24 juillet 1867, la

création des sociétés coopératives rencontrait, du fait de la législation existante, des obstacles presque insurmontables. Elles avaient dû choisir, pour se constituer légalement, entre les formes législatives qui existaient alors et dont chacune présentait des inconvénients, aussi bien les sociétés anonymes que celles à responsabilité limitée et que les sociétés en commandite simple ou par action ⁽¹⁾.

Les dispositions de la loi de 1867 qui intéressent les sociétés coopératives sont contenues dans son Titre III (art. 48 à 54). Ces dispositions sont celles qui ont trait au nouveau régime créé pour les sociétés à capital variable. On désigne sous ce nom toute société dont le capital social sera susceptible d'augmentation, par suite de versements successifs faits par des associés ou par suite d'admission d'associés nouveaux, et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués (art. 48).

La Société à capital variable n'est pas une forme nouvelle de société. La variabilité du capital n'est qu'une modalité qui peut se greffer sur l'un ou l'autre type des sociétés déjà existantes. Aussi les fondateurs de sociétés coopératives devront indiquer, non seulement si elles sont des sociétés à capital variable, mais encore énoncer expressément le type de société ordinaire auquel elles se rattachent.

(1) V. Gontéix, *Du régime légal des sociétés coopératives en Droit français*, p. 76 et suiv.

Cette forme de société est très avantageuse pour les sociétés coopératives, surtout celles de production, car il faut que le nombre des associés puisse, suivant les circonstances, se diminuer ou s'augmenter; or la variabilité du capital social se prête à merveille à ces fluctuations.

Le titre III de la loi de 1867 édicte un certain nombre de règles applicables à toutes les sociétés à capital variable : obligation de mentionner dans l'extrait de l'acte constitutif, publié par les journaux, la variabilité du capital (art. 58); responsabilité d'une durée de cinq ans pour l'associé qui se retire (il demeure tenu pendant ce temps des dettes sociales); obligation de fixer dans les statuts une somme (au minimum le dixième du capital social) au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit (art. 52 *in fine*); faculté pour l'assemblée générale de prononcer la radiation de l'un des sociétaires (art. 52).

Le taux minimum de l'action est de 25 francs, comme pour les sociétés ordinaires, depuis la loi de 1893; mais les coopérateurs bénéficient de la faculté de ne verser qu'un dixième, soit 2 fr. 50.

A la différence des sociétés civiles ordinaires, les sociétés à capital variable ne sont pas dissoutes par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des sociétaires (art. 54). De plus, elles jouissent, quelle que soit leur forme, de la personnalité morale et sont, par suite, verbalement représentées en justice par leurs administrateurs (art. 53). La jurispru-

dence admet que les sociétés civiles elles-mêmes constituent des personnes morales.

Enfin, le législateur a édicté des mesures réglementaires en vue d'empêcher les sociétés de spéculation de bénéficier des faveurs légales. Cette réglementation spéciale se réfère aux trois chefs suivants: *a/* Le capital originaire ne pourra excéder 200.000 francs; il pourra être augmenté par des délibérations de l'assemblée générale, prises d'année en année, mais chaque augmentation ne pourra être supérieure à 200.000 francs. *b/* Les actions ou coupons d'actions sont nominatifs et restent tels, même après leur entière libération..... (art. 49).

Le législateur de 1867 n'a pas songé à faire un type de société uniforme, spécial et obligatoire, que les sociétés coopératives auraient été tenues d'adopter, mais à organiser une simple modalité qui laissât à ces sociétés la liberté d'adopter la forme qui leur conviendrait le mieux, tout en jouissant de facilités qui leur sont indispensables.

Toutes les formes de sociétés ne conviennent pas, en effet, également à tous les types de coopératives.

Les sociétés de production trouveront du crédit d'autant plus facilement que les garanties offertes par elles seront plus grandes. Elles ont donc intérêt à adopter la forme de société en nom collectif, dans laquelle la responsabilité est illimitée et solidaire. Cependant la majorité des sociétés de production ne prennent pas cette forme, mais celle de sociétés anonymes à capital variable.

Les sociétés coopératives de consommation ont donné lieu à de vives controverses, sur le point de savoir si elles étaient des associations ou des sociétés.

Examinons rapidement les différences qui séparent les associations des sociétés ⁽¹⁾.

L'association, d'après l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1901, « est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une manière permanente, leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices ».

Ainsi définie, l'association fait antithèse à la société, qui, d'après l'art. 1832 C. civ., « est un contrat par lequel deux ou plusieurs personnes conviennent de mettre quelque chose en commun, dans la vue de partager le bénéfice qui pourra en résulter ».

M. Pic, dans l'ouvrage précité, établit ainsi le critérium de la distinction légale entre l'association et la société :

« De la mise en parallèle de ces deux définitions, il
» ressort que l'association, *hoc sensu*, se différencie net-
» tement de la société, civile ou commerciale, peu im-
» porte, par deux traits essentiels : — a/ L'association,
» réglementée par la loi de 1901, est avant tout une
» union de personnes qui mettent en commun, dans
» un but déterminé, « leurs connaissances et leur
» activité ». La société est une union de personnes et

(1) V. Pic, *Des sociétés commerciales*, t. I^{er}, 1^{er} fascicule du *Traité général théor. et prat. de Droit commercial*, de Thaller, 1907.

» de biens ; c'est au moins autant par la constitution
» d'un patrimoine collectif, par une concentration de
» capitaux que par la mise en commun de leurs activi-
» tés et de leurs talents que les associés espèrent par-
» venir à leur but, qui est l'enrichissement de tous et de
» chacun par le partage des bénéfices escomptés.

« *b/* Il est de l'essence même de la société de pour-
» suivre la réalisation d'un bénéfice à répartir entre ses
» membres. L'association, au contraire, n'a pas pour
» objet la recherche (au moins immédiate et directe)
» d'un profit pécuniaire ; son but doit être autre que ce-
» lui de partager des bénéfices. Sans doute, la concep-
» tion qui oppose la société, groupement égoïste, ayant
» pour unique objet d'enrichir ses membres, à l'associa-
» tion, groupement altruiste, poursuivant un but
» d'intérêt général, essentiellement désintéressé, est
» beaucoup trop simpliste, et ne répond que très impar-
» faitement à la réalité.

« D'une part, en effet, une association, dans le sens de
» la loi de 1901, peut ne pas se proposer la réalisation
» d'un bénéfice et cependant avoir un but égoïste, c'est-
» à-dire limité soit à la défense collective de certains
» intérêts matériels communs aux adhérents (assu-
» rances mutuelles, associations syndicales entre pro-
» priétaires), soit à la satisfaction, sinon des besoins
» matériels, tout au moins des goûts ou des besoins
» intellectuels, plus ou moins raffinés, des asso-
» ciés (cercles, sociétés récréatives de toutes sortes,
» sociétés de lecture, de musique, de danse, etc.).

« D'autre part, une association peut avoir un but d'in-
» térêt général, ou considéré comme tel dans la pensée
» de ses adhérents, servir à la diffusion, à la propa-
» gande d'idées philosophiques, politiques ou reli-
» gieuses, susceptibles d'influencer dans un sens
» déterminé le processus social, tout en servant les in-
» térêts matériels de ses membres. Tel est le cas des
» groupements de défense professionnelle, ou des asso-
» ciations de prévoyance, dont les efforts tendent à as-
» surer aux travailleurs, aux familles ouvrières, une
» existence plus facile, mieux garantie contre les ris-
» ques multiples qui compromettent si fréquemment
» l'équilibre instable de leur modeste budget. A cette
» catégorie appartiennent notamment : les syndicats
» professionnels, les mutualités (dénommées, par la loi
» du 1^{er} avril 1898, elle-même, mais à tort, sociétés de
» de secours mutuels), les sociétés coopératives.

« Mais quel que soit l'objet de l'association, égoïste
» ou altruiste, que ses fins soient partiellement ou indi-
» rectement intéressées, comme dans les exemples pré-
» cités, ou qu'elles soient essentiellement désintéressées
» et idéales, ce qui est le cas ordinaire des associations
» charitables, d'enseignement, de propagande philoso-
» phique, religieuse, politique, morale ou sociale, l'as-
» sociation se différencie toujours de la société par un
» caractère essentiel : caractère négatif, consistant en
» ce que ses statuts ne comportent point une répartition
» de bénéfices.

« Tout groupement se proposant, par la mise en com-

» mun d'un capital (*lato sensu*), de réaliser des bénéfices et de les partager entre ses membres, est une société, régie, suivant les cas, par le Code civil, le Code de commerce ou les lois complémentaires dudit Code (loi de 1867 et de 1893). Tout groupement pour- suivant un autre but, même improprement qualifié de société, même ayant revêtu la forme extérieure d'une société commerciale, est une association, régie par la loi organique de 1901 ». (Pic, *Les Sociétés commerciales*, N^{os} 3 et 4).

Étant donné ce critérium, nous pouvons établir la forme juridique des coopératives de consommation. Et d'abord, il faut distinguer parmi ces dernières, suivant le but qu'elles se proposent.

Celles qui ont en vue la réalisation de bénéfices à partager entre leurs adhérents doivent être envisagées comme des sociétés.

Celles dans lesquelles les coopérateurs mettent en commun leurs connaissances et leur activité..... pour propager les habitudes et les idées coopératives, non pour poursuivre essentiellement la réalisation de bénéfices à partager entre eux, mais pour réaliser des économies, sont au contraire des associations.

Cependant, d'après MM. Trouillot et Chapsal, tout groupement de personnes poursuivant un autre objectif que la réalisation de bénéfices à distribuer entre les adhérents n'est pas, *ipso facto*, une association; seuls, d'après ces auteurs, les groupements poursuivant un but entièrement désintéressé, un résultat indépendant

de tout intérêt pécuniaire, seraient des associations régies par la loi de 1901.

Il en résulterait que les coopératives de consommation, dont l'objectif est de faire réaliser des économies aux adhérents, ne seraient pas des associations.

« Si les intéressés, écrivent ces auteurs, ne se proposent pas directement la réalisation de bénéfices à partager et si, par suite, leurs conventions ne constituent pas des contrats de société, on ne saurait les regarder comme des contrats d'association, dans le sens de la loi de 1901, parce qu'elles ne sont pas exemptes de tout intérêt pécuniaire, que les avantages qu'elles procurent sont appréciables en argent et que les parties ne se bornent pas à mettre en commun leurs connaissances ou leur activité ». (Trouillot et Chapsal, *Du contrat d'association*, 1902, p. 36 et suiv.).

M. Pic s'élève avec juste raison contre cette opinion : « ce critérium restrictif, qui n'a pour lui ni le texte, ni les travaux préparatoires de la loi, nous paraît condamné, d'abord par l'esprit même de celle-ci, dont les rédacteurs ont entendu permettre à toutes les formes d'activité collective de se donner libre carrière, toutes les fois que cette activité n'est pas emprisonnée à l'avance dans les statuts d'une congrégation, ensuite par les conséquences singulières auxquelles il aboutit. Sans doute, il est assez indifférent de savoir si les sociétés d'assurances mutuelles, tontines, syndicats professionnels, associations syndicales de propriétaires, sociétés de secours mutuels,

» sont ou non des associations dans le sens de l'art. 1^{er}
» de la loi de 1901; ces divers types de groupements ont
» été, en effet, réglementés en détail par des lois spé-
» ciales qui constituent leurs chartes respectives et ne
» laissent, pour ainsi dire, aucune place à l'application
» du droit commun. Mais la solution proposée est
» grave, ainsi que nous le verrons ultérieurement, en
» étudiant cette forme de groupement, pour les coopé-
» ratives, qui, en France du moins, ne bénéficient
» d'aucune législation de faveur, à part les quelques
» articles de la loi de 1867 sur les sociétés à capital
» variable, dont la portée exacte est elle-même sujette à
» controverse. Si les coopératives de consommation,
» ne vendant point au public, ne sont ni des sociétés,
» ni des associations, sous l'empire de quelles lois
» vont-elles pouvoir se constituer? Ce seront, nous
» répond-on, des contrats innomés (Trouillot et Cha-
» pal, p. 39), rentrant dans le droit commun des conven-
» tions (art. 1108 et suiv.). Mais qui ne voit combien est
» périlleuse une telle solution, qui aboutit à priver des
» avantages, cependant bien limités, de la petite per-
» sonnalité concédée par la loi de 1901 aux associations
» déclarées, la grande majorité des coopératives de
» consommation, qu'il serait du devoir du législateur
» d'encourager, au lieu de les proscrire. Une telle solu-
» tion ne devrait être admise qu'en présence d'un texte
» prohibitif formel; or, nous l'avons établi, ce texte
» n'existe pas..... Concluons donc, sans hésiter, que
» tout groupement permanent non susceptible, à raison

» de son objet, d'être qualifié de société, doit être envisagé comme une association et soumis, à ce titre, au régime institué par la loi de 1901 ». (Pic, op. cit. N° 6).

Ainsi les coopératives de consommation dont les membres n'ont pas d'autre but que d'acheter à meilleur marché que s'ils devaient s'adresser à un commerçant de détail, et, à plus forte raison, celles dont les membres visent avant tout un but d'ordre plus élevé, plus général, ne sont pas des sociétés, mais bien des associations. Si la majorité de ces associations ont adopté la forme de société soit civile, soit anonyme, c'est parce qu'elles n'en trouvaient aucune qui fût plus sûre ni plus pratique pour elles. Elles pourraient se constituer sous le couvert de la loi de 1901 et même acquérir, conformément à cette loi, la personnalité civile.

Mais par contre, les coopérateurs seraient, par cela même, obligés de renoncer à se grouper sous la forme si pratique de la société par actions. Il y a d'ailleurs aussi controverse sur ce point. En fait, les coopératives de consommation ont toujours été considérées comme des sociétés civiles (ou commerciales, depuis la loi du 1^{er} août 1893, si elles sont constituées sous la forme anonyme ou en commandite par actions). D'autre part, si les coopératives de consommation se défendent d'être des sociétés, en vue d'éviter la patente, elles n'ont pas encore songé à se grouper sous forme d'associations et c'est à tort ⁽¹⁾.

(1) V. Hayem, *La forme juridique des coopératives de consommation*. (Quest. prat. de législ. ouvr., 1904, p. 49 et s., 48 et s.).

Cette question de la patente a été tranchée par les articles 9 et 10 de la loi du 19 avril 1905, relatifs à l'assujettissement à la patente des sociétés coopératives de consommation.

La législation antérieure considérait comme n'exerçant pas une profession sujette à patente les sociétés coopératives de consommation qui, composées exclusivement d'associés, se bornent à poursuivre, par la suppression des intermédiaires, la diminution du prix de revient et répartissent, en fin d'année, entre leurs membres et au prorata du montant des achats, les excédents de recettes sur les dépenses.

La loi du 19 avril 1905 supprime toute distinction à cet égard. Aux termes de l'article 9, les sociétés coopératives de consommation... devront être désormais soumises à la patente, au même titre et dans les mêmes conditions que les patentables ordinaires, dès l'instant qu'elles posséderont « des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison de denrées, produits ou marchandises. »

Il n'est fait exception à cette règle qu'en faveur des sociétés coopératives de consommation « qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes. »

L'article 10 explique, au surplus, ce que l'on doit entendre en l'espèce par l'expression « adhérents ». »

Les sociétés coopératives de consommation sont

celles qui ont pour but l'acquisition, la fabrication et la manutention par la société de toutes denrées... destinées aux besoins personnels des sociétaires... Beaucoup de sociétés comprennent d'ailleurs, outre les sociétaires, des membres adhérents qui, moyennant le versement d'une somme souvent insignifiante, sont admis à participer aux avantages de l'institution, laquelle devient ainsi un établissement ouvert au public.

Le bénéfice de l'exemption de patente n'est dû, d'après les dispositions combinées des articles 9 et 10, qu'à celles des sociétés qui, ne comprenant d'ailleurs que des sociétaires, n'ont pas de magasin de vente proprement dit et se bornent à grouper et à distribuer dans de simples dépôts les objets provenant des commandes faites à l'avance par les sociétaires ⁽¹⁾.

La loi du 19 avril 1905 a donc mis fin au conflit entre la Chambre et le Sénat, à propos de la question de la patente appliquée aux coopératives de consommation ⁽²⁾.

Les sociétés coopératives ouvrières bénéficient d'autres dispositions de faveur.

L'article 2 de la loi du 1^{er} décembre 1875 exonère de l'impôt sur le revenu les parts d'intérêt dans les sociétés de toute nature, dites coopératives, formées exclusivement entre ouvriers et artisans.

De plus, le décret du 4 juin 1888 et la loi du 25 juillet

(1) V. *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1906, p. 76.

(2) V. Pic, *op. cit.*, p. 1016, note 2.

1893 font participer les sociétés ouvrières coopératives aux adjudications de travaux publics de l'Etat et des communes.

Le décret de 1888 fut rendu par le Président de la République, M. Carnot, sur l'initiative de M. Floquet, ministre de l'intérieur. Il accorde certaines facilités aux sociétés ouvrières. Il stipule, notamment, que les administrations peuvent passer avec elles des marchés de gré à gré, jusqu'à concurrence de 20.000 francs ; que les sociétés ouvrières sont dispensées de déposer un cautionnement, quand le montant de l'adjudication ne dépasse pas 50.000 francs ; qu'à égalité de rabais entre une soumission d'entrepreneur et celle de sociétés ouvrières, cette dernière doit être préférée ; enfin, que des acomptes doivent être payés tous les 15 jours aux sociétés d'ouvriers.

Un avis du Conseil d'Etat, du 27 juin 1889, a étendu les dispositions de ce décret aux travaux départementaux.

Mais en réalité, les avantages du décret de 1888 sont contrebalancés par la résistance de certaines administrations qui ne peuvent se faire à l'idée que les travaux publics, les marchés de fournitures de l'Etat soient tout aussi bien exécutés par des associations ouvrières que par des entrepreneurs.

Enfin, le Parlement, lors de la discussion du budget de 1902, a voté l'inscription au budget de l'Etat de crédits (150.000 francs au moins) destinés à encourager la coopération de production.

Les prêts ne sont pas faits directement aux sociétés ouvrières intéressées, mais aux banques coopératives, à charge par elles de les employer au profit de sociétés ouvrières désignées par le Ministre du commerce, après avis de la Commission chargée de préparer la répartition du crédit ouvert au budget, et les avances ne seront faites que pour une durée de cinq ans, mais elles pourront être renouvelées.

Dans le délai d'un mois, après la réception des avances, les banques devront produire au Ministère du commerce un état justifiant la remise des sommes aux sociétés désignées. Les avances aux banques ne seront pas productives d'intérêts; les prêts consentis par l'intermédiaire des banques aux associations ouvrières pourront produire un intérêt dont le taux ne pourra pas dépasser 2 %. Ces intérêts seront recouvrés par les banques et à leur profit ⁽¹⁾.

Les Sociétés coopératives de construction. — Ce type de sociétés coopératives est régi par la loi du 12 avril 1906, qui a abrogé la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché, dite loi Siegfried.

Le 17 mars 1904, le Ministre du commerce avait déposé sur le bureau du Sénat un projet de loi ⁽²⁾ tendant à modifier la loi du 30 novembre 1894. La Commission sénatoriale, chargée d'examiner ce projet ainsi que deux propositions de loi ⁽³⁾ dont le Sénat avait été saisi par

(1) *Quest. prat.*, 1902, p. 378.

(2) *Doc. parl.*, Sénat, N° 80.

(3) 13 janv. 1902. *Doc. parl.*, Sénat, N° 42, p. 94; 20 juin 1904, N° 176, p. 241.

M. Paul Strauss, sénateur, fit une étude d'ensemble de la question et aboutit à la rédaction d'un projet de loi qui modifie sur plusieurs points la loi de 1894. M. Strauss fut nommé rapporteur de la Commission. (Rapport Strauss, déposé le 23 mars 1905, *Doc. parl.* Sénat, N° 81, *Journal Officiel*, p. 329.)

Le projet, adopté successivement en première et deuxième délibération par le Sénat, les 13 février et 27 mars 1906, fut adopté sans modification par la Chambre des Députés, le 6 avril 1906, et il est devenu la loi du 12 avril 1906.

Les améliorations apportées par la loi du 12 avril 1906 à la loi du 30 novembre 1894 s'appliquent : d'abord à l'allongement de cinq à douze ans de la période pendant laquelle les maisons définies par la loi sont affranchies de la contribution foncière et de celle des portes et fenêtres ; puis au relèvement des maxima des loyers prévus pour limiter l'admission au bénéfice de la loi ⁽¹⁾.

Sont relevées les limites fixées pour les petites communes, jusqu'à la population de 5.000 habitants, ainsi que pour la petite banlieue de Paris et des grandes villes. Tous les maxima sont, en outre, majorés d'un cinquième pour les maisonnettes individuelles dont le législateur a voulu encourager la création.

Pour contrôler et fixer ces relèvements, il a été créé une commission siégeant au chef-lieu du département

(1) V. Rapport Cheysson. *Journal Officiel*, Annexe, 4 mai 1906, p. 179 et s.

et composée d'un juge au tribunal civil, d'un conseiller général et d'un agent des contributions directes, désignés par le préfet (art. 5). Cette commission est chargée de fixer tous les cinq ans, pour chaque commune, le chiffre que ne devra pas dépasser la valeur locative réelle de chaque logement dans les maisons admises à bénéficier des avantages concédés par la loi. Mais cette commission ne pourra se mouvoir qu'entre les maxima légaux et les trois quarts de ces maxima. Elle doit s'attacher à concilier l'intérêt du Trésor avec l'intérêt prédominant de l'habitation populaire.

Une autre innovation de la loi est l'établissement, désormais obligatoire, des comités de patronage, jusqu'ici facultatifs, et l'élargissement de leur mission « à l'encouragement de toutes les manifestations de la prévoyance sociale ». Ce sont eux qui sont chargés de certifier la salubrité des maisons et logements appelés à bénéficier des avantages de la loi.

La nouvelle rédaction de l'article 6 de la loi révisée n'enferme plus les opérations directes des bureaux de bienfaisance, des hôpitaux et des hospices et leurs prêts hypothécaires aux sociétés de construction et de crédit, dans les limites de leurs circonscriptions charitables.

Les communes et les départements reçoivent des facilités de prêts, d'apports en terrains, de souscription d'actions et d'obligations, de garanties d'intérêt, qui, à la condition d'être soigneusement contenues dans les limites sagement assignées à ces interventions, peuvent contribuer efficacement à développer l'essor des habitations à bon marché (art. 6).

L'article 7 fait de l'assurance en cas de décès le complément du contrat de location, avec promesse de vente, en prévoyant une combinaison de prime unique qui, jointe en capital à l'avance du prêteur, majore d'autant le coût de la maison et se traduit pour l'emprunteur, et pour ainsi dire à son insu, par une légère plus-value constante de son annuité.

L'exonération de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est étendue à toutes les actions, parts d'intérêt et obligations, tandis qu'elle était limitée, par la loi de 1894, aux actions et parts d'intérêt possédées par les associés dont le capital versé ne dépasse pas 2.000 francs.

La loi de 1906 élargit les facultés données aux Caisses d'épargne par leur charte constitutive du 20 juillet 1895. En vertu de l'article 10 de cette loi, ces caisses « sont autorisées à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle et le cinquième du capital de cette fortune en acquisition ou construction d'habitations à bon marché, en prêts hypothécaires aux sociétés de construction de ces habitations ou aux sociétés de crédit qui, ne les construisant pas par elles-mêmes, ont pour objet d'en faciliter l'achat ou la construction, et en obligations de ces sociétés. »

Cette rédaction interdisait les emplois en actions de sociétés et en prêts hypothécaires aux particuliers. Celle du nouvel article 16 de la loi du 12 avril 1906 supprime ces restrictions et permet ainsi aux Caisses d'épargne d'élargir le cercle de leur intervention. En

outre, ces diverses facultés d'emploi sont étendues à l'établissement de bains-douches destinés aux personnes que vise la loi, et aux jardins ouvriers qui n'excèdent pas dix ares, même lorsqu'ils sont indépendants de toute habitation à bon marché.

« Le double objectif de la loi du 12 avril 1906 a donc » été : *a/* d'élargir sensiblement des facilités légales offertes aux particuliers et aux sociétés pour l'édification » de logements ouvriers ; *b/* d'autoriser formellement la » participation des communes ou des départements à » cette œuvre d'hygiène sociale, et de déterminer les » modalités de cette participation ⁽¹⁾. »

Sur le premier point, nous l'avons vu, la loi de 1906 modifie la loi de 1894. « Sur le second point, elle innove » complètement. Les communes et les départements, » onus dans l'énumération donnée par la loi de 1894 » des institutions appelées à coopérer à l'œuvre des » habitations à bon marché, sont formellement invités » à y participer financièrement. Le principe de la régie » directe n'est pas encore affirmé, le Parlement ayant » cru devoir s'abstenir, à tort ou à raison, de reconnaître expressément aux communes françaises le » droit de construire et d'exploiter elles-mêmes des » habitations ouvrières comme le font avec succès tant » de villes étrangères. Mais le texte prévoit divers pro-

(1) Consulter notamment le rapport présenté par M. Paul Pic, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, au Congrès de Lyon 1907. *Alliance d'hygiène sociale : L'Habitation ouvrière et la Législation française*. Séance du 15 mai.

» cédés entre lesquels les villes auront l'option, et par
» le moyen desquels elles pourront désormais, si elles
» le jugent opportun, s'associer très étroitement aux
» travaux de reconstruction et d'aménagement hygié-
» nique des quartiers populaires. Ces procédés sont
» énumérés dans les paragraphes 2 et 3 du nouvel
» article 6, ainsi conçu :

» Les communes et les départements peuvent em-
» ployer leurs ressources en prêts, en obligations ou,
» dans les conditions ci-dessous spécifiées, en actions,
» sous réserve :

» 1° Que les maisons ne puissent être aliénées au-
» dessous du prix de revient ou louées à des prix infé-
» rieurs à 4 % de ce prix. Ce revenu sera considéré
» comme un revenu net de toutes charges et notam-
» ment de l'amortissement en trente années pour les
» maisons individuelles et en soixante années pour les
» maisons collectives ;

» 2° Que les emplois de fonds soient préalablement
» approuvés par décision du Ministre du commerce
» (aujourd'hui du Ministre du travail), après avis du
» Comité permanent du Conseil supérieur des habita-
» tions à bon marché, aux délibérations duquel parti-
» cipera, pour ces affaires, le directeur de l'adminis-
» tration départementale et communale du Ministre de
» l'intérieur.

» Sous réserve d'approbation dans les mêmes
» formes, les communes et les départements pourront
» faire apport aux sociétés sus-visées de terrains ou de

» constructions, pourvu que la valeur attribuée à ces
» apports ne soit pas inférieure à leur valeur réelle,
» établie par expertise.

» Ils peuvent de même : 1° Céder de gré à gré aux
» sociétés sus-visées, dont ils ne prennent ni actions,
» ni obligations, des terrains ou constructions, sans
» que le prix de cession puisse être inférieur à la
» moitié de la valeur réelle établie par expertise;
» 2° Garantir, jusqu'à concurrence de 3 % au maxi-
» mum, le dividende des actions ou l'intérêt des obli-
» gations desdites sociétés, pendant dix années au
» plus, à compter de leur constitution..... »

» Ce texte, on le voit, est d'une grande souplesse ⁽¹⁾.
» Il permet aux villes (ou aux départements) de gra-
» duer la mesure de leur participation, suivant les cir-
» constances locales et les disponibilités de leur bud-
» get. Les capitaux locaux semblent-ils insuffisants ou
» trop timides, la ville pourra résolument prendre l'ini-
» tiative de la constitution d'une société, paravent dont
» elle souscrira la majeure partie des titres (actions
» entièrement libérées jusqu'à concurrence des deux
» tiers du capital social, obligations en nombre illimité)
» et qui, en réalité, sera une filiale financière de la
» municipalité. Mais, en ce cas, la ville, assumant les
» risques de l'entreprise, devra s'abstenir de toute libé-
» ralité, même déguisée; aussi le texte décide-t-il
» qu'elle ne pourra faire apport de ses terrains à la
» société que pour leur valeur réelle.

(1) Pic, rapport cité, p. 20

» Les capitalistes de la ville intéressée sont-ils moins
» timides, celle-ci alors s'abstiendra d'intervenir dans
» la souscription. Mais elle aidera au lancement de
» l'affaire, soit en garantissant, pendant quelques
» années, dix ans au plus, un minimum d'intérêt aux
» obligations et même aux actions, soit (ce qui nous
» paraît préférable) en cédant à la société des terrains
» à bâtir pour la moitié de leur valeur réelle. »

La loi du 12 avril 1906, complétée par le règlement d'administration publique du 10 janvier 1907, pourra, dès cette année, recevoir son application.

Quoiqu'elle apporte des modifications importantes à la loi de 1894, elle a fait l'objet de critiques justifiées.

La loi se préoccupe uniquement, pour l'attribution de ses faveurs, du loyer des habitations et nullement des conditions dans lesquelles elles sont établies. Elle pros-
crit d'autre part, implicitement, la régie directe. Il est fâcheux, dans certains cas, que les villes, désireuses de raser un quartier malsain, soient obligées d'attendre le bon plaisir des constructeurs.

La régie directe par les villes d'entreprises d'habitations à bon marché serait un moyen excellent pour elles de poursuivre leur but d'hygiène sociale. La concurrence qu'elle ferait à l'initiative privée serait un régulateur du prix des loyers pour les habitations à bon marché.

On pourrait « imposer aux communes qui se propo-
» sent d'entreprendre une exploitation en régie cer-
» taines règles précises tendant à faire, de chaque régie,

» une entreprise industrielle ayant ses recettes et ses
» dépenses distinctes du budget municipal, sa comp-
» tabilité spéciale, et une large autonomie administrative,
» suffisante pour l'affranchir des influences politiques.
» Chaque régie serait ainsi plutôt une filiale financière
» de la commune qu'un simple rouage de l'administra-
» tion communale. » (Pic, rapport cité, p. 22).

Quelle que soit la valeur de ces critiques, la loi de 1906 n'en constitue pas moins, de l'aveu unanime, un progrès considérable et ce n'est que par la suite, d'après l'expérience, que l'on pourra lui donner un caractère plus extensif.

§ 4.— ATELIERS SYNDICAUX.

Les syndicats peuvent créer des ateliers syndicaux pour leurs adhérents, à la condition qu'ils ne les établissent pas dans un immeuble appartenant au syndicat, mais dans un immeuble pris à bail.

Mais les membres du syndicat devront y travailler uniquement, chacun pour son propre compte, car si l'atelier dégénérerait en société coopérative de production clandestine, la loi de 1884 serait manifestement violée. (Pic, op. cit., N° 405).

§ 5. — CONTENTIEUX ET ARBITRAGE.

Aux termes des paragraphes 6 et 7 de l'article 6, « les syndicats pourront être consultés sur tous les diffé-

rends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre connaissance et copie. »

Bien avant la loi de 1884, les tribunaux de commerce prenaient l'avis des Chambres syndicales patronales, qui jouaient alors le rôle d'arbitres rapporteurs. Mais comme elles n'avaient aucune existence légale, cette pratique était illégale. Aussi, en 1874, M. Tirard, garde des sceaux, l'interdit-il comme contrevenant à l'article 429 du Code de procédure civile.

Depuis la loi de 1884, cette prohibition ne disparut pas, quoique les syndicats fussent légalement reconnus. Cependant les tribunaux de commerce peuvent soumettre les questions litigieuses à un syndicat, qui les fait examiner par un de ses membres. C'est une faculté, non une obligation.

Quant à l'arbitrage, il n'y a pas en France de dispositions réglementaires concernant les institutions préventives ou conciliatrices de conflits. Ces institutions tendent cependant à s'acclimater en France.

« Les membres des syndicats professionnels peuvent » d'ailleurs porter directement les difficultés qui les divisent devant le bureau du syndicat. Il suffit, pour » que cette procédure soit licite, qu'ils aient la faculté » de compromettre. Mais ils ne pourraient s'engager à » l'avance à soumettre au bureau du syndicat toutes » les difficultés qui pourraient s'élever entre eux. » (Pic, traité, N° 407, p. 269).

« Un certain nombre de syndicats, patronaux ou ou-
» vriers, ont un comité du contentieux, composé de
» personnes étrangères à la profession : avocats, avoués,
» notaires... Cette pratique n'a rien d'irrégulier, à la
» condition que les membres de ce comité se canton-
» nent uniquement dans leur mission de conseil
» et ne s'immiscent en rien dans l'administration du
» syndicat ». (Pic, note 1, p. 269).

CHAPITRE II

LA LÉGISLATION DES CRÉATIONS SYNDICALES A L'ÉTRANGER

Avant d'apprécier les projets de réformes qui ont été proposés à propos de la législation française sur les syndicats professionnels, et qui intéressent les créations syndicales dont nous venons d'analyser le régime légal, il nous paraît essentiel de jeter un coup d'œil sur la législation des créations syndicales à l'étranger.

Cette incursion nous permettra de comparer les diverses manifestations de l'action syndicale dans les autres pays, qui ont presque tous admis le régime des associations professionnelles.

Nous nous rendrons mieux compte, après cette étude, de la position prise par la France dans le progrès social mondial, des améliorations à apporter à la protection et au bien-être de la classe ouvrière et de la

contribution à ces améliorations des projets de réformes que nous passerons plus tard en revue.

Nous avons adopté une méthode d'analyse très simple, qui consiste à décrire, pour chaque création syndicale, son mode de législation dans les divers pays. Nous allons donc parler des créations syndicales se référant à l'enseignement professionnel : les institutions de prévoyance et d'assistance et les sociétés coopératives, au point de vue législatif comparé.

SECTION I^{re}. — L'enseignement professionnel.

La question de l'enseignement professionnel est intimement liée à la question ouvrière. Sous peine de voir l'apprenti rester manœuvre ou devenir un ouvrier médiocre, il est urgent, au moment où l'apprentissage décline, de relever ce dernier et surtout de donner au futur ouvrier un enseignement qui lui sera immédiatement utile et qui, de plus, aura pour but de développer son intelligence.

Ce besoin se fait impérieusement sentir et a provoqué la question de l'enseignement professionnel obligatoire, qui ne peut que favoriser les créations syndicales faites dans ce but, et alléger leur tâche.

Nous allons examiner si cette question a été résolue et comment, dans les pays étrangers, que nous diviserons en quatre groupes, à ce point de vue.

Le premier groupe comprend les Etats, très nombreux, à l'heure actuelle, qui n'admettent pas l'obliga-

tion de l'enseignement professionnel pour les apprentis : ce sont l'Amérique, la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hollande, l'Italie, la Grèce, l'Espagne et le Portugal.

En Angleterre, en Belgique, en Italie, aux Etats-Unis, cet enseignement a pris une grande extension. C'est ainsi qu'en Angleterre, depuis les *Technical instruction Arts*, de 1889 à 1891, il a été établi ou restauré, par les soins des Conseils de comité ou par les *Trade-Unions*, près de huit cents écoles techniques et plus d'un millier d'écoles du soir. Mais, dans aucun de ces pays, l'enseignement professionnel ne présente, à aucun degré, un caractère obligatoire : il est essentiellement facultatif pour les apprentis.

Le deuxième groupe comprend les pays qui consacrent, dans une certaine mesure seulement, le principe de l'enseignement professionnel obligatoire, en ce sens qu'ils se contentent d'imposer aux patrons, sous diverses sanctions, l'obligation de laisser aux apprentis, pendant la journée de travail, le temps et la liberté nécessaires pour suivre les cours professionnels.

Certains cantons suisses ont adopté cette méthode, notamment les cantons de Genève et de Neuchâtel, avec les lois du 12 octobre 1892 pour l'un et celle du 21 novembre 1890 pour l'autre ⁽¹⁾.

De plus, l'initiative privée joue un rôle important. Un

(1) V. E. Cohendy, *L'enseignement professionnel obligatoire dans les pays étrangers. Questions prat.* 1903, p. 66 et 103.

certain nombre d'associations professionnelles ont organisé des examens d'apprentissage, des concours. Ces examens comportent deux parties : une partie pratique, dans laquelle l'apprenti est appelé à faire preuve de l'habileté manuelle qu'il a acquise à l'atelier ; une partie théorique, qui correspond aux connaissances que l'enfant a dû acquérir dans les cours professionnels qu'il a suivis. Ces tentatives manquaient d'unité et de cohésion. Alors l'*Union Suisse des arts et métiers* elabora un règlement par lequel elle se proposait, avec l'aide de la Confédération et des cantons, de soutenir les autorités, syndicats, etc., qui organisent des examens réguliers et se conforment aux règlements de l'Union.

Le troisième groupe est constitué par les Etats qui sont entrés franchement dans la voie de l'enseignement professionnel obligatoire. Il comprend : le canton de Vaud, la Norvège, le Danemark, l'Autriche et l'Allemagne.

Non seulement ces différents Etats ont organisé un enseignement professionnel, mais le patron, de son côté, doit accorder aux apprentis, pendant la journée de travail, le temps nécessaire pour suivre les cours professionnels, et il est obligé de veiller à leur assiduité et de les astreindre à suivre ces cours.

En ce sens ont été édictées :

La loi vaudoise du 21 novembre 1896 (art. 9, 2°) ;

La loi norvégienne du 15 juin 1881 (art. 2) ;

La loi danoise du 30 mars 1889.

Le Code industriel autrichien détermine, de la ma-

nière suivante, les obligations des apprentis et des patrons, relativement à l'instruction professionnelle ⁽¹⁾.

La première loi allemande sur l'industrie (*Gewerbeordnung*), du 21 juin 1869, dans son article 120, n'imposait à cet égard qu'une obligation restreinte et limitée.

La loi du 1^{er} juin 1891, modifiant l'article 120, accorda aux Etats particuliers, aux communes et associations de communes le droit d'imposer la double obligation aux patrons dont nous venons de parler.

La Prusse, qui avait maintenu le caractère facultatif de l'enseignement professionnel, fit, par la loi du 31 juin 1900, un nouveau pas dans la voie de l'obligation.

La Hongrie constitue un quatrième groupe, car c'est dans ce pays que l'enseignement professionnel obligatoire a été le plus complètement réalisé, par la loi du 21 mai 1884 (art. 62).

C'est à ce système de l'enseignement professionnel obligatoire, tel qu'il est appliqué dans les Etats des 3^e et 4^e groupes, que se sont ralliés, en France, le Conseil supérieur du travail et le Conseil supérieur de l'enseignement technique.

SECTION II. — Institutions de prévoyance et d'assistance.

C'est dans ces institutions que s'est le plus développée l'activité syndicale, dans tous les pays possé-

(1) V. Dehlo, *L'apprentissage à l'atelier*, thèse 1906, p. 347.

dant des associations professionnelles. Ce sont les assurances ouvrières qui ont le plus préoccupé les Pouvoirs publics, et les problèmes qu'elles soulèvent sont loin d'être partout résolus.

Pour avoir une sécurité complète, l'ouvrier devrait contracter les six assurances suivantes :

1° Une assurance ayant pour objet une rente destinée à nourrir et à élever ses enfants, dans le cas de mort prématurée;

2° Une assurance de rente pour ses vieux jours;

3° Une assurance ayant pour objet la somme nécessaire pour avoir des funérailles décentes;

4° Une assurance pour le cas d'infirmités;

5° Une assurance pour le cas de maladie;

6° Une assurance pour le cas de chômage, par suite du manque de travail.

Ces six assurances constituent ce qu'on est convenu d'appeler d'un terme générique : *l'assurance ouvrière*.

Les syndicats professionnels peuvent bien, en principe, s'occuper de réaliser ces six branches d'assurance, mais en fait, la tâche est écrasante et ils risqueraient de ne rien faire d'efficace dans chacune d'elles, s'ils voulaient intégralement l'assumer.

Les assurances contre les accidents, la maladie et la vieillesse-invalidité sont de dimensions trop vastes pour entrer dans le cadre syndical.

D'ailleurs, dans certains pays, une législation spéciale, en rendant obligatoire ces trois modes d'assurances, vient alléger l'action syndicale; l'Allemagne en donne un exemple classique.

L'assurance contre le chômage involontaire, au contraire, ne peut être que syndicale. C'est le pivot de toutes les autres qui, sans elle, seraient inefficaces. En effet, atteint par le chômage forcé, l'ouvrier n'a plus son salaire pour subvenir aux besoins de sa famille et pour payer les primes des assurances qu'il a contractées. Il est donc menacé du double danger de voir ses enfants manquer de pain à brève échéance et d'être lui-même déchu de tout droit aux assurances, dont, momentanément, il ne peut payer les primes.

Les syndicats ouvriers l'ont compris et ils ont fait de louables efforts pour prévenir le chômage par le placement et pour l'atténuer par des caisses spéciales.

L'assurance contre le chômage exige un contrôle sérieux, que les compagnies d'assurances sont impuissantes à obtenir. Ce qu'il faut éviter, en effet, c'est que les paresseux n'abusent de la facilité qui leur serait donnée de vivre sans rien faire, en prétextant le manque de travail, et ces abus ne seront prévenus que si les assurés sont surveillés par des personnes étant journellement en rapport avec eux et ayant un intérêt direct à les en empêcher.

Aussi, croyons-nous qu'une telle assurance ne peut être entreprise avec succès que par des syndicats ouvriers d'une même profession, car, pour une œuvre de ce genre, il faut que les ouvriers soient chez eux. Eux seuls sauront se surveiller.

Nous n'insisterons donc pas sur les assurances contre la maladie, les accidents, la vieillesse-invalidité, au point de vue de la législation comparée.

Nous parlerons au contraire plus longuement de l'assurance contre le chômage, qui rentre plus directement dans notre étude sur les créations syndicales.

§ 1. — LES ASSURANCES OUVRIÈRES CONTRE LES ACCIDENTS, LA MALADIE ET LA VIEILLESSE-INVALIDITÉ A L'ÉTRANGER.

I. — *Allemagne.*

Nous allons résumer très brièvement les modes de fonctionnement de ces trois types d'assurances sociales dans les divers pays. Nous trouvons, en Allemagne, le système de l'assurance obligatoire.

Il est difficile aux syndicats allemands ⁽¹⁾ de s'occuper d'assurance, concurremment avec l'Etat. Ils peuvent s'en occuper néanmoins. Ils ont fondé des caisses libres, à côté des caisses légales. En 1879, toutes les caisses syndicales furent reconnues.

Mais cette reconnaissance légale n'alla pas sans conditions sévères et modifications successives.

D'abord, il devait y avoir séparation absolue entre les caisses de secours et leurs syndicats. Elles devaient payer un chiffre de secours égal à celui des caisses communales.

La loi du 15 juin 1883 ⁽²⁾ sur l'assurance obligatoire

(1) Pour l'histoire des syndicats allemands, cf. *Musee Social*, avril 1902, N° 4, Tondeur Scheffler : *Les syndicats ouvrier allemands*. — Dupin : *Du mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande*, thèse, 1902.

(2) Cf. Bellom : *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, I. p. 41 et s.

des ouvriers en cas de maladie força les caisses syndicales, inscrites en vertu de la loi du 12 avril 1876, à modifier leurs statuts.

La novelle du 10 avril 1892 força les caisses libres à fournir, en nature et non en argent, les remèdes et les soins médicaux à leurs adhérents.

Pour l'assistance en cas d'accident, les syndicats, depuis la loi impériale du 6 juillet 1884 ⁽¹⁾, qui rend l'assurance obligatoire, s'occupèrent surtout d'assurer la défense de leurs membres victimes d'accidents, devant les multiples instances créées par la loi.

Dès 1869, les syndicats Hirsch-Dunker fondèrent des caisses libres pour l'assurance vieillesse-invalidité. Leur entretien et leur administration incombaient aux ouvriers seuls.

Il fallut une autorisation ministérielle en 1887. Mais elles furent victimes de la loi du 12 juin 1889 sur l'assurance obligatoire contre la vieillesse-invalidité.

Cette loi laissa, en effet, subsister théoriquement les caisses libres, mais obligea les travailleurs qui y étaient affiliés à supporter de plus, comme les autres, une retenue sur leurs salaires pour alimenter les caisses officielles.

Il en résulta la liquidation des Invalides de l'Union, en 1889, et de la caisse syndicale des mécaniciens-métallurgistes, en 1893, par suite des trop lourdes charges que représentait cette double cotisation.

(1) V. not. Bellom : *Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger*, t. II, p. 79 et s.

Il n'y a actuellement aucune caisse pour l'invalidité dans le groupe Hirsch-Dunker.

Quelques *Gewerkschaften* ont des caisses d'invalidité, comme l'Union (*Verband*) des imprimeurs, gantiers, chapeliers, etc.

Mais les secours sont en général insignifiants, sauf chez les imprimeurs et chapeliers, qui ont organisé sérieusement cette assistance.

Les syndicats chrétiens se contentent de demander aux Pouvoirs publics l'amélioration de la loi et s'efforcent d'en tirer le meilleur parti possible, en tâchant de participer à l'administration des caisses officielles.

La loi du 15 avril 1883 est la première qui ait imposé l'assurance obligatoire à tous les ouvriers de l'industrie; elle a été successivement modifiée, sans parler de la loi du 5 mai 1886, par les lois des 1^{er} juin 1884, 28 mars 1885 et 10 avril 1892, cette dernière portant le titre de : « Loi d'assurance contre la maladie. »

L'assurance obligatoire contre les accidents, en faveur de tous les ouvriers, est organisée, en Allemagne, par les lois des 6 juillet 1884, 28 mars 1885 et 11 juillet 1887, pour les ouvriers de l'industrie, du 5 mai 1886, pour les ouvriers de l'agriculture et des forêts, et du 13 juillet 1887, pour les gens de mer.

L'assurance obligatoire contre la vieillesse et l'invalidité est organisée par les lois des 22 juin 1889 et 13 juillet 1899. Elle est obligatoire, à partir de l'âge de 16 ans, pour tout ouvrier, aide, compagnon, apprenti et domestique, travaillant pour un salaire, et pour les employés dont le salaire ne dépasse pas 2.000 marks.

II. — *Autriche-Hongrie.*

En Autriche, il n'y a pas d'assurance obligatoire pour la vieillesse, mais elle existe pour les accidents (L. 28 déc. 1887) et pour la maladie (L. 30 mars 1888).

En Hongrie, il n'y a pas de loi générale sur les accidents, mais il en est une sur l'assurance obligatoire contre la maladie (L. 14 avril 1891) et une autre sur les caisses de secours pour les ouvriers et domestiques agricoles (accident-vieillesse-décès) (L. 3 juillet 1900).

III. — *Danemark.*

La loi danoise du 7 janvier 1898 organise l'assurance volontaire contre les accidents et celle du 12 avril 1892 l'organise contre la maladie. L'assurance-vieillesse y fonctionne, mais avec un caractère d'assistance, avec la loi du 9 avril 1891, loi analogue au type néo-zélandais.

IV. — *Suisse.*

La question de l'assurance obligatoire est à l'étude en Suisse. L'Assemblée fédérale avait voté, le 5 octobre 1899, une loi sur l'assurance obligatoire contre la maladie et les accidents, basée sur les mêmes principes que la législation allemande; mais cette loi fut rejetée par referendum populaire, le 20 mai 1900.

Le Gouvernement fédéral helvétique vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée fédérale, le 17 décem-

bre 1906, un projet sur l'assurance contre la maladie et les accidents du travail ⁽¹⁾.

V. — *Grand Duché du Luxembourg. — Belgique. — Italie.*

Le Luxembourg possède une loi du 31 juillet 1901 sur l'assurance-maladie et une loi du 5 avril 1902 sur l'assurance-accidents.

En Belgique et en Italie existe le système de l'assurance officielle facultative ou de la liberté subsidiée.

La loi belge du 10 mai 1900 accorde des primes annuelles d'encouragement, en vue de la constitution des pensions de vieillesse.

Pour les accidents du travail, la loi du 28 mars 1868 a institué différentes caisses pour les ouvriers mineurs seulement.

Les lois belges des 5 avril 1851 et 26 juin 1894 ont institué des caisses de secours de maladie, ouvertes aux ouvriers de toutes les professions.

En Italie, la loi du 15 avril 1886 laisse les ouvriers libres de s'assurer à des caisses de maladie.

Pour les accidents, la loi italienne du 17 mars 1898 a astreint à l'obligation de l'assurance tous les ouvriers et employés industriels dont le salaire ne dépasse pas 1.700 francs.

Pour l'assurance vieillesse-invalidité, l'Italie a adopté, comme la Belgique, le système de la liberté sub-

(1) V. *Quest. prat.*, 1907, p. 34.

sidiée, par ses lois des 17 juillet 1898 et 7 juillet 1901; mais l'organisation italienne est plus démocratique qu'en Belgique. (V. Pic, op. cit., p. 1029, note 1.)

VI. — *Angleterre.*

C'est le pays de la liberté absolue. Les *Trade-Unions* sont investies de tous les droits des personnes morales et sont autorisées, par le législateur, à poursuivre au grand jour l'organisation des institutions de prévoyance et d'assistance ouvrières.

L'assurance-invalidité est volontaire. Elle est réglementée par la loi du 7 août 1896.

La loi du 6 août 1896 réglemente l'assurance volontaire contre les accidents.

Les *Trade-Unions* ⁽¹⁾ ont fondé des caisses spéciales pour les frais funéraires et ce mode d'assurance est le plus ancien qu'elles aient pratiqué.

VII. — *Nouvelle-Zélande.*

Les *Trade-Unions* australiennes et néo-zélandaises sont arrivées à la toute-puissance. Elles font et dirigent la législation ouvrière. Les lois australiennes sur les *Trade-Unions* (Nouvelle-Zélande 1878, Victoria 1885, etc.) sont bien calquées sur la législation métropoli-

(1) Pour l'histoire, le fonctionnement et l'avenir des *Trade-Unions*, cf. notam. S. et B. Webb : *Histoire du Trade-Unionisme*. — De Rousiers : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*. — Georges Houvell : *Le présent et l'avenir des Trade-Unions*. — Mantoux et Alfasa : *La crise du Trade-Unionisme*.

taine, c'est-à-dire sur la liberté; mais en fait, elles imposent, par la force des choses, aux ouvriers indépendants l'obligation de faire partie des Unions.

C'est en Nouvelle-Zélande qu'a été organisée la retraite pour la vieillesse assurée par l'Etat, par la loi du 1^{er} novembre 1898; dans l'Etat australien de Victoria, également par la loi du 27 décembre 1900. (V. *Quest. prat.*, 1902, p. 346).

§ 2.— L'ASSURANCE CONTRE LE CHÔMAGE A L'ÉTRANGER.

Les ouvriers, sous la perpétuelle menace de manque d'ouvrage, ont ressenti le besoin d'une œuvre immédiate de défense, l'attente d'une assurance officielle pouvant être longue. Aussi, ont-ils organisé spontanément, dans tous les pays industriels d'Europe, et par le moyen de leurs syndicats, une protection mutuelle contre le chômage.

Le syndicat, et mieux encore la Fédération, sont les meilleurs instruments dont puisse faire usage la classe ouvrière.

La Fédération, outre qu'elle unit les syndicats locaux répandus dans le pays tout entier dans une action commune, est encore l'organisme le meilleur, parce qu'il facilite le fonctionnement du meilleur contrôle : le contrôle mutuel.

Les ouvriers sont mieux à même de savoir si le chômeur est, ou non, un simulateur, que d'autres sociétés d'assurances officielles. La surveillance des égaux est

toujours moins blessante, sinon moins rigoureuse que celle du fonctionnaire. De plus, les syndiqués sont personnellement intéressés à voir le sans-travail trouver un emploi le plus vite possible. Aussi, le premier soin du groupement ouvrier qui fonde une caisse de chômage est d'organiser le placement. Or la Fédération, étendue au territoire national tout entier, peut rendre, à ce point de vue, d'importants services.

Enfin, les syndicats sont le terrain le mieux préparé à l'introduction d'une assurance-chômage. Ils ont développé chez l'ouvrier le sens de la prévoyance et de la solidarité. Ils l'ont amené, progressivement, à se garantir, par des cotisations de plus en plus fortes, contre les risques professionnels. Aussi, l'assurance est-elle presque toujours acceptée comme obligatoire dans le syndicat.

Nous allons passer en revue les différents pays où s'est développé l'esprit syndical et voir ce que les syndicats ouvriers ont fait dans le domaine de l'assurance contre le chômage.

I. — Angleterre.

L'Angleterre est la terre classique du syndicalisme. Les *Trade-Unions* assurent leurs membres contre les accidents, la maladie, la vieillesse et, pour les funérailles, les assurent encore et surtout contre le chômage.

Elles tâchent d'abord de le prévenir et sont les meilleurs bureaux de placement pour les ouvriers. C'est par

leur intermédiaire que se font presque toujours leurs engagements.

Les secours donnés par les Unions à leurs membres sans travail affectent diverses formes. Ce sont tantôt des secours de route (*tramp benefit* ou *travelling benefit*), tantôt des allocations hebdomadaires à domicile (*donation benefit*).

Le système des secours de route a été le premier en date. Il est encore employé dans un certain nombre d'Unions. Voici en quoi il consiste :

Lorsqu'un ouvrier est atteint par le chômage, il va retirer sa carte au siège de l'Union dont il fait partie, et il s'en va chercher du travail dans les régions où on lui dit qu'il a quelque chance d'être embauché. Grâce à sa carte, durant les trois premiers mois que dure son voyage, il reçoit aide et assistance dans chaque loge qu'il rencontre sur son chemin ⁽¹⁾.

Ce système ayant entraîné des abus et de nombreux inconvénients fut abandonné par plusieurs Unions, qui ont modifié, en l'améliorant, l'ancien secours de route. Leur nouvelle méthode consiste à payer le transport de ceux de leurs membres qui vont chercher à distance le travail qui leur manque sur place.

Quelques Unions même ne font que prêter la somme nécessaire, et le remboursement se fait au moyen de retenues sur les salaires que l'ouvrier gagne dans sa nouvelle situation.

(1) V. S. Webb, op. cit., p. 497. — G. Houvell, op. cit., p. 115.

La quotité des secours à domicile, donnés aux membres atteints par le chômage, varie suivant les sociétés. C'est la société des compositeurs d'imprimerie de Londres qui paie l'indemnité la plus élevée, soit 12 shillings par semaine; les mécaniciens, les constructeurs de machines, les charpentiers et menuisiers paient 10 shillings et les fondeurs 9 shillings.

Cette indemnité est payée pendant les douze ou quatorze premières semaines; elle est ensuite réduite à 3 ou 4 shillings par semaine, pendant une nouvelle période de vingt-six semaines, à la suite de laquelle elle subit encore une nouvelle réduction.

La première caisse de chômage anglaise fut fondée en 1831. A la fin de 1903, la plupart des 1.155 fédérations et syndicats, comprenant 1.902.308 adhérents, étaient garantis contre le manque d'ouvrage. La même année, les 100 fédérations principales avaient consacré au viaticum et au chômage 12.731.403 francs, soit 26 % des dépenses totales et un coût moyen de 11 fr. 23 par tête d'adhérent. En 10 ans, de 1891 à 1901, les 100 principales *Trade-Unions* n'ont pas distribué moins de 80.018.875 francs à leurs chômeurs.

II. — *Allemagne.*

« Le développement de l'assurance-chômage, à l'intérieur des syndicats, est trop intimement mêlé à celui du mouvement syndical lui-même pour qu'il soit possible d'étudier l'un sans l'autre. Les œuvres d'aide mutuelle, et spécialement les caisses de chô-

» mage, ne peuvent être constituées si l'organisation
» dont elles dépendent ne se trouve pas dans certaines
» conditions favorables, et ces œuvres exercent à leur
» tour une influence sur les groupements qui les ont
» fondées. Or, durant près de cinquante années, la
» condition des unions ouvrières allemandes fut trop
» précaire pour leur permettre de songer à l'établis-
» sement de caisses solides contre le chômage. De 1840 à
» 1890, tous les efforts du prolétariat pour s'organiser,
» à mesure qu'ils donnaient un peu de vigueur à l'ac-
» tion syndicale, étaient réprimés; et durant les pé-
» riodes d'accalmie, la diversité des tendances empê-
» chait la classe ouvrière d'obtenir, par une action
» commune, des résultats importants. » ⁽¹⁾

Les syndicats libéraux, fondés par Hirsch et Dunker, sont les premiers à créer, vers 1866, des services d'assistance imités de ceux des *Trade-Unions* anglaises. Les syndicats socialistes suivent cet exemple en 1875 et, dès cette époque, les premières caisses de chômage apparaissent.

Les syndicats Hirsch-Dunker, les *Gewerkschaften* et les *Christliche Gewerkevereine* ont tous organisé des caisses d'assurance mutuelle contre le chômage.

L'accroissement de ces caisses est parallèle au développement incessant de ces divers syndicats. Tous les partis ouvriers, libéraux, socialistes, chrétiens reconnurent que les secours de chômage pouvaient

(1) V. Las Cases : *L'assurance contre le chômage en Allemagne*, p. 141.

exercer une influence heureuse sur le marché du travail et grouper plus étroitement les travailleurs dans les unions professionnelles.

Les syndicats ouvriers allemands ont employé d'abord contre le chômage le moyen préventif du placement. Ils ont créé des auberges syndicales et le *viaticum*. Nous ne parlerons pas des bureaux payants, des associations charitables ni des bureaux paritaires, institués en vue du placement, ni des réformes projetées et des expériences tentées pour prévenir le chômage. Il faut nous restreindre à l'assurance-chômage organisée par les syndicats et à examiner quels ont été ses résultats.

Nous empruntons à M. de Las Cases d'intéressantes statistiques sur le développement des caisses syndicales contre le chômage en Allemagne ⁽¹⁾ : « L'idée de » créer des caisses de chômage et de *viaticum* est adoptée, en 1897 et 1898, par les pâtisseries, les employés de » commerce et de transport, les aides d'imprimerie, les » meuniers et les lithographes. Enfin, la contagion a » gagné, dans les trois années 1903, 1904 et 1905, les mineurs, les travailleurs du cuir, les ouvriers du bois, » du tabac, les cordonniers, tonneliers, aides de fabriques, les aides doreurs, selliers, tapissiers, ouvriers » de chantiers, et les employés de bureau, tous socialistes ; les ouvriers du bois et du métal, les bouchers, » les ouvriers cordonniers et du cuir, les ouvriers des

(1) Las Cases : op. cit., p. 144.

» métiers graphiques, tous chrétiens, et le syndicat in-
» dépendant des bouchers, soit 13 Fédérations socia-
» listes, 5 chrétiennes et une Union non centralisée.

» Au mois d'avril 1905, il restait 37 Fédérations chez
» lesquelles le secours de chômage n'est pas établi, dont
» 25 socialistes, 12 chrétiennes, 4 indépendantes.

» En 1897, 14 Fédérations socialistes possédaient le
» secours de chômage. Elles étaient 21 en 1901, 30 en
» 1903, 35 en 1904. 41 Fédérations ont organisé le *viati-*
» *cum*. En 1904, 51 Unions centrales sur 63 ont payé
» l'une des indemnités de chômage ou de *viaticum*, le
» plus souvent même les deux à la fois.

» Les sommes consacrées à ces deux services par les
» seuls socialistes, en 1904, n'ont pas été inférieures à
» 2.246.245 m. En 1891 elles étaient de 208.628 m.

» Si l'on ajoute à ces chiffres ceux des six Unions
» chrétiennes, ceux des douze Fédérations Hirsch-
» Dunker, on arrive à cette constatation qu'en 1905,
» sur 1.600.000 ouvriers allemands syndiqués, plus de
» 800.000 touchent en cas de chômage une indemnité;
» plus d'un million participent au *viaticum*. »

Le développement du service de chômage s'est fait
très rapidement dans les syndicats socialistes. Durant
14 années, de 1891 à 1904, les sommes consacrées par
eux au chômage ont été de 8.364.337 m.; celles du *viati-*
cum de 5.743.069 m.

« Le mécanisme financier de l'assurance-chômage
» comporte des limites restrictives, établies pour en ga-
» rantir le bon fonctionnement. C'est ainsi que le se-

» cours n'est accordé à l'adhérent qu'après un certain
» temps de présence au syndicat (52 semaines d'ordi-
» naire) et qu'il est généralement proportionné au temps
» du sociétariat. Ainsi se trouvent écartés ceux qui se
» présenteraient au début d'une crise, mais sans désir
» de rester au syndicat, le danger passé. Il n'est versé
» qu'après un stage durant lequel on peut se rensei-
» gner sur l'exactitude des déclarations du chômeur.
» Enfin l'indemnité est toujours limitée comme durée,
» et sensiblement inférieure au salaire moyen, de ma-
» nière que le chômage ne puisse devenir une carrière
» et que le secours ne dissuade pas l'ouvrier de recher-
» cher une situation » ⁽¹⁾.

Les syndicats Hirsch-Dunker ou *Gewerkvereine* ont toujours donné aux œuvres d'assistance une place importante. En 1904, sur 110.000 adhérents, 71 % sont assurés contre le chômage. Les dépenses faites pour le voyage étaient, en 1903, de 69.976 m., celles de chômage, de grève et de lock-out atteignaient 250.204 m.

Les syndicats chrétiens sont encore trop jeunes, les cotisations sont encore trop faibles pour que l'assurance-chômage y soit solidement implantée. C'est en 1903 et 1904 seulement que 5 Fédérations ont décidé d'organiser un service pour les sans-travail. Soit sur 274.860 syndiqués chrétiens, 39.542 assurés. Les sommes consacrées en 1905 au secours sur place ne dépassent pas 1.072 m., celles du *viaticum* 1.039 m.

(1) Las Cases, op. cit., p. 150 et s.

Les syndicats indépendants groupent un petit nombre d'adhérents : 68.724 en 1903. Ils ont consacré, en 1905, 29.253 m. au secours sur place et 2.651 m. au *viaticum*.

Le rôle considérable que jouent les syndicats ouvriers dans la lutte contre le chômage a eu une grande influence sur les projets d'assurance d'Etat obligatoire élaborés en Allemagne. Aussi la plupart de ces projets réservent-ils une place aux syndicats dans la lutte contre le chômage. Tantôt, comme ceux de Sonnemann, de Herkner, de Fanny Imle, ils admettent des équivalences, comme en matière de maladie. Tous les syndiqués seraient dispensés d'effectuer des versements aux caisses officielles, où bien l'on propose, avec Umbreit, que le syndicat englobant au moins 60 % des membres de la profession devienne le porteur de l'assurance obligatoire.

Par contre, certaines théories, si elles étaient appliquées, risqueraient d'entraîner la dissolution des caisses syndicales de chômage ⁽¹⁾ ; ce sont celles de Schanz, du docteur Freund, et celles qui veulent organiser l'assurance par des caisses spéciales ou par l'intermédiaire des caisses d'assurance (maladie, invalidité) déjà existantes. A l'opposé de ces doctrines, se trouvent les idées d'un certain nombre de syndicalistes qui veulent non seulement réserver une place aux syndicats ouvriers, mais encore faire de ces syndicats, subvention-

(1) Las Cases, op. cit., p. 93, 120, 116.

nés par les communes ou par l'Etat, les bases mêmes d'un système d'assurance.

Les communes seront plus portées que l'Etat à subventionner les caisses de chômage syndicales. L'Empire, en effet, garde ses préférences pour le système de l'assurance obligatoire, et, d'autre part, l'attitude de combat prise par les syndicats, les relations étroites des plus considérables d'entre eux avec la *Social Démocratie* ne l'engagent pas à les subventionner.

Certaines grandes villes allemandes ont même créé des caisses communales libres. Ces institutions sont intéressantes à noter à côté de l'œuvre des syndicats.

Il faut citer en premier lieu la caisse de Cologne, qui est l'institution contre le chômage la plus célèbre d'Allemagne. Elle fut fondée en 1896 et annexée au bureau de placement fondé deux ans plus tôt. Les statuts du 22 avril 1896 ont été modifiés le 9 mars 1898, le 17 mars 1901 et au printemps 1905.

Ils s'inspirent des principes généraux suivants :

La caisse assure tous les ouvriers hommes, habitant Cologne, contre le chômage, en hiver, c'est-à-dire du 10 décembre au 10 mars. Les adhérents en état de chômage touchent une indemnité, pendant 8 semaines au plus, à partir du sixième jour qui suit la déclaration de chômage, de 2 marks par jour (2 fr. 50) pendant 20 jours et 1 m. pendant les cinq semaines suivantes. La caisse s'efforce de procurer le plus tôt possible du travail aux chômeurs ; à cet effet, elle les oblige à se présenter deux fois par jour au bureau de placement dont elle est l'annexe.

Les ressources de la caisse se composent :

1° Des cotisations des membres honoraires payant au moins 5 m. par an et des patrons donnant au moins 300 m.

2° Des cotisations des assurés. Ceux-ci doivent avoir au moins 18 ans, résider dans la ville depuis un an.

Les organes de la caisse sont ⁽¹⁾ :

1° Le Conseil d'administration. Il comprend le premier bourgmestre de la ville ou son délégué, le président de l'office de placement, douze membres élus par les assurés et douze membres patrons. Le président du Conseil ne peut être qu'un patron ou un membre honoraire ;

2° Le Comité des assurés, qui nomme ses douze délégués au Conseil d'administration ;

3° L'Assemblée générale, qui se compose de tous les membres honoraires et participants. Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration.

Pour avoir droit à une indemnité, l'assuré doit avoir versé 34 cotisations hebdomadaires.

L'encaisse du début était 103.582 m. 455 membres d'honneur avaient versé la première année 5.134 m. Les assurés étaient peu nombreux. Ils passèrent de 229 en 1897 à 536 en 1900.

Mais à dater de 1901, les statuts ayant été révisés, de manière à donner une part plus grande de l'administration aux ouvriers, il fallut limiter le chiffre des admis-

(1) Las Cases, op. cit., p. 104 et s.

sions. Mais, grâce aux subventions de la ville (25.000 m. en 1901, 20.000 en 1902 et 1903), le nombre des membres était de 1.717 en 1904-1905, quoique le taux des cotisations eût été élevé; l'encaisse au 31 mars 1905 était 115.648 m. 93.

La ville et les membres honoraires ont contribué autant que les ouvriers à l'entretien de la caisse.

Si les dons des membres honoraires diminuent peu à peu, la ville garantit toujours de ses subsides le fonctionnement de l'œuvre et surtout, ce qui est réellement encourageant, on voit les assurés eux-mêmes participer chaque jour d'une façon plus complète à l'administration et au fonctionnement de la caisse. Ils décident pour cela des augmentations successives de cotisations et sont résolus à continuer dans cette voie.

Ainsi en 1899, 1900 et 1901 leur apport ne fournit que que 42, 23 et 41 % des indemnités versées au chômeur. Dans les trois dernières années, le pourcentage n'a jamais été inférieur à 49 %. Une nouvelle hausse des cotisations a été votée en 1905.

L'œuvre, d'ailleurs, ne pourra jamais se passer du concours de la ville et ne sera jamais comparable à celle des syndicats, cela pour deux raisons. La première est que cette caisse n'assure que durant trois mois d'hiver; la seconde est que la caisse n'est pas obligatoire. Il en résulte que sont seuls à s'assurer les ouvriers à peu près certains de manquer de travail dans la mauvaise saison. Cela fait que le nombre des chômeurs, par rapport à celui des assurés, est considérable

et varie de 60 à 70 %. Il faut, dans ces conditions, ou bien exiger des cotisations énormes ou bien faire appel à des secours étrangers.

On pourrait l'éviter en rendant l'assurance obligatoire pour tous les salariés ; mais on encourrait alors le reproche fait à la caisse obligatoire de Saint-Gall par les intéressés eux-mêmes, celui de faire trop exigeante la notion de solidarité : car, tandis que les ouvriers qualifiés, disposant de métiers stables, n'auraient qu'un intérêt médiocre à verser des cotisations, les ouvriers non qualifiés, les saisonniers, les individus sans profession, en payant durant quelques semaines, acquerraient pour ainsi dire le droit de vivre aux dépens des travailleurs mieux favorisés.

La caisse de Cologne rend en somme de signalés services. Elle secourt efficacement ses membres ouvriers les plus exposés au chômage et constitue pour eux une école excellente d'éducation sociale et solidariste.

La caisse de Leipsick. — Il existe dans cette ville une caisse analogue à celle de Cologne, mais non subventionnée par la commune. Elle l'est par des particuliers.

Diverses tentatives avaient été faites dans ce sens, notamment à Carlsruhe, Francfort-sur-le-Mein, Stuttgart.

Dans cette dernière ville, la caisse devait fonctionner à partir du 1^{er} janvier 1899. Mais les adhérents se sont abstenus.

A Leipsick ⁽¹⁾, un premier projet, dû au docteur

(1) Las Cases, op. cit., p. 110 et suiv.

Bischoff, avait obtenu l'appui de la municipalité et 100.000 m. avaient été promis. La caisse aurait été définitivement constituée le 24 avril 1903; l'œuvre a dû échouer, car, sur l'initiative de M. Stiegel, une « caisse d'assurance contre le chômage » est venue au jour, au printemps de l'année 1904. Les statuts définitifs sont d'octobre 1904.

Des membres bienfaiteurs ont offert une garantie de 60.000 marks. Les membres fondateurs donnent 500 m., les protecteurs au moins 5 m. par an.

Ne peuvent s'assurer que les ouvriers mâles, habitant la commune depuis un an, âgés de plus de 16 et de moins de 60 ans. Les assurés sont répartis en quatre classes, payant 0,30, 0,40, 0,50 et 0,60 pfennigs par semaine. Ils ont droit à l'assurance, après 42 semaines de versements. En cas de chômage, et après 4 jours, l'assuré reçoit 1 m. 20 par jour, pendant 42 jours.

Malheureusement, la caisse a été combattue de tous côtés : la commune a refusé toute subvention, parce que les bourgeois n'ont pas voulu favoriser spécialement la classe des travailleurs.

Quant au parti ouvrier et aux syndicats, ils ont énergiquement combattu cette caisse, comme ils l'ont fait pour celle de Cologne. Les socialistes désirent, en effet, voir les syndicats s'occuper seuls de l'assurance-chômage.

La caisse de Leipsick, comme celle de Cologne, n'a pour membres que les ouvriers les plus menacés par le chômage, et l'absence de toute subvention communale fixe est un danger pour elle.

A Munich, le docteur Singer, président du Bureau municipal de statistique, a projeté la création d'une caisse communale contre le chômage.

Le projet prévoit un double organisme :

1° Une Caisse d'épargne, en vue du chômage, à laquelle seraient consacrés 12.000 m. par an.

2° Des subventions aux syndicats.

La caisse recevrait les subventions communales, au même titre et dans les mêmes proportions que les syndicats. Comme il faut prévoir que les $\frac{2}{3}$ des assurés chômeront l'hiver, les cotisations ne devront pas être inférieures à 0,60 pf. par semaine, durant 34 semaines.

L'indemnité journalière sera de 1 m. Elle sera donnée à tout chômeur entre le 10 décembre et le 10 mars. La protection commence 8 jours après la déclaration du manque de travail et dure au moins 8 semaines.

Les dons et legs serviront à élever le taux de l'indemnité ou à constituer un fonds de réserve. Peuvent faire partie de la caisse les ouvriers des deux sexes, de l'industrie et du commerce, de 18 à 60 ans, à condition d'être domiciliés à Munich et employés régulièrement depuis deux ans. Les membres honoraires versent 5 m. par an ou 200 m. une fois donnés. La société a pour organes une Assemblée générale, un Conseil d'administration de 21 membres nommés, $\frac{1}{3}$ par les membres honoraires, $\frac{1}{3}$ par la municipalité, $\frac{1}{3}$ par les membres participants, et un Comité directeur de 3 membres, nommés pour 3 ans par le Conseil d'administration.

La part faite aux assurés est donc trop faible et c'est le plus grave défaut du projet Singer, qui présente par ailleurs de réels avantages.

En somme, l'utilité de ces caisses est incontestable. Elles sont de précieux auxiliaires pour les syndicats dans leur lutte contre le chômage. Elles sont d'un secours efficace pour certaines industries saisonnières qui ne peuvent que difficilement recourir à l'organisation syndicale.

III. — *Danemark. — Suède. — Norvège. — Autriche.*

L'assurance-chômage en Danemark ne peut se faire que par les syndicats, puisque ceux-ci groupent les trois quarts des salariés. Aussi les socialistes ont-ils demandé à diverses reprises (7 décembre 1901 et 8 décembre 1902), non pas une assurance d'État, mais un système de subventions aux caisses syndicales de chômage. Le parti social-démocrate, dont l'influence grandit rapidement, n'a pourtant pas été assez fort jusqu'à présent pour faire triompher cette revendication.

Il y a dans ce pays 86.326 syndiqués, représentant 75 % des salariés de l'industrie. La mauvaise saison rend les chômages terribles. En janvier 1902, par exemple, il y avait 22.000 chômeurs, soit 26 % des syndiqués. Les frais de chômage et de *viaticum* se sont élevés en 1904 à 414.962 kroners.

En Suède, les syndiqués sont au nombre de 80.000.

Les sommes consacrées au chômage et au voyage se sont élevées, en 1902, à 27.117 m.

La Norvège compte 16.000 ouvriers syndiqués. Ils ont consacré 47.000 m. aux services de chômage et de *viaticum*.

En Autriche, 570:000 kr. ont été répartis. Les membres des syndicats étaient, en 1903, au nombre de 177.592.

IV. — Suisse.

Les institutions de placement ne présentent pas, en Suisse, un type uniforme : il n'y a pas, en effet, de loi fédérale réglant cette matière. Les cantons ont toute liberté pour organiser le placement à leur gré.

Dès 1873, l'Union pour la fondation de bureaux de placement aux mains des ouvriers s'efforçait de mettre son programme à exécution et, actuellement, les travailleurs tâchent, par leurs syndicats, d'attirer à eux tout le placement. De plus, certains cantons possèdent chacun une institution spéciale de placement gratuit.

Le canton de Zurich possède, depuis 1887, une Bourse du travail, composée de délégués de toutes les associations, d'après le nombre de leurs membres. Elle a pour but d'organiser le placement des travailleurs et les secours de voyage qui leur sont nécessaires. La ville de Zurich a une Chambre du travail depuis 1897.

Dans le canton de Berne, c'est le placement par le bureau municipal qui tend à dominer.

Dans le canton de Lucerne, la question du placement

est réglée par l'ordonnance du Conseil du Gouvernement du 19 août 1881. Une autorisation est nécessaire pour créer un bureau ; elle est valable pour un an.

La Suisse a beaucoup de peine à organiser des syndicats et des Fédérations, à cause de la diversité des langues, des races et du morcellement par canton.

Cependant, le mouvement s'accroît peu à peu et il se fonde un peu dans toutes les professions des caisses de chômage. Au 1^{er} janvier 1903, le nombre des syndiqués s'élevait à 51.000 environ. Les seize Fédérations où syndicats locaux, ayant répondu au questionnaire du *Bundescomité*, déclaraient avoir dépensé, pour le chômage et le voyage, 39.976 fr.

Le canton de Saint-Gall tenta contre le chômage un essai d'assurance obligatoire. La ville de Saint-Gall créa, pour sa seule population ouvrière, une caisse obligatoire qui commença à fonctionner le 1^{er} juillet 1895.

La tentative échoua par suite de l'insuffisance des cotisations des assurés, qui produisirent 15.000 francs en face des indemnités payées à 498 chômeurs et qui s'élevèrent à 38.000 francs. La caisse fut supprimée le 30 juin 1897 ⁽¹⁾.

En avril 1901, un projet d'assurance obligatoire était rejeté à Bâle ⁽²⁾, et immédiatement, sur l'initiative de l'Union ouvrière, se fondait une caisse d'assurance

(1) Conseil supérieur du travail : *Les caisses de chômage*, 1903, p. 9.

(2) V. Quest. prat. 1902, p. 62.

facultative contre le chômage. Elle comptait au 15 octobre 1901, 657 membres actifs et 83 membres honoraires.

Les membres actifs versent 0.40, 0.50 et 0.60 centimes par mois, selon que leur salaire est de 4 francs ou au-dessous, de 4 à 5 francs ou au-dessus de 5 francs.

Peuvent faire partie de la caisse tous les ouvriers syndiqués ou non, demeurant à Bâle et y travaillant.

Les membres honoraires versent 10 francs par an au moins.

La caisse est gérée par onze administrateurs élus par les délégués des Chambres syndicales au Comité de l'Union ouvrière.

Chaque membre de la caisse n'a droit aux secours que six mois après son inscription et quinze jours après sa déclaration de chômage. Le droit au salaire dure au maximum 6, 7 et 8 semaines pour les membres qui font partie de la caisse depuis 6, 7, 8 mois et davantage.

Après un an de sociétariat, au moins, le salaire est de 1 fr. 20 par jour et de 1 fr. 50 après deux ans.

L'appel des chômeurs a lieu deux fois par jour. Tout membre absent perd le droit au secours ce jour-là. Le refus d'accepter peut enlever le droit à l'indemnité de salaire, qui est payée chaque semaine, le vendredi.

Il existe aussi à Berne une caisse facultative, depuis 1893.

A Berne, la caisse qui comptait 413 membres en 1894 n'en comptait pas plus de 598 en 1904.

A Bâle, les assurés ayant satisfait à leurs obligations envers la caisse étaient, au 13 avril 1903, au nombre de 506.

V. — *Luxembourg.*

Le Grand-Duché possède une institution toute spéciale, à propos du placement des ouvriers : c'est l'organisation des Bourses du travail, créée par arrêté du Gouvernement du 19 novembre 1892. L'administration des postes est chargée provisoirement des opérations des Bourses du travail, qui ont pour objet la transmission des offres et demandes de travail entre patrons et ouvriers. Les offres et demandes de travail peuvent être adressées, soit à la Direction générale des postes de la capitale, soit à un bureau quelconque. Il y a ainsi deux Bourses : 1° une Bourse générale, comprenant tout le Grand-Duché ; 2° une Bourse particulière pour le ressort de chaque bureau de poste.

Les offres et demandes sont présentées verbalement ou au moyen de cartes postales spéciales contenant des indications sur le salaire et le travail demandés ou offerts et distribuées gratuitement dans tous les bureaux de poste ou par les facteurs ruraux ⁽¹⁾.

La ville de Luxembourg a inscrit dans son budget un crédit de 1.500 francs destiné à subventionner les caisses de chômage syndicales.

VI. — *Belgique.*

Pour le placement des ouvriers, les Bourses du travail jouent un grand rôle en Belgique, tant les

(1) V. Normand : *Etude comparée sur le placement en France et à l'Etranger*, p. 294.

Bourses officielles, quasi-officielles, què les Bourses professionnelles et politiques ⁽¹⁾.

Contre le chômage, la Belgique possède des institutions qui aident puissamment l'action syndicale.

Dès 1897, la province de Liège partageait une somme de 1.500 francs, doublée en 1903, entre les caisses syndicales contre le chômage de la région. Mais les subventions n'étaient pas équitablement réparties. C'est ainsi que le syndicat des mécaniciens de Liège, qui avait consacré 1 fr. 50 à l'assurance-chômage, avait reçu 309 fr. 60 de subvention. En 1902 le syndicat des employés de Liège, qui n'avait distribué aucun secours, recevait 77 fr. 30 de subvention, tandis que le syndicat des mouleurs de fonte, qui avait distribué 4.034 francs, ne recevait que 206 francs. Ces premiers efforts eurent l'avantage d'attirer l'attention des travailleurs organisés sur la question de l'assurance-chômage. Mais le mode équitable et pratique de subvention était encore à trouver.

Il fut découvert et mis en pratique par M. Varlez, dans la ville de Gand, et les résultats de l'expérience furent si favorables que, dans toute l'Europe, le système Gantois a fait des prosélytes.

La caisse de Gand, contre le chômage, fut créée le 1^{er} août 1901.

Le Conseil d'administration du fonds commun Gan-

(1) L. Varlez : *Exposition 1900, Belgique, Rapport général*, 1901, p. 116. — Normand, op. cit., p. 286.

tois, convaincu que l'assurance contre le chômage devait, sous peine d'échouer, avoir pour base la mutualité et que les Pouvoirs publics ne pouvaient, en cette matière, prétendre à d'autre rôle qu'à celui de guider et seconder les efforts des assurés eux-mêmes, ce Conseil, disons-nous, s'appliqua tout d'abord à grouper autour de lui, pour lutter contre le chômage, toutes les grandes organisations syndicales. Ces efforts, secondés par la forte organisation coopérative de l'industrie gantoise, furent couronnés d'un plein succès. Dès la fin de 1901, le fonds de chômage groupait 28 associations professionnelles avec 12.906 membres, chiffre supérieur à celui de toutes les autres caisses locales d'assurance contre le chômage réunies.

La ville de Gand n'a pas voulu faire œuvre d'assistance. Stimuler le zèle des mutualités, orienter les syndicats dans la voie de l'assurance-chômage, tel a été son objectif principal; aussi s'est-elle gardée de rendre en quelque sorte l'effort individuel inutile, en donnant à chaque chômeur une subvention supérieure ou même égale à la somme épargnée par lui pour cet office.

Tandis qu'en effet, à Berne, par exemple, l'initiative personnelle des intéressés ne couvre que 13 % des frais, qu'à Dijon elle ne dépasse pas 25 %, à Gand, au contraire, le fonds communal n'a contribué à l'assurance que dans la proportion de 25 %.

Les subventions sont accordées à toute Caisse d'épargne ou d'assurance, en vue du chômage, qu'elle soit syndicale, mutualiste, patronale, confessionnelle ou

spéciale. Elles ne sont pas remises au syndicat, mais aux chômeurs syndiqués eux-mêmes et, pour éviter tout abus, le syndicat doit avoir avancé la majoration, avant de pouvoir la réclamer au fonds de chômage.

La subvention est proportionnée à l'importance de l'effort prévoyant du chômeur, sous la réserve de quatre maxima :

1° L'encouragement communal ne sera jamais plus considérable que le résultat de l'effort personnel;

2° La majoration ne peut être accordée sur une somme supérieure à deux francs par jour;

3° Elle ne peut l'être que pendant cinquante jours par an;

4° Jamais les subventions ne pourront servir à soutenir une grève ou un lock-out.

Le développement de l'assurance-chômage à l'intérieur des syndicats se fit très rapide.

En 1897, aucun syndicat n'avait de caisse de chômage solidement organisée. En 1898, le montant de l'assurance syndicale s'élevait à 15.000 francs ⁽¹⁾. Il fut porté à près de 50.000 francs en 1901; à 57.381 francs en 1902 et 55.406 francs en 1903.

En 1900, sur 144 syndicats socialistes belges, 17 (en majorité gantois) possédaient une caisse de chômage. En 1901, 52 sur 142; en 1902, 107 sur 214 avaient créé des fonds de prévoyance pour les chômeurs.

(1) Varlez : *Rapport sur le fonctionnement du fonds de chômage, 1901-1903.*

En 1902, 28 syndicats gantois, comptant près de 15.000 membres, se répartissaient les subventions du fonds de chômage ⁽¹⁾.

Ce résultat remarquable, même si l'on tient compte de ce fait que Gand est peut-être, avec Copenhague, la ville du monde où l'idée syndicale est le mieux comprise, attira l'attention des travailleurs de Belgique d'abord, puis de tous les grands pays industriels d'Europe. Anvers, en 1902, suivit l'exemple de Gand. Un crédit de 10.000 francs fut voté, porté à 17.500 en 1903. Au début de 1904, 24 syndicats se répartissaient les fonds. Bruges, Louvain, Malines, Ixelles, Saint-Gilles, Vervier, Courtrai, etc., possèdent des caisses de chômage.

« Dans l'ensemble, depuis que le Conseil communal » de Gand a voté, le 29 octobre 1900, la création d'un » fonds d'encouragement à la prévoyance contre le chômage, 21 communes des plus importantes ont voté la » création d'institutions de ce genre. Sur 10 villes de » plus de 50.000 habitants, 9 possèdent des fonds de chômage et dans la dixième, Bruxelles, la proposition » d'adopter les statuts du fonds gantois n'a été rejetée » qu'à deux voix de majorité ⁽²⁾. »

(1) Crosson du Cormier : *Les Caisses syndicales de chômage en France et en Belgique*, p. 83 et s.

(2) Varlez : Rapport cité.

SECTION III. — Les Sociétés coopératives.

Angleterre.

La France a vu naître les premières sociétés coopératives.

En Angleterre ⁽¹⁾, elles firent leur apparition en 1842, sous la forme de sociétés de consommation, alors qu'en France, la forme primitive fut la société de production.

Les premières sociétés anglaises furent des sociétés de fait. Leur constitution légale aurait été difficile, car la solidarité illimitée était alors le caractère habituel des sociétés anglaises à but lucratif, ce qui était dangereux pour les coopératives.

En 1850, une disposition de loi déclarait la législation relative aux *Friendhy Societies* applicable aux sociétés coopératives de consommation.

Une loi spéciale aux coopératives, dont la condition était alors bien humble, fut rendue deux ans après (*Act* de 1852), sous le nom de *loi sur les Industrial and Provident Societies* (littéralement : sociétés d'industrie et de prévision). Cet Act a été remplacé par un autre Act de 1876, encore en vigueur aujourd'hui.

Les dispositions de cet Act ne sont pas obligatoires pour les coopératives, mais une simple commodité.

Ceux qui, en Angleterre, veulent fonder une société

(1) V. H. Valleroux, *Etude publ. dans le Bull. soc. de Lég. comp.*, 1891, p. 245, 305.

coopérative peuvent choisir entre les diverses formes légales, à la seule condition de se conformer aux prescriptions de la loi qu'ils ont choisie et d'avoir un objet qui réponde suffisamment aux dispositions de cette loi.

Ils ont à opter entre deux types principaux : les sociétés de capitaux, *Compagnies*, comme on les appelle, et les sociétés de personnes dont les *Industrial and Provident Societies* sont un des types principaux.

Les Compagnies sont à responsabilité illimitée ou *limited*, c'est-à-dire que l'on est engagé seulement pour le montant de sa souscription.

La première forme ne convient pas aux sociétés de consommation. Au contraire, la forme *limited* leur convient et aujourd'hui un grand nombre de sociétés l'ont adoptée.

C'est du reste cette forme qui est, en matière de société, le droit commun, depuis que la loi de 1862 a introduit dans la législation anglaise la responsabilité limitée.

Les administrateurs peuvent être pris parmi les membres de la société ou en dehors, rétribués ou non, et ne sont pas tenus de posséder une seule action.

Le contrôle est organisé avec soin. Des inspecteurs sont chargés d'examiner les livres de la société.

Les sociétés de personnes se groupent autour d'un *Registrar* spécial qui a des pouvoirs supérieurs à ceux du Registrar ordinaire. Elles comprennent les *Friendly Societies*, les *Trade-Unions*, les *Industrial and Provident Societies*, les *Building Societies* (sociétés de construction).

En 1875, le Gouvernement anglais avait soumis au Parlement un projet de loi devant s'appliquer à toutes les sociétés coopératives et de secours mutuels qui, ainsi, auraient été régies par une seule disposition. Mais ce projet fut restreint aux seules sociétés de secours mutuels.

En 1876, fut votée une loi spéciale aux *Industrial and Provident Societies*. Les coopérateurs peuvent en outre se servir de deux lois spéciales et antérieures à 1875 : la loi sur les sociétés de construction et la loi sur les sociétés de prêts (*loan societies*). Mais telle est la commodité de la loi anglaise que, même pour faire le prêt et construire des maisons, une société peut se constituer sous forme de *Compagny* ou de *Industrial and Provident Society*.

La loi sur les *Building Societies* de 1836, refondue en 1874 et 1877, modifiée par l'Act de 1894, est en réalité une loi sur le crédit foncier et pour permettre à des sociétés de prêter sur garantie immobilière.

L'acte social d'une société de personnes peut être fait sous-seing privé et il doit être porté au *Registrar*, qui l'examine et ne l'accepte que s'il est conforme à la loi.

Les actions sont transférables ou retirables. La société peut plaider et posséder en son nom. La loi dispense ces sociétés de l'*Income tax*, mais non du droit de timbre et d'enregistrement dont sont exemptées les *Friendly Societies*.

Allemagne.

C'est le troisième pays, par ordre de date, qui ait eu des sociétés coopératives. Elles rencontrèrent, au début, des difficultés légales, n'ayant pas la personnalité civile.

Le mouvement coopératif allemand s'est surtout développé du côté des banques populaires ou sociétés de crédit.

Les caissiers étaient obligés d'opérer en leur propre nom, ou de se munir d'une procuration de tous les associés.

M. Schulze-Delitzsch désirait fort une loi nouvelle à l'usage de ces sociétés. Grâce à lui, fut édictée la loi du 27 mars 1867, faite seulement pour la Prusse, puis étendue, le 4 juillet 1868, à la Confédération du Nord tout entière.

Elle avait pour titre : loi sur les *Genossenschaften*, sociétés de personnes, était facultative et n'admettait qu'une responsabilité solidaire.

La loi d'Empire, du 1^{er} mai 1889, reconnaissait trois types de sociétés : 1^o à solidarité illimitée, comme nos sociétés en nom collectif ; 2^o à solidarité illimitée, les associés n'étant toutefois tenus qu'après discussion, par les créanciers, de l'actif social ; 3^o à responsabilité limitée.

Le tribunal doit vérifier les statuts de la société. Après son inscription sur registre spécial, la société sera valablement constituée.

Autriche-Hongrie.

La loi du 9 avril 1873 est analogue à la loi allemande de 1868, sauf qu'elle accepte la personnalité limitée.

La société de personnes est valable, à condition d'être enregistrée au tribunal de commerce sur le registre de sociétés, tenu au greffe de ce tribunal. Le tribunal vérifie les statuts.

Les sociétés coopératives de consommation sont pour la plupart à responsabilité limitée. Quant aux sociétés de crédit ou banques populaires, elles étaient, au début, en grand nombre, à responsabilité illimitée; cela était la conséquence des enseignements de Schultze-Delitzsch et de Raffeisen. Mais les sociétés à responsabilité limitée ont augmenté depuis lors.

Les lois des 27 décembre 1880 et 14 avril 1885 ont exonéré les coopératives de la charge sur le revenu et de la patente.

Belgique.

D'après la loi belge du 18 mai 1873, la société coopérative doit être désignée par un nom anonyme. Il y a liberté complète pour les conventions. Les statuts doivent cependant indiquer le mode de responsabilité des sociétaires, faute de quoi ils seraient solidairement responsables.

La loi exige la publication des listes d'associés.

Italie

Le Code de commerce italien, promulgué en 1882, contient un chapitre relatif aux coopératives. La forme légale ordinaire adoptée par ces sociétés est l'anonymat. Elles sont anonymes et coopératives. Les Banques populaires agricoles sont en nom collectif et coopératives.

Beaucoup de sociétés ont une existence de fait, sans aucune forme légale régulière.

Suisse.

Les sociétés coopératives, très nombreuses, avaient pris diverses formes légales, suivant les législations de leurs cantons respectifs. Mais, depuis la promulgation, au 1^{er} janvier 1883, du Code fédéral des obligations, elles ont adopté presque toutes la forme décrite dans ce Code sous le nom d'associations.

Canada.

Pendant qu'en France, le projet de loi sur les sociétés coopératives dort depuis vingt ans dans les cartons du Sénat, sans que le Parlement ni le Gouvernement s'en occupent, au Canada, un pays où la coopération est à peine en train de naître, une loi vient d'être votée à l'unanimité, le 9 mars 1906. C'est le premier ministre, lui-même, de la province de Québec, qui en a pris l'initiative; elle ne s'applique en effet qu'à l'État de Québec;

mais un autre projet de loi a déjà été déposé pour l'étendre à toute la Fédération (*Dominion*) du Canada et nul doute qu'elle ne soit votée aussi prestement ⁽¹⁾.

Voici le résumé des dispositions les plus intéressantes de cette loi :

« La société sera constituée par une simple déclaration, signée en double par tous les membres fondateurs, devant deux témoins. L'un des doubles sera remis au greffe du conseil municipal et il devra en être délivré copie à qui le demandera ». — Aucune autre formalité.

« Les sociétés agricoles, commissions scolaires, municipalités pourront être actionnaires.

» Il pourra être créé des membres auxiliaires qui n'auront pas droit de vote.

» Le montant de chaque part ou action ne devra pas être inférieur à une piastre (5 francs).

« L'Assemblée générale sera valablement constituée, quel que soit le nombre des membres présents. Chacun n'aura qu'une voix. Le vote par procuration est prohibé. Les décisions et même la dissolution seront prises à la simple majorité. Cependant, la dissolution ne pourra être prononcée si dix membres au moins s'y opposent.

« En ce qui concerne la modification des statuts, la majorité devra être des trois quarts, mais seulement des membres présents, et ne pourra être votée que dans

(1) V. *Almanach de la coopération française, suisse et canadienne*, 1907, art. de Ch. Gide, p. 31.

une deuxième assemblée convoquée spécialement à cet effet.

(Cette disposition est d'autant plus intéressante que, sous le régime de la loi française, les sociétés nombreuses sont dans l'impossibilité matérielle de modifier leurs statuts, de se reconstituer et même de se dissoudre !)

« L'exclusion de tout membre qui ne remplira pas ses engagements, ou refusera de se soumettre aux règlements, ou causera du scandale par sa conduite, pourra être prononcée par le Conseil d'administration seul. L'exclusion devra être motivée et notifiée au sociétaire avec le motif.

« Les sommes qui pourront lui être dues lui seront remboursées au fur et à mesure des rentrées de fonds par la société et par ordre de sortie.

« Les sociétés pourront faire entre elles les Unions qu'elles voudront. »

A côté de ces dispositions si larges, il en est deux qui sont restrictives :

L'une permet aux sociétés l'achat « seulement des choses nécessaires aux besoins de la vie ou aux travaux de l'industrie des associés ».

L'autre permet aux sociétés de créer un patrimoine social « qui ne pourra être partagé entre ses membres que dans le cas de dissolution », ce qui exclut la possibilité de créer un patrimoine vraiment collectif, indivisible et pouvant être transmis, en cas de dissolution de la société, à une œuvre similaire.

CHAPITRE III

PROJETS DE RÉFORMES INTÉRESSANT LES CRÉATIONS SYNDICALES EN FRANCE

La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels a été vivement attaquée par les partis les plus opposés, les uns la jugeant contraire à la liberté, par ses exigences de dépôt des statuts, les autres la jugeant dangereuse, par la faculté laissée aux associations de s'unir entre elles. Certains estiment qu'elle est au moins inutile. Contre ces critiques, la défense n'est plus à faire ⁽¹⁾.

La loi de 1884 a provoqué l'éclosion de nombreux projets de réformes ⁽²⁾, parmi lesquels nous choisirons ceux qui intéressent particulièrement les créations syn-

(1) V. notam. Pic, op. cit., p. 383 à 390. — Gonnard. *Caractères généraux de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels*, préface de M. Pic.

(2) Moindrot: *Réformes à introduire dans la législation des syndicats professionnels*.

dicales, en favorisant l'accroissement de la capacité syndicale, et en faisant intervenir les Pouvoirs publics pour aider les syndicats à développer leurs diverses institutions.

Nous parlerons ensuite des projets de loi tendant à donner aux syndicats le bénéfice du droit commun, par l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal et demandant l'irresponsabilité syndicale.

Nous citerons la proposition Millerand sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. La question de la conciliation et de l'arbitrage est en effet des plus importantes pour l'avenir syndical, question à laquelle nous rattacherons celle des Conseils régionaux du travail.

Enfin, nous examinerons le projet Doumergue sur le contrat du travail. Ce projet intéresse au premier chef les syndicats professionnels, car c'est de leur bonne organisation pour la défense des intérêts professionnels que dépend la pratique féconde du contrat collectif, facilitée par la convention collective du travail.

§ 1^{er}. — PROJETS DE LOI TENDANT A ACCROITRE
LA CAPACITÉ SYNDICALE.

Parmi ces projets, le plus connu est celui déposé sur le bureau de la Chambre, le 14 novembre 1899, par MM. Waldeck-Rousseau, alors président du Conseil, et Millerand, ministre du commerce, projet repris par ce

dernier en son nom personnel, le 14 octobre 1902 et le 12 juin 1906 ⁽¹⁾.

Ce projet porte modification sur plusieurs points de la loi de 1884. En ce qui concerne la capacité syndicale, les auteurs du projet, dans l'exposé des motifs, reconnaissent que la loi de 1884 n'avait accordé aux syndicats qu'une capacité limitée « qui, en dépit de la généralité des mots, ne s'étend visiblement à aucune entreprise en dehors des cours d'instruction professionnelle, des bureaux de placement et des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

» Mais la pensée de ceux qui ont préparé ou défendu la loi visait plus haut et plus loin.

» Ils voyaient, dans le syndicat, un premier groupement, né de la communauté de l'intérêt professionnel, et ils étaient persuadés qu'il devait être le point de départ et la raison d'être d'une mise en pratique prochaine du principe d'association sous toutes ses formes.

» C'est cette pensée que le projet de loi tend à réaliser. Il n'envisage aucune limite à la capacité des syndicats professionnels. Il leur reconnaît le droit d'acquérir et de posséder, à titre onéreux et à titre gratuit, tous biens, meubles et immeubles ; le droit, en se conformant à certaines obligations spéciales, de faire des actes de commerce et par là, de développer et faire fructifier leurs ressources.

(1) Ch. Doc. parl., N° 1183, *Journal Officiel*, 1899, p. 423. — Ch. Doc. parl., N° 322, *Journal Officiel*, 1902, p. 74. — Ch. doc. parl., N° 43, 1906.

» Le projet facilite la constitution de sociétés commerciales syndicales, à responsabilité limitée.

» Le projet accorde aux Unions de syndicats le droit d'ester en justice, celui de posséder des immeubles nécessaires à leur fonctionnement. Il n'y a aucun motif plausible pour obliger les syndicats à recourir à un artifice légal, lorsqu'ils veulent posséder en commun les locaux de leurs assemblées générales, leurs bibliothèques...

» Des asiles ou refuges pour les ouvriers chômeurs et voyageurs, des maisons de retraite pour les vieillards et les infirmes peuvent aussi être l'œuvre d'une Union de syndicats, plutôt que celle d'un syndicat. »

Le projet modifie l'article 6 de la loi de 1884 en ces termes :

ART. 6. — « Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou onéreux, des biens meubles et immeubles. Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après :

» Les syndicats de plus de sept membres qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée, régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes auxdites lois :

» Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions.

» Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs, sans être individuellement porteurs de parts ou d'actions, et l'Assemblée générale sera formée de mandataires possédant une voix et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

» Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre de mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

» Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui-même, lorsqu'elles n'excéderont pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du 1/10^e suffit. »

Que faut-il penser de ces dispositions ?

Tout d'abord la capacité illimitée qu'auront les syndicats d'acquérir des immeubles et meubles, à titre gratuit et à titre onéreux, doit être approuvée sans réserve.

La crainte de voir se réaliser l'extension des biens de mainmorte nous paraît chimérique pour deux raisons : d'abord les syndicats professionnels emploient la majeure partie de leurs capitaux pour alimenter leurs fonds de réserve en cas de grève, leurs caisses spéciales de retraites, d'assurances, leurs offices de placement, leurs bibliothèques et cours professionnels, toutes institutions qui sont autant de déversoirs à une pléthore de capitaux.

Et puis, jusqu'à présent, les syndicats n'ont pas été gâtés par l'affluence des dons et legs. A part les subventions officielles, les libéralités privées ne paraissent pas devoir faire déborder les caisses syndicales.

Si jamais les syndicats ouvriers doivent s'enrichir un jour, nous pouvons prévoir, par l'exemple des opulentes *Trade-Unions*, tout le bien qu'ils pourront faire

à leurs membres, en multipliant, avec leur effectif, les créations nécessaires à l'amélioration du sort des travailleurs.

Nous ne craignons donc pas de voir les syndicats devenir trop riches. Ce serait une ironie mal déguisée.

Par contre, nous sommes bien moins affirmatif en ce qui concerne l'extension de la capacité syndicale à la faculté qui leur est offerte par le projet de faire des actes de commerce. Ici se pose, en effet, une grave question de savoir quels en seront les résultats pour l'avenir des syndicats ouvriers.

Nous pensons qu'ils seraient fâcheux, préjudiciables à la vie syndicale.

Si nous ne pensons pas devoir approuver cette disposition du projet, ce n'est pas dans une pensée de crainte non plus que de défiance à l'idée qu'un syndicat pourrait se transformer en société civile ou commerciale.

Il est, en effet, deux partis opposés qui sont, sur ce point, hostiles par crainte ou par défiance.

D'un côté, certains militants du parti ouvrier ont pris à l'égard du projet la même attitude méfiante qu'ils avaient déjà prise à l'égard de la loi de 1884.

La Fédération des Bourses du travail a été particulièrement dure contre le projet ⁽¹⁾.

« Les interprètes les plus autorisés de la société capitaliste exaltent ce projet, parce qu'ils pensent que, s'il était voté, cela captiverait assez l'ouvrier pour qu'il

(1) V. notam. Barthou, *l'Action syndicale*, p. 193 et s.

» ne trouble plus l'ordre et la tranquillité publics...
» Comme toutes les lois dites ouvrières, celui-ci est un
» piège : défions-nous-en ».

C'est peut-être moins l'appréhension de voir le syndicat sombrer dans les difficultés commerciales, qui rend certains socialistes si hostiles au projet, que celle de voir leur échapper le système syndical qui, dans leur intime pensée, doit rester dans leurs mains une arme révolutionnaire.

D'autres socialistes, plus désintéressés et plus éclairés, admettent d'ailleurs la capacité commerciale des syndicats, notamment M. Jaurès. Des syndicats ouvriers eux-mêmes en sont partisans. (V. Barthou, op. cit., p. 209 et 215.)

A l'instar de la fraction hostile au projet du parti socialiste, certains publicistes, dans le monde catholique, le redoutent comme créant un instrument de conquête et de succès, mis aux mains des socialistes eux-mêmes. (Barthou, p. 202.)

Quoique notre opinion soit contraire à la capacité commerciale offerte aux syndicats, nous ne puissions pas nos raisons à ces deux sources extrêmes. Notre conviction s'est fortifiée dans un esprit de sollicitude, dans l'intérêt même des syndicats professionnels ⁽¹⁾. Leur rôle essentiel est de défendre les intérêts professionnels, d'initier la classe ouvrière à la solidarité sociale, de lutter par la prévoyance, par l'assurance, par

(1) V. notam. Pic, *Traité*, N° 584, p. 405.

l'enseignement technique et l'éducation morale, contre tous les fléaux qui déciment les travailleurs.

Ils doivent être pour ces derniers des conseillers, des arbitres, des représentants légaux, et, en étant tout cela, ils aideront puissamment à consacrer le contrat collectif de travail.

On voit la route que doivent parcourir les syndicats pour en arriver là. Pourquoi dès lors les arrêter à d'autres responsabilités ? Nous verrons les difficultés que rencontrent les coopérateurs à leurs débuts, quand nous étudierons le rôle économique et social des créations syndicales.

M. Barthou, dans un rapport fait à la Chambre des Députés — (Ch. *Doc. parl. J. O. S.* extr. N° 1418, 1903, p. 66) — adhère pleinement au projet Waldeck-Rousseau et spécialement au point de vue qui nous occupe.

Il est convaincu de l'opportunité de la capacité commerciale offerte aux syndicats. Il préfère, « avec tous ses risques, la conception plus largement confiante qui remet leur sort entre leurs mains et les rend les maîtres responsables de leurs destinées. » (op. cit., p. 227).

Nous préférons cependant que les syndicats se tiennent en dehors de ces risques. Nous admettons, d'ailleurs, sans restriction, qu'ils essaient autour d'eux des sociétés coopératives diverses. Les membres des syndicats ont toute liberté pour cela.

Le principe de la division du travail reçoit ici une excellente application. Le syndicat et la coopérative

émanée de lui seront bien plus à l'aise dans leur sphère respective. Cette indépendance réciproque sera en outre une sauvegarde. Un syndicat peut, à un moment donné, être tout occupé à diriger ou à liquider une grève, à intervenir dans de délicates procédures à propos du contrat collectif de travail. Qu'arrivera-t-il, si, constituant aussi une société coopérative par exemple, il traverse, de ce chef et au même moment, une crise industrielle ?

Il sera pris entre deux feux ; son double rôle l'écrasera ou il devra en abandonner un, mais lequel ? Des discussions intestines s'ensuivront, le fonds de réserve, qui devait subvenir aux besoins syndicaux, s'épuisera à soutenir la coopérative et, réciproquement, celle-ci pourra voir ses ressources taries par une grève.

Et puis, même distinct de la société, si le syndicat possède la totalité des actions de cette dernière, en cas de faillite, il sera ruiné ou pour le moins fortement entamé dans ses ressources, ce qui, par répercussion, compromettra la situation financière de ses autres créations de prévoyance et d'assistance.

Nous inclinons donc à considérer, avec M. Pic, « plutôt comme une complication que comme un » progrès réel les dispositions du projet, d'ailleurs » assez énigmatiques, concernant la capacité commerciale conférée aux syndicats. En admettant même » que, d'après le projet, le syndicat doive rester un » organe distinct de la société commerciale ou coopé-

» rative créée par lui, il n'en est pas moins vrai que les
» facilités nouvelles conférées au syndicat risquent de
» l'orienter dans une voie nouvelle, où les risques à
» courir pourraient bien dépasser le profit.

» Mieux vaut, semble-t-il, que le syndicat, tout en
» essaimant autour de lui et en s'entourant d'œuvres
» multiples qui accroîtront son influence, ne se con-
» fonde jamais avec elles, ni en fait ni en droit, et
» puisse affecter toutes ses ressources propres à l'œu-
» vre désintéressée de défense professionnelle qui est
» sa raison d'être. » — (Sic., traité, N° 584, p. 406). Il
faut enfin examiner la proposition de loi de M. l'abbé
Lemire, tendant à compléter et à modifier la loi du
21 mars 1884. (Ch. *Doc. parl.* N°s 34 et 380, 1906.)

Les modifications apportées à la loi se réfèrent :

1° A l'extension du droit de se syndiquer aux professions libérales, aux employés et ouvriers de l'Etat, aux anciens ouvriers et employés qui n'exercent plus directement la profession. Il n'y a point de difficulté pour les professions libérales. La corporation médicale a été même gratifiée du droit de se syndiquer par la loi du 30 novembre 1892.

Pour les employés et ouvriers de l'Etat, M. Lemire distingue entre ceux qui détiennent une portion de la puissance publique et ceux qui gagnent tout simplement leur vie dans un des services de l'Etat. Il ne reconnaît pas aux premiers le droit de se syndiquer. Il le reconnaît aux autres.

Pour les ouvriers de la profession, M. Lemire pense

que le mot « exerçant la même profession », qui est dans l'article 2, a été interprété beaucoup trop strictement.

Dans cette expression doivent être compris tous ceux qui appartiennent, par un lien quelconque, à la profession : ceux qui ne l'exercent pas, sans qu'il y ait de leur faute, ceux qui aspirent effectivement à exercer la profession, ceux qui rendent service à l'administration du syndicat, quoiqu'ils cessent d'exercer la profession, ceux qui, l'ayant exercée, l'ont quittée pour prendre leur retraite. Enfin, pour mieux fonctionner, « les syndicats ont souvent besoin de s'adjoindre, d'une manière permanente, un ou plusieurs hommes spécialement capables de leur rendre service, par exemple un banquier pour faire valoir leurs fonds, un secrétaire pour tenir leurs livres : ce genre de collaboration n'est pas prévu par la loi. Il constitue, suivant nous, un lien corporatif. La loi doit les reconnaître, tout en limitant ce nombre d'aides à un maximum qui ne peut pas dépasser le tiers des membres d'un bureau syndical ».

2° Aux attributions des syndicats.

L'article 3 les confine dans l'étude et la défense des intérêts professionnels. Il est bon d'indiquer que ces intérêts peuvent être collectifs ou individuels. Ce sont même les intérêts professionnels individuels qui touchent le plus les ouvriers. C'est ce que fait l'article 3 du projet.

3° Aux facilités de constitution des syndicats.

M. Lemire reconnaît comme nécessaires la déclaration du bureau et le dépôt des statuts à la mairie, pour sauvegarder les droits des tiers et ceux de la Société.

» Seulement, dit-il, il ne faut pas que cette formalité
» soit une source de tracasseries, ou le point de départ
» de difficultés juridiques. C'est ce qui peut arriver
» aujourd'hui, parce que rien n'oblige le Parquet qui
» reçoit communication des statuts à se prononcer
» dans un délai quelconque sur leur régularité..... Ce
» qui a été fait sagement pour les associations, dans
» la loi de 1901, peut être facilement imité pour les
» syndicats. Le récépissé, prévu par l'article 5 de cette
» loi, constate que la formalité de la déclaration a
» été faite régulièrement et fixe la date du jour
» où la déclaration peut être opposée aux tiers. De
» même un récépissé délivré par le Parquet protégera
» les syndicats contre tout reproche de nullité provenant de la part de l'Etat. C'est ce que nous prévoyons
» par une adjonction à l'article 4. »

Ajouter au § 4 de cet article, relatif à la communication des statuts au procureur de la République :

Celui-ci devra, dans le délai de trois mois à partir de la communication, délivrer, s'il y a lieu, aux directeurs ou administrateurs du syndicat, un récépissé de ces statuts. Faute de réponse au bout de ce délai, les irrégularités qui pourraient vicier les statuts seront couvertes.

On ne peut qu'approuver cette adjonction.

4° Aux Unions de syndicats.

L'auteur du projet reconnaît aux Unions le même

caractère que leur donne le projet Millerand. Il ne diffère de ce dernier que par des détails de rédaction aux paragraphes 1 et 4 de l'article 5.

5° Aux droits de propriété et droits divers des syndicats.

M. Lemire n'est pas opposé, en principe, à ce que les syndicats puissent acquérir, posséder, gérer toutes sortes de biens, meubles ou immeubles. Toutefois il croit « que c'est aller trop brusquement en besogne et » risquer de ne rien obtenir du tout que de vouloir » entraîner la Chambre en un seul bond, de la capacité » civile actuelle des syndicats — fort restreinte — » puisqu'elle ne comprend que la cotisation et les im- » meubles nécessaires aux réunions, à un droit de pos- » séder illimité. »

Le § 3 de l'article 6 est ainsi rédigé dans son projet :

Les syndicats... « ont le droit d'acquérir, à titre gratuit ou à titre onéreux, les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession et les immeubles, jardins ou maisons, destinés à leurs membres. »

Quant aux droits divers des syndicats : ils peuvent conclure des contrats collectifs relatifs aux conditions du travail, en poursuivre l'exécution et obtenir des dommages-intérêts en cas d'inexécution de ces contrats.

» Ils peuvent, en toute matière professionnelle, exercer les actions individuelles appartenant à leurs » membres, nonobstant toute renonciation antérieure à » la naissance de l'action. »

» Ils devront être consultés avant l'adoption de toute disposition législative se rattachant à leur spécialité.»

6° Le projet apporte une modification à propos des mutualités syndicales : « Présentement, toute personne » qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être » membre des sociétés de secours mutuels de ce syndicat.

» Ce lien peut gêner une société en lui imposant des relations avec une personne notoirement hostile.

» Nous demandons que le syndicat puisse se séparer d'elle, moyennant une indemnité correspondant à ses versements. »

Cette exclusion des mutualités syndicales contre indemnité ne nous paraît pas nécessaire.

Quand une caisse syndicale est autonome, tout syndiqué démissionnaire en faisant partie n'a de rapport qu'avec elle, et non avec le syndicat.

Si la caisse n'est qu'un rouage du syndicat et est, par suite, non autonome, nous savons que les membres démissionnaires du syndicat ne font plus partie de cette caisse.

Nous ne voyons donc pas l'utilité de cette modification. Il est bon qu'un syndiqué démissionnaire d'un syndicat reste au moins fidèle à l'idée de mutualité, et la faculté d'exclusion, même contre indemnité, ne pourrait que porter atteinte à cette idée.

Le projet ne touche la question de la mise en interdit qu'au point de vue économique. Il propose un article 10 nouveau.

« Le refus d'embauchage et le renvoi, motivés par affiliation à un syndicat déterminé, ouvrent à ce syndicat la faculté de mettre en interdit un établissement, sans encourir une responsabilité civile ou pénale. »

Le projet de loi diffère peu du projet Millerand. Il est plus circonspect en matière de capacité illimitée des syndicats, mais il établit nettement les droits de ces derniers à propos du contrat collectif du travail.

Nous ne ferons que signaler d'autres projets ayant pour but d'accroître la capacité syndicale, en autorisant les syndicats à acquérir des immeubles sans aucune limitation : propositions Dussaussoy, 5 fév. 1895, Ch., *Doc. parl.*, N° 1164; Dansette, 20 juin 1898, Ch., *Doc. parl.*, N° 82; Basly-Lamendin, 7 juillet 1898, Ch., *Doc. parl.*, N° 180; Berthet, 14 nov. 1898. Ch., *Doc. parl.*, N° 350.

Si la loi de 1884 restreint la capacité syndicale, en revanche elle laisse toute liberté aux syndicats professionnels pour la création de caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. Ce régime de liberté n'a jusqu'ici produit que de maigres résultats. Alors, on s'est demandé si l'on ne devait pas entrer résolument dans la voie de l'assurance obligatoire, au lieu de se borner à une simple extension des avantages accordés par nos lois à la mutualité libre, notamment la loi du 20 juillet 1886, qui facilite l'accès de la Caisse nationale des retraites à l'épargne ouvrière.

De nombreux projets ont été présentés, ayant pour but de compléter l'œuvre de l'initiative privée par l'organisation d'un vaste système d'assurance obligatoire,

englobant, comme en Allemagne, les principaux risques de la vie ouvrière : accidents, maladie, vieillesse-invalidité et même le chômage, que l'Allemagne n'a pu faire entrer encore dans son « Palais à triple façade ».

Les assurances contre les accidents, la maladie, la vieillesse-invalidité ne peuvent être organisées efficacement par les syndicats professionnels. Ce serait pour eux une charge écrasante. Nous laisserons donc de côté les projets de loi qui y ont trait. Nous allons au contraire parler des projets tendant à remédier au chômage. Les syndicats doivent s'occuper de cette question, qui entre dans leur cadre, et on doit les encourager dans cette voie ; c'est le but des projets que nous allons étudier.

§ 2. — PROPOSITIONS DE LOI POUR REMÉDIER AU CHÔMAGE.

L'Etat s'est occupé des caisses de chômage, avec la loi de finance de 1905, en les subventionnant. Quelques villes ont subventionné des caisses locales ; c'est un premier pas dans la voie qui rendra l'assurance-chômage possible. Nous allons examiner quelques propositions de loi qui préconisent le système de l'assurance obligatoire contre le chômage involontaire.

La proposition de loi présentée au Parlement par M. Jouffray, en 1895 ⁽¹⁾, avait pour but d'acclimater en France le système obligatoire de Saint-Gall.

(1) V. *Doc. parl.*, Ch. Ann. N° 1142, p. 127, 28 juin 1895.

Les ouvriers étaient répartis en deux catégories, suivant leurs occupations ; dans chaque catégorie, en trois classes, suivant leurs salaires.

La première catégorie comprenait les ouvriers d'usines, de magasins ou de fabriques, pour lesquels le chômage n'a pas un caractère périodique annuel.

La seconde catégorie était réservée aux ouvriers terrassiers, à ceux du bâtiment et de l'agriculture, pour lesquels le chômage est surtout une conséquence des saisons et de la nature même du métier exercé.

La caisse eût été alimentée par les primes, par les subventions de la commune, du département ou de l'Etat.

Les primes à verser chaque semaine étaient déterminées comme suit :

Première catégorie.

1 ^{re} classe, salaire maximum...	2 fr. 50...	0 fr. 15
2 ^e — — —	4 fr. »...	0 fr. 25
3 ^e — — supérieur à..	4 fr. »...	0 fr. 35

Deuxième catégorie.

1 ^{re} classe, salaire maximum...	2 fr. 50...	0 fr. 20
2 ^e — — —	4 fr. »...	0 fr. 30
3 ^e — — supérieur à..	4 fr. »...	0 fr. 40

Les femmes étaient astreintes au même titre que les hommes au paiement des primes. De plus, les patrons participaient aux cotisations. La part contributive de ces derniers ne pouvait pas être inférieure à 0 fr. 10

pour ceux qui occupaient des ouvriers de la première catégorie, et à 0 fr. 15 pour ceux de la seconde catégorie. Elle n'était point due pour les ouvriers dont le travail ne dépassait pas une semaine.

L'indemnité versée aux ouvriers était variable, ne pouvant être inférieure à 1 franc et supérieure à 2 fr. 50 par jour.

Cette proposition n'a jamais été discutée.

On peut la critiquer au point de vue du taux de la prime à verser. Comment obtenir de journaliers à bas salaire des contributions variables entre 0 fr. 80 et 1 fr. 60 par mois ? La part des patrons, elle-même, ne sera-t-elle pas retenue sur le prix du travail, qui se trouvera par là même réduit d'autant ?

Enfin, le système de Saint-Gall a montré son peu de viabilité.

M. Jules Coutant déposa sur le bureau de la Chambre des Députés, le 18 novembre 1902 ⁽¹⁾, une proposition de loi tendant à prélever sur la force motrice une taxe par cheval-vapeur, en vue de créer une caisse nationale de secours contre le chômage. « Le chômage étant sans cesse grandissant, soutient M. Jules Coutant, plus la machine grandit; il est juste d'imposer la machine au profit du chômeur ». L'impôt sur les patentes ne frappe pas, du reste, la machine motrice.

M. Jules Coutant propose d'imposer d'une taxe de 5 francs par cheval-vapeur, la force motrice (machine

(1) V. Ch. 18 nov. 1902, Ann. N° 438, p. 292.

à vapeur, machine hydraulique, machines à gaz, à pétrole — les moteurs électriques, omis dans l'énumération, sont compris dans la dénomination force motrice —) employée dans les Compagnies de chemins de fer, de tramways, de navigation, entreprises de mines et de toutes les industries du commerce (art. 1^{er}).

ART. 3. — Le produit de l'impôt est affecté à la création d'une Caisse nationale de chômage, jusqu'à concurrence de ses besoins (l'excédent serait versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse).

L'ouvrier ne verse aucune cotisation.

Cette caisse serait une institution d'assistance publique pure. Nous ne saurions nous rallier à cette proposition, à cause de cela. Nous sommes partisan de l'assurance obligatoire, mais justement parce qu'elle doit stimuler la prévoyance ouvrière. Quant à la taxe elle-même, nous pensons que c'est une excellente idée ; le chiffre de 5 francs nous semble exagéré cependant.

Réduite à 1 franc seulement, et la force employée dans l'industrie étant estimée par exemple à 40 millions de chevaux-vapeur, elle serait une base importante de ressources que l'Etat aurait trouvées pour les chômeurs.

Quant à l'idée d'une caisse nationale de chômage obligatoire, nous pensons qu'elle aurait pour résultat d'empêcher le développement des caisses syndicales de chômage.

M. Colliard et quelques-uns de ses collègues déposaient, en novembre 1903, une nouvelle proposition de loi tendant à la création, au Ministère du commerce,

d'une caisse nationale de chômage. Il y était dit notamment :

ART. 11. — La caisse de chômage sera pourvue à l'aide de contributions fournies par l'Etat, les communes, les patrons et les ouvriers dans les proportions suivantes :

0 fr. 25 par mois par l'ouvrier.

0 fr. 25 — le patron.

0 fr. 10 — la commune.

0 fr. 40 — l'Etat.

Ce projet de caisse nationale grèverait lourdement le budget de l'Etat, sans qu'il soit permis, à priori, de déterminer cette charge. Cette contribution de l'Etat n'étant pas limitée, dans les périodes de crise où le rendement des impôts est toujours inférieur, l'Etat, la commune elle-même devront faire des sacrifices d'autant plus élevés que la crise sera plus forte et qu'ils en seront eux-mêmes plus frappés dans leurs propres ressources.

Cette détermination dans la prestation de l'Etat fit l'objet de deux propositions de loi des 17 et 20 mai 1904, (Ch. ann. 1904, N^{os} 1690 et 1698.)

La première en date, celle de MM. Chaumet, Dormoy, Siegfried, fixe la subvention de l'Etat à 25 % des cotisations versées aux syndicats par leurs adhérents ; la seconde demandait l'inscription, sans établir les modes de répartition, d'une somme de 100.000 francs au budget de 1904, dans le même but.

MM. Chaumet, Dormoy et Siegfried, repoussant le principe de l'assurance nationale obligatoire, demandaient le concours de l'Etat pour encourager les initia-

tives privées, en leur laissant d'ailleurs toute liberté d'action. L'Etat devait proportionner ses subsides aux efforts des travailleurs eux-mêmes.

Les subsides seraient calculés à raison de 25 % des cotisations versées par les adhérents aux syndicats professionnels, en émettant l'espoir que les communes et les départements pourraient facilement égaler ces encouragements et majorer de 50 % les sommes versées par les travailleurs.

« Les sommes ainsi versées aux caisses syndicales » de chômage seraient largement compensées, d'après » les auteurs de la proposition, par des économies cor- » respondantes dans le budget de l'assistance publique. »

La seconde proposition de loi émanait de MM. Dubief et Millerand, qui justifiaient l'intervention de l'Etat par ce fait que la collectivité profitant des progrès réalisés par les inventions nouvelles, « c'est une obligation » pour elle de pourvoir momentanément, et dans une » mesure déterminée, aux besoins des ouvriers privés » tout à coup de leur travail. »

Les auteurs, se basant sur le principe du fonds gantois et sur le rapport de M. Fagnot sur les caisses de chômage, en 1903, estimaient les ressources suffisantes à 100.000 francs.

La répartition en serait faite, chaque année, d'après les données adoptées par le Conseil supérieur du travail. Les subventions resteraient proportionnelles aux efforts des ouvriers et leur répartition aurait lieu sur des bases établies à l'avance entre toutes les caisses y ayant droit.

M. Millerand présentant, le 21 octobre 1904, un rapport, au nom de la Commission d'assurance et de prévoyance sociales, sur les propositions de MM. Coutant, Colliard, Chaumet, Dubief, demandait à la Chambre des Députés d'inscrire au budget de 1905 une somme de 100.000 francs, destinée à être distribuée aux caisses de secours contre le chômage involontaire, par manque de travail (Ch. 21 oct. 1904, Ann. N° 1982).

M. Millerand ne se déclarait pas hostile, en principe, aux caisses nationales obligatoires, alimentées par la triple contribution des ouvriers, des patrons et de la collectivité (Etat, département ou commune).

Mais il estimait que les charges qui en résulteraient pour le budget ne se chiffraient pas par moins de 18 millions, annuellement.

C'était trop demander, surtout au moment où le Parlement s'attaquait au problème des retraites pour la vieillesse.

Mieux valait généraliser, en France, en attendant mieux, le système employé à Gand. C'était d'ailleurs le vœu du Conseil supérieur du travail.

« Il est évident, au reste, terminait M. Millerand, que
» la solution que nous présentons n'a qu'un caractère
» transitoire. Son grand mérite est de mettre en relief
» le problème du chômage, d'attirer sur sa gravité l'at-
» tention publique, de stimuler l'initiative privée, de
» venir en aide aux Fédérations, aux syndicats, aux
» sociétés de tous genres dans la même mesure où ils
» auront fait des sacrifices. »

Le crédit demandé par M. Millerand figura au budget de 1905, comme chapitre 25 du budget du Ministère du commerce. Nous ne reviendrons pas sur le mode de répartition des subsides que nous avons déjà étudié.

Le système des subventions ne peut qu'activer le mouvement syndical. Nous sommes assuré que les caisses de chômage des ouvriers français seront, dans peu d'années, aussi florissantes que celles des *Trade-Unions*. L'intervention de l'Etat est donc, à ce sujet, très efficace, mais sera-t-elle suffisante? Le crédit voté sera, avant peu, trop restreint, parce que de nombreuses caisses de chômage vont se créer selon les conditions de l'Etat. Aussi, adhérons-nous au vœu formulé par le Conseil supérieur du travail, dans le courant de sa 12^me session, en novembre 1903 : « Le Conseil supérieur estime qu'il est du devoir du patronat d'apporter son concours aux caisses de chômage. »

On pourrait reprendre le projet Coutant à ce sujet. « Sur l'ensemble des forces motrices employées dans » l'industrie, une taxe annuelle serait perçue au profit » de l'Etat. Cette taxe, frappant réellement celui qui » profite soit du travail forcé, cause de chômage, soit du » machinisme, autre cause de chômage, constituerait » le fonds que l'Etat répartirait à titre de subvention » aux caisses de chômage. » (Sic., Crosson du Cormier, op. cit., p. 245.)

Quant aux ouvriers non syndiqués, rien ne les empêcherait de créer des sociétés de secours mutuels approuvées, contre le chômage, et il serait juste que l'Etat

agit avec ces dernières comme avec les caisses syndicales.

Cependant, nous aimons à croire que les syndicats ouvriers sauront peu à peu conquérir les ouvriers indépendants par leur application à soutenir les seuls intérêts professionnels.

Quant aux patrons, ils auraient tort de considérer cette taxe comme arbitraire, si elle était édictée. Quoique cela puisse sembler un paradoxe, nous estimons qu'ils doivent la considérer, au contraire, comme une assurance à leur profit contre le chômage de leurs ouvriers.

Le chômage, en effet, ne peut qu'aviver les ressentiments et les haines de la classe ouvrière, même quand les patrons n'y sont pour rien.

Si ces derniers sont vraiment perspicaces, ils doivent le considérer comme un fléau commun et concourir à le combattre. L'entente entre patrons et ouvriers sera bien près d'aboutir par le contrat collectif de travail, lorsque le chômage, enfin attaqué par ces deux nouveaux alliés, aura cessé de faire de l'ouvrier un désespéré.

§ 3. — PROJET DE LOI SUR LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.

Nous avons vu qu'il n'y avait pas en France de législation spéciale aux sociétés coopératives. La loi de 1867, antérieure au développement des coopératives, leur donne bien la faculté de se constituer sous forme de sociétés à capital variable, mais cette forme n'est qu'une

simple modalité du type, quel qu'il soit, adopté par les fondateurs de sociétés coopératives, et si'elle comporte certains avantages appréciables, les coopérateurs la trouvaient gênante sur trois points : — 1° Le chiffre maximum du capital, 200.000 francs, était trop faible, surtout pour les sociétés coopératives de production qui prétendent aborder la grande industrie. — 2° L'absence de toute définition légale des types les plus usuels de coopératives est un encouragement à la fraude, en ce qu'elle permet trop aisément à des entreprises purement commerciales de bénéficier, sans droit, des faveurs légales administratives, en se qualifiant abusivement de coopératives. — 3° Les frais de constitution d'une société à capital variable, dans les conditions prévues au titre III de la loi de 1867, sont excessifs, surtout lorsque les fondateurs veulent recourir à la forme anonyme.

C'est pour remédier à ces défauts de la loi de 1867 que M. Floquet déposa, au nom du Gouvernement, sur le bureau de la Chambre, le 16 juillet 1888, un projet de loi sur les sociétés coopératives et le contrat de participation aux bénéfices (*Journal Officiel*, Ch. 16 juill. 1888, Ann. N° 2968, p. 1057).

M. Floquet ne parlait que des coopératives de production, qui pouvaient se constituer sous forme de sociétés à capital variable ou à capital fixe. Il élevait le capital des sociétés à capital variable de 200.000 francs à 300.000 francs.

Le projet Floquet fut modifié par la commission

nommée par la Chambre. A la demande d'un grand nombre de sociétés intéressées, la Chambre ajouta au projet un titre nouveau relatif aux sociétés coopératives de consommation. Le texte, ainsi modifié par la commission, fut voté sans discussion en 1^{re} et 2^e lecture et envoyé au Sénat, le 7 juin 1889. Ce n'est que neuf mois après, le 14 février 1890, qu'il fut déposé sur le bureau du Sénat.

La commission du Sénat y ajouta deux titres nouveaux, concernant l'un les sociétés coopératives de crédit et l'autre les sociétés de construction de maisons ouvrières. Le texte fut adopté par le Sénat, dans sa séance du 21 juin 1892, et renvoyé à la Chambre.

M. Doumer présenta à la Chambre des Députés, le 23 janvier 1893, un rapport sur le texte adopté par le Sénat. (V. Ch., *Doc. parl.* 1893, Ann. N° 2539, p. 37.)

Il proposa à son tour un texte, qui différait sur un certain nombre de points de celui du Sénat. Il rejeta le principe d'une catégorie spéciale aux sociétés de construction, en disant que, si elles avaient un caractère coopératif, elles devaient être rangées dans l'une des trois espèces de coopératives.

L'impôt du revenu ne devait pas être prélevé sur les intérêts et dividendes payés aux actions et parts d'intérêt des sociétés coopératives de production et de crédit.

Les sociétés de consommation, si elles se conforment aux dispositions du projet, ne doivent pas supporter la patente, n'ayant pas le caractère de sociétés commerciales.

Les sociétés de crédit auront le droit de contracter des emprunts destinés à augmenter leurs fonds de roulement, alors que le Sénat avait décidé qu'elles ne pourraient faire d'opérations qu'avec leurs associés et à l'aide de leurs seules ressources. Le texte ainsi modifié fut voté par la Chambre le 27 avril 1893.

D'après ce texte, les sociétés coopératives de consommation, production, crédit ou mixtes peuvent être formées par acte notarié ou par acte sous seing privé, fait en double original, quel que soit le nombre de leurs membres.

Elles ne peuvent être composées de moins de sept membres.

Leur capital social ne peut excéder 300.000 francs, mais peut être augmenté d'année en année, par tranche de 200.000 francs. Les actions sont nominatives, même après leur entière libération. Elles ne peuvent être inférieures à 20 francs.

Les sociétés sont valablement représentées par leurs administrateurs. La responsabilité des associés vis-à-vis des tiers est limitée au montant des actions par eux souscrites ou des apports qu'ils se sont engagés à faire.

Les actes destinés à la constitution et à la dissolution des sociétés coopératives sont dispensés du timbre et de l'enregistrement.

Le titre II du projet réglemeute les sociétés coopératives de production. Elles peuvent se constituer selon les formes énoncées au titre I.

Elles sont dispensées de payer l'impôt du revenu ou

sur la distribution des dividendes aux associés, tant que le capital nominal de ces sociétés, divisé par le nombre des associés, ne représentera pas une somme de 2.000 francs.

Elles pourront adopter la forme de société à capital variable ou à capital fixe. Dans le premier cas, la diminution du capital ne peut dépasser les neuf dixièmes.

Le titre III régleme les sociétés coopératives de consommation « qui ont pour but l'acquisition, la fabrication et la manutention par la société de toutes denrées, marchandises et autres objets destinés aux besoins personnels des sociétaires ou aux besoins de leur profession ou industrie ». Ces sociétés conservent le caractère de sociétés civiles.

Le texte adopté par la Chambre, le 27 avril 1893, fut renvoyé au Sénat le 13 mai suivant. Il y fut l'objet d'un rapport de M. Lourties (Sénat, *Doc. parl.* 1893, Ann. N° 270, p. 541), le 17 juillet 1893.

Le rapporteur énuméra les points principaux sur lesquels portaient les divergences entre les deux fractions du Parlement.

Le Sénat limitait le minimum de l'action à 20 francs et le maximum à 100 francs et fixait la part sociale maxima, par associé, à 5.000 francs. Il attribuait une seule voix par sociétaire, à titre d'associé, dans les assemblées générales.

Il fixait l'intérêt maximum du capital à 5 % et à 15 %, au maximum, la part dans les bénéfices nets à la direction et au Conseil d'administration : toutes ces dis-

positions ayant pour but de favoriser l'accès de la coopération aux classes laborieuses et d'en fermer les portes à la spéculation.

Mais la Chambre avait supprimé la plupart de ces dispositions : le maximum de l'action et de la part sociale; intérêt porté à 6%; nombre de voix pour chaque associé porté à 5.

« Ce projet de loi, ajoutait le rapporteur, soulève les » protestations de plus en plus vives du commerce de » détail et, en particulier, du commerce parisien, qui » se trouve enserré entre la concurrence des grands » magasins et celle des associations coopératives de » consommation. Il s'élève avec énergie contre toute » faveur à leur égard et va même jusqu'à demander » l'imposition à toutes les coopératives de consomma- » tion de la patente et de toutes les charges fiscales, » quelle qu'en soit l'origine.

» Mais il nous paraît impossible de frapper de taxes » commerciales des sociétés qui ne font aucune opéra- » tion de commerce et de ne les admettre à prendre le titre » de société coopérative de consommation qu'à condi- » tion qu'elles gardent strictement le caractère civil. »

Le projet fut de nouveau soumis à la Chambre et semblait avoir franchi la plupart des étapes, quand la campagne très vive menée par le commerce en détail contre la coopération aboutit, au contraire, à un vote du Sénat, le 13 mars 1896, refusant aux coopératives toutes immunités fiscales. Dans cette séance du 13 mars 1896, M. Nioche proposa un amendement à l'article 34 du

texte tendant « à supprimer cet article et à le remplacer par la disposition suivante :

« Les sociétés coopératives, comme tous les commerçants et » sociétés commerciales, seront soumises à tous impôts et droits » fiscaux, sans aucune exception. »

Le rapporteur, M. Lourties, tenta vainement de démontrer que les sociétés coopératives ne réalisaient pas de bénéfices, que les trop perçus étaient partagés entre sociétaires..... « La patente, en matière de négoce, est » une contribution sur les bénéfices commerciaux. Or » je viens de démontrer que les sociétés coopératives ne » font pas de bénéfices. Il n'y a donc ni patente ni im- » pôt qui leur soient applicables ».

Malgré ses efforts, l'amendement Nioche fut adopté par 148 voix contre 91. (*Journal Officiel*. Débats parl., ses. ord., mars 1896, p. 231 et s.)

Le 14 février 1902, le Sénat votait un texte, conforme, dans ses grandes lignes, malgré certaines atténuations, à celui de la Chambre, et permettant de dégrever 14.000 contribuables environ, au moyen d'une surtaxe parfaitement équitable sur les grands magasins. Mais ce texte sénatorial contenait une disposition très critiquable, tendant à assujettir à la patente les sociétés coopératives de consommation.

La discussion s'engagea à la Chambre sur le texte sénatorial, le 1^{er} décembre 1902.

Il semblait tout d'abord que le texte dût être adopté intégralement; un amendement de M. Constans, du groupe socialiste, tendant à dégrever les coopératives

de consommation, avait même été repoussé, lorsqu'un autre amendement, de M. Decker-David, tendant à affranchir les syndicats agricoles de la taxe, vint tout remettre en question. La Chambre ayant adopté à une forte majorité le second amendement, M. Cadenat vint réclamer la même faveur pour les coopératives ; il serait injuste, en effet, fit-il remarquer, d'assujettir à la patente les coopératives formées entre ouvriers agricoles et d'en exempter les syndicats agricoles, composés surtout de propriétaires, c'est-à-dire de patrons, alors surtout que ces syndicats font un commerce considérable et nullement dissimulé, portant sur l'outillage agricole, les engrais, etc... L'on concevrait fort bien que les syndicats fussent taxés comme sociétés commerciales, et que les coopératives véritables fussent affranchies des patentes ; mais la situation inverse serait injustifiable.

Cette argumentation triompha des hésitations de la Chambre, et, par 251 voix contre 216, elle vota, le 2 décembre 1902, un texte exemptant de la patente les syndicats agricoles et les coopératives.

La loi du 19 avril 1905 vint trancher la question en assujettissant à la patente les coopératives de consommation.

Mais la législation sur les sociétés coopératives est encore à créer.

Alors qu'on assujettissait à la patente les coopératives de consommation, la loi du 29 janvier 1906 venait favoriser les coopératives de production agricoles en

leur facilitant le crédit. L'Etat subventionne les coopératives de production. Pourquoi les sociétés ouvrières de consommation seraient-elles moins dignes d'intérêt que les autres ? Cette inégalité de traitement n'est pas juste.

§ 4. — PROJETS DE LOI POUR L'ABROGATION DES ARTICLES 414 ET 415 DU CODE PÉNAL. — LA RESPONSABILITÉ SYNDICALE ET LA LOI ANGLAISE DU 21 DÉCEMBRE 1906 SUR LES TRADE-UNIONS ET CONFLITS RELATIFS AU TRAVAIL.

Des projets ou propositions de loi ont été présentés, en 1906, portant modification de la loi de 1884 à propos des articles 414 et 415 qu'elle a conservés et dont ils demandent l'abrogation. Avec ces projets, nous traiterons de la question de la responsabilité syndicale à propos des mises à l'index et de l'organisation des grèves par les syndicats.

Citons la proposition de loi de M. Jules Coutant (3 juillet 1906, Ch., *Doc. parl.*, N° 194) tendant à l'abrogation des articles 414 et 415. Voici les raisons que donne l'auteur du projet dans l'exposé des motifs : « En abrogeant, dans le texte de la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, l'article 416 du Code pénal, alors qu'il maintenait les articles 414 et 415, le législateur a certainement fait une œuvre incomplète, qui frise la partialité, en ce sens que l'article abrogé visait nommément les patrons et entrepreneurs d'ou-

» vrage, alors que les articles 414 et 415 ne semblent
» être faits que pour les ouvriers, puisque, dans la
» pratique, eux seuls sont journellement condamnés en
» vertu de ces deux articles dont l'élasticité perpétuelle
» est suspendue sur la tête de tous ceux qui veulent
» user du droit de coalition reconnu par la loi, alors
» que jamais les patrons organisateurs de lock-out ne
» sont poursuivis.....

» Il importe que la loi soit égale pour tous et qu'elle
» ne soit pas une menace pour l'une des deux parties. »

La proposition Coutant ne contient qu'un article :

Article unique : Les articles 414 et 415 du Code pénal sont abrogés.

La proposition Vaillant (30 nov. 1906, Ch., *Doc. parl.*, N° 498) demande également l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal.

Dans l'exposé des motifs, M. Vaillant combat d'abord la capacité commerciale soutenue par M. Millerand.

Quant à la personnalité civile, entraînant responsabilité civile, il la repousse comme funeste aux syndicats.

Il cite comme preuve l'affaire du « *Taff. Vale-Railway case* ».

En 1901, la « *Railway servants union* », syndicat comprenant treize cents ouvriers du chemin de fer de Taff-Vale, avait été condamnée à 550.000 francs de dommages et intérêts envers une compagnie de chemin de fer, à la suite d'une grève. Depuis cette époque, c'est le principe de la responsabilité qui avait prévalu dans la jurisprudence.

De vives réclamations se firent entendre dans le monde des unions ouvrières, en vue de modifier la législation existante concernant les conflits du travail et les *Trade-Unions*. Tous les Congrès annuels de *Trade-Unions*, depuis 1901, se sont fait l'écho de ces réclamations, qu'a nettement appuyées le parti libéral, arrivé au pouvoir au début de l'an dernier. C'est à ce mouvement d'opinion qu'est due la loi du 21 décembre 1906 sur les *Trade-Unions* et les conflits relatifs au travail ⁽¹⁾.

Le projet fut déposé par le ministre Campbell-Bannermann, dès le lendemain de son arrivée au pouvoir. Les débats devant la Chambre des Communes se sont terminés le 9 novembre 1906 et le projet a résisté à toutes les attaques de l'opposition. Ce qu'il y a de remarquable dans le vote de cette loi, c'est que la Chambre des Lords, si intransigente sur d'autres terrains, notamment sur la question de la neutralité de l'enseignement public, l'a adoptée sans modification. Elle pensait sans doute, par des concessions opportunes sur le terrain social, renforcer sa résistance sur les questions de politique générale.

Dorénavant, les actes relatifs à la préparation ou à la conduite d'un conflit du travail, notamment les tentatives pacifiques de débauchage d'ouvriers par des groupes de grévistes, ne pourront donner lieu à aucune poursuite judiciaire, sauf si ces actes constituaient, par

(1) V. *Bull. Off. Trav.*, 1906, p. 52 et suiv.; *Quest. prat. législ. ouvr.*, mars 1907, p. 96.

eux-mêmes, un crime ou un délit de droit commun. L'action persuasive ainsi visée pourra d'ailleurs être exercée aussi bien par des ouvriers, afin d'amener leurs camarades à cesser le travail, que par des patrons, pour inviter des grévistes à le reprendre.

L'art. 1^{er} de la loi a pour but de supprimer le délit de coalition proprement dit; désormais :

Tout acte accompli à la suite d'entente ou de concert entre deux personnes ou un plus grand nombre pour amener ou soutenir un conflit relatif au travail ne pourra être poursuivi que si le même acte, accompli sans entente ou concert, eût été punissable.

L'art. 2 définit et autorise en ces termes le *peaceful picketing* :

Il est permis, en vue d'amener ou de favoriser un conflit relatif au travail, à une ou plusieurs personnes agissant soit pour leur compte, soit pour le compte d'une *Trade-Union*, d'un seul employeur ou d'une maison de commerce, de séjourner à côté ou à proximité d'une maison ou d'un lieu dans lequel une autre personne habite, travaille, exerce son industrie ou peut se trouver, à la condition qu'elles n'y séjournent que pour demander ou fournir sans violence des renseignements ou pour amener sans violence des tiers à travailler ou à quitter le travail.

Ces deux articles, qui modifient la loi de 1875 sur les coalitions et la protection de la propriété (*conspiracy and protection of property Act, 1875*), n'ont pas été l'objet de critiques les plus vives, non plus que l'article 3, qui supprime, en faveur des *Trade-Unions*, les responsabilités légales qu'elles pourraient

encourir en provoquant un différend entre des employeurs et des employés, ou en y intervenant. Ce dernier article est ainsi conçu :

Tout acte accompli en vue de faire naître ou de soutenir un conflit relatif au travail ne pourra être poursuivi pour cette seule raison qu'il entraîne d'autres personnes à rompre un contrat de travail ou qu'il constitue une ingérance dans l'industrie, les affaires ou l'emploi d'autrui, ou porte atteinte au droit qu'ont des tiers de disposer à leur gré de leur capital ou de leur travail.

Les critiques ont surtout porté sur l'article 4, dont voici le texte :

Les tribunaux ne pourront accueillir une action intentée, soit à une association d'ouvriers ou de maîtres, soit à un ou plusieurs membres ou agents de ces associations, pour leur propre compte comme pour le compte de tous les autres membres de l'association, en vue d'obtenir réparation d'un prétendu dommage causé par l'association ou en son nom.

« Le présent article ne modifie en rien la responsabilité des administrateurs des *Trade-Unions* (*trustees*) et ne saurait les soustraire à des poursuites, dans les cas prévus par l'article 9 de la loi de 1871 sur les *Trade-Unions*, excepté en ce qui concerne les dommages causés par une association ou en son nom, en vue d'amener ou de favoriser un conflit relatif au travail. »

Cet article annule la jurisprudence inaugurée en Angleterre, à l'occasion du *Taff Vale Case*, en 1901, en ce qui concerne la responsabilité civile et pécuniaire des *Trade-Unions*. Les fonds de ces dernières seront désormais à l'abri de toute poursuite en dommages-intérêts, intentée en raison d'actes commis par leurs

membres et notamment des faits de grève encouragés ou provoqués par eux ou par leurs mandataires.

Les coalitions de patrons jouiront des mêmes droits. La loi s'applique même aux conflits du travail agricole.

Cette législation marque une époque dans l'évolution sociale. Elle montre la grande confiance des Pouvoirs publics dans l'organisation sage et puissante des *Trade-Unions*, confiance méritée par le désir de ces dernières de maintenir l'action syndicale sur le terrain des seuls intérêts professionnels. Le contrat collectif de travail, d'usage courant en Angleterre, sera un modérateur efficace aux incidents que pourrait provoquer l'irresponsabilité légale des *Trade-Unions*.

Une pareille réforme serait-elle désirable actuellement en France? Nous ne le pensons pas. L'éducation sociale des masses populaires n'est pas encore faite chez nous. Ce serait rendre un mauvais service aux syndicats professionnels que de leur conférer l'irresponsabilité, car la période de fièvre politique est encore loin d'être close pour eux et ils ne sont pas encore assez maîtres de leurs destinées pour faire bon usage de cette faveur que le projet Vaillant voudrait leur voir accorder.

M. Barthou ⁽¹⁾, parlant de ce projet, s'exprime en ces termes :

« Le système proposé par M. Vaillant renferme des » contradictions insolubles. J'estime, et cette raison le

(1) Voy. Barthou : *L'Action syndicale*, p. 183.

» condamne suffisamment à mes yeux, que, pour les
» syndicats professionnels comme pour toute autre
» association, la liberté doit avoir pour corollaire la
» responsabilité.

» Même si elle était susceptible de revêtir une forme
» juridique, l'omnipotence tyrannique et irresponsable
» dont on veut gratifier les syndicats professionnels
» serait le plus redoutable cadeau qu'on pût leur faire.
» Elle susciterait contre eux des hostilités, cette fois
» légitimes, et, pour vouloir demander à leur institu-
» tion ce qu'elle ne doit pas donner, ou compromettrait
» les résultats légitimes qu'on en peut attendre. »

Mais tout en conservant aux syndicats la personnalité civile et la responsabilité qui en découle, nous pensons, avec la majorité des auteurs, qu'on ne doit pas leur faire subir une législation d'exception et nous adhérons pleinement aux projets que nous venons d'examiner, quant à l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal. La justification de cette abrogation a été faite ⁽¹⁾. Un projet de loi en ce sens a été présenté à la Chambre des Députés, le 14 janvier 1907, par MM. Guyot-Dessaigne, ministre de la justice et Viviani, ministre du travail (Ch., *Doc. parl.*, n° 650, 1907) ⁽²⁾.

Les auteurs du projet s'expliquent ainsi dans l'exposé des motifs : «..... les articles 414 et 415 ont maintenu à

(1) V. Barthou, *op. cit.*, p. 268 et suiv. — Pic, *Traité de législ. indust.*, N° 312 et suiv., 332. — Garraud, *Traité du droit pénal*, VI, p. 416 et suiv.

(2) V. *Quest. prat. de législ. indust.*, 1907, p. 53.

» la coalition le caractère d'une infraction, quand elle
» est amenée ou maintenue à l'aide de violences, voies
» de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, et la
» punissent plus sévèrement, même si ces actes sont
» le résultat d'un plan concerté.

» Le Gouvernement, fidèle à sa déclaration, croit le
» moment venu de faire un nouveau pas en avant et de
» restituer entièrement à la législation de droit com-
» mun la répression des atteintes à la liberté du travail.

» ... Si à l'occasion d'une coalition, des voies de fait,
» menaces, injures ou tous autres crimes ou délits ca-
» ractérisés venaient à être commis, l'application des
» dispositions ordinaires de la loi, qui doivent suffire à
» tous et contre tous, en permettra la répression et ga-
» rantira ainsi la liberté du travail et les droits de libre
» concurrence.

» L'abrogation définitive des articles 414 et 415 du
» Code pénal a, d'ailleurs, été proposée par M. Louis
» Barthou dans un rapport déposé sur le bureau de la
» Chambre, le 28 décembre 1903, au nom de la Com-
» mission du travail chargée d'examiner diverses pro-
» positions de loi tendant à modifier la loi du 21 mars
» 1884. Nous avons en conséquence l'honneur de vous
» proposer le projet de loi dont le texte suit :

« Article unique. — Les articles 414 et 415 du Code pénal sont
abrogés. »

Il faut espérer que le Parlement fera bon accueil à ce
projet, qui invoque justement le retour au droit commun

pour la répression des violences, voies de fait, etc., dont peuvent se rendre coupables les grévistes. Le droit de grève est légitime et, au lieu de le restreindre par une législation d'exception quant à ses abus, il est préférable, pour empêcher ou atténuer ces derniers, de le réglementer.

Ici intervient la question si importante de la conciliation et arbitrage à l'égard des conflits collectifs entre le capital et le travail. La loi du 27 décembre 1892 « a » offert aux patrons et surtout aux ouvriers, peu familiarisés avec l'exercice de l'arbitrage, une organisation » toute faite : organisation dont tous les rouages tendent à substituer, dans la plus large mesure possible, le raisonnement et la discussion pacifique à la » grève, ou cessation brusque et comminatoire du travail » (Pic, *Traité*, N° 1301.)

Cette organisation est essentiellement facultative, c'est-à-dire que les parties en conflit ne sont jamais tenues de recourir à la procédure légale.

Sans avoir donné tous les résultats que l'on espérait, la loi du 27 décembre 1892 a vu son application progresser modestement, mais d'une façon assez encourageante, vu le caractère très délicat de son ressort. L'application de cette loi a été constatée en 1905, dans 246 différends et, dans 16 d'entre eux, avant toute cessation de travail. Le nombre de grèves de l'année ayant été de 830, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 29,64 pour cent. Cette proportion avait été de 24,67 en 1898 et de 23,97 en

moyenne pour les 12 premières années d'application de la loi.

L'initiative a été prise dans 88 grèves par les ouvriers, dans 4 par les patrons, dans 6 par les patrons et les ouvriers réunis. Le juge de paix est intervenu d'office dans 148 grèves.

Il faut ajouter qu'à côté des résultats dus à l'application de la loi, 101 grèves ont été terminées par l'intervention des préfets, secrétaires généraux, députés, maires, etc., 114 par les syndicats. (*Quest. prat.*, 1906, p. 224.)

La loi du 27 décembre 1892 ⁽¹⁾ semble néanmoins avoir donné des résultats insuffisants, tout en ayant eu le mérite de provoquer un mouvement d'opinion en faveur de la solution arbitrale des conflits industriels, mouvement prouvé par l'abondance des projets de réforme ayant pour objet de l'amender ou de la doter d'un caractère obligatoire.

(1) Pour l'examen approfondi de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage et pour la législation comparée, V. notam. Pic, op. cit. N° 1243, 1301, et *Rapport sur la loi de 1892 sur la conciliation et l'arbitrage* (Soc. d'économie polit. de Lyon, 1896). — Fromont de Bouaille, *Conciliation et arbitrage*, 1906, p. 152.

§ 5. — PROPOSITION MILLERAND SUR LE RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDIS RELATIFS AUX CONDITIONS DU TRAVAIL. — LES CONSEILS RÉGIONAUX DU TRAVAIL.

Nous ne parlerons, entre ces projets divers ⁽¹⁾, que de celui de M. Millerand.

Le 15 novembre 1900, MM. Millerand et Waldeck-Rousseau déposèrent sur le bureau de la Chambre un projet « sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail » (*Ch. Doc. parl.*, N° 1937) auquel l'opinion publique donna bientôt, selon les partis ⁽²⁾, le nom de projet sur la grève obligatoire ou celui de projet sur l'arbitrage obligatoire.

Ce projet organisait un régime propre à prévenir les conflits qui naissent entre patrons et ouvriers et, dans le cas où ils n'auraient pu être évités, à leur donner une prompte solution.

La législature ayant pris fin avant que ce projet eût pu venir en discussion, M. Millerand en reprit les dispositions sous forme d'une proposition de loi déposée, le 14 octobre 1902, sur le bureau de la Chambre.

Cette proposition ne fut pas débattue, mais fut l'objet d'un rapport favorable présenté au nom de la Commission du travail par M. Colliard, député, le 22 décem-

(1) V. Pic, *op. cit.*, N° 1320 et s. — Fromont de Bouaille, *op. cit.*, p. 182.

(2) V. *Musée Social, Annales*, fév. 1902, p. 3 et 32.

bre 1904. (Ch. *Journal Officiel*, ses. extr., N° 2172, p. 479.)

« La proposition Millerand, dit M. Colliard, comprend
» deux parties distinctes : l'une a pour but de prévenir
» autant que possible et de régler les conflits avant
» toute cessation du travail; la seconde a pour objet
» d'organiser la grève en substituant, pour décider la
» cessation ou la reprise du travail, le libre vote des
» intéressés aux procédés de pression et d'intimidation,
» qui sont trop souvent exercés actuellement dans les
» grèves. »

La proposition Millerand peut se résumer dans les innovations suivantes :

1° Obligation, pour tout chef d'industrie employant au moins cinquante ouvriers, de déclarer formellement, au moment où se conclut le contrat de travail (avis imprimé remis à chaque ouvrier embauché), s'il entend ou non se soumettre, pour la solution des contestations susceptibles de s'élever entre son personnel et lui, à l'arbitrage organisé par la loi. Le principe de l'arbitrage pour les conflits futurs, accepté par le chef d'industrie, devient obligatoire pour lui, non parce qu'imposé, mais en vertu du contrat qui le lie à l'ouvrier, c'est-à-dire en vertu du principe que les contrats sont la loi des parties.

C'est donc plutôt un arbitrage contractuel qu'un arbitrage obligatoire. (Voir discours Waldeck-Rousseau, à la Chambre, en réponse à l'interpellation Vazeille, 6 novembre 1900.)

2° Organisation, pour tous les établissements dont les chefs ont accepté le régime nouveau, d'un mode de règlement amiable des conflits (analogue à celui institué au Creusot par la sentence arbitrale du Président du Conseil), reposant essentiellement sur les bases suivantes :

a/ Institution d'une sorte de Conseil d'usine, dans le sein duquel se débattent, oralement et à l'amiable entre les représentants des patrons et les délégués des ouvriers ou employés, toutes les questions susceptibles d'entraîner un conflit;

b/ Obligation pour les deux parties, en cas de conflit sérieux, non dénoué par le Conseil d'usine, de désigner des arbitres qui trancheront le différend, sans que le travail soit suspendu ;

c/ Faculté pour les ouvriers, si le patron se refuse à constituer des arbitres, de décréter la grève à la majorité. Caractère obligatoire, pour sept jours, de la grève ainsi déclarée ;

d/ Caractère obligatoire, pour six mois, de la sentence rendue soit par les arbitres ou l'arbitre départiteur choisi d'un commun accord, soit par la section du Conseil du travail ;

f/ Déchéances civiles encourues par tous ceux, patrons, ouvriers ou employés, qui, ayant accepté le régime légal, auront manqué à leurs engagements.

M. Colliard, rapporteur de la proposition Millerand, défend cette dernière contre les attaques excessives, aussi bien de la part des patrons que des ouvriers. Il

rappelle que la loi du 21 mars 1884 fut, elle aussi, l'objet des mêmes anathèmes.

Il montre « la contradiction flagrante qui existe entre » les critiques adressées à la proposition par les patrons et les ouvriers. Tandis que les premiers l'accusent d'énervier l'autorité patronale, les seconds lui reprochent d'affaiblir la force de résistance ouvrière et de détruire les syndicats. Les premiers lui font le grief de rendre la grève obligatoire; les seconds, de la rendre impossible. »

Il examine ensuite les arguments qui ont été présentés des deux côtés contre les diverses dispositions du projet.

L'institution des délégués permanents a été violemment attaquée par les patrons, qui l'accusaient d'introduire dans les établissements « l'anarchie et l'injustice, » de créer en face de la direction un autre pouvoir, de s'immiscer dans les questions de direction ou de combinaisons commerciales. »

Le rapporteur démontre que c'est, précisément, le plus souvent dans des questions de discipline ou d'organisation intérieure qu'interviennent les réclamations des ouvriers en grève : demandes de réintégration, de renvoi d'ouvriers, de femmes, limitation d'apprentis, etc.

« On peut donc affirmer, dit-il, que l'introduction » des délégués permanents n'aura pas pour effet de » permettre aux ouvriers d'avoir sur la marche des » établissements plus d'influence qu'ils n'en ont au-

» jourd'hui. Les réclamations qui seront présentées par
» le personnel seront à peu près les mêmes, seulement,
» au lieu d'être présentées après cessation du travail,
» en pleine lutte, ce sera en pleine paix que le patron,
» discutant avec des ouvriers qui seront encore ses
» ouvriers, les examinera, et s'il donne satisfaction à
» ces réclamations, son autorité patronale sera bien
» moins atteinte que s'il est amené à céder sur les me-
» naces de la grève. »

Les ouvriers, de leur côté, soutiennent que l'institution des délégués permanents affaiblirait les organisations ouvrières, qu'elle serait la mort des syndicats.

Le rapporteur combat justement cette accusation :

« Il arrive souvent, remarque-t-il, que les délégués
» permanents sont tous des militants de syndicats. Les
» deux institutions ne s'excluent pas ou ne font pas
» double emploi : les délégués ne représentent que les
» ouvriers d'une seule usine, tandis que le syndicat
» tend à grouper tous les ouvriers de la même pro-
» fession, travaillant dans les établissements d'une
» localité ou d'une région déterminée. Les délégués ne
» s'occupent que des conditions de travail dans un
» établissement; le syndicat cherche à unifier, autant
» que possible, les conditions de travail dans tous les
» établissements.

» Loin de s'exclure et de se faire tort, je prétends que
» les deux institutions peuvent se prêter un appui
» mutuel. Le fonctionnement de la délégation ouvrière
» obligera les ouvriers d'une même usine à se grouper;

» il les habituera à se réunir pour discuter, et quand ils
» auront pris cette habitude à l'usine, ils la garderont
» au dehors et ils formeront des syndicats. Nous
» sommes convaincu que l'application de la proposi-
» tion aura pour résultat de développer l'organisation
» syndicale de la classe ouvrière. »

On a beaucoup critiqué l'obligation pour les patrons et ouvriers, dans les établissements où fonctionnent des délégués ouvriers, de soumettre à l'arbitrage les différends qui n'auraient pas été réglés par l'intermédiaire du Conseil d'usine. On a désigné le projet Millerand sous le qualificatif inexact, contre lequel son auteur a maintes fois protesté, de projet sur l'arbitrage obligatoire.

Le rapporteur dit à ce sujet : « Quels que soient les
» avantages que présente l'institution des délégués
» permanents et l'obligation corrélative de soumettre à
» l'arbitrage les différends qui n'auraient pu être réglés
» par ces délégués; la commission, d'accord avec
» l'auteur de la proposition, n'a pas pensé qu'il fût
» possible d'imposer par la loi une organisation du
» travail si neuve, si délicate, à tous les patrons et à
» tous les ouvriers. Le patron est libre de l'accepter ou
» non, mais la loi oblige les chefs d'établissements
» ayant cinquante ouvriers au moins de prendre une
» décision ferme à cet égard..... et aussi les établisse-
» ments qui fonctionnent en vue de l'exécution d'un
» marché avec l'Etat (art. 4).....

» La conciliation ne réussit pas toujours, et mieux
» vaut l'arbitrage que la durée du conflit. »

D'ailleurs le projet ne vise, à vrai dire, que la grande industrie, puisqu'il s'applique uniquement aux établissements employant au moins cinquante ouvriers ; il ne s'applique, d'autre part, qu'à une catégorie spéciale de conflits : aux conflits collectifs mettant en présence un chef d'industrie et tout ou partie du personnel qu'il emploie.

Quand l'une ou l'autre des parties s'est refusée à nommer des arbitres ou bien que les arbitres n'ont pas rendu leur sentence dans le délai fixé, dans ces deux cas, les ouvriers ont le droit de déclarer la grève. C'est à l'organisation de cette dernière qu'est consacrée la seconde partie de la proposition Millerand.

M. Colliard, dans son rapport, justifie l'application de la loi des majorités à la proclamation ou au refus de la grève. Elle évite au moins les conflits entre ouvriers.

« L'engagement pris d'avance par les ouvriers de se
» soumettre à la décision de la majorité, quelle que soit
» la décision, est une des clauses de leur contrat. Ils en
» ont été avertis par l'avis imprimé qui leur a été remis
» au moment de l'embauchage.

» Mais la déclaration de grève n'est pas irrévocable.
» La majorité primitive peut devenir minorité. Les in-
» téressés seront consultés tous les sept jours.

»... Si les parties s'entendent pour terminer la grève,
» tout va bien ; mais si elles ne veulent rien entendre
» et si la grève s'éternise, alors la proposition prévoit,
» dans ce cas, l'arbitrage d'office du Conseil du travail.

» Cette fois les arbitres sont désignés d'avance et

» d'office. Avant la grève, les parties avaient le droit de
» choisir elles-mêmes leurs arbitres. L'art. 14 prévoit le
» cas où elles se refuseraient à les désigner. Cette me-
» sure se justifie ; le deuxième arbitrage intervient,
» après que la première tentative a échoué et puis la
» grève n'était pas déclarée, tandis qu'il faut à présent
» la faire cesser si elle porte préjudice aux deux par-
» ties ».

M. Colliard apporta, dans son rapport fait au nom de la Commission du travail, quelques modifications de détail au projet. M. Millerand y acquiesça et présenta, le 12 juin 1906, sa proposition de loi, pour la seconde fois, sur le bureau de la Chambre.

En somme, la proposition de loi de M. Millerand tend à introduire en France, avec quelque atténuation et des ménagements, la pratique australasienne de l'arbitrage obligatoire.

Mais, comme le fait très justement remarquer M. Pic ⁽¹⁾ : « Ce qui a permis, en Nouvelle-Zélande et » en Australie, d'imposer l'arbitrage, c'est la forte orga- » nisation syndicale ; puissants et disciplinés, disposant » de ressources pécuniaires considérables, les syndicats » néo-zélandais, notamment, ont assumé sans hésita- » tion les lourdes responsabilités qu'impliquait pour » eux le régime nouveau ; or, il ne nous paraît pas que, » dans l'état actuel de nos mœurs et de nos lois, les » syndicats français puissent s'y soumettre.

(1) V. Pic : *Traité législ. indust.*, N° 1326 et s. — *Quest. prati.*, 1901, *chron.*, p. 59. — Escoffier : *Les grèves et l'arbitrage*, th., 1904, p. 277.

» Commençons donc par réformer notre législation
» syndicale, élargissons sans crainte la capacité syn-
» dicale, affirmons la légalité du contrat collectif ; et
» le jour où ces réformes auront porté leurs fruits,
» peut-être pourra-t-on envisager l'opportunité d'une
» loi sur l'arbitrage obligatoire, à moins, ce qui serait
» encore préférable, que l'arbitrage ne se soit implanté
» en maître, par la seule action des syndicats parvenus
» à leur complet développement organique. »

D'ailleurs, comme le projet Millerand laisse à la loi du 27 décembre 1892 un large champ d'application, il conviendrait de perfectionner et de compléter cette loi. Trois réformes principales seraient opportunes ⁽¹⁾ :

1° L'insertion dans la loi d'une disposition rendant obligatoire, sous certaines sanctions pécuniaires, la comparution en conciliation devant le juge de paix. (V. projet Mesureur, 23 janv. 1896 ; *Doc. parl.*, Ch., N° 1746, *Off.*, p. 22.) L'obligation limitée à la tentative de conciliation ne constituerait, en réalité, aucune atteinte à la liberté des parties ;

2° La reconnaissance légale et expresse des Conseils d'usine, qui, en l'état actuel de notre législation, n'ont évidemment rien d'irrégulier, mais dont il ne serait pas indifférent d'encourager la formation. (Cf. proj. Lebon, Min. com., 8 juillet 1895, Ch., *Doc. parl.*, N° 1465, *Off.*, p. 855, proj. Millerand) ;

3° La reconnaissance légale des Conseils du travail,

(1) Pic, *Traité*, N° 1327.

créés par les décrets de 1900-1901, comme Conseils permanents d'arbitrage, Conseils facultatifs d'ailleurs, les parties pouvant, si elles le préfèrent, choisir des arbitres spéciaux dans les conditions déterminées par la loi de 1892.

Dans le projet Millerand, les Conseils du travail interviennent d'office pour trancher le différend en cas de grève déclarée dans un établissement prévu par l'art. 1^{er}.

Ces Conseils régionaux ou Chambres de travail, destinés à rapprocher patrons et ouvriers pour l'étude de leurs intérêts communs et l'aplanissement des conflits du capital et du travail, ont été l'objet de divers projets ⁽¹⁾, comme aussi de vives controverses. Sans vouloir leur consacrer une étude approfondie, il nous paraît utile de parler de cette institution.

L'idée de la création des Conseils du travail remonte à une pétition adressée, au mois de janvier 1882, à la Chambre des députés ⁽²⁾.

En 1894, M. Mesureur déposa, à la Chambre des députés, un projet de loi portant création de Conseils du travail « pour prévenir, concilier ou arbitrer les différends » entre patrons et ouvriers ou employés » (20 janv. 1894, Ch., *Doc. parl.*, N° 276, *Off.*, p. 65). Ce projet fut soumis au Conseil supérieur du travail, qui nomma une Com-

(1) V. Pic, op. cit., N° 228 et s. — Fromont de Bouaille, op. cit., p. 198. — Godinet, *Les Conseils du travail*, th., 1903.

(2) V. Godinet, op. cit., p. 19 et s.

mission permanente pour l'examiner et pour proposer un texte. Un avant-projet fut élaboré au sein de la Commission et présenté en son nom, dans un rapport de M. Hector Depasse, devant le Conseil supérieur du travail. Il fut l'objet de vives critiques de la part de M. Jules Roche.

En 1895, M. André Lebon, ministre du commerce et de l'industrie, présenta une proposition de loi sur les Conseils permanents de conciliation (8 juillet 1895, Ch., *Doc. parl.*, N° 1465, *Journal Officiel*, p. 855).

Le 7 novembre de la même année, la Chambre fut saisie d'une proposition Michelin (Ch., *Doc. parl.*, N° 1592, *Journal Officiel*, p. 1451), ayant pour objet la création de Chambres du travail.

Cette proposition fut renvoyée à la Commission du travail.

Dans un rapport d'ensemble, fait au nom de cette Commission chargée d'examiner ces divers projets, M. Charles Ferry se montra favorable, en principe, à la création des Conseils du travail, et exprima ses regrets de ne pouvoir en aborder l'étude, « parce qu'elle ne touchait que par un côté à la législation sur la conciliation et l'arbitrage et qu'elle méritait une discussion spéciale et approfondie ». (Rapport Ferry, du 23 mars 1896, Ch., *Doc. parl.*, N° 1862, *Journal Officiel*, p. 317).

Malgré ce rapport de M. Charles Ferry, la Chambre laissa de côté la question des Chambres du travail. C'est alors que M. Millerand, ministre du commerce et

de l'industrie, prit le parti de se passer de l'approbation du Parlement et d'instituer les Conseils du travail, par le décret du 17 septembre 1900, amendé sur certains points par le décret du 2 janvier 1901.

Pour justifier sa façon d'agir, M. Millerand s'appuya sur de nombreux précédents et, notamment, sur la création, par un décret de 1891, du Conseil supérieur du travail. Il invoqua aussi, dans son rapport au Président de la République ⁽¹⁾, plusieurs avis favorables des membres du Conseil supérieur du travail.

Une circulaire ministérielle du 25 février 1901 ⁽²⁾ fut adressée aux préfets pour leur donner les instructions nécessaires sur l'application de ces décrets.

Dans son rapport adressé au Président de la République et placé en tête du décret du 17 septembre 1900, M. Millerand indiqua les avantages qui, d'après lui, pourront résulter de cette nouvelle institution.

Il fit d'abord ressortir dans quelle mauvaise situation se trouve l'ouvrier, vis-à-vis du patron, pour conclure le contrat de travail. Il est, en effet, obligé d'accepter les conditions souvent défectueuses qui lui sont offertes, s'il ne veut pas être réduit au chômage ou à changer de région. Pour remédier à ces dangers, les ouvriers n'ont d'autre garantie que leur groupement en syndicats pour l'étude de la défense de leurs inté-

(1) Rapp. Millerand, *Journal Officiel* du 7 octobre 1900, p. 6229.

(2) Circulaire ministérielle du 25 février 1901, *Journal Officiel* du 6 mars 1901, p. 1566.

rêts; il faut donc encourager le développement de ces syndicats: c'est ce que fera l'institution nouvelle, car elle leur attribue « un rôle actif et prépondérant dans » les élections aux Conseils du travail. »

Un autre avantage de cette institution, ce sera d'établir un rapprochement entre les patrons et les ouvriers, qui pourront, grâce à elle, discuter pacifiquement sur leurs intérêts réciproques. Les Conseils du travail pourront fournir en outre « des conciliateurs et des » arbitres qui seront désignés d'avance par le suffrage » de leurs pairs et qui auront déjà fait apprécier leur » sang-froid et leur esprit d'équité. »

Le Gouvernement trouvera aussi dans ces Conseils un corps consultatif qui, par sa compétence, lui facilitera sa tâche, quand il aura à intervenir pour la protection légale des travailleurs.

Il faudrait, pour entreprendre une étude complète de ces Conseils, passer en revue les diverses institutions étrangères qui s'en rapprochent et, notamment, les Conseils belges de l'industrie et du travail et les Chambres du travail néerlandaises, dont l'auteur des décrets s'est inspiré⁽¹⁾. Nous ne le pouvons pas, étant forcé de nous restreindre ici, comme pour d'autres questions importantes entrevues au cours de notre travail, à un examen rapide. Nous allons rappeler très brièvement quelle est l'organisation des Conseils du travail et quelles sont leurs attributions.

(1) V. Pic, op. cit., N° 1247 et suiv., et note 2, page 133. — Godinet, op. cit., p. 36 et suiv.

a/ Organisation et fonctionnement des Conseils du travail. — Aux termes des deux décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, il sera créé des Conseils du travail, par arrêté ministériel, dans toute région industrielle où l'utilité en sera constatée (art. 1^{er}).

Ces conseils sont divisés en sections, dont chacune est composée de représentants de la même profession ou de professions similaires.

Chaque section est formée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou d'employés, le nombre total des membres de la section ne pouvant être inférieur à six et supérieur à douze (art. 3 et 4).

Dans chaque section sont éligibles les Français de l'un et de l'autre sexe, âgés de 25 ans au moins, domiciliés ou résidant dans la circonscription de cette section, non déchus de leurs droits civils et civiques, appartenant ou ayant appartenu pendant 10 ans, comme patrons, employés ou ouvriers, à l'une des professions inscrites dans la section (art. 5).

A la différence des Conseils du travail belge, où les membres sont nommés par tous les patrons et ouvriers, ils sont élus seulement par les associations patronales et ouvrières, établies conformément à la loi du 21 mars 1884. Les associations de chaque groupe, patronal et ouvrier, forment deux collèges distincts élisant séparément leurs représentants. Chaque syndicat patronal dispose, dans toute section où il est électeur patron, d'une voix par 10 membres ou fraction de 10 membres patrons ou assimilés, exerçant dans la circonscription

une profession inscrite à ladite section du Conseil ; chaque syndicat ouvrier dispose d'une voix pour 25 membres.

Sur la formation des listes électorales par le préfet, les recours ouverts aux intéressés et la procédure du vote, voir les art. 6 et 7 du décret. — Les contestations relatives à la régularité des élections sont déférées au Ministre du commerce ; les recours doivent être formés, à peine de nullité, par voie de protestation consignée au procès-verbal ou de requête adressée au préfet, dans les 3 jours qui suivent l'élection.

Les sections sont complétées par des représentants des Conseils de prud'hommes fonctionnant dans la région, dans les conditions déterminées par l'arrêté instituant le Conseil ; les prud'hommes, patrons et ouvriers, désignés à cet effet par le ou les Conseils spécifiés dans l'arrêté, ne peuvent, en aucun cas, former plus de la moitié de l'effectif de la section.

Les membres des sections, représentants des syndicats ou délégués des Conseils de prud'hommes sont nommés pour deux ans et renouvelables, annuellement par moitié. Chaque section se réunit au moins une fois par trimestre. Elle peut, en outre, être spécialement, convoquée sur la demande de la moitié de ses membres, ou lorsqu'elle est appelée à statuer comme arbitre sur un différend collectif.

Chaque section nomme, tous les ans, un président et un secrétaire, l'un des deux parmi les patrons et l'autre parmi les ouvriers ou employés.

C'est au préfet qu'il appartient de convoquer le Conseil en assemblée plénière, toutes sections réunies. Cette assemblée a lieu au moins une fois par an.

Dans sa circulaire du 25 février 1901, le Ministre du commerce, signalant le cas « où les sections pourraient » être appelées à intervenir comme conciliatrices ou » comme arbitres dans les différends collectifs entre » les patrons et leurs ouvriers ou employés, recommande que ces sections soient composées effectivement d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés. Si, pour une cause quelconque, les uns et les autres n'étaient plus en nombre égal, le ou les plus jeunes membres de la partie la plus nombreuse ne devront avoir que voix consultative, de façon qu'il y ait égalité de voix délibératives de patrons et d'ouvriers ou employés ».

Enfin, aux termes de l'article 14, le Conseil du travail, ou la section qui sort de ses attributions, peuvent être dissous par arrêté du Ministre du commerce et de l'industrie.

La circulaire ministérielle du 25 février 1901 fait remarquer aux préfets qu'aucune dépense n'a été prévue, et qu'en conséquence les fonctions sont gratuites. Seulement, le Ministre du commerce se montre favorable à ce que les départements et les communes inscrivent à leur budget « des crédits destinés à indemniser les » conseillers, notamment de leurs frais de déplacement ». Il recommande aussi aux départements et aux municipalités de mettre à la disposition des Conseils

du travail ou de leurs sections, les mairies, les salles de préfecture et de sous-préfecture ou de tout autre établissement public.

b/ Attributions des Conseils régionaux du travail. — A l'instar des Conseils belges, les Conseils du travail ont trois ordres d'attributions : consultatives, délibératives et arbitrales.

1° Attributions consultatives. — Les Conseils ont pour mission de donner leur avis, soit à la demande des intéressés, soit à la demande du Gouvernement, sur toutes les questions du travail, de collaborer aux enquêtes réclamées par le Conseil supérieur du travail et ordonnées par le Ministre, de signaler aux Pouvoirs publics les mesures propres à remédier au chômage, de présenter sur l'exécution des lois et décrets réglementant le travail, un rapport annuel. A ce dernier point de vue, les Conseils deviennent les auxiliaires autorisés du service de l'inspection et des Commissions départementales instituées par la loi du 2 novembre 1892.

2° Attributions délibératives. — Les Conseils établiront, dans chaque région, pour les professions qu'ils représentent et autant que possible en provoquant des accords entre syndicats patronaux et ouvriers, un tableau constatant le taux normal et courant des salaires et la durée normale et courante de la journée de travail : tableau destiné à faciliter l'application des décrets du 10 août 1899 sur les conditions du travail dans les marchés de travaux publics. Ils présenteront, d'autre part, aux administrations compétentes des rapports sur la

répartition et l'emploi des subventions accordées aux institutions patronales et ouvrières de la circonscription (art. 2, §§ 3 et 4).

3° Attributions arbitrales. — Les Conseils du travail peuvent être appelés à jouer le rôle de conciliateurs ou d'arbitres dans les conflits relatifs au travail, soit que les parties, après une entente amiable, aient réclamé leur concours, soit que la tentative de conciliation, effectuée dans les formes déterminées par la loi du 27 décembre 1892, ait échoué. Cette mission conciliatrice ou arbitrale est alors dévolue à la section du Conseil correspondant à l'industrie intéressée dans le conflit, la section devant, en pareil cas, être composée effectivement d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers ou employés (art. 11).

Les attributions arbitrales dévolues aux Conseils du travail étaient, pour l'auteur du décret du 17 septembre 1900, celles auxquelles il attribuait le plus d'importance. Il n'y a qu'à lire, pour s'en rendre compte, l'exposé des motifs dont il a fait précéder le texte du décret et sa circulaire du 25 février 1901.

La proposition Millerand sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail donne un rôle important aux Conseils du travail. (Prop. Millerand, 12 juin 1906, art. 21, 22 à 25.)

Pour abrégér le chômage résultant de la déclaration de grève, immédiatement et d'office, ce sera le Conseil du travail qui évoquera l'affaire devant la section compétente et la terminera par une sentence arbitrale qui

vaudra comme une convention valable pour une période de six mois.

Résultats pratiques de l'application des décrets Millerand. — Après avoir institué les Conseils du travail par les décrets de septembre 1900 et janvier 1901, M. Millerand, malgré l'opposition du Sénat et les nombreuses protestations de patrons et d'ouvriers, passa à l'application de ces décrets. Il institua, par un arrêté du 17 octobre 1900, modifié par un autre arrêté du 2 février 1901, cinq Conseils du travail à Paris, et un dans chacune des villes suivantes : Lyon, Marseille, Lille, Douai ⁽¹⁾.

Depuis cette date, aucune création nouvelle n'a pu avoir lieu, à raison de l'opposition d'une fraction du Parlement.

Critiques formulées contre l'institution. — L'utilité des Conseils du travail n'a pas été contestée lors de leur création. Tout le monde comprend l'importance acquise par les relations particulières entre patrons et ouvriers et se rend compte du besoin de les régler.

Les critiques n'ont visé que le mode de leur création et la façon dont ils ont été organisés.

Tout d'abord, dès l'apparition des décrets du 17 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, une vive campagne s'ouvrit, dans certains groupes parlementaires, contre les Conseils du travail qu'ils venaient d'établir.

(1) V. Godinet, op. cit., p. 128 et s.

Le premier reproche que l'on adressa à l'institution nouvelle, ce fut celui de l'illégalité. M. Bérenger, sénateur, et plusieurs de ses collègues, en déposant le 29 mars 1901 une proposition de loi concernant les Conseils du travail ⁽¹⁾, voulurent soulever la question des droits du Parlement vis-à-vis de l'initiative gouvernementale. Les auteurs de la proposition pensaient que le Gouvernement s'était mépris sur l'étendue de ses pouvoirs et avait empiété sur les droits du Parlement.

M. Francis Charmes, chargé par la Commission de faire un rapport sur cette proposition de loi, le déposa sur le bureau du Sénat le 19 décembre 1901 ⁽²⁾. L'auteur de ce rapport attaqua lui aussi la légalité des décrets Millerand et cela pour deux motifs. D'abord, en instituant les Conseils du travail par deux simples décrets, le Ministre a dépassé les limites de son pouvoir. C'est une loi qui était nécessaire, parce que l'institution était beaucoup trop considérable pour pouvoir être faite par un simple décret. Un autre motif pour lequel les décrets Millerand sont illégaux, c'est qu'ils ont modifié la loi de 1884. Car, pour lui, ils sont une adjonction, une prolongation « de cette loi » et doivent, par suite, participer à son propre caractère.

Or, si un décret est compétent pour régler les difficultés pratiques résultant de l'application des lois constantes, il n'a aucun droit pour les modifier.

(1) Propos. Bérenger, *Doc. parl.*, N° 198. *Journal Officiel*, p. 269.

(2) Rapport Francis Charmes, *Doc. parl.*, N° 462. *Off.*, p. 432.

De plus, ces décrets sont aussi illégaux parce que les Conseils du travail sont investis de fonctions arbitrales et portent en cela atteinte à la loi de 1892, et aussi parce qu'ils ont le pouvoir de fixer le taux des salaires et la durée des heures du travail.

M. Trouillot, ministre du commerce, répondit à ces critiques, lors de la discussion du projet de loi devant le Sénat (séance du 13 nov. 1902. *Journal Officiel* du 14 nov. 1902). Il démontra que les décrets prétendus illégaux n'avaient touché à aucune loi.

Il invoqua d'abord les nombreux précédents où, par des Conseils plus importants que les Conseils du travail, on a procédé par voie de décrets, sans qu'il se soit élevé aucune protestation : par exemple, pour le Conseil supérieur du travail, le Conseil supérieur de l'enseignement technique, etc...

M. Trouillot montra ensuite que les décrets Millerand ne violent aucun texte législatif. Ils ne sont pas contraires aux dispositions de la loi de 1884 sur les syndicats. En effet, les droits électoraux nouveaux donnés aux syndicats ne leur permettent pas de sortir de leurs attributions légales. L'article 2 de la loi de 1884 leur donne comme objet exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. D'après l'article 6, ils peuvent être consultés sur toutes les questions se rattachant à leur spécialité. « Ce sont bien ces intérêts et ces questions qu'il s'agit d'étudier et de défendre dans les Conseils du travail, » et lorsqu'on demande aux syndicats d'élire des repré-

» sentants dans des Conseils où des questions de cette
» nature sont seules agitées, c'est pour qu'on puisse les
» entendre sur ces questions par la voie de leurs man-
» dataires. » D'ailleurs, ces attributions prétendues
illégales ont été accordées aux syndicats avant les dé-
crets Millerand ; car ce sont les syndicats qui nomment
les délégués des groupes ouvriers au Conseil supérieur
du travail.

Quant au reproche d'illégalité, fondé sur ce fait que
ces Conseils seraient investis de fonctions arbitrales et
auraient le pouvoir de fixer le taux des salaires et la
durée des heures de travail, il suffit de se reporter aux
textes pour constater que ce reproche repose sur une
erreur de fait. La circulaire ministérielle du 25 février
1901 dit, en effet, que si les Conseils du travail peuvent
accepter les fonctions d'arbitres dans des différends
collectifs, qu'il plairait aux parties de leur confier, en
conformité de l'article 7 de la loi de 1892, « la procédure
» instituée par cette loi ne laisse, au contraire, aucune
» place à l'intervention des Conseils du travail dans la
» formation des Conseils de conciliation. » Quant au
pouvoir de fixer le taux des salaires et la durée des
heures de travail, les Conseils du travail ne l'ont pas à
proprement parler ; ils ne sont chargés, en effet, que de
les constater à titre purement consultatif.

On a reproché aussi aux décrets Millerand d'être
contraires à l'esprit de la loi de 1884 et, par suite, illé-
gaux, parce qu'ils tendaient indirectement à rendre les
syndicats obligatoires. Ce reproche n'est pas fondé. Il

faut faire une distinction entre favoriser les syndicats, pousser à l'organisation corporative, comme c'est le cas pour les décrets Millerand, et, d'autre part, décréter le syndicat obligatoire. L'auteur des décrets, en accordant ce droit électoral nouveau aux syndicats, a voulu simplement encourager les ouvriers à se grouper pour défendre leurs intérêts ; et puis, il n'a pas absolument exclu du corps électoral les non-syndiqués, puisque les Conseils de prud'hommes sont représentés dans les Conseils du travail et que la loi concernant les Conseils de prud'hommes, promulguée le 26 mars 1907, a étendu le domaine de la prud'homie au commerce et aux industries minières. (Art. 5.)

On voit donc que les décrets Millerand n'imposent pas le syndicat obligatoire. Les patrons et ouvriers syndiqués profitent des avantages légaux ou autres que confère l'association. Le seul reproche que l'on pourrait formuler contre les décrets, c'est d'avoir éliminé tous les syndicats mixtes qui, pourtant, devraient, en bonne justice, bénéficier du droit commun. Mais alors on pourrait critiquer d'autres institutions. « Les » exemples, dit à ce sujet M. Pic, ne manquent pas, » dans notre législation actuelle, de dispositions légis- » latives contraires au principe théorique, mais sou- » vent inapplicable, de l'égalité stricte — Le mode de » recrutement des Chambres de commerce n'est-il pas » de nature à avantager le haut commerce ? La compé- » tence attribuée aux Tribunaux de commerce, élus par » les patrons seuls, pour statuer sur les contestations

» entre patrons et employés, ne viole-t-elle pas l'égalité, au détriment de ces derniers? Ceux qui bénéficient de ces lois inégalitaires sont-ils bien fondés à protester contre les avantages assurés par le décret de septembre 1900 aux syndicats ouvriers, alors, d'ailleurs, que les syndicats patronaux ont, dans l'organisation électorale instituée par ce décret, exactement les mêmes droits que les premiers? »⁽¹⁾

Aujourd'hui, la question de la légalité des décrets Millerand est tranchée : un arrêt du Conseil d'état, rendu le 19 février 1904⁽²⁾ a, en effet, validé ces décrets et réfuté toutes les critiques qu'on adressait aux Conseils du travail, au point de vue de leur légalité.

Si maintenant nous considérons l'état actuel des Conseils du travail, nous voyons qu'ils n'existent plus que sur le papier, car on n'a pas procédé au renouvellement de leurs membres. Les décrets Millerand sont parfaitement légaux, mais ils pourraient être amendés sur plusieurs points.

Une des premières modifications à apporter aux décrets, ce serait de donner aux Conseils du travail une autre base d'élection. Ils doivent être la représentation fidèle du monde des travailleurs et, syndiqués ou non, tous doivent participer à leur composition.

(1) Pic, op. cit., note 2, p. 140.

(2) *Recueil des arrêts du Conseil d'État*, rédigé par Panhard. — Février 1904, p. 131.

M. Millerand lui-même proposa, au cours de la discussion du projet Béranger devant le Sénat, plusieurs solutions transactionnelles qui permettent d'admettre au vote les non syndiqués, tout en conservant à la loi le caractère d'un encouragement à se syndiquer.

Quant aux attributions accordées aux Conseils du travail par le décret du 17 septembre 1900, elles doivent leur être maintenues. Il serait regrettable de ne faire de ces Conseils que des corps consultatifs, comme le veut M. Béranger. Il faut conserver à cette institution le caractère essentiel qu'elle revêt aujourd'hui, à savoir d'être la représentation régionale des organisations patronales et ouvrières.

A côté des Conseils du travail, il convient de rapprocher les Comités du travail créés sur le réseau des chemins de fer de l'Etat par M. Baudin, ministre des travaux publics, par un arrêté en date du 13 février 1901. (*Journal Officiel* du 14 février 1901, page 1109.)

§ 6. — PROJET DE LOI SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL.

M. Sarrien, président du Conseil, garde des sceaux, et M. Doumergue, ministre du commerce, déposèrent, le 2 juillet 1906, sur le bureau de la Chambre des Députés, un projet de loi sur le contrat de travail. (Ch., *Doc. parl.*, Ann. N° 158.)

Le Gouvernement s'est inspiré des travaux de la So-

ciété d'Etudes législatives sur le contrat de travail et du projet de la Commission de cette société ⁽¹⁾.

» Le projet de loi gouvernemental a pour objet le
» mode de formation, les effets et le mode de résolution
» du contrat de travail ⁽²⁾.

» Répondant à l'évolution des usages professionnels,
» il se propose également de définir juridiquement et
» de favoriser les conventions collectives, qui per-
» mettent aux ouvriers de la grande industrie, aux
» employés du grand commerce de conclure avec leurs
» employeurs, sur un pied de réelle égalité, leurs con-
» trats de travail.

» Le contrat de travail est l'un des plus usuels et l'un
» des plus importants des contrats. Outre qu'il règle,
» chaque jour, les conditions d'existence d'un grand
» nombre de citoyens, il est le fondement de toute l'or-
» ganisation économique, le ressort de la vie indus-
» trielle du pays.

» Cependant, la fréquence croissante des conflits
» auxquels il donne lieu montre combien est mal défini
» le lien contractuel qui unit les employeurs et les em-
» ployés, et il semble que rien n'est plus urgent que de
» fixer, par une loi, les obligations réciproques des
» parties.

» On a maintes fois signalé l'insuffisance des dispo-
» sitions législatives applicables, en France, au

(1) V. l'élaboration du projet sur le contrat de travail, dans le *Bulletin de la Société d'Etudes législatives* de 1905 et 1906, et l'avant-projet rédigé par une sous-commission du *Bulletin* N° 6 de 1904.

(2) Exposé des motifs.

» contrat de travail. Le Code civil, dans le chapitre
» du louage d'ouvrage et d'industrie, ne consacre
» au « louage des domestiques et des ouvriers » que
» deux articles : l'un, relatif à la preuve, est abrogé ;
» l'autre (art. 1780), qui ne permet d'engager ses servi-
» ces qu'à temps et pour une entreprise déterminée,
» affirme simplement l'inaliénabilité de la personne
» humaine et ne définit pas la forme de l'engagement.
» La loi du 27 décembre 1890 a complété l'article 1780
» en y inscrivant la faculté pour chacune des parties
» de provoquer la résolution du contrat de travail à
» durée indéterminée. Mais, d'autre part, cette loi qui,
» pour répondre aux vœux si souvent exprimés par la
» classe ouvrière, a supprimé l'obligation des livrets
» ouvriers, a, du même coup, rendu malaisée, dans
» beaucoup de cas, la preuve de la formation du
» contrat.

» Le Code civil est muet sur les obligations qui nais-
» sent, pour les parties, de la formation du contrat de
» travail, et l'ignorance dans laquelle se trouvent les
» contractants de la portée exacte de leurs droits et de
» leurs devoirs n'est sans doute pas étrangère à la
» multiplicité des conflits qui surgissent à l'occasion de
» ce contrat.

« La persistance des usages antérieurs, le caractère
» encore familial des ateliers à cette époque dans le
» plus grand nombre des industries expliquent, dans
» une certaine mesure, le silence du Code civil sur ce
» point. Aujourd'hui que, par l'application de plus en

» plus répandue du machinisme, la concentration industrielle s'accroît de jour en jour, l'inégalité des parties appelées à contracter est flagrante. Dans ces grands établissements, qui occupent des centaines d'ouvriers, l'ouvrier isolé est sans défense en face de l'employeur, qui n'est souvent, lui-même, que le représentant appointé d'une société anonyme.

» La garantie que représentait autrefois pour l'ouvrier l'existence d'usages professionnels ou locaux cesse par l'effet des règlements d'atelier que l'employeur impose à son personnel.

» C'est par voie de règlements d'atelier que certains patrons ont pu substituer à des usages courants des dispositions dérogatoires au droit commun, telles que la suppression de l'obligation réciproque du délai-congé. Les modifications apportées par des règlements d'atelier aux conditions implicites de contrat de travail (heure d'entrée et de sortie, intervalles de repos pour les repas, procédure de répartition et de remise du travail, etc.), sont une source constante de conflits.

» Un des objets du projet de loi sera précisément de fixer, en même temps que les conditions de validité du contrat de travail, les conditions de validité du règlement d'atelier, complément du contrat de travail.

» La convention collective de travail est une forme nouvelle de contrat qui n'a pas encore reçu une consécration légale, mais qui tend à se répandre de plus en plus.

» Elle ne constitue pas un contrat de travail, mais
» détermine les conditions générales auxquelles de-
» vront satisfaire les contrats de travail individuels
» passés entre employeurs et employés, parties à la
» convention. Il faut donc se garder de confondre
» la « convention collective de travail », souvent
» appelée à tort contrat collectif de travail, avec la con-
» vention qui s'établit entre un employeur et une col-
» lectivité d'employés pour l'exécution d'un travail
» déterminé, contrat défini sous le nom de « contrat
» d'équipe » au titre premier du projet.

» La convention collective de travail, très populaire
» parmi les ouvriers, n'a pas été moins favorablement
» accueillie par les patrons de certaines industries,
» désireux de limiter les excès d'une concurrence
» ruineuse. C'est ainsi qu'à Armentières, en 1889, ce
» sont les fabricants de toile qui ont pris l'initiative de
» l'unification des tarifs de main-d'œuvre.

» Les accords passés par devant les juges de paix,
» agissant en vertu de la loi du 27 décembre 1892 sur la
» conciliation et l'arbitrage, affectent fréquemment la
» forme de conventions collectives, et dans les centres
» industriels où existent des syndicats patronaux et
» ouvriers groupant la majorité des membres de la
» profession, des conventions collectives ont été sou-
» vent passées entre les deux syndicats.

» Dans une œuvre aussi délicate on ne saurait pré-
» tendre avoir fait œuvre définitive. La convention
» collective n'est encore qu'en voie d'évolution. On a

» essayé de tenir compte de ce qu'elle est déjà et de ce
» qu'elle apparaît devoir être dans un avenir prochain.
» Ses conséquences pourront se développer au delà
» des principes posés et entraîner de nouvelles réfor-
» mes. Ce sera l'œuvre de demain.

» Dès aujourd'hui, il a paru qu'une loi sur le contrat
» de travail ne serait pas complète si elle ne visait, en
» un titre spécial, les conditions d'établissement et de
» validité de ces conventions.

» D'autres questions, telles que la fixation des con-
» ditions de paiement des salaires, la réglementation
» de la saisie-arrêt sur les salaires et les petits traite-
» ments, la réglementation des amendes, la concilia-
» tion et l'arbitrage dans les différends collectifs, qui
» font l'objet de lois spéciales ou de propositions ac-
» tuellement soumises au Parlement, n'ont pas été
» reprises dans le projet. Ces lois spéciales trouveront
» leur place dans le futur Code du travail. Cette façon
» de procéder a été adoptée dans divers pays étrangers,
» notamment en Belgique, où, par exemple, les dispo-
» sitions de la loi du 15 juin 1896 sur les règlements
» d'atelier ont été laissées de côté dans la rédaction de
» la loi du 10 mars 1900 sur le contrôle du travail. »

Nous avons cité *in extenso* l'exposé des motifs du projet pour avoir de lui une idée d'ensemble. Le projet de loi contient cinq titres : l'formation du contrat de travail; des conventions collectives relatives aux conditions du travail; des règlements d'atelier; effets du contrat de travail; cessation et rupture du contrat de travail.

Le titre II : Des conventions collectives relatives aux conditions du travail, nous intéresse particulièrement, car il permet aux syndicats professionnels d'intervenir comme partie à la convention collective relative aux conditions du travail et aussi pour en assurer l'exécution.

ART. 12, § 1. — Préalablement à la formation du contrat individuel de travail, des conventions collectives de travail peuvent être conclues entre un ou plusieurs employeurs et un syndicat ou groupement d'employés, ou entre les représentants des uns et des autres, spécialement mandatés à cet effet, soit dans la forme prévue par les statuts des syndicats, soit par tout autre procédé.

ART. 13. — La convention collective relative aux conditions du travail doit être écrite ; elle sera déposée, à peine de nullité, au secrétariat du Conseil des prud'hommes, ou, à défaut de Conseil de prud'hommes, au greffe de la Justice de paix du lieu où elle a été passée.

Communication devra en être donnée gratuitement à tout requérant. Des copies certifiées pourront en être délivrées aux intéressés, sur leur requête et à leurs frais..... (§§ 1 et 2).

ART. 14. — La convention collective ne pourra être conclue pour une durée supérieure à cinq ans.

A défaut de stipulation déterminant la durée de la validité de la convention collective, cette convention sera considérée comme liant les parties pour une période d'un an.

La convention collective qui n'a pas été dénoncée dans les délais prévus par les parties, ou, à défaut de ces délais, avant son expiration, sera prorogée pour une nouvelle période égale à la précédente.

ART. 15. — Sont, à défaut de stipulation contraire expressément énoncée dans les statuts des syndicats ou dans la convention collective elle-même, considérés comme soumis aux obligations résultant de cette convention collective les employés et les employeurs qui sont, au moment où la convention est passée,

membres du syndicat ou de la collectivité partie à la convention, ou qui, postérieurement, adhèrent au syndicat ou à la convention.

ART. 19. — Les obligations assumées par les syndicats qui interviennent dans une convention collective relative aux conditions du travail sont déterminées par la convention collective.

ART. 20. — Les syndicats qui sont intervenus comme partie à la convention collective relative aux conditions du travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention collective en leur faveur ou en faveur de leurs membres, avec leur consentement.

Ils peuvent spécialement agir pour obtenir l'exécution de la convention ou des dommages-intérêts, au cas d'inexécution, soit contre les parties individus ou syndicats avec lesquels ils ont passé la convention collective, soit contre ceux de leurs membres qui n'auraient pas respecté les règles posées par la convention collective.

Lorsque la convention collective est intervenue entre un syndicat ou une collectivité d'employés et plusieurs employeurs, chacun de ces employeurs et chacun des membres de ce syndicat et de la collectivité ouvrière pourra également agir pour obtenir, à son profit, l'exécution ou des dommages-intérêts contre ceux qui, ayant contracté avec lui, ne respecteraient pas les obligations résultant pour eux de la convention collective.

ART. 21. — Les dispositions du présent titre peuvent être invoquées par tous ceux que peut lier un contrat de travail.

On voit, par l'énumération de ces articles, que les syndicats peuvent jouer un rôle efficace dans les relations entre employeurs et employés pour fixer les conditions du travail et l'on peut dire, avec M. Mille-
rand; que le projet ne fait pas place seulement au contrat individuel, mais qu'il annonce et prépare le régime du contrat collectif.

DEUXIÈME PARTIE

Rôle économique et social des créations syndicales

Nous avons étudié la législation des créations syndicales en France et à l'Etranger. Nous avons remarqué que, sur certains points, nous sommes en retard sur quelques pays pour la solution des principaux problèmes sociaux.

Parmi les projets de réformes proposés en France à cet égard, il en est qui sont déjà admis en principe, et d'autres, au contraire, controversés. Nous ne pourrions mieux justifier l'opportunité des mesures que la plupart de ces projets préconisent qu'en retraçant l'œuvre économique et sociale des syndicats professionnels.

Jusqu'à présent, laissés à eux-mêmes, ont-ils rempli, et dans quelle mesure, les devoirs qui leur incombent, devoirs d'éducateurs, d'initiateurs et de guides dans les essais de solidarité, de prévoyance et d'émancipation en faveur des ouvriers ?

C'est ce que nous allons rechercher dans cette

deuxième partie, en décrivant les principales créations syndicales, leurs rôles et leurs résultats économiques et sociaux.

Nous parlerons, dans trois chapitres, des créations relatives à l'enseignement professionnel, des institutions de prévoyance et d'assistance et de la coopération.

CHAPITRE I^{er}

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SYNDICAL

Nous mettons au premier rang de notre étude les créations syndicales qui ont trait à l'enseignement professionnel, à l'éducation technique et morale de l'apprenti et de l'ouvrier. La mission la plus noble des syndicats à l'égard de la classe ouvrière n'est-elle pas celle qui doit avoir pour but de la rendre vraiment libre en développant sa mentalité ?

L'ouvrier est souvent la victime de son ignorance relative ; il manque d'esprit critique, faute de connaissances générales, et devient alors le jouet des sophismes qui s'adressent bien moins à sa conscience qu'à ses instincts.

Pour juger sainement les hommes et les choses, l'ouvrier n'est qu'insuffisamment entraîné à penser. La classe ouvrière souffre de cette imperfection, à qui elle doit d'être encore si mal organisée et si peu apte à comprendre ses véritables intérêts.

L'action syndicale ne réussira dans ses institutions variées qu'en groupant le plus grand nombre d'ouvriers

possible et ce n'est qu'en les instruisant qu'elle propagera en eux la féconde solidarité.

Mais s'il est urgent d'améliorer la culture intellectuelle de l'ouvrier en le réveillant de la torpeur où le plonge son rude labeur, il est essentiel de préparer à l'avance cette tâche, quand il n'est encore qu'un enfant, un apprenti. Ce sera le plus sûr moyen d'accroître sa richesse d'être.

La nécessité de l'enseignement professionnel se fait d'autant plus sentir que l'apprentissage décline toujours davantage, ce qui peut avoir de graves conséquences pour l'avenir des ouvriers et du pays.

SECTION I^{re}. — Causes économiques et sociales du déclin de l'apprentissage et nécessité de l'enseignement professionnel

Avec le machinisme qui donna un si prodigieux essor à l'industrie, l'ouvrier tendit à devenir un simple auxiliaire de la machine de plus en plus perfectionnée qui, d'un geste rythmé, inlassable, produit automatiquement ce qu'il produisait lui-même bien plus lentement, malgré sa maîtrise.

Le petit patron trouve, d'autre part, son avantage à acheter les pièces manufacturées, pour ne s'occuper que de les monter et de les poser. Par suite, s'il a un apprenti, il est bien obligé de le spécialiser dans l'ajustage, et non plus dans la fabrication de ces pièces.

La spécialisation à outrance, conséquence de la division du travail, fait de l'enfant un manoeuvre inconscient, qui ne fait plus que certaines pièces, toujours les mêmes. Sa santé peut s'en ressentir fâcheusement, la répétition constante des mêmes actes et des mêmes gestes faisant travailler toujours les mêmes muscles. Son intelligence s'engourdit. Après plusieurs années passées à l'atelier, le jeune homme n'en sait pas beaucoup plus au point de vue professionnel que le jour où il y est entré. Il n'a pas appris un métier.

A ces causes économiques de la disparition de l'apprentissage viennent s'ajouter des causes sociales.

Les patrons voient dans leurs apprentis des ouvriers à bon marché, ou même des domestiques.

Les parents des apprentis, de leur côté, préfèrent les voir ainsi occupés, espérant toujours qu'ils deviendront malgré tout bons ouvriers. Enfin, le peu que l'enfant gagne vient augmenter les ressources familiales.

Si l'apprentissage n'est pas pris au sérieux par les patrons, c'est qu'il y a une difficulté juridique de donner une sanction efficace au contrat d'apprentissage. Il n'est pas écrit généralement, et même le fût-il, que les engagements réciproques qu'il crée ont un caractère trop personnel pour pouvoir être imposés de force ou en dommages et intérêts, d'ailleurs irrécouvrables le plus souvent. Des réformes s'imposent à la loi organique du 22 février 1851.

Que conclure de cet état de choses, sinon qu'il est temps d'y remédier par une méthode rationnelle appro-

prisée à l'évolution industrielle, et qui consiste en un enseignement à double caractère :

1° Enseignement technique, comprenant un travail manuel et la connaissance du machinisme correspondant à la profession choisie ;

2° Enseignement d'ordre général, initiant les apprentis aux sciences dans leurs applications industrielles.

En France, parmi les organisations qui s'inquiètent de l'éducation professionnelle de l'apprenti, il faut citer les sociétés d'enseignement populaire ⁽¹⁾. Plusieurs villes ont créé des écoles professionnelles.

Mais il appartient surtout aux ouvriers, qui ont intérêt à voir augmenter leur capacité, leur valeur professionnelle, de collaborer par leur propre initiative à cette tâche.

SECTION II. — Les institutions ouvrières d'enseignement professionnel

Les ouvriers se sont bien rendu compte de la défec-tuosité de l'apprentissage. Ils se sont souvent plaints de la concurrence déloyale faite à eux par le travail à prix réduit des enfants, mais moins par sympathie pour les apprentis que pour le préjudice qui leur était causé.

Ils voient, en effet, dans l'apprenti spécialisé un con-

(1) V. Fouqué, *La crise de l'apprentissage et les progrès de l'enseignement professionnel*, p. 231.

current; mais alors ils devraient exiger qu'il reçoive une instruction professionnelle complète. C'est ce qu'ils ne font pas, craignant que les apprentis, plus instruits, moins exigeants par suite de leur jeunesse, prennent alors leur place.

Alors les ouvriers témoignent de la mauvaise volonté à l'égard des apprentis. Ils trouvent qu'il y en a trop et ils s'efforcent de décourager ceux qui leurs sont confiés. Il en est résulté que les apprentis, n'ayant reçu qu'un enseignement rudimentaire, sont devenus des ouvriers médiocres, trouvant difficilement du travail à raison de leur insuffisance ou faisant baisser les salaires par leurs moindres prétentions.

§ 1^{er}. — COURS PROFESSIONNELS.

Les Chambres syndicales ouvrières et les syndicats ouvriers ont donc été amenés à assurer l'enseignement professionnel des membres et surtout des apprentis de leurs corporations. A Paris, ils ont organisé des cours professionnels subventionnés par la ville. On peut citer : la Chambre syndicale des ouvriers serruriers, celles des coiffeurs, des ouvriers passementiers à la barre; la Fédération des mécaniciens des chemins de fer, ayant une trentaine de cours installés dans une douzaine de locaux différents. Le programme porte essentiellement sur les matières suivantes : mécanique et chauffage, électricité industrielle, automobilisme ;

La Solidarité des ouvriers charpentiers de la Seine ;

le Syndicat des ouvriers fleuristes, l'Union corporative des ouvriers mécaniciens, l'Union des comptables, l'Union syndicale des ouvriers de la voiture, l'Union syndicale des ouvriers menuisiers, l'Ecole professionnelle des ouvriers de l'ameublement, l'Ecole théorique et pratique de menuiserie.

On voit par cette liste l'étendue des ressources dont peuvent disposer les syndicats en faveur de l'enseignement professionnel.

Mais ces cours subventionnés ne sont pas tous professionnels et leur fréquentation laisse souvent à désirer.

Dans son rapport, qui précède l'avant-projet de loi sur l'enseignement technique industriel et commercial, adopté par le Conseil supérieur de l'enseignement technique, M. Cohendy insiste sur ces deux points : « Les » cours professionnels, dit-il, qui se combinent avec le » travail de l'atelier ou des magasins, ont, nécessairement, une clientèle plus nombreuse que celle des » écoles professionnelles. D'après les statistiques pour » toute la France, on compte : 122 associations d'enseignement encouragées par le Ministre du commerce, » qui font 3.593 cours à environ 80.000 auditeurs ; » 56 syndicats patronaux qui entretiennent 130 cours, » pour environ 3.000 auditeurs ; et enfin 408 syndicats » ouvriers ou Bourses du travail, qui comptent à leur » actif 500 cours, pour environ 12.000 auditeurs ; soit au » total 4.223 cours suivis par 95.000 auditeurs. Il y a là » des ressources qui sont à coup sûr précieuses et que

» nous n'avons garde de négliger, mais qui n'en sont
» pas moins insuffisantes.

» Tout d'abord, même en acceptant les chiffres fournis par les statistiques ci-dessus, on constate que les
» cours professionnels actuellement existants ne comptent que 1/6^e à peine, soit moins de 18 % du nombre des jeunes gens et jeunes filles qui ont besoin
» d'un enseignement technique.

» Mais ces statistiques ne peuvent être acceptées sans
» réserve, et le chiffre qu'elles fournissent comporte de
» sérieuses restrictions sur le nombre des cours réellement professionnels et le nombre de leurs auditeurs.

» D'une part, on compte dans ces statistiques tous
» les cours qui sont faits par les associations d'enseignement populaire. Or, lorsqu'on examine de près la
» liste de ces cours, on y voit figurer nombre d'enseignements qui ont sans doute leur utilité, mais qui
» n'ont rien de professionnel : cours de musique, danse, escrime, etc.

» Puis, les statistiques se contentent trop souvent
» d'indiquer le chiffre des inscriptions aux cours professionnels et on arrive ainsi à un total de 95.000 auditeurs. Mais en réalité les absences sont fréquentes et,
» à la fin des cours, il n'y en a plus que la moitié
» d'assidus.

» En définitive, on ne saurait évaluer à plus de 40 ou
» 45.000 le nombre des auditeurs des cours véritablement professionnels qui suivent assidûment ces cours
» et qui profitent réellement de l'enseignement qui y est

» donné; de telle sorte que, avec l'organisation actuelle
» de ces cours, sur les 100.000 jeunes gens ou jeunes
» filles qui sont occupés dans le commerce ou l'indus-
» trie, il y en a plus de 500.000, près de 90 %, qui ne fré-
» quentent pas les cours et qui ne reçoivent aucune
» instruction technique. »

Et le rapporteur de la commission nommée pour pré-
parer un projet de loi sur l'enseignement technique
conclut à la nécessité de rendre cet enseignement
obligatoire.

L'objectif de l'enseignement technique industriel pra-
tiqué dans les écoles et les cours professionnels actuels
ne saurait être le rétablissement de l'apprentissage
d'autrefois. L'ancien métier du menuisier, du serrurier,
tel qu'on l'apprenait autrefois, est devenu une excep-
tion, d'un faible secours comme facteur du progrès in-
dustriel au XX^e siècle.

Au point de vue économique et social, ce serait donc
une erreur de réagir contre la disparition d'une insti-
tution qui se meurt et dont le machinisme moderne
aura sous peu achevé l'agonie. De plus en plus, les
moyens de production deviennent des applications
scientifiques et, demain, le travail des machines rem-
placera dans la plupart des industries le travail manuel
proprement dit, qui nécessite de l'intelligence, du savoir
et un long apprentissage.

« La spécialisation à outrance, dit M. Leblanc ⁽¹⁾, est

(1) Leblanc, *L'Enseignement professionnel en France*, p. 88, 89.

» un danger pour l'ouvrier spécialiste, le progrès transformant journellement ou ruinant parfois une industrie.

» D'après M. Denis Poulot, il faut de 2.500 à 3.000 heures de maniement de la lime et du burin pour qu'un ajusteur sache convenablement son métier. Mais il y a des aléas nombreux pour ce spécialiste; de plus en plus, le travail de précision est exécuté par la machine-outil. L'ajusteur habile, n'ayant à sa disposition que l'outillage ordinaire d'un atelier de serrurerie, par exemple, et qui voudrait fabriquer, non une machine à coudre ou une bicyclette, mais seulement un organe de ces machines, ne gagnerait pas son pain.

» Etant donné le développement toujours croissant du machinisme moderne, l'ajusteur sorti de l'école pratique sera dans un perpétuel danger de chômage, s'il n'a pas appris autre chose que le maniement de l'ancien outillage. Il lui restera peu de temps pour acquérir les connaissances théoriques et pratiques nécessaires à la conduite des machines-outils de l'atelier moderne où il trouvera place.

» Les écoles pratiques de degré primaire ne pourront jamais être outillées selon le dernier progrès, ni acquérir un matériel d'atelier tenu à jour au point de vue des progrès industriels. Il est inutile de consentir la dépense d'un outillage qui ne serait pas en rapport avec les besoins réels du métier où se fait le recrutement.

» L'instruction technique doit être assurée d'autre
» façon, par le double concours de l'école primaire su-
» périeure professionnelle ou mieux des cours tech-
» niques et de l'atelier industriel, qui ouvrira ses portes
» aux apprentis et où ils feront réellement leur appren-
» tissage. »

§ 2. — ECOLES PROFESSIONNELLES DUES A L'INITIATIVE PRIVÉE.

A côté des cours professionnels, l'initiative privée a créé de véritables écoles donnant un enseignement régulier théorique ou pratique. L'une des plus belles écoles professionnelles installées sans le secours des finances publiques est la *Martinière* de Lyon, fondée par le major général Martin et ouverte en 1826.

L'*Ecole professionnelle de l'Est*, située à Nancy, est administrée par une société anonyme au capital de 750.000 francs. On trouve encore l'*Institut technique roubaisien*, fondé en 1895; l'*Ecole industrielle de Tourcoing*; les sociétés industrielles d'Amiens, St-Quentin, Reims, Elbeuf ont organisé des cours professionnels. L'une des plus anciennes de ces fondations, celle d'Amiens, possède dans son local un matériel complet de tissage, teinture, etc., des ateliers pour le travail du bois et du fer, un musée commercial et une bibliothèque de 5.000 volumes. Le chiffre des inscriptions aux divers cours est d'un millier. Le budget annuel dépasse 50.000 francs⁽¹⁾.

(1) Leblanc, op. cit., p. 128.

La classe ouvrière s'est, elle aussi, préoccupée de créer des écoles professionnelles.

La Chambre syndicale des ouvriers en voitures a créé, en 1872, une école remarquable. Les cours sont répartis sur une période triennale : pendant la première année, l'élève apprend le dessin linéaire, les éléments de géométrie appliquée à la voiture et à la construction des pièces détachées.

En seconde année, il fait l'ensemble d'un arrière et d'un avant-train. Enfin, en troisième année, il établit la synthèse de la voiture prête à rouler.

La Chambre syndicale des mécaniciens en précision a fondé une école d'apprentissage exclusivement destinée aux apprentis. Ceux-ci, choisis avec soin, doivent être des sujets hors ligne et exceptionnellement bien doués, la fabrication des instruments de précision exigeant 4 années au moins d'apprentissage.

Les Bourses de travail s'occupent presque toutes de l'enseignement professionnel. Cela leur est facile, parce qu'elles disposent généralement de locaux assez vastes qui leur sont fournis par les municipalités.

Quant aux ressources, elles sont alimentées par les caisses syndicales et les subventions municipales.

§ 3. — EXAMENS PROFESSIONNELS. — CONCOURS D'APPRENTIS.

L'apprenti arrivé au terme de son contrat, s'il a été bien guidé et conseillé à l'atelier, s'il a en outre suivi

avec persévérance des cours ou des conférences techniques pour se perfectionner, possède en général les capacités nécessaires pour exercer sa profession d'une manière utile et lucrative. Mais il faut qu'il fournisse la preuve de son savoir-faire.

Le certificat qui lui est délivré par le patron chez qui il est placé est insuffisant et sujet à caution.

Il est un moyen plus sûr de juger de son mérite, c'est par les examens professionnels.

Ces examens sont très pratiqués en Allemagne et en Suisse. Un certain nombre de Chambres syndicales françaises, encouragées par l'exemple de l'étranger, désireuses d'assurer par un apprentissage sérieux la formation de bons ouvriers, ont institué des concours annuels entre les apprentis de même métier. Ces concours sont très variés ; il en existe pour tous les degrés et dans toutes les branches d'une même profession. Les apprentis qui y prennent part sont divisés en autant de groupes que le métier comporte de spécialités et chaque groupe lui-même comprend autant de divisions que la durée de l'apprentissage comporte d'années. Cela permet aux apprentis qui ont parcouru la même étape de préparation de concourir avec des chances égales. C'est ainsi que la Chambre syndicale des graveurs a divisé ses apprentis en 10 groupes ⁽¹⁾.

La Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment a divisé, pour ses concours an-

(1) Fouqué, op. cit., p. 273.

nuels, ses apprentis en papetiers, cartonniers et régleurs.

D'autres Chambres syndicales, entre autres, celles de la joaillerie, de la bijouterie et de l'ébénisterie, ont régulièrement organisé des concours.

Quelques-uns des syndicats ouvriers qui ont organisé des cours professionnels ont apporté à leur enseignement la sanction des récompenses.

Les chauffeurs-conducteurs-mécaniciens, les typographes accordent ces récompenses aux élèves qui, sans être arrivés aux résultats les plus brillants, ont montré le plus d'assiduité.

Mais le plus souvent ces récompenses sont décernées après un concours destiné à faire ressortir la valeur professionnelle de chaque apprenti. Les ouvriers carrossiers et les jardiniers ont ainsi institué des concours annuels auxquels la plupart de leurs élèves prennent part.

§ 4. — LES MUSÉES INDUSTRIELS ⁽¹⁾.

Ces musées peuvent servir de complément utile à l'enseignement technique. Le côté technologique y tient une place essentielle et l'emporte sur le côté artistique. Ces musées sont fort peu nombreux en France, très répandus au contraire en Angleterre (37 au moins) et surtout en Allemagne.

(1) Fouqué, *Les Musées professionnels* (Revue politique et parlementaire 1902, p. 539).

Leur rôle principal est de contribuer à l'industrie populaire. Ils constituent un des modes les plus attrayants d'éducation professionnelle.

En Suisse, des musées industriels spéciaux sont annexés aux établissements d'enseignement technique et même, dans toutes les localités, le musée professionnel a précédé l'école technique, à la fondation de laquelle il a puissamment contribué.

En France, le Conservatoire des Arts et Métiers n'a pas de vie extérieure. Seul, celui de Saint-Etienne, l'un des mieux organisés et qui possède des collections remarquables, très riches surtout en ce qui concerne les industries régionales, la rubanerie et l'armurerie, a fait un sérieux effort pour vulgariser ses collections. Il fait circuler dans les écoles, les usines, les ateliers régionaux, des échantillons pouvant servir de modèles de bon goût, d'élégance et d'originalité.

Son fondateur espérait organiser, jusque dans les villages, des expositions temporaires. Mais la municipalité stéphanoise, dans laquelle l'élément ouvrier est cependant largement représenté, semble s'être désintéressée de cette propagande.

L'appui et l'aide des syndicats ouvriers sur lesquels on comptait également font défaut. Ils ne semblent pas avoir compris l'utilité des musées pour l'instruction professionnelle de leurs membres.

L'indifférence est générale. A Lyon, le musée historique des tissus, qui contient des trésors artistiques et des documents techniques inestimables, n'a qu'un nombre restreint de visiteurs.

Nos musées ne sont pas d'ailleurs ouverts tous les jours et jamais le soir. Ils ne distribuent pas de catalogues ou peu, n'ont aucune agence pour fournir des renseignements et ne font paraître aucune publication.

C'est fort regrettable. Les ouvriers ont toute leur journée prise et ne peuvent aller que rarement visiter les musées. Si ces derniers étaient ouverts jusqu'à 10 heures du soir, comme dans d'autres pays, ils seraient certainement plus enclins à les fréquenter, surtout les galeries affectées aux arts décoratifs, aux meubles anciens, aux métaux ciselés, etc., dont le musée de Lyon possède, par exemple, une si remarquable collection.

Les musées étrangers restent en général ouverts jusqu'à 10 heures du soir, pour que les ouvriers et apprentis puissent y venir après leur journée, et, pour eux, l'entrée est toujours gratuite, ainsi que pour les élèves des écoles professionnelles. A chaque musée est annexée une bibliothèque technique, concentrant presque exclusivement les industries représentées au musée. Ces bibliothèques sont gratuites, ouvertes tous les jours de la semaine et prêtent leurs livres au dehors.

Ces musées sont donc un centre de propagande active, rayonnant constamment sur tout le pays. Il est à souhaiter qu'on suive leur exemple en France.

**SECTION III. — Critique de l'enseignement professionnel
donné par les syndicats ouvriers**

L'enseignement professionnel donné par les syndicats ouvriers peut être critiqué à plusieurs points de vue.

D'abord, ils admettent à leurs cours techniques des ouvriers et des apprentis étrangers, alors que l'enseignement qui y est donné est destiné à combattre la concurrence étrangère.

L'enseignement professionnel a un caractère tout spécial, qui tient d'abord à ce que les élèves qui le suivent recherchent moins la science elle-même que les moyens de s'assurer une plus-value de production et de paye et à ce que, d'autre part, le professorat est en général confié à des ouvriers qui emploient pour instruire leurs camarades, la langue dont ils se servent eux-mêmes, substituant le procédé à la démonstration et transformant des théories en recettes.

Les diverses créations des syndicats ouvriers, en matière d'enseignement professionnel, ont surtout le caractère de cours de perfectionnement, plutôt que d'écoles d'apprentissage et on peut leur reprocher de s'adresser moins aux apprentis qu'aux ouvriers.

Les syndicats ouvriers ont complètement négligé l'enseignement professionnel des jeunes filles.

Ils croient que l'instruction primaire est acquise aux apprentis ; par suite ils ne cherchent pas à la compléter

et ces derniers ne peuvent souvent suivre avec fruit les cours professionnels, à cause de l'insuffisance de leur instruction générale.

De plus, les ouvriers ont le tort grave de s'isoler systématiquement dans l'orgueil de créations particulières et de repousser l'ingérence du patron dans leurs œuvres d'enseignement. A peine trouve-t-on quelques alliances fédératives pour l'éducation de l'apprenti : les patronages des fleurs et plumes, du papier. Les jardiniers, les ouvriers du papier peint déclarent que, lorsqu'il s'agit d'enseignement, il ne saurait y avoir d'intérêts dissidents entre patrons et ouvriers.

Les ouvriers qui se sont groupés en associations coopératives ont renoncé à faire des apprentis dans leurs ateliers, et, s'ils en font, c'est en vue de la difficulté du recrutement professionnel dans certains métiers de précision.

Parmi les coopératives de production qui ont organisé des cours où les membres font l'école, on peut citer : l'Ebénisterie parisienne, les Cimentiers de Paris et les Charpentiers de la Villette.

Un certain nombre de syndicats ouvriers sont même hostiles aux cours et concours professionnels ; ils envisagent les patrons comme devant être *a priori* ennemis des institutions ouvrières et estiment que la production par l'apprenti d'un diplôme émanant d'un syndicat ouvrier ne fera que lui fermer le plus souvent les portes de tous les ateliers.

Enfin, dans les concours organisés par quelques

Chambres syndicales, le nombre des apprentis qui se présentent à l'examen ne représente qu'une très minime fraction du nombre total des apprentis de la profession. Alors, le concours n'exerce qu'une action fort peu efficace pour le relèvement de la valeur professionnelle de la généralité des ouvriers des corps d'états.

A Nîmes, cependant, un effort a été fait pour généraliser les examens d'apprentis. Le Conseil des Prud'hommes a réussi à intéresser à son œuvre les Chambres syndicales ouvrières qui, en 1887, se sont fédérées sous le nom de Bourse du travail. Dès le début de leur union, les syndicats ouvriers, comprenant l'importance de l'apprentissage à l'atelier, le besoin de soutien moral qu'éprouve l'enfant placé au milieu d'ouvriers plus ou moins bien disposés en sa faveur, ont offert au Conseil de seconder ses efforts.

Lorsque les syndicats ouvriers ou patronaux de chaque industrie s'entendent pour donner à leurs apprentis les moyens d'acquérir une instruction professionnelle pratique, le rôle du Conseil des Prud'hommes devient alors celui d'un organe central, encourageant les syndicats dans leur œuvre et les suppléant quand leur action s'affaiblit ou s'annihile ⁽¹⁾.

(1) Fouqué, *op. cit.*, p. 280 et s.

**SECTION IV. — Statistique des créations syndicales
ayant trait à l'enseignement professionnel**

Au 1^{er} janvier 1899, les syndicats professionnels avaient créé 648 bibliothèques professionnelles et 360 cours et écoles professionnels.

Au 1 ^{er} janvier 1900.....	822	bibliothèques et 419	cours ou écoles.
— 1901.....	784	— 467	—
— 1903.....	1.148	— 508	—
— 1904.....	1.224	— 545	—
— 1905.....	1.412	— 512	—

Si nous voulons maintenant connaître la proportion de ces créations entre syndicats patronaux, ouvriers et mixtes, prenons par exemple les résultats au 1^{er} janvier 1905 :

Les syndicats patronaux et unions possédaient 210 bibliothèques, 103 cours ou écoles, plus 279 publications diverses. Ils avaient aussi organisé 32 concours professionnels et expositions.

Les syndicats et unions de syndicats d'ouvriers et d'employés possédaient 1.285 bibliothèques, 390 cours et écoles professionnels, 87 publications et avaient organisé 37 concours et expositions. Enfin les syndicats et unions de syndicats mixtes avaient :

17 bibliothèques, 19 cours et écoles, 6 publications, 4 concours et expositions ⁽¹⁾.

(1) *Annuaire des syndicats professionnels* de 1904-1905, p. LVII.

Les syndicats ouvriers sont donc bien plus avancés que les syndicats patronaux et mixtes.

Il faut espérer qu'ils comprendront toujours davantage l'utilité de l'enseignement professionnel.

Il serait surtout à souhaiter qu'ils ne s'isolent pas et s'associent aux syndicats patronaux, dans le seul but de collaborer à l'éducation professionnelle de la jeunesse ouvrière. Patrons et ouvriers agiraient ainsi sur un terrain neutre et cette entente commune sur ce point aurait certainement pour résultat d'atténuer sensiblement les sentiments hostiles qui les divisent.

CHAPITRE II

LA PRÉVOYANCE ET L'ASSISTANCE SYNDICALES

L'action syndicale a, dans ce domaine, un vaste champ d'entreprise contre tous les risques qui menacent la sécurité et la vie des travailleurs.

Il faut avouer que son rôle est écrasant, car elle doit les défendre non seulement contre ces risques, mais encore, et plus peut-être, contre leur indifférence, leur ignorance encore trop grande de tous les bienfaits créés par la solidarité. Sur 4.429.563 ouvriers et employés de l'industrie seulement, y compris les transports, reconnus par le recensement professionnel du 24 mars 1901, il y a seulement 836.134 syndiqués, soit un peu moins de 19 %.

Mais il ne faut pas être trop difficile sur le résultat précédent, car il témoigne d'un réel progrès, assez lent, mais continu, à en juger d'après le tableau suivant, où sont compris tous les syndicats patronaux,

ouvriers, mixtes et agricoles, du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} janvier 1906.

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	SYNDICATS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX			SYNDICATS AGRICOLÉS	TOTAUX
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes		
1900	2.157	2.685	170	2.069	7.081
1901	2.382	3.287	162	2.204	8.035
1902	2.609	3.679	155	2.375	8.818
1903	2.757	3.934	156	2.434	9.280
1904	2.947	4.227	153	2.592	9.919
1905	3.102	4.625	144	3.116	10.987
1906	3.291	4.857	140	3.553	11.841

Le mouvement du personnel des syndicats professionnels déclarés en exécution de la loi du 21 mars 1884 est révélé par le tableau suivant :

PERSONNEL DES SYNDICATS (1)

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	AGRICILES	TOTAUX
1900	158.300	491.647	28.519	512.794	1.191.260
1901	170.030	588.532	29.044	533.454	1.321.360
1902	185.099	614.173	34.446	592.613	1.426.331
1903	205.463	643.757	33.431	598.834	1.481.485
1904	236.830	715.576	35.984	620.048	1.608.438
1905	252.036	781.344	25.863	659.953	1.719.196
1906	268.036	836.134	28.178	677.150	1.809.271

Nous voyons, d'après ces deux tableaux, que le nombre des syndicats professionnels, sauf les syndicats mixtes, croît d'année en année, ainsi que leur effectif.

Le nombre des ouvriers syndiqués a, notamment, presque doublé de 1900 à 1906. C'est de bon augure pour l'avenir, et il est permis d'espérer que, l'éducation professionnelle aidant, la progression ira toujours en s'accroissant. De nouveaux contingents ouvriers viendront, chaque année, plus nombreux grossir l'armée syndicale qui, consciente enfin de sa mission véritable,

(1) D'après l'Annuaire des syndicats professionnels de 1904-1905 et le Bulletin de l'Off. trav., 1906.

luttera victorieusement contre le chômage et les autres risques dont sont trop souvent victimes les travailleurs.

Dans cette lutte incessante, elle joue un rôle important que nous allons étudier. Tout en tenant compte de ses efforts sincères, nous rechercherons s'ils sont suffisants et si elle a su tirer parti des forces dont elle dispose.

Qu'ont fait les syndicats ouvriers pour prévenir le chômage ou en atténuer les rigueurs ?

Quelles mesures ont-ils prises pour assurer à l'ouvrier le pain de ses vieux jours, ou l'assister en cas de maladie ou d'invalidité ?

Nous allons répondre à ces deux questions.

SECTION I^{re}. — L'action syndicale contre le chômage involontaire

Contre ce terrible fléau de l'existence ouvrière, l'action syndicale a pris d'abord des mesures préventives comprises dans une organisation remarquable du placement des ouvriers sans travail. Elle a aussi créé des caisses de secours contre le chômage, mais avec un moindre succès, ce dont on ne saurait d'ailleurs lui faire un grief, puisque l'Etat lui-même (et dans des pays comme l'Allemagne) n'ose pas encore aborder le chômage de front en décrétant contre lui l'assurance obligatoire.

§ 1^{er}. — LES MOYENS PRÉVENTIFS.

A. — *Le placement gratuit par les syndicats.*

La loi du 21 mars 1884, en reconnaissant légalement les syndicats professionnels, donna un surcroît d'activité à leur mode de placement. Depuis cette époque, les institutions de placement créées par les syndicats patronaux, ouvriers ou mixtes se sont multipliées. Tous les syndicats s'occupent de placement, mais un certain nombre seulement, le plus souvent groupés en Fédération, l'ont organisé supérieurement.

Le tableau suivant nous montre combien de bureaux de placement ont été organisés, du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} janvier 1905, par les syndicats et unions de syndicats (industriels et commerciaux) patronaux, ouvriers et mixtes :

BUREAUX OU OFFICES DE PLACEMENT CRÉÉS PAR LES SYNDICATS ET UNIONS DE SYNDICATS.

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	SYNDICATS			UNIONS DE SYNDICATS			TOTAL des CRÉATIONS
	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	
1900	137	653	27	4	6	3	830
1901	152	733	26	4	9	3	927
1902	192	802	27	9	66	8	1.304
1903	204	1.017	25	7	73	8	1.334
1905	266	961	38	6	95	»	1.366

Les résultats obtenus par les institutions de placement créées par les syndicats sont difficiles à déterminer. Un grand nombre parmi eux ne tiennent pas de registre des placements effectués et n'ont pas répondu à l'enquête organisée par l'Office du travail, de peur qu'elle ne servit de base à une sorte de perquisition destinée à leur porter atteinte. D'autres augmentent à plaisir le nombre de placements effectués par eux, pour montrer qu'ils pourraient avantageusement remplacer les bureaux de placement privés, si on venait à les supprimer.

Les bureaux de placement des syndicats ne sont ouverts que quelques heures par semaine, le soir principalement. Il n'est demandé aux ouvriers à placer d'autre indemnité que la cotisation de membre du syndicat.

Les syndicats ont déjà rendu de grands services à la classe ouvrière, en matière de placement.

Cependant il ne paraît pas que les résultats obtenus aient suivi la même progression que le mouvement syndical.

Cet insuccès relatif tient surtout à l'antagonisme qui existe entre patrons et ouvriers. Les ouvriers éprouvent de la méfiance à l'égard des bureaux de placement créés par les syndicats patronaux ; ils les accusent de partialité et de favoritisme pour l'ouvrier qui sait flatter son maître ; ils leur reprochent de gêner le début des conditions du contrat et de la fixation du salaire, en établissant entre patrons et ouvriers un lien trop grand de dépendance.

Les patrons, de leur côté, considèrent les syndicats ouvriers comme de véritables instruments de tyrannie, et ne s'adressent que rarement à leurs bureaux de placement.

Ils se voient imposer un tarif absolu de salaires et ne peuvent choisir l'ouvrier qui leur convient, car le syndicat est obligé de placer ses membres à tour de rôle et par date d'inscription.

Enfin, les ouvriers eux-mêmes adressent des critiques aux syndicats ouvriers. Ils leur reprochent de ne placer que leurs adhérents. En fait, l'ouvrier, pour bénéficier du placement par le syndicat, doit être syndiqué. Nous ne voyons pas dans cette obligation une atteinte au principe de la liberté du travailleur. Si celui-ci ne veut pas faire partie d'un syndicat, il est libre et il peut s'adresser aux bureaux de placement payants.

Cependant il est à souhaiter que les ouvriers comprennent que, par suite des conditions actuelles du travail, il est de leur devoir, de leur intérêt, de grossir les rangs des syndicats. Ils le font d'ailleurs peu à peu, les statistiques nous le montrent.

B. — *Le placement par les Bourses du travail* ⁽¹⁾.

Nous ne tracerons pas l'histoire des Bourses du travail. Rappelons seulement le décret du 7 décembre 1895,

(1) V. pour l'étude sur les Bourses du travail : de Molinari, *Les Bourses de travail*. Pelloutier, *Les Bourses de travail. Les Associations professionnelles ouvrières* (Office du travail), I, p. 260.

remplacé par celui du 17 juillet 1900, relatif à la Bourse du travail de Paris et qui dispose, dans son article 1^{er}, que « la Bourse du travail de Paris a pour objet de faciliter les transactions relatives à la main-d'œuvre, au moyen de bureaux de placement gratuits, de salles d'embauchage publiques et par la publication de tous renseignements intéressant l'offre et la demande du travail »

Les Bourses de travail ont donc été créées dans le but de faciliter le placement. Comme les immeubles où furent installées les premières Bourses servaient également à abriter les syndicats de la ville, le mot Bourse du travail en est arrivé à désigner l'ensemble des syndicats qui y ont trouvé asile. C'est surtout dans ce dernier sens qu'on emploie ce mot aujourd'hui. C'est ainsi qu'il existe une Fédération des Bourses du travail qui est, à proprement parler, une Fédération d'unions locales de syndicats.

Le service de placement est une des fonctions principales des Bourses du travail dont la progression a suivi une marche ascendante, comme l'indique le tableau ci-après, du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} janvier 1906 ⁽¹⁾ :

(1) V. *Annuaire des syndicats professionnels*, de 1900 à 1903, et *Bull. off. trav.*, 1906.

Au 1 ^{er} janvier	NOMBRE DE BOURSES	NOMBRE DE SYNDICATS	EFFECTIF DES SYNDICATS adhérents
1900	65	1.350	239.449
1901	75	1.630	276.837
1902	86	2.054	446.368
1903	94	1.871	288.036
1904	111	2.032	324.800
1905	114	2.360	377.561
1906	125	2.481	422.336

Les frais d'installation des Bourses du travail de France, les subventions municipales et départementales, à elles accordées chaque année, sont mentionnés ci-dessous :

ANNÉES	FRAIS D'INSTALLATION supportés PAR LES BUDGETS MUNICIPAUX	SUBVENTIONS ANNUELLES	
		MUNICIPALES	DÉPARTEMENTALES
1899	3.100.325 99	445.980 »	23.250 »
1900	3.123.550 79	349.584 »	13.300 »
1901	3.164.041 28	396.045 »	33.950 »
1903	3.166.459 »	197.345 »	48.550 »
1904	3.334.247 »	253.980 »	55.150 »

Voici maintenant pour les placements effectués par les Bourses :

ANNÉES	NOMBRE DE BOURSES	DEMANDES	OFFRES	PLACEMENTS EFFECTUÉS	
				A DEMEURE	EN EXTRA
1899	65	75.573	41.482	53.096	48.618
1900	75	71.755	49.694	37.396	23.898
1901	86	86.413	51.984	24.534	9.625
1903	94	99.350	60.737	44.631	30.544
1904	111	122.335	82.306	60.232	31.766
1905	114	»	»	»	»

Ces chiffres comportent une certaine marge, car il n'est pas toujours possible de distinguer les placements effectués directement par les Bourses du travail et ceux effectués par les syndicats. D'autre part, les groupements de la Bourse du travail de Paris ont une certaine appréhension à fournir les renseignements statistiques qui leur sont demandés.

Les Bourses du travail n'ont pas, jusqu'à présent, réalisé les bienfaits qu'espéraient leurs fondateurs. Elles ont surtout cherché à se rendre maîtresses du travail et à dicter à leur tour les conditions du salaire, au lieu de faciliter l'accès du marché du travail. Mais enfin, les résultats donnés plus haut permettent d'augurer favorablement de cette institution. Quand les Bourses du travail se seront dégagées de certaines influences ou préoccupations politiques et se limiteront

exclusivement à l'esprit même de leur fondation, elles rendront des services inappréciables à la cause du placement. Véritables centres du marché du travail, sièges sociaux des syndicats ouvriers, c'est aux Bourses du travail qu'aboutiront nécessairement offres et demandes et que pourra s'établir, par le contrat collectif de travail, une juste balance entre les prétentions ouvrières et les exigences patronales.

Elles ont un champ d'action plus vaste que les syndicats, étant des Fédérations régionales comme les Alliances de syndicats en Allemagne (*Gewerkschafts-Kartelle*.) Elles reçoivent, nous l'avons vu, des subventions, et de plus les cotisations payées par les syndicats adhérents.

La Fédération des Bourses du travail, créée en 1892 et qui a son siège à la Bourse du travail de Paris, est leur organe central.

Chaque Bourse dresse, chaque semaine, un tableau indiquant le nombre de placements vacants dans chacun des métiers de sa circonscription. Pour simplifier les écritures, chaque métier est désigné par un simple numéro d'ordre.

Tous ces tableaux sont centralisés par la Fédération des Bourses du travail à Paris et renvoyés en un tableau d'ensemble à chaque Bourse de province. Ce mécanisme a été reproduit dans les bureaux de l'Etat de l'Illinois, créés par la loi du 17 avril 1899.

C'est le mécanisme qu'indiquait déjà M. de Molinari :
« Les Bourses du travail seraient pour les transactions

» des travailleurs ce que les Bourses actuelles sont pour
» les opérations des capitalistes. »

Il arrive souvent qu'un ouvrier sachant où trouver du travail dans une ville, ne peut y aller faute de ressources. Les syndicats et surtout les Bourses du travail et certaines Fédérations de métiers lui en donnent les moyens par l'institution du *viaticum*, indemnité de route dont le nom évoque les compagnonnages et le tour de France. Le *viaticum*, réorganisé depuis 1898, n'est pas une aumône fraternelle; c'est une véritable assurance. Quand il est institué par les Bourses du travail, il faut, pour y avoir droit, faire partie de la Fédération des Bourses du travail, qui comprend 206 Unions ou Bourses avec 2.277 syndicats et 367.696 adhérents. Ces adhérents y ont droit, en vertu de la cotisation de 0 fr. 40 par mois qui est payée par tous⁽¹⁾. « Tout est » organisé, dit M. Gide, pour le mieux en vue de préve- » nir les abus, d'écarter les trimardeurs : ainsi le chô- » meur ne doit jamais retourner sur ses pas et il doit se » rendre dans la localité qu'on lui désigne. Il ne doit » accepter du travail qu'au tarif syndical, sinon il perd » son droit au *viaticum*.

» Les Bourses ne veulent pas faire concurrence aux » ouvriers de la localité, mais, tout au contraire, relever » le taux de la main-d'œuvre en l'enlevant aux lieux où » elle est surabondante pour la transporter à ceux où » elle est rare. Chaque indemnité payée, qui est de

(1) Au Congrès de la Fédération des Bourses du travail, tenu à Amiens en octobre 1906, il a été décidé que le *viaticum* serait facultatif pour les Bourses et qu'elles auraient toute liberté pour en fixer le taux.

» 2 francs pour 40 kilomètres, est inscrite en toutes lettres sur un livret, et ce livret devra être présenté, daté et timbré par chaque Bourse où le chômeur se présente ». (Gide, *Economie sociale*, 1905, p. 327.)

C. — *Le placement par les Fédérations de syndicats.*

Comme les syndicats isolés, comme les Bourses du travail, les Fédérations de syndicats de même métier s'occupent du placement de leurs membres. Ces Fédérations établissent une solidarité plus grande entre les travailleurs. Elles superposent des institutions diverses à celles dont les syndicats avaient déjà pris l'initiative. Plus de 60 d'entre elles fonctionnent déjà à l'heure actuelle, et comme leurs rapides progrès sont une des caractéristiques de notre époque, il convient d'énumérer celles qui méritent plus spécialement une mention :

La Fédération de l'alimentation compte 3.000 membres; celle du bâtiment, 5.000; celle des bûcherons, 5.000; le syndicat national des chemins de fer, qui peut être assimilé à une Fédération, 37.000; la Fédération des mineurs, l'une des plus anciennes, 48.000; celle des cuirs et peaux, 10.000; celle des employés, 15.000; celle du Livre, 11.000; celle des lithographes, 3.000; celle des mécaniciens, 7.000; celle des métallurgistes, 14.000; celle des mouleurs, 7.000; celle du papier, 1.500; celle des textiles, 15.000; celle de la voiture, 2.500; celle des transports, 4.000; celle des ports et docks, 5.000, etc.

Le *viaticum* est surtout bien organisé par la Fédération des lithographes et par la Fédération des travailleurs du Livre. Pour les lithographes, tout fédéré qui se déplace et qui va d'une section à une autre, reçoit 1 fr. 50 par quarante kilomètres parcourus; au-dessus, il touche 0 fr. 50 par vingt kilomètres. Le *viaticum* ne peut être servi que deux fois par an dans la même ville. En outre, il ne peut dépasser, pour une seule personne, 150 francs en trois ans. Cette somme épuisée, un nouveau stage de dix-huit mois est imposé au bénéficiaire. Une convention passée entre la Fédération lithographique et la Fédération du Livre permet aux lithographes fédérés, là où il n'y a pas de section de leur organisation, de recevoir le *viaticum* de la section du Livre et aux conditions de celle-ci.

Les lithographes se préoccupent aussi de placer les affiliés de leurs groupements. A côté des bureaux locaux de placement fonctionnent quinze bureaux régionaux.

Chaque section communique à son bureau régional le tableau des maisons où des emplois sont disponibles et le taux des salaires qu'elles paient. Le bureau régional communique de même son tableau au comité central, qui dresse une liste totale. Bien entendu, tous les syndiqués ont droit au placement.

A la Fédération des travailleurs du Livre, le *viaticum* est délivré après un stage de six mois. Il est basé sur le système kilométrique et réglé comme il suit : pour toute distance de quarante kilomètres et au-dessous,

un premier secours de 2 francs, depuis la section la plus voisine dans la direction d'où vient le fédéré. Toute distance au-dessus de quarante kilomètres donnera droit à une subvention de 0 fr. 50 par fraction de vingt kilomètres, jusqu'à concurrence de deux cents kilomètres.

Le *viaticum* ne sera délivré aux fédérés que lorsqu'il y aura dix-huit mois qu'ils seront passés dans la section où ils se présentent de nouveau. Nul ne pourra recevoir plus de 100 francs de *viaticum*; au delà de cette somme, il devra s'écouler dix-huit mois avant que les secours de route puissent être donnés à nouveau. (Pour l'étude approfondie de la Fédération du Livre, v. notam. Facdouel, *la Fédération Française des Travailleurs du Livre*, thèse, 1904, Lyon.)

STATISTIQUE DES SYNDICATS ET UNIONS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX AYANT CRÉÉ DES SECOURS DE ROUTE POUR LEURS MEMBRES (1) :

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	SYNDICATS			UNIONS DE SYNDICATS			TOTAL
	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	
1900	12	196	1	»	1	»	210
1901	14	420	1	»	2	»	437
1902	16	534	2	»	18	»	570
1903	15	589	1	»	13	»	618
1905	12	652	4	»	27	»	695

(1) *Ann. Synd. prof.*, 1900 à 1905.

D. — *Théorie du monopole du placement
par les syndicats ouvriers.*

Le placement gratuit par les syndicats ouvriers ne cesse pas de suivre une marche ascendante, comme le mouvement syndical lui-même. Mais ce mouvement ne comprend encore qu'une petite minorité des ouvriers de l'industrie française.

D'autre part, le placement par les syndicats ouvriers est encore bien inférieur à celui des agences payantes, qui leur font une redoutable concurrence.

L'infériorité du placement par les syndicats ouvriers est due à l'impossibilité d'avoir un préposé au placement, exclusivement chargé de ce soin, et cela faute de ressources. Des subventions des Pouvoirs publics leur seraient indispensables. Les Bourses du travail en reçoivent déjà, mais des crédits spéciaux pourraient être affectés aux titulaires des syndicats faisant le placement de leurs membres.

Les partisans du placement gratuit syndical estiment qu'il n'y a qu'un moyen radical pour son entier développement, c'est de donner aux syndicats ouvriers le monopole de droit du placement.

La loi du 14 mars 1904 n'a qu'incomplètement réalisé leurs espérances, en laissant subsister les bureaux de placement rétribués, bien que favorisant le placement gratuit.

Les syndicats ouvriers sont assurément bien placés

pour connaître les ouvriers sans travail, pour apprécier leurs mérites et les présenter aux patrons qui ont besoin d'ouvriers, en tenant compte de leurs aptitudes.

Les bureaux mixtes sur qui on avait fondé de grands espoirs n'y ont pas répondu. Il semblait qu'ils devaient solutionner le problème du placement en réunissant patrons et ouvriers dans un sentiment de conciliation et de progrès général. A Paris, les patrons et ouvriers de la boucherie et de la charcuterie ont réalisé ces espérances. Ils se sont unis pour lutter d'un commun accord contre les bureaux de placement payants ; ils ont organisé le placement gratuit et sont arrivés à rendre tout autre mode de placement inutile.

Malheureusement ce n'est qu'une très intéressante exception. Les bureaux mixtes ont beaucoup de peine à se maintenir.

Les bureaux patronaux sont peu nombreux et effectuent un nombre insignifiant de placements. L'ouvrier s'en éloigne, comme des bureaux mixtes, dans un même esprit de défiance.

» C'est donc aux syndicats ouvriers que devrait revenir le monopole du placement. Par lui, les ouvriers pourront traiter de pair avec les patrons. C'est à l'ouvrier à assurer lui-même les moyens et les conditions d'embauchage. Il possède dans le syndicat un organe naturel, légal de la défense de ses intérêts et les éléments de sa force. Entre le capital et le travail, une juste balance ne peut exister que si ce dernier est organisé. C'est donc aux syndicats ouvriers que re-

» vient normalement le service du placement. Ce serait
» leur donner un encouragement précieux, une res-
» ponsabilité, une occupation féconde.

» Ils ne s'adonneraient plus à des discussions de
» principe et de pure doctrine, qui ne font qu'envenimer
» les relations entre patrons et ouvriers, et se limite-
» raient à la défense des intérêts purement profession-
» nels. » (Sic. Jourdan, *Les bureaux de placement*
d'après la loi du 14 mars 1904, thèse 1904, p. 187.)

Les syndicats ouvriers pourraient s'entendre avec les patrons ou les syndicats patronaux pour leur fournir des ouvriers dans des conditions déterminées.

Ils pourraient non seulement conclure avec les patrons des contrats collectifs du travail, mais encore réglementer toutes les questions relatives aux salaires et aux conditions de travail.

Ils imposeraient une discipline à leurs membres, à laquelle ceux-ci se soumettraient volontairement, comprenant l'intérêt et la force que leur donnerait cette cohésion vis-à-vis du capitalisme et dont ils pourraient se dégager à leur gré, si cette discipline tournait à la tyrannie.

Les adversaires du monopole du placement par les syndicats ouvriers prétendent qu'il aurait pour but d'encourager la tyrannie syndicale et porterait une grave atteinte à la liberté du travail au préjudice des non-syndiqués. Les syndiqués eux-mêmes devront partager les opinions extrêmes des meneurs puissants qui feront loi dans les syndicats, sous peine de voir les places leur

échapper. D'autre part, les patrons souffriront beaucoup de l'arbitraire des syndicats ouvriers à leur égard, sous forme de mise à l'index.

Certes, il est malheureusement vrai que les syndicats ouvriers en France ne sont pas encore préparés au rôle bienfaisant qu'ils pourraient jouer avec le monopole du placement. Leur développement n'est pas suffisamment avancé ni leur conduite bien dégagée de toute préoccupation étrangère aux intérêts professionnels.

Il est vrai que des syndicats ouvriers sont à la merci de quelques meneurs politiques.

Eh ! bien, c'est justement pour parer à cet état de choses que nous sommes partisan du monopole du placement par les syndicats ouvriers, mais un monopole laissant fonctionner, à côté des syndicats, les Bourses du travail et, dans de certaines conditions, les municipalités ⁽¹⁾.

» S'il existe actuellement, dit M. Nast, un déplorable
» esprit anti-économique et socialement exclusiviste
» dans le syndicalisme ouvrier, une dictature politique
» cienne (qu'elle se dise jaune, socialiste ou anarchiste),
» tenant à distance la masse laborieuse, désabusée,
» quand elle n'est ignorante, il faut cependant que tous
» ces non-syndiqués viennent se grouper dans les associations
» professionnelles. Donnez-leur un intérêt
» positif et immédiat à le faire : en est-il un qui réunisse

(1) V. Alfred Nast : *Le placement des travailleurs et l'évolution syndicale*, Quest. prat., 1904, p. 33 et 84.

» mieux ces deux caractères que la trouvaille d'une
» besogne dont le besoin est pressant ? Que ce salut,
» que ce ralliement des sans-travail s'accomplisse au
» syndicat : si le législateur y contraint indirectement,
» grâce au moyen proposé, il préparera le balayage à
» bref délai de tous les ambitieux et autres « écumeurs »
» qui exploitent les associations ouvrières. Le peuple
» n'a que faire de ces personnalités-là et de leurs que-
» relles : il saura, espérons-le, massé en plus grande
» foule dans les syndicats, y faire triompher l'œuvre
» purement économique, et ce seront alors, présidant à
» la fonction spéciale du placement des travailleurs, non
» plus l'arbitraire de quelques tyranneaux, mais des
» règles de sage administration. » (Nast., op. cit., p. 87.)

Quant à la crainte exprimée que le monopole du placement serait préjudiciable aux non-syndiqués et aux patrons, elle doit être écartée par le fonctionnement, à côté des syndicats, des Bourses du travail et des bureaux municipaux.

Les Bourses du travail placent déjà beaucoup de non-syndiqués. Les domestiques, en particulier, forment la majorité des travailleurs placés par elles. Les non-syndiqués venant à la Bourse du travail, qui est souvent et doit être l'habitable des syndicats, se trouveront mis en contact avec ces derniers. Ils seront mis à même d'apprécier les avantages de l'association et seront encouragés à se syndiquer à leur tour.

Pour les professions qui ne sont pas encore organisées en syndicats et dont les membres constituent la

majeure partie des bureaux payants, ou pour les ouvriers qui voudraient à tout prix rester indépendants, les bureaux municipaux opéreraient gratuitement leur placement.

Alors l'ouvrier serait vraiment émancipé vis-à-vis du patron. Il garderait son indépendance et n'aurait rien à payer.

Le patron, de son côté, serait libéré de tous frais et libre, puisqu'il pourrait employer à son gré des syndiqués ou des non-syndiqués. Vis-à-vis du syndicat ouvrier organisé, il se trouverait en face d'une personne responsable, sage, parce que consciente de sa force.

La loi du 14 mars 1904 a adopté un moyen terme. Elle a préféré laisser un champ d'expérience à l'initiative syndicale en la stimulant par la concurrence des bureaux privés. Elle a jugé comme étant prématurée la suppression radicale de ces derniers.

Il ne tient qu'aux syndicats ouvriers de conquérir un monopole de fait. Comme le fait observer justement M. Pic : « Certains groupements syndicaux, les plus » puissants, sont déjà entrés dans cette voie féconde. » Le jour où le mouvement se généralisera, la question » irritante des bureaux de placement sera bien près » d'être résolue ; car il ne subsistera plus, en face des » Offices de placement gratuit, qu'un petit nombre de » bureaux payants, ayant acquis le droit à l'existence » par leur bonne organisation et la modération de leurs » tarifs ». (Pic, *op. cit.*, N° 912, p. 647).

§ 2. — L'ASSURANCE SYNDICALE CONTRE LE CHÔMAGE.

Nous venons d'indiquer les divers moyens institués par les syndicats, afin de prévenir le chômage; mais ces moyens sont souvent impuissants à enrayer ses effets. Les syndicats doivent alors assurer leurs membres contre un risque qu'ils n'ont pu éviter, et c'est la tâche la plus difficile qu'ils aient eu à entreprendre.

Ils sont pourtant bien placés pour aboutir à des résultats appréciables. Composés d'ouvriers de même métier, ils connaissent parfaitement l'état du marché du travail. Ils ne peuvent guère être trompés par de faux chômeurs, car, plaçant eux-mêmes ceux de leurs membres qui sont sans travail, ils peuvent exercer un contrôle efficace. L'assurance contre le chômage, pour ces raisons, tend à prendre place dans les attributions des syndicats et des Bourses du travail. L'assurance et le placement ne peuvent que se fortifier l'un l'autre, car les syndicats ou les Bourses qui assurent contre le chômage feront de leur mieux pour placer l'ouvrier le plus tôt possible et pour le plus longtemps possible.

A. — *Les caisses de chômage créées par les syndicats.*

A quelques exceptions près, les caisses de chômage sont de création récente. Ce ne fut guère qu'en 1884 que les syndicats reconnus légalement songèrent à fonder des caisses de chômage.

Il faut bien dire que cela leur eût été difficile avant

cette époque, car le décret du 22 janvier 1852, favorable aux Caisses de secours mutuels, qui reçurent une dotation de 10 millions, était au contraire franchement hostile aux caisses de chômage, « qui portent en elles » le germe de toutes les grèves et l'espérance de toutes les coalitions ». On comprend dès lors que les sociétés de secours mutuels ne se soient pas consacrées au chômage.

Mais depuis 1884, on peut s'étonner que le mouvement ne se soit dessiné plus largement et rapidement étendu à tous les syndicats existants. Cela tient, d'une part, aux difficultés que les syndicats ouvriers ont rencontrées sur leur route et, d'autre part, cela tient au tempérament français.

L'énergie syndicale a eu sans cesse à lutter contre le patronat hostile, et les revendications ouvrières ont rempli tout son programme. Les syndicats ont été surtout, et souvent par la force même des choses, des institutions de combat. Reconnus légalement, ils avaient encore à se faire accepter dans le domaine du travail, et en toute impartialité, il faut bien reconnaître qu'ils ont dû dépenser dans ce but la majeure partie de leurs forces.

Dans l'exaltation de la lutte, ils ont trop complaisamment estimé comme devant être proche la société idéale qu'ils rêvaient et vers laquelle on peut dire qu'ils se sont rués avec une furie française. Mais le but à atteindre est encore lointain et l'étape si longue que ce n'est pas avec des colonnes d'assaut grisées de mots sonores

qu'ils remporteront la victoire, mais avec une armée fortement disciplinée, largement pourvue de vivres pour une longue campagne.

Quoi qu'il en soit, l'effort vers l'assurance contre le chômage n'a pas atteint ce qu'il est permis d'espérer. Les syndicats n'ont créé qu'un petit nombre de caisses de chômage. Voici le nombre de caisses de chômage créées par les syndicats ou Unions de syndicats professionnels, du 1^{er} janvier 1900 au 1^{er} janvier 1905 :

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	SYNDICATS			UNIONS DE SYNDICATS			TOTAL
	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	PATRONAUX	OUVRIERS	MIXTES	
1900	2	370	2	..	2	..	376
1901	2	547	2	..	2	..	553
1902	3	580	5	..	14	..	602
1903	5	602	5	..	11	..	623
1905	6	690	5	1	16	..	718

L'action syndicale ne semble donc pas avoir, en ce qui concerne le chômage, acquis une activité suffisante et, sauf un très petit nombre d'institutions de secours vraiment sérieuses, rien ou presque rien n'a été fait pour soulager les souffrances d'ouvriers sans ouvrage.

Cependant quelques Fédérations de métiers ont organisé l'assurance contre le chômage. L'imprimerie surtout s'est distinguée dans cette organisation et nous allons brièvement parler d'une de ses Fédérations, celle

du Livre, qui peut être proposée comme exemple à ce sujet.

B. — *L'assurance contre le chômage par la Fédération des travailleurs du Livre.*

La Fédération du Livre a compris que le monde ouvrier se ralliait difficilement aux caisses locales, à cause du peu de garanties qu'elles peuvent en général présenter. Elles comptent un petit nombre de membres et, par suite, leur capital ne peut être que très restreint.

Si, au contraire, une forte centralisation des cotisations groupe au siège de la Fédération la masse entière de tous les fédérés, la dépense se répartit sur cette somme importante et ne risque pas de l'absorber complètement.

La Fédération songea donc, dès 1892, à fonder une caisse fédérale de chômage pour centraliser les ressources de toutes les caisses de prévoyance de la France entière et, par là même, à régulariser, tout en la fortifiant, la prévoyance des syndicats locaux de l'industrie typographique.

Sur la proposition de la section lilloise, le projet vint en discussion au Congrès de 1892; il fut vivement combattu par un grand nombre de délégués, à propos de l'augmentation, qu'il préconisait, de la cotisation⁽¹⁾ et de la suppression du *viaticum*. Une cotisation de 1 franc par

(1) V. Facdouel, op. cit., p. 72.

an était jugée suffisante par le rapporteur pour assurer aux chômeurs une indemnité de 1 fr. 50 par jour, avec un maximum de 72 francs par an.

Le Congrès repoussa le projet, tout en retenant son idée, dont il confia l'étude au Comité central.

Après des débats, que nous ne pouvons relater ici, sur le chiffre de la cotisation, sur l'indemnité de maladie, pressés par le danger créé par la machine linotype introduite dans les ateliers de composition, les délégués fédérés votèrent, à leur congrès tenu à Paris en 1900, un projet consacrant l'établissement d'une caisse fédérale de chômage.

En voici les principales dispositions, qui entrèrent en vigueur le 1^{er} janvier 1901.

Tout chômeur (la maladie étant assimilée au chômage) faisant partie de la Fédération depuis un an au moins reçoit une indemnité de 12 francs par semaine. La durée des secours est de six semaines par an, soit de 72 francs au maximum. Le fédéré chômeur qui a travaillé, mais dont le gain a été inférieur à 12 francs par semaine, ne peut recevoir que le complément de cette somme. Un secours de 10 francs est immédiatement alloué au chômeur ayant droit aux secours, qui quitte la section où il n'a aucune chance de trouver du travail. Pour être reconnu chômeur, le fédéré doit être occupé depuis un mois dans la même section (exception faite pour le chômage occasionné par la maladie) et ne pas devoir plus de deux mois de cotisations. Un chômage de moins de quatre jours n'est pas indemnisé.

Le thème qui revint le plus souvent dans les discussions était celui de l'augmentation de la cotisation fédérative, car il était la clef de voûte de la caisse de chômage et de son succès. La cotisation fut donc portée en 1902 de 1 fr. 25 à 1 fr. 50. Sous une menace de déficit, en 1903, la Fédération demanda encore des sacrifices et, en 1904, la cotisation fut portée à 2 francs.

Par suite de ces épreuves admirablement surmontées, « les liens unissant les membres de la Fédération sont devenus plus étroits; la communauté d'intérêts est apparue plus évidente aux moins clairvoyants et, du même coup, la preuve a été de nouveau faite que l'élévation de la cotisation n'écarte pas les adhérents des organisations ouvrières, quand des avantages correspondants leur sont offerts. En effet, alors qu'au 1^{er} janvier 1900, le nombre des fédérés était de 9.312, nous le voyons passer à 10.362 au 1^{er} janvier 1902. » (*Histoire d'une caisse de chômage*. — Monographie professionnelle, 1902.)

Il passa à 10.778 au 1^{er} janvier 1903 et à 11.104 au 1^{er} janvier 1904. Il est actuellement de 11.000.

Si un fédéré meurt après avoir versé ses cotisations pendant deux ans, la Fédération donne une indemnité de 50 francs à sa compagne ou à ses ascendants ou à ses descendants.

C. — *Subventions accordées aux caisses de chômage syndicales.*

Nous avons vu que le Parlement français s'est inspiré du système gantois quand il a voté, dans la séance du 30 novembre 1904, une somme de 110.000 francs, à répartir entre les syndicats qui assurent leurs adhérents contre le chômage.

L'opinion générale paraît s'être prononcée dans le sens d'une augmentation de l'initiative des intéressés et de la réduction à de simples subventions de l'intervention des Pouvoirs publics ⁽¹⁾.

« Il est incontestable, dit M. Brouilhet, que l'organi-
» sation du fonds de chômage par les syndicats
» ouvriers, avec un appoint pécuniaire demandé aux
» budgets locaux ou nationaux, donnerait des résultats
» intéressants par leur étendue et leur précision. C'est,
» en somme, l'application à l'assurance de chômage
» du système de la mutualité subventionnée..... Il ne
» faut pas cependant se faire d'illusion. Si l'emploi du
» système de Gand et, en Angleterre, l'intervention
» puissante des syndicats ouvriers ont produit d'excel-
» lents résultats, le problème qui, nous l'avons dit, se
» pose d'une manière si urgente et si douloureuse,
» n'est pas pour autant résolu. Son caractère n'est-il

(1) V. Brouilhet : *La question du chômage d'après des travaux récents*.
Quest. prat., 1904, p. 79.

» pas, en effet, de ne comporter qu'une solution inté-
» grale et d'écarter les améliorations partielles ? Le but
» n'est-il pas d'arrêter, net et une fois pour toutes, le
» recrutement de l'armée des sans-travail ?

» Aussi ne faut-il pas s'étonner si les discussions
» continuent, la variété même des solutions proposées
» étant une preuve des difficultés à vaincre.

» Un point cependant est maintenant acquis, c'est la
» possibilité d'assurer les ouvriers contre le risque du
» chômage, et c'est un progrès considérable, si l'on se
» reporte à cet esprit d'hostilité systématique à l'égard
» des assurances ouvrières qui, il y a vingt ans à peine,
» avant la grande expérience allemande, régnait en
» maître dans la plupart des pays civilisés. »

I. — CAISSES SYNDICALES SUBVENTIONNÉES PAR LES MUNICIPALITÉS.

Le système gantois a été appliqué en France par plusieurs villes que nous allons rapidement passer en revue.

A Dijon, le 22 juillet 1896, un certain nombre de membres du Conseil municipal proposèrent à leurs collègues d'allouer des secours aux chômeurs. Les syndicats parurent aux conseillers municipaux l'intermédiaire naturel et le plus immédiat entre les Pouvoirs publics et les travailleurs. La commune, en principe, avait admis de participer aux trois quarts de la dépense occasionnée aux syndicats par les caisses de chômage.

Il fut décidé que toute demande de subvention devrait être revêtue de l'avis de la Bourse du travail, certifiant que la demande du syndicat était justifiée par l'insuffisance de ses recettes spéciales de l'année écoulée.

La ville ne fournissant des ressources aux syndicats que dans le cas où les leurs sont épuisées, cette mesure a un défaut grave, c'est que les syndicats ont grand intérêt à épuiser au plus tôt leurs ressources, pour profiter de la subvention de la ville. Leurs caisses de chômage ont intérêt à se mettre en déficit et, comptant sur la subvention, réclament seulement 0 fr. 50 de cotisation annuelle à leurs chômeurs, pour frapper aux guichets de la ville le plus souvent possible ⁽¹⁾.

A Limoges, le système adopté par la ville pour la répartition de la subvention inscrite à son budget depuis 1890 est tout autre. La subvention est répartie entre toutes les sociétés, au prorata du nombre de leurs membres.

Les fonds sont délivrés sur la seule demande des syndicats, qui présentent, à l'appui de cette dernière, la liste nominative des adhérents à la caisse de chômage. Cette liste doit être certifiée sincère et véritable par les membres du bureau de chaque caisse. Cette sage mesure porta ses fruits. Les caisses de chômage de Limoges ont pris un essor constant. L'administration communale n'a pas hésité à porter, pour 1905, la subvention à 12.000 francs. Le nombre des caisses à

(1) V. Grosson du Cromier, *op. cit.*, p. 165 et s.

subventionner est passé aussi de 19 pour 1897 à 35 pour 1905.

Après l'enquête de la Commission permanente du Conseil supérieur du travail, qui précéda la session de novembre 1903, quatre nouvelles municipalités ont accordé des subventions aux caisses de chômage de leurs villes : ce sont celles de Lyon, Reims, Amiens, Tarbes. Nous ne parlerons ici que de Lyon.

Sur la proposition de M. Augagneur, maire de Lyon, le Conseil municipal avait inscrit au budget de 1903 une somme de 5.000 francs destinée à subventionner les caisses de chômage organisées par les syndicats ouvriers.

Cette somme a été portée à 15.000 francs en 1904 et maintenue au même taux en 1905.

Un projet de règlement pour la répartition de la subvention entre les syndicats ayant constitué des caisses de chômage fut présenté par le maire au Conseil municipal, le 23 octobre 1903.

Sur le rapport de la Commission générale, celui-ci adopta, dans la séance du 15 décembre 1903, le règlement élaboré par le maire, avec une légère modification en ce qui concerne la durée maximum des secours.

Le règlement adopté par le Conseil municipal, comme le déclarait le rapport du maire, le 23 octobre 1903, laissait « les organisations syndicales parfaitement » libres d'accorder les secours de chômage à leur convenance, sans faire aucune distinction entre les causes de chômage, que l'ouvrier soit sans travail par

» surabondance de main-d'œuvre, arrêt dans l'activité
» de son industrie ou par suite de grève ou de lock
» out ».

Sur les observations du Ministre de l'intérieur, le Conseil municipal modifia le règlement primitif en restreignant la subvention aux secours en cas de chômage involontaire exclusivement, la subvention ne s'appliquant qu'aux caisses syndicales de chômage.

Voici le texte du règlement définitif :

II. — CONDITIONS ESSENTIELLES DONT DOIVENT S'INSPIRER
LES STATUTS POUR PARTICIPER AUX SUBVENTIONS DE LA VILLE.

ARTICLE PREMIER. — La caisse de chômage a une existence distincte de celle du syndicat. Elle est pourvue d'une comptabilité spéciale et gérée par un trésorier autre que celui du syndicat.

ART. 2. — La caisse ne garantit des secours qu'en cas de chômage involontaire et pour une durée n'excédant pas, en une ou plusieurs fois, pour le même syndiqué, deux mois par an. L'indemnité journalière de chômage ne pourra excéder 2 francs.

ART. 3. — La caisse de chômage est alimentée :

1° Par les cotisations individuelles de ses membres ;

2° Par les subventions de la ville ;

3° Par les recettes extraordinaires provenant des dons, legs, fêtes, souscriptions, etc.

ART. 4. — La cotisation individuelle de chaque membre est constituée, soit par un versement spécial indépendant de la cotisation syndicale, soit par un prélèvement régulier établi statutairement sur cette cotisation. Dans les deux cas, le paiement de la cotisation afférente à la caisse de chômage sera constaté au moyen d'une quittance détachée d'un registre à souche spécial.

ART 5. — La subvention de la ville sera calculée uniquement d'après le montant des cotisations individuelles, à l'exclusion de toute autre nature de recettes. La proportion suivant laquelle cette subvention viendra augmenter les cotisations individuelles des syndiqués sera fixée chaque année par le Conseil municipal.

En aucun cas, elle ne pourra être supérieure aux recettes provenant des cotisations individuelles.

ART. 6. — Pour obtenir le paiement de la subvention, le trésorier de chaque caisse syndicale de chômage devra :

1° Produire à l'administration municipale le bilan mensuel des indemnités payées à la caisse.

2° Communiquer au délégué de l'administration, du 1^{er} au 15 juillet de chaque année, l'état des recettes fournies par les cotisations individuelles pendant le premier semestre, et, du 1^{er} au 15 janvier, l'état des recettes de même nature réalisées pendant le deuxième semestre ;

3° Présenter, à l'appui de cette communication, les talons du registre à souche constatant le versement des cotisations individuelles ou le prélèvement sur la cotisation syndicale.

ART. 7. — Sur le vu de ces justifications, la subvention de la ville sera payée en deux termes, du 15 au 30 juillet, pour le premier semestre, et du 15 au 30 janvier, pour le deuxième semestre.

ART 8. — Le syndicat prend l'engagement de faire tous ses efforts pour restreindre le chômage ; il aura soin, notamment, de faire inscrire ses chômeurs au bureau municipal de placement.

Les premières subventions qui seront payées aux caisses syndicales de chômage qui rempliront les conditions ci-dessus s'appliqueront aux secours versés par ces caisses pendant le premier semestre 1905. Pour l'année 1905, la cotisation de chaque syndiqué à la caisse de chômage sera doublée par la subvention de la ville, jusqu'à concurrence de 1 franc par mois.

Le système d'assurance contre le chômage que nous venons d'analyser est un système d'heureuse transition entre le régime de la seule initiative syndicale et le

régime de l'assurance obligatoire. « En résumé, dit » M. Pic, la question de l'assurance-chômage est posée » partout devant l'opinion ; mais la solution qu'elle doit » recevoir est toujours difficile à dégager. Il semble » que l'on doive tout d'abord procéder suivant le sys- » tème gantois, sauf à intervenir d'une façon plus » directe lorsque les organisations syndicales seront » parvenues à créer, avec le concours des municipalités » et des autorités régionales, un réseau complet d'offices » de placement et de caisses de chômage. Il conviendra » alors d'examiner s'il ne serait pas possible de décréter l'obligation de l'assurance pour les ouvriers de » certaines professions, spécialement sujettes au chômage. » (Pic, op. cit., N° 1403, p. 1038.)

SECTION II. — L'action syndicale à l'égard de la vieillesse-invalidité et des maladies

Nous disions, à propos du chômage, que les syndicats ouvriers n'avaient créé qu'un nombre relativement restreint de caisses contre le chômage. Encore faut-il remarquer qu'ils étaient poussés à multiplier ces institutions pour parer à la grève.

Pour les autres institutions de prévoyance, le mouvement mutualiste n'a pas profité autant qu'on aurait pu le croire du mouvement syndical. Les syndicats ont pourtant, de par leur organisation même, de réelles facilités pour assurer le bon fonctionnement de la mutualité contre la vieillesse-invalidité et les maladies.

Il leur serait plus aisé d'établir des moyennes et des barèmes de morbidité ou de mortalité entre leurs membres qu'entre des travailleurs pris au hasard. Les abus, les fraudes, les omissions seraient plus facilement contrôlés et réprimés entre gens qui se coudoient dans les mêmes ateliers et dans les mêmes chantiers. Les cotisations se verseraient d'une façon plus simple et les allocations seraient données à bon escient et avec plus de justice. Eh ! bien, malgré cette situation privilégiée qui est celle des syndicats, on ne peut que constater la faible expansion des institutions syndicales ayant pour but d'assurer une retraite aux syndiqués ou de les garantir contre le chômage résultant de maladies ou d'accidents.

§ 1^{er}. — CAUSES DE L'INDIFFÉRENCE DES SYNDICATS
EN MATIÈRE DE PRÉVOYANCE.

On a vu déjà que les syndicats, malgré leur effectif croissant, ne groupent encore qu'un chiffre relativement peu considérable de travailleurs, une minorité dans la classe ouvrière. Certains auteurs ont même prétendu que les syndicats ne paraissent pas devoir devenir la forme générale sous laquelle l'industrie est appelée à s'organiser. (Claudio Janet : *Le Socialisme d'Etat et la réforme sociale*, p. 361.) Cette opinion nous paraît paradoxale et ne fait pas grâce d'un long délai à l'évolution syndicale. Il nous semble, au contraire, que l'idée syndicale fait des progrès, lents, c'est vrai, mais

appréciables. Il faut faire abstraction du temps dans ces questions de transformation sociale et l'on sait bien que c'est le travail éternel des polypes qui fonde les assises de continents futurs.

Nous espérons d'ailleurs fermement que l'évolution syndicale ira plus vite, étant donné qu'elle a devant elle une voie déjà largement ouverte par l'opinion publique, de plus en plus pénétrée de solidarité et de justice sociales.

Actuellement, cette minorité de travailleurs syndiqués rend assez difficile l'exercice de la mutualité. Elle ne comprend que 19 % de la masse ouvrière. Pour les femmes, la proportion est encore plus faible, environ 4 %. Les femmes sont en général médiocrement disposées à l'égard des organisations syndicales, et elles tentent le plus souvent d'empêcher leurs maris d'en faire partie.

Cette minorité de syndiqués est, elle-même, fort irrégulièrement répartie : 15 ou 20 % dans la manutention, le travail des pierres, l'ameublement, les carrières, etc., contre 50 % dans l'industrie de la typographie, 35 % pour les métallurgistes, les ouvriers du bâtiment, des produits chimiques et 30 % dans l'industrie du papier. Les syndicats très forts, comme par exemple celui des employés de chemins de fer, qui groupe 37.000 adhérents, sont rares.

De plus, il arrive souvent que, dans la même ville, le même métier compte plusieurs syndicats rivaux entre lesquels se répartissent les ouvriers, en proportion trop

inégale pour que l'institution de prévoyance propre à chaque syndicat puisse fonctionner dans des conditions satisfaisantes.

La politique tient, de son côté, une trop grande place dans l'action syndicale. Beaucoup d'ouvriers hésitent à faire partie de syndicats qui cherchent à organiser le parti et non la profession, et ces ouvriers préfèrent d'autres groupements procurant des avantages plus précis. Il manque aux syndicats, en plus de l'indépendance politique, la sélection, l'importance et la régularité du versement des cotisations hebdomadaires, permettant de faire deux parts des ressources considérables réunies, l'une pour assurer la résistance, l'autre pour contribuer aux dépenses motivées par les accidents, l'âge, la maladie.

Il leur manque aussi l'esprit pratique des syndicats anglais et allemands, chez qui règne le syndicalisme neutraliste, qui songe à aboutir avant tout à des réformes réelles. Les syndicats français peuvent, eux aussi, arriver aux grands résultats obtenus par les *Trade-Unions*, mais ils devront pour cela s'imposer, comme ces dernières, de lourds sacrifices, notamment en majorant leurs cotisations. C'est ce qu'a fait d'ailleurs l'admirable Fédération du Livre.

« En Amérique, dit M. Lefort, il n'est pas rare de » voir un ouvrier marié, père de famille, disposant » d'un budget de 3.570 francs, affecter 60 francs à sa » souscription au syndicat. Le syndicat français qui » demanderait cette somme, ou seulement la moitié, à

» ses membres, serait bien sûr de les voir fuir
 » jusqu'aux derniers. Les syndicats américains préfé-
 » rent encourir les reproches des collectivistes et
 » être accusés, de la part de ces derniers, de compren-
 » dre des traîtres et des vendus, parce que les adhé-
 » rents ne déclarent pas publiquement qu'ils poursui-
 » vent la suppression du patronat; ils visent surtout à
 » la défense et à la protection des conditions du travail;
 » leur principale préoccupation est de constituer des
 » secours pour le chômage, l'invalidité, de créer des
 » assurances en cas de décès, d'accidents, d'organiser
 » ces services d'une façon si sérieuse que l'assimila-
 » tion avec des compagnies d'assurances n'a rien
 » d'excessif. » ⁽¹⁾

§ 2. — STATISTIQUE DES CAISSES DE RETRAITES ET
 AUTRES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE OU D'ASSIS-
 TANCE, CRÉÉES PAR LES SYNDICATS ET UNIONS DE SYN-
 DICATS PROFESSIONNELS.

ANNÉES — Au 1 ^{er} janvier	CAISSES de SECOURS MUTUELS	CAISSES DE RETRAITES	CAISSES D'ASSURANCES contre les accidents	SECOURS DIVERS
1900	400	62	9	124
1901	436	70	9	206
1902	336	84	15	381
1903	462	96	36	400
1905	929	76	26	»

(1) Lefort, *Les caisses de retraites ouvrières*, II., p. 479.

§ 3. — MOYENS PROPRES A RENFORCER LA MUTUALITÉ
SYNDICALE.

Si les syndicats n'ont pas réalisé le bien qu'ils peuvent faire, c'est parce que cette institution en est à ses débuts et que les années écoulées depuis 1884 ont été remplies par la lutte. Les travailleurs finiront par comprendre qu'ils ont plus à perdre avec une politique d'aventures et de violences qu'avec des revendications et aussi qu'avec l'organisation d'institutions destinées à leur venir en aide.

Que les syndicats majorent leurs cotisations; les ouvriers raisonnables verront dans ces majorations le moyen de réaliser l'assurance contre les risques professionnels, les retraites, etc., tandis que beaucoup sont sceptiques actuellement devant la modicité des cotisations syndicales.

Que les syndicats de même métier se groupent en Fédération, pour concentrer ainsi leurs moyens d'action et avoir plus de poids dans leurs revendications.

Qu'ils s'affranchissent surtout de la tutelle politique. Ils y arriveront par le développement du contrat collectif de travail et par les Conseils permanents d'arbitrage et de conciliation. Les syndiqués, en tant que citoyens, ont toute liberté pour leurs opinions politiques. Mais il est à souhaiter qu'en tant que syndiqués, ils n'aient d'autre but que leurs intérêts professionnels. Qu'ils se pénétrent bien de cette idée qu'à l'heure actuelle, la République française est vraiment, au sens élevé du

mot, une République sociale. Un grand courant de sympathie emporte l'opinion publique dans le sens d'un meilleur sort des travailleurs.

Assurément, il faudra du temps pour que les ouvriers bénéficient pleinement de cette évolution, mais il est un fait, c'est que la société démocratique vient à eux, les mains tendues, parmi les obstacles encore semés sur la route. Que les ouvriers aillent à leur tour au devant d'elle. Ils finiront bien par se rencontrer : alors, ce sera la fraternité.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES

La classe ouvrière a vu dans la coopération un moyen de s'affranchir du salariat. Ce mode d'association ouvrière, qu'il s'agisse de coopération pour la production, la consommation, la construction et le crédit, est un instrument de premier ordre pour l'émancipation des travailleurs.

Quand elle n'aurait pour résultat que d'intéresser l'ouvrier, de lui révéler, par la pratique, les lois économiques de la concurrence, les difficultés de l'industrie et du commerce, la nécessité du capital, l'idée coopérative serait déjà précieuse.

L'initiative qu'elle exige de l'ouvrier qu'elle a séduit, les responsabilités qu'elle lui crée constituent pour lui le meilleur enseignement économique et lui permettent de réaliser son bien-être, en l'arrachant aux rêveries stériles, à l'idée fixe du bouleversement social.

Nous allons examiner dans ce chapitre les sociétés coopératives de production, de consommation, de crédit et de construction.

SECTION I^{re}. — Les sociétés coopératives de production

**§ 1^{er}. — DES CONDITIONS NÉCESSAIRES A LA RÉUSSITE
DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.**

L'association ouvrière de production exige, pour réussir, le concours d'un grand nombre de circonstances qui se trouvent assez rarement réunies, car elles résultent non seulement des conditions dans lesquelles elle est créée, tant au point de vue des moyens d'action qu'elle peut posséder, soit comme capital, soit comme outillage, mais elle dépend encore et surtout des qualités particulières des personnes associées.

La première difficulté que rencontrent les travailleurs qui veulent créer une société coopérative de production, c'est de réussir à former la somme minima indispensable pour pouvoir la constituer. C'est là l'histoire de presque toutes les associations ouvrières, car on peut dire qu'en général elles se fondent sur la misère collective de leurs membres. Mais à défaut d'espèces, chacun d'eux doit faire à l'association un apport moral : c'est l'esprit de solidarité, de dévouement, d'abnégation en faveur de l'œuvre commune.

Tout le monde n'a pas ces vertus, et c'est parce que les associés ont manqué de l'une ou de l'autre que la discorde s'est mise dans tant d'associations et qu'il en est tant qui ont échoué après une courte carrière.

En plus de ces qualités, l'administrateur de la société doit en avoir d'autres : capacité technique, commerciale

et de comptabilité. Il faut qu'un directeur de coopérative de production soit son ingénieur, son architecte, son contrôleur. Il doit agir avec circonspection, prudence et prévoyance et doit savoir, quand il y a lieu, inspirer à ses associés le sentiment de la persévérance.

Ainsi, lorsque les travailleurs ont assez perfectionné leur éducation professionnelle, sociale et morale, lorsqu'ils ont une mentalité assez développée pour comprendre la différence qu'il y a entre la discipline volontaire et la servitude, lorsqu'ils sont imbus de l'esprit de solidarité et de dévouement, ils ont chance de fonder une association viable, s'ils savent en déléguer l'administration à un camarade intelligent, honnête et capable.

Or ce n'est pas toujours chose facile à trouver, non pas qu'il manque dans la classe ouvrière des hommes réunissant ces qualités, mais parce que nos mœurs ont inspiré à ces hommes l'horreur de la responsabilité et la crainte de l'initiative. On redoute l'inconnu et aussi on prête un peu l'oreille à l'égoïsme. Pour entrer dans une association ouvrière, on risque son emploi ; à plus forte raison, si l'on accepte les fonctions de directeur, on peut s'attendre à toutes sortes d'avaries patronales et à la rancune capitaliste si, l'entreprise ayant échoué, on est obligé de rentrer dans le salariat. Aussi doit-on louer et admirer ceux qui ont eu l'audace et la volonté de créer des associations ouvrières. Mais combien reculent ou tout au moins hésitent devant ces rudes épreuves du début !

§ 2. — LE CAPITAL ET LA COOPÉRATION.

Ce qui gêne plus que tout la constitution des associations ouvrières, c'est le manque de capitaux.

A ce sujet, il faut citer les noms de deux citoyens français : Rampal et Faustin Moigneu, qui ont compris la haute portée sociale et morale du mouvement coopératif et ont tenu à s'y associer d'une façon effective. Le premier a légué au Conseil municipal de Paris, en 1873, une somme de deux millions pour être mise à la disposition des sociétés coopératives de Paris, sous forme de prêts ; mais, par suite de certaines rentes viagères qui grevaient le testament, le capital disponible ne fut que de 560.000 francs environ.

Quant à Faustin Moigneu, ancien disciple et ami de Fourier, il fit don, de son vivant, à la Banque coopérative, alors naissante, de 500.000 francs.

Dans le budget de l'Etat, une somme de 140.000 francs est inscrite sous la rubrique : « Subventions aux Associations ouvrières de production » ; mais il arrive que la Commission de répartition, faute de compétence suffisante, n'utilise même pas toujours complètement ce crédit, dont la gestion serait plus utilement confiée à la Chambre consultative des Associations ouvrières et à la Banque coopérative.

La Banque coopérative a pour but de procurer aux Associations ouvrières, aux meilleures conditions possibles, le crédit dont elles pourraient avoir besoin pour leurs entreprises commerciales et industrielles.

Elle fait principalement l'escompte du papier de commerce, mais seulement de celui qui lui est remis par les associations ouvrières.

En 1900, ses opérations avaient atteint le chiffre de 2.500.000 francs. Les services qu'elle rend aux coopératives sont inappréciables. Elle guide de ses conseils sûrs les Associations qui, à leurs débuts, manquent presque toujours d'aptitudes commerciales, et elle les soutient avec toute la libéralité compatible avec la prudence. Beaucoup lui doivent d'être encore en vie et la plupart ont pris en elle le point d'appui de leur prospérité.

§ 3. — LA CHAMBRE CONSULTATIVE DES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION.

Au mois d'août 1883, trente et un représentants d'Associations ouvrières de Paris se réunirent, salle Jaquinet, 110, rue Vieille-du-Temple, sur la convocation de M. Veyssier, directeur du *Moniteur des syndicats ouvriers*, pour nommer des délégués de la coopération de production au Congrès des Sociétés coopératives de consommation d'Angleterre, qui se tint à Manchester. Deux délégués furent choisis. L'un d'eux, M. Nicole, ne voulut accepter aucune rémunération pour ses frais; il paya même le voyage de son camarade, de sorte qu'une somme de 380 francs environ se trouva libre sur le montant de la souscription qui avait été faite parmi les Associations ouvrières pour l'envoi de représentants au Congrès de Manchester.

On décida de consacrer cette somme à la formation d'un groupement permanent pour la défense des Associations ouvrières et pour le développement de leur action et de leur influence.

Le *Moniteur des Syndicats* fut chargé de préparer les statuts, qui furent discutés et examinés dans la séance du 26 novembre 1884 et définitivement acceptés le 10 décembre suivant.

C'est à ce moment que, sur le conseil de M. Waldeck-Rousseau, qui s'intéressait beaucoup à la Fédération nouvelle, fut adopté le titre de : « Chambre consultative des Associations ouvrières de production de France. » ⁽¹⁾.

La Chambre consultative des Associations ouvrières de production est une Fédération de ces associations, chargée de mettre à leur disposition tous les organismes dont elles peuvent avoir besoin en commun. Son but est de grouper en une action collective toutes les Associations ouvrières, afin de leur faciliter l'obtention des travaux et de les diriger toujours dans un esprit de solidarité à l'encontre des principes de particularisme égoïste, qui règlent la conduite de la plupart des hommes.

Elle fournit aux travailleurs qui désirent se constituer en Associations ouvrières toutes les indications nécessaires, leur donne la marche à suivre et leur remet des modèles de statuts modifiables suivant chaque profes-

(1) V. *Annuaire des Associations ouvrières de production*, 1901.

sion. Ces statuts, établis par le Congrès de Paris de 1900 et perpétuellement perfectibles par les Congrès qui suivront, sont conçus de manière à empêcher les Associations de dévier de leur rôle d'émancipation ouvrière. C'est surtout en matière de comptabilité que les avis de la Chambre sont précieux. Les travailleurs ont, en effet, une tendance naturelle à considérer comme un élément de succès tout à fait secondaire la bonne tenue des écritures. Ils croient qu'il suffit d'être habile en son métier, d'avoir du cœur à l'ouvrage, de bien produire et que le reste vient par surcroît; erreur qui a été funeste à beaucoup d'associations.

Il faut dans les sociétés coopératives de production plus d'ordre que partout ailleurs, sans quoi on reste étonné du montant des dépenses qui ne se justifient pas par un détail sincère et complet; la suspicion se glisse entre les associés et c'est bientôt le gâchis et la discorde qui conduisent fatalement à la faillite.

Aussi, toute association ouvrière qui se fonde et qui s'adresse à la Chambre consultative est dotée d'une comptabilité qui assure la correction de ses opérations et qui permet de voir clair dans ses affaires.

La Chambre consultative a son journal, « *l'Association ouvrière* », dont toutes les sociétés adhérentes sont actionnaires. Ce journal préconise auprès des coopérateurs les meilleures méthodes et fait au dehors la propagande coopérative, en même temps que la publicité en faveur des associations, faisant connaître leurs produits et l'importance des travaux qu'elles exécutent.

§ 4. — L'ORPHELINAT DE LA COOPÉRATION.

C'est à la pratique de la solidarité qu'est due la fondation de l'Orphelinat de la coopération.

Moyennant une faible cotisation de 1 franc par an et par membre, les coopérateurs qui font partie des associations ouvrières adhérentes à la Chambre consultative sont assurés que, s'ils viennent à mourir, leurs orphelins seront élevés et instruits par les soins et aux frais de l'Orphelinat.

C'est une très belle œuvre que les associations ouvrières ont créée, avec une spontanéité empressée, quand on leur a fait voir clairement que c'était pour elles un devoir de remplacer les camarades qui n'étaient plus là pour nourrir leurs enfants.

§ 5. — LES ASSOCIATIONS OUVRIÈRES DE PRODUCTION
AU 1^{er} JANVIER 1906.

Il y avait, au 1^{er} janvier 1906, 358 associations, dont voici la liste par professions :

Agriculture, forêts, mines et carrières.....	15
Alimentation.....	10
Industries chimiques.....	3
Livre et papier.....	40
Cuirs et peaux.....	25
Textiles et vêtement.....	17
<i>A reporter.....</i>	110

	<i>Report</i>	110
Métaux		35
Bois		32
Bâtiment.....		125
Travail des pierres, verrerie.....		16
Transport et manutention.....		30
Divers		40
	TOTAL.....	358

Outre la Chambre consultative, fondée le 26 novembre 1884 et dont le siège social est à Paris, boulevard Sébastopol, 98, il y a la Fédération régionale des associations ouvrières de production de la région du Sud-Est, à Lyon, cours Lafayette, 5 et 7, fondée en 1894.

Enfin à Bordeaux, se trouve une section de la Chambre consultative, fondée le 24 mai 1890 ⁽¹⁾.

L'association coopérative de production créée par les ouvriers est une institution très française. « Condam-
 » nées, dit M. Gide, par les socialistes qui n'y voyaient
 » que des pépinières de petits patrons, jugées avec une
 » condescendance hautaine par les économistes qui les
 » déclaraient à jamais impuissantes à abolir le salariat
 » et le patronat, reniées par les ouvriers eux-mêmes
 » qui pensaient trouver un moyen plus sûr d'atteindre
 » le but dans l'action syndicale, par la grève et la lutte
 » des classes, elles semblaient devoir peu à peu dispa-
 » raitre. Mais au contraire, depuis quelque temps, elles

(1) *Bull. Off. Trav.*, 1906, p. 4122.

» sont manifestement en progrès. Leur nombre s'accroît
» assez vite et bon nombre font preuve d'une vitalité
» inattendue.

» On les voit, en dépit de l'opinion dédaigneuse qui
» les cantonnait dans la petite industrie, s'essayer à la
» grande industrie, mines, verreries, etc. » (Gide, op.
cit., p. 389 et s.)

Nous citerons parmi les plus importantes associations ouvrières de production qui ont abordé la grande production : la Verrerie ouvrière d'Albi, l'Association des mineurs de Monthieux et celle de Montceau, l'Association des charpentiers de Paris, la Construction coopérative, la Verrerie ouvrière de Vénissieux, etc.

En Angleterre, la production coopérative s'effectue par trois modes bien différents :

1° Par les Associations coopératives de production indépendantes. Celles-ci étaient, en 1905 au nombre de 139 et produisaient pour 80 millions de francs ;

2° Par les deux magasins de gros d'Angleterre et d'Ecosse, dans les fabriques qu'ils ont créées directement. Le chiffre global de leur production est de 138 millions ;

3° Par les Sociétés coopératives de consommation, dont un grand nombre, presque la moitié, ont entrepris la fabrication de certains articles. Mais le chiffre global de cette production est conjectural. On l'évalue à 125 millions de francs.

La production coopérative sous ces diverses formes représenterait donc, en Grande-Bretagne, environ

350 millions de francs. Dans les autres pays, elle est bien moindre. Ce n'est qu'en France qu'elle a atteint un certain développement, avec environ 50 millions de francs.

Dans le domaine de la production coopérative agricole, les résultats obtenus sont beaucoup plus importants dans beaucoup de pays, comme en Allemagne, en Danemark, en Belgique, en Italie, en Suisse. La France y tient un rang honorable.

SECTION II. — Les sociétés coopératives de consommation ⁽¹⁾

Les sociétés coopératives de consommation jouent un rôle d'une importance capitale dans la vie ouvrière. Leur but est de faciliter l'existence à leurs membres en « leur fournissant les denrées alimentaires et aussi » tous les objets de consommation, de bonne qualité, » au juste prix et au juste poids, en cherchant à abolir » tous les vices que la concurrence avait introduits » dans le petit commerce, majoration des prix, falsification des denrées, réclames mensongères, et surtout » en libérant leurs membres de la pire des servitudes » pour le pauvre : la consommation à crédit. » (Gide, *Economie sociale*, p. 170.)

En fait, cependant, il arrive trop souvent que la vente à crédit est au moins tolérée dans ces sociétés,

(1) V. notam. Gide : *Les sociétés coopératives de consommation*. — *La Coopération*.

pour se faire une clientèle que le comptant pourrait parfois rebuter.

La répartition des bonis entre les membres des sociétés de consommation a donné lieu à deux opinions, deux formes de coopératives : les sociétés coopératives « bourgeoises » et les coopératives « socialistes ».

Ces dernières font un grief aux premières d'employer la totalité de leurs bonis en répartitions individuelles, au lieu de consacrer, comme elles, une partie de leurs bonis à des œuvres de solidarité sociale et de propagande socialiste.

Il y a du vrai dans ce grief. Il y a des sociétés qui ont un caractère commercial si accentué que leur caractère coopératif en est presque effacé, par exemple, la « Société des Employés civils de l'État et de la ville de Paris », dont tous les membres ne sont pas des sociétaires : la plupart, les trois-quarts, ne sont que des adhérents qui versent 3 francs par an, mais ne peuvent devenir actionnaires qu'en achetant une action.

Les sociétés dites socialistes, au contraire, constituent beaucoup d'œuvres de solidarité.

Elles conservent la répartition individuelle, mais en la réduisant. Une d'elles l'a entièrement abolie, c'est la « Fraternelle de Saint-Claude ». Ces sociétés se sont séparées de l'Union coopérative, en 1896, et ont formé la Bourse des coopératives socialistes de France.

§ 1^{er}. — STATISTIQUE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
DE CONSOMMATION EN FRANCE.

Le nombre des sociétés coopératives de consommation de France et d'Algérie s'élevait, au 1^{er} janvier 1906, à 1.994, dont 784 s'occupaient exclusivement de boulangerie et 1.210 de ventes diverses.

Sur les 784 sociétés s'occupant de boulangerie, 382 ont indiqué le nombre de leurs adhérents : 89.761.

Sur les 1.210 sociétés s'occupant de ventes diverses, 443 ont indiqué le nombre de leurs adhérents : 405.700.

Il s'est fondé : 95 sociétés en 1905.

Se sont dissoutes : 57 sociétés en 1906.

A. — *Répartition des sociétés s'occupant de ventes
diverses.*

Parmi les 1.210 sociétés de cette catégorie :

209 se livrent à la vente du pain et de denrées diverses (épicerie, charbon, bière, vin);

35 — vente de charbon;

20 — vente de boucherie;

39 — vente de vin;

62 brasseries coopératives;

14 restaurants coopératifs.

Quant aux 831 autres sociétés, elles s'occupent de ventes diverses ayant pour objet le commerce de l'épicerie, mercerie, charbon, chaussures, étoffes ordinaires.

Parmi toutes les sociétés figurant au tableau statistique du *Bulletin de l'Office du travail* de 1906, 825 ont fait connaître le nombre de leurs adhérents. Elles groupent 255.461 adhérents.

B. — *Les Fédérations nationales de sociétés coopératives de consommation.*

Il existe deux Fédérations : l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation et la Bourse des coopératives socialistes de France dont nous avons déjà parlé.

L'Union coopérative des sociétés françaises de consommation

Elle a son siège social à Paris, 1, rue Christine.

Voici son fonctionnement :

Elle comprend trois sections, bien différentes et bien distinctes : 1° le Comité central ; 2° l'Office coopératif ; 3° la Ligue nationale d'éducation et d'instruction coopérative.

1° LE COMITÉ CENTRAL.

C'est une organisation née du premier Congrès des sociétés françaises de consommation, tenu à Paris le 25 juillet 1885. Il a pour objet de renseigner les coopératives sur les questions administratives ou juridiques, de fournir tous les documents nécessaires à leur création, de les représenter devant les Pouvoirs publics, d'organiser la propagande et les congrès coopératifs.

Ses organes de propagande sont : l'*Union coopérative*, journal bi-mensuel; l'*Almanach de la coopération française* (depuis 1893), *suisse* (depuis 1905) et *canadienne* (depuis 1906); des brochures répandues à des centaines de milliers d'exemplaires.

Le comité central se tient en dehors des questions politiques et confessionnelles.

Voici la progression des sociétés adhérentes :

En 1885, 36; 1890, 59; 1895, 190; 1900, 307; 1905, 328; 1906, 333.

2° L'OFFICE COOPÉRATIF DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX ET D'ACHATS EN COMMUN POUR LES FÉDÉRATIONS ET SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

Il a été fondé en novembre 1900 par le Comité central, à la suite du Congrès coopératif international de juillet 1900.

L'Office coopératif vise à créer les éléments matériels et moraux nécessaires à la vie d'un magasin coopératif de gros. Il a commencé par donner, des renseignements commerciaux, puis il a fait passer des marchés, pour achats en commun, à ses sociétés. Son organe de renseignements commerciaux est un Supplément mensuel de l'*Union coopérative* (organe du Comité).

« A l'heure actuelle, il se substitue aux sociétés et » aux Fédérations régionales pour l'achat de certaines » denrées. Par conséquent, pour certains articles, il

» joue déjà le rôle de magasin de gros. En outre, il
» expédie des marchandises aux coopératives colo-
» niales, notamment à la Société civile de Nouméa
» (Nouvelle-Calédonie), et réciproquement, par son
» comptoir d'achats du Havre, il procure à ses sociétés
» les diverses denrées coloniales.

» Le rôle de l'Office est donc à la fois économique et
» éducatif, car il habitue les coopératives fédérées à
» gérer, dans leur région, les affaires communes et il
» les prépare à créer ainsi les magasins de gros ou plu-
» tôt les entrepôts régionaux, dont le développement ne
» peut que renforcer l'activité de l'Office.

» Donc, au lieu d'être un magasin coopératif de gros
» proprement dit, l'Office coopératif coordonne et
» groupe les achats des Fédérations régionales ou des
» sociétés isolées.

» Aujourd'hui les sociétés n'ont aucune cotisation à
» verser pour adhérer à l'Office coopératif, et en s'appro-
» visionnant par son intermédiaire, non seulement
» elles achètent des marchandises à bon compte, mais
» encore elles se constituent, sans aucun sacrifice, un
» certain capital.

» Voici quelques résultats de l'Office, montrant une
» progression continue de l'institution. (Les différences
» qui existent entre les bonifications et les recettes
» totales, très importantes pour 1901, 1902 et 1903 et très
» faibles pour 1904 et 1905, proviennent de ce que, en
» 1901 et 1902, les sociétés avaient versé des cotisations,

» tandis que, depuis 1904, les sociétés qui payent une
» cotisation sont plutôt rares.)

ANNÉES	SOCIÉTÉS	OPÉRATIONS	BONIFICATIONS	RECETTES TOTALES
1900	28	"	"	"
1901	64	70.000 "	18 "	1.151 "
1902	100	300.000 "	294 "	1.418 "
1903	180	457.000 "	1.459 "	2.316 "
1904	235	675.000 "	6.281 "	7.537 "
1905	256	809.097 "	6.928 "	8.247 "

« Les 256 sociétés de l'Office groupent environ 100.200
» familles, soit, en moyenne, 392 sociétaires par coopé-
» rative.

» L'Office coopératif, qui a débuté sans un sou, a pu
» rendre 1.500 francs environ au Comité central qui l'a
» créé et, tous frais généraux déduits, les sociétés
» fédérées possédaient, le 30 septembre 1905, un petit
» capital de 4.855 francs.

» L'Office coopératif n'a pas de pouvoir en soi. Il est
» ce que le font les organisations qu'il représente. De
» la cohésion et de la discipline seules de ces dernières
» dépend le développement de cet organisme fédéral et
» interfédéral ». (Daudé-Bancel, *Off. coop.*, *article de*
l'Alman. de la Coop., 1907.)

3^e LA LIGUE NATIONALE D'ÉDUCATION ET D'INSTRUCTION
COOPÉRATIVE.

Elle a été créée en 1906. Elle est essentiellement fédéraliste et décentralisatrice. Les coopérateurs doivent fonder des sections locales de 100 membres au maximum. Elle vient de fonder une Association de consommation pour le développement de la coopération en France. (*Bull. Off. trav.*, 1906, p. 1215).

La Bourse des coopératives socialistes de France

En dehors de l'Union coopérative, s'est constitué, en 1896, un groupe dissident de sociétés à tendances socialistes et qui est représenté par la « Bourse coopérative ».

La Bourse coopérative comprend actuellement 347 sociétés coopératives de consommation et de production et dont un certain nombre sont groupées en 7 Fédérations.

Le siège social de la Bourse des coopératives socialistes de France est à Paris, 21, boulevard Saint-Marcel.

Elle fait paraître un *Bulletin mensuel* et, chaque année, l'*Almanach de la Coopération socialiste*.

Des Congrès ont lieu tous les deux ans. Il s'en est tenu un à Paris en 1900, un à Sotteville en 1903, un à Nantes en 1905 ; le dernier a eu lieu à Pâques cette année, à Troyes.

Au Congrès de Paris de 1900 ⁽¹⁾, on a établi les conditions pour adhérer à la Bourse.

Les sociétés de consommation et de production, pour y adhérer, doivent accepter les principes fondamentaux du socialisme international.

Les sociétés de consommation doivent verser 0 fr. 05 par an et par sociétaire à la Bourse et, en outre, 0 fr. 10 par an et par sociétaire à la propagande socialiste.

Les sociétés de production doivent verser 12 francs par an à la Bourse et 2 % de leurs bénéfices nets à la propagande socialiste. Les sociétés adhérentes doivent joindre un exemplaire de leurs statuts et leur dernier bilan.

Au Congrès de Sotteville de 1903, on a décidé la création d'une Caisse de solidarité coopérative, entretenue au moyen de versements d'organisations et de particuliers, pour venir en aide aux coopératives momentanément gênées.

« Le Congrès, considérant que la Coopération sociale » liste a pour but l'application intégrale des principes » du parti, notamment la réalisation de la propriété » collective et la suppression du bénéfice individuel ;

» Engage les coopérateurs à créer, partout où ils le » pourront, des sociétés de production sous forme de » services fédéraux ou interfédéraux, sous la gestion » des organisations ouvrières ;

» En attendant, engage les sociétés à se fournir aux

(1) Extrait de l'*Almanach de la Coopération socialiste* de 1907, p. 20.

» sociétés de production adhérentes à la Bourse coopérative socialiste. »

Au Congrès de Nantes de 1905, on a décidé que « seront considérées coopératives ouvrières de production socialistes les sociétés légalement constituées et composées exclusivement d'ouvriers syndiqués et payés au tarif syndical. Elles devront apporter une clause spéciale à leurs statuts, spécifiant la part d'impersonnalité du capital, afin de permettre, dans un avenir rapproché, de constituer avec ces embryons la production fédérale. »

Par suite d'une entente avec une Compagnie, la Bourse coopérative socialiste assure le personnel des coopératives à raison de 0 fr. 50 pour 100 francs de salaires. Cette réduction considérable de la prime tient aux gros chiffres des salaires assurés. Il se chiffre, dès à présent, à près de 3 millions de francs.

§ 2. — STATISTIQUE DES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION A L'ÉTRANGER.

De toutes les expérimentations sociales, si l'on en excepte les *Trade-Unions* anglaises, c'est la coopération qui a donné les résultats les plus grandioses et les plus pratiques dans le monde entier, car il y a plus de 10.000 sociétés coopératives de consommation réparties dans le monde, jusque dans le Japon, les Indes, l'Australasie, les Antilles, l'Islande, et qui groupent au moins 5 millions de sociétaires, c'est-à-dire plus d'une ving-

taine de millions d'âmes, l'équivalent d'un Etat de second ordre.

Les sociétés anglaises méritent le premier rang et de beaucoup, tant par leur histoire que par leur importance. L'Allemagne vient après, mais à une grande distance. Les petits pays tels que le Danemark, la Suisse, la Belgique excellent dans la coopération.

Les sociétés de consommation d'Italie sont nombreuses et déjà très avancées dans la voie de la production.

A. *Angleterre* ⁽¹⁾.

Voici, pour 1905, la statistique des coopératives de consommation :

Nombre de Sociétés.....	1.457
— de sociétaires.....	2.153.185
— d'employés ou ouvriers....	72.702
Capitaux.....	657.666.000 fr.
Ventes.....	1.540.614.000 fr.
Profits.....	251.000.000 fr.

L'accroissement sur l'année précédente est de :

Sociétaires.....	75.000
Ventes.....	45.000.000 fr.
Profits.....	4.000.000 fr.

Le nombre des sociétés a diminué, au contraire. Il était de 1.469 en 1904 et, par conséquent, il y en a 12 de moins.

(1) *Alman. Coopér. franç.*, 1907, p. 63.

Plus des trois quarts de ces sociétés adhèrent à une même Union, qui est l'Union coopérative.

En outre, la presque totalité de ces sociétés, 1.419, soit plus des 19/20^{es}, sont fédérées en deux Magasins de gros, dits *Wholesales*.

Celui d'Angleterre marque les chiffres suivants :

Capital-actions.....	33.000.000 fr.
Fonds empruntés ou en dépôt.....	55.000.000 »
Ventes	524.000.000 »
Profits.....	7.680.000 »
Nombre des employés et ouvriers....	15.000

Le chiffre des ventes a augmenté sur celui de l'année précédente de près de 25 millions de francs.

Le chiffre des profits n'est que de : moins de 2 %, relativement au chiffre d'affaires. Cela est voulu ainsi.

A côté du magasin, la banque annexée à la *Wholesale* a fait pour 2 milliards 1/2 de francs d'affaires, moitié recettes, moitié paiements.

Le magasin de gros d'Ecosse a fait pour 175 millions de francs de vente, mais avec un chiffre de profits supérieur, relativement, à celui d'Angleterre, 6.750.000 francs, un peu moins de 4 %.

B. *Allemagne.*

En 1905, le nombre total des sociétés coopératives de consommation a été de 1.922, comprenant 977.715 membres.

L'Union centrale, dont le secrétariat est à Hambourg

et qui groupe les forces vives de la coopération de consommation en Allemagne, a donné les chiffres suivants :

Sociétés adhérentes.....	827
Sociétés qui ont fait connaître leur situation.	787
Nombre de membres.....	715.929
Nombre d'employés.....	8.721
Chiffre des ventes.....	235 millions de francs
Capital social.....	26 — —
Bonis.....	23 — —

En tenant compte des sociétés qui n'adhèrent pas à l'Union centrale ou qui n'ont pas envoyé leur rapport, le nombre total des membres appartenant à des coopératives de consommation, en Allemagne, doit donc se rapprocher de 1 million, et le chiffre de leurs ventes de 300 millions de francs.

C. Belgique.

Les trois grands partis politiques entre lesquels la Belgique est divisée, le catholique, le socialiste et le libéral, divisent aussi le mouvement coopératif et dressent souvent, dans la même ville, deux ou trois sociétés rivales.

Les deux plus grandes coopératives belges sont la *Maison du Peuple* de Bruxelles et le *Vooruit* de Gand (fondations du parti ouvrier), la *Maison ouvrière* de Bruxelles (fondation concurrente du parti catholique).

Le *Vooruit* de Gand, la grande coopérative socialiste

belge, fut fondé, il y a 26 ans, par Anseele, à l'aide d'un modeste capital de 2.000 francs, avancé par quelques associations mutualistes à tendances avancées. On ne faisait que la boulangerie.

Les bénéfices de la boulangerie permirent d'aborder successivement d'autres genres d'affaires : vêtement en 1884, pharmacie en 1885, chaussure en 1886, charbon et épicerie en 1889. Sur la coopérative de consommation est venue se greffer la coopérative de production; des filiales coopératives se sont constituées tour à tour pour la fabrication des vêtements, les chaussures, l'imprimerie, les transports, le tissage, etc.

Le bilan de 1905 met en relief les merveilleux résultats obtenus par le *Vooruit*, qui groupe aujourd'hui 30.000 adhérents (sur les 160.000 habitants de Gand). Ce bilan s'équilibre sur le pied de 3.200.000 francs. Les espèces en banque s'élèvent à 343.000 francs; l'immeuble, les machines et les meubles sont évalués à deux millions, en chiffres ronds.

La majeure partie des bénéfices annuels est affectée à la propagande socialiste (presse, action politique, etc.), à tout un ensemble d'œuvres sociales ou éducatrices (caisse mutuelle de prévoyance et de maladie, caisse de pensions, caisse de secours aux femmes en couche, sociétés de gymnastique, littéraires ou musicales, etc.) (*Quest. prat.*, 1906, p. 289.)

D. — Suisse.

D'année en année, le mouvement coopératif prend en

Suisse une plus grande extension. La coopération de consommation, notamment, a gagné tous les cantons et demi-cantons qui, tous, sont représentés maintenant dans « l'Union suisse des sociétés de consommation » créée en 1890.

Depuis les 16 ans que cette Union existe, elle est devenue une organisation nationale embrassant tout le territoire de la Confédération, avec ses 229 sociétés adhérentes (sept. 1906).

L'Union comptait, au 31 décembre 1905, 204 sociétés adhérentes avec 141.024 membres. Ces 204 sociétés ont enregistré un chiffre d'achats de 54.417.302 francs. Le montant des ristournes distribuées aux sociétaires s'est élevé à 4.036.957 francs. (On peut juger de la progression de l'Union par les chiffres de 1904 : 175 sociétés, 126.698 membres, 48.513.942 francs d'achats et 3.214.945 francs de ristournes.)

L'Union suisse des sociétés de consommation dirige le mouvement coopératif et travaille à son développement par une active propagande. Pendant l'année 1905, 39 conférences, dont plusieurs avec projections lumineuses, ont été faites par le personnel de l'Union. Le secrétariat possède un appareil à projection et une riche collection de vues illustrant la coopération dans tous les domaines. Ces conférences sont gratuites.

Outre les cinq journaux coopératifs publiés par l'Union, en français et en allemand, il a été vendu 9.850 brochures de propagande et 1.000 almanachs de la coopération. Des bibliothèques ont été fondées par plusieurs sociétés adhérentes.

En 1892, l'Union a institué un bureau central d'achats à Bâle, dont les ventes aux Sociétés ont atteint rapidement un chiffre important : 6.179.838 francs en 1903 ; 7.673.238 francs en 1904 ; 9.143.129 francs en 1905. Pendant les 9 premiers mois de 1906, le Bureau central a fourni aux sociétés des marchandises pour une valeur de 7.381.870 francs contre 6.340.613 francs pendant la même période de l'année 1905 : augmentation de 1.041.257 francs, soit 16,42 %.

L'Union a créé, vers la fin de 1905, l'exposition permanente d'échantillons et le laboratoire chimique. De plus, l'assemblée générale des délégués à Berne, de 1906, a décidé la construction d'un vaste entrepôt à Pratteln, près Bâle, et un crédit de 450.000 francs a été voté à cet effet. On pense l'utiliser dès le mois de mai 1907.

L'Union entend rester neutre vis-à-vis des organisations professionnelles et politiques.

§ 3. — VÉRITABLE RÔLE DES COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION.

La société de consommation est bien plus facile à constituer qu'une association ouvrière de production. Toute association de consommation bien administrée doit prospérer. Elle joue un rôle capital pour favoriser le bien-être de la classe ouvrière en lui assurant, à des conditions exceptionnelles, tout ce qui est nécessaire aux besoins de son existence.

Elle a aussi un rôle important à jouer à l'égard des sociétés ouvrières de production. Si nous considérons les coopératives de production et de consommation françaises, nous remarquons qu'elles ne fusionnent pas entre elles. Les sociétés de consommation ont, en général, une spécialité, au lieu de constituer la réunion d'articles variés, comme les grands magasins. Elles sont, par suite, indifférentes au sort des coopératives de production et cette indépendance réciproque a pour toutes deux de fâcheux résultats.

La production étant un moyen et la consommation le but, il faut qu'un lien étroit réunisse ces deux fonctions. L'idéal, c'est qu'une société de consommation crée elle-même une association de production, jouant ainsi le rôle de soutien et de régulateur. C'est ce qui se passe en Angleterre notamment. De cette conception naît la prospérité commune. En France, cette étroite alliance des deux types de coopératives est exceptionnelle.

Il faudrait donc que les sociétés de consommation eussent la volonté de consacrer la moindre part possible de bonis à la répartition individuelle, pour en consacrer la plus grosse part possible à la production, soit en créant directement des fabriques et en faisant participer les ouvriers aux bénéfices, soit en commanditant les associations ouvrières de production, qui resteraient autonomes, mais qui recevraient des sociétés de consommation à la fois les capitaux nécessaires à leur création, des commandes et une certaine direction.

Il est inutile d'insister sur les avantages immenses

qui résulteraient de cette féconde association. Les ressources si difficiles à constituer actuellement pour alimenter l'ensemble des institutions de prévoyance sociale, seraient plus facilement tirées de la coopération. Ainsi, les sociétés de consommation, en réalisant ce programme, n'auront pas seulement un but mercantile, mais encore et surtout un but social et éducatif.

« Voyez à ce sujet, dit M. Varlez ⁽¹⁾, l'organisation du » *Vooruit*, par exemple, et dites-vous que, sur ce » modèle, se sont constituées une vingtaine de Fédérations coopératives fonctionnant dans les diverses parties du pays.

» A côté de la distribution du dividende, qu'on peut » considérer comme la fin propre de la coopération, » voyez que d'institutions diverses qui doivent paraître » superfétations pures aux partisans de la coopération, » qui tend seulement à la multiplication et à la division » des bénéfices.

» Dans ses vastes immeubles répandus dans la ville » entière, il donne asile à toutes les œuvres ouvrières » qui se groupent autour de lui : mutualités, syndicats, » cercles d'agrément, groupements d'instruction ou » d'éducation, associations politiques ou sociales, tous » et toutes ont un asile dans l'un ou l'autre des vingt » locaux du *Vooruit*. A tous il fournit des salles de » fêtes, des salles de gymnastique, des bibliothèques, » des ateliers.

(1) Voy. Varlez : *Rapport général pour la Belgique, Economie Sociale*, p. 90.

» La coopérative de consommation produit elle-même
» une bonne partie de ce qu'elle vend : elle emploie à
» cette production deux cents ouvriers environ, en les-
» quels elle veut avoir des propagandistes toujours
» prêts.

» Enfin et surtout, le *Vooruit*, avec ses gros
» bénéfices dont une partie seulement est distribuée
» aux membres, constitue le gros capitaliste du parti,
» le distributeur de bien des subsides sans lesquels les
» institutions militantes auraient beaucoup de peine à
» vivre ; il est le protecteur le plus puissant de la presse
» socialiste, des cercles dramatiques, sportifs et politi-
» ques. Avec sa vaste organisation et ses richesses
» liquides, il est le banquier des mutualités, syndicats
» et assurances diverses.

» Chacune de ces associations se prête un mutuel
» secours. Chaque séance de la mutualité ou du syndi-
» cat est une séance de propagande en faveur de la
» coopérative, de la mère *Vooruit*, qui le leur rend en
» poussant ses membres à faire partie des organisations
» mutualistes et syndicales, en soutenant l'effort poli-
» tique de la Fédération ».

SECTION III. — Les sociétés coopératives de construction

La coopération de construction qui était restée, en France, si en arrière des autres pays et qui, malgré tous les encouragements conférés par les lois et le Gouvernement, avait tant de peine à se mettre en train,

semble se développer un peu ces dernières années. Il est probable qu'elle prendra un grand essor du jour où elle sera comprise, car la question du logement est intimement liée au bien-être de la classe ouvrière.

D'après le rapport de M. Cheysson, au nom du Conseil supérieur des habitations à bon marché ⁽¹⁾, présenté le 1^{er} mai 1906 au Président de la République française, on comptait, en 1905, 147 sociétés d'habitations à bon marché ayant demandé l'approbation. Actuellement, ce nombre est passé à 174, dont : 98 sociétés coopératives, 69 sociétés anonymes et 7 sociétés civiles.

Les sociétés coopératives représentent donc plus de la moitié du total (56 %). Le nombre de ces coopératives a quintuplé depuis une dizaine d'années. Malheureusement ce sont de petites sociétés ; les 43 coopératives de construction qui ont envoyé leur rapport pour 1904 ne possédaient encore que pour 14 millions de francs d'immeubles.

Il faut bien dire aussi que cette forme de coopération est d'un abord difficile pour les ouvriers. Elle exige un gros capital, et de suite, pour les frais de construction. C'est pour cette raison que les coopératives s'en tiennent plutôt à la construction de maisonnettes isolées qu'à celle d'immeubles importants, édifiés surtout par les sociétés anonymes. Ce qu'il y a de fâcheux pour la situation des coopératives de construction, comme pour les autres sociétés de construction, c'est l'exagération de leurs emprunts par rapport au capital social.

(1) V. *Journal Officiel*, Annexe, 4 mai 1906, p. 179.

En rapprochant les divers bilans de l'exercice 1904, le Comité permanent du Conseil supérieur des habitations à bon marché a dressé deux tableaux détaillés qui se rapportent, l'un aux sociétés anonymes, l'autre aux sociétés coopératives :

DÉSIGNATION DES CHAPITRES	SOCIÉTÉS ANONYMES	SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES	TOTAUX
Capital social.....	5.988.900 »	3.617.832 »	9.606.732 »
Emprunts.....	6.432.081 20	2.941.329 74	9.373.410 94
Terrains et constructions.....	9.694.670 95	4.321.213 28	14.015.884 23
Amortissements versés par les emprunteurs.....	554.116 61	834.078 35	1.388.194 96
Réserve légale.....	70.406 29	9.827 43	80.233 72
Réserves diverses...	553.913 72	33.007 05	586.920 77
Frais à amortir.....	65.173 »	57.108 78	122.281 78
Dividendes.....	2 à 4 p. 100	1 à 4 p. 100	

En résumé, les sociétés d'habitation à bon marché, constituées sous le régime de la loi du 30 novembre 1894, accusent, pour les quatre-vingts d'entre elles qui ont fourni leur bilan, une dépense d'environ 14 millions, qui a permis de loger 4 à 5.000 familles, soit un effectif de 15 à 18.000 personnes, dans des conditions exceptionnelles d'hygiène et d'économie.

Les ouvriers doivent grouper tous leurs efforts pour

arriver à améliorer leur bien-être matériel et, en particulier, leurs habitations. Il faut lire dans le livre de M. Lucien Ferrand : *l'Habitation à bon marché*, les pages sur les loyers ouvriers, l'insalubrité du logement. L'auteur a le courage de dépeindre les horreurs de ces bouges où s'étiole tout un monde de travailleurs et l'on comprend, après avoir lu, cette pensée de Du Mesnil : « Ce n'est pas de la vertu, c'est de l'héroïsme qu'il faut » à l'homme forcé de loger dans un bouge pour ne pas » y contracter la haine de la société. »

L'ouvrier peut devenir propriétaire de trois manières ⁽¹⁾ :

- 1° Par location avec promesse de vente;
- 2° Par le prêt hypothécaire individuel;
- 3° Par la société coopérative de construction.

La location avec promesse de vente consiste en un double contrat entre le constructeur et le locataire : le premier est un simple bail ; le second porte engagement par le constructeur de vendre la maison au locataire, au bout d'un nombre d'années déterminé et sous condition du paiement d'une certaine somme, payable le plus souvent en un certain nombre d'annuités.

L'accession à la propriété par le moyen du prêt hypothécaire individuel consiste essentiellement dans le prêt d'une somme déterminée représentant seulement une partie de l'immeuble à construire. C'est une opération de crédit populaire.

(1) V. Lucien Ferrand : *L'habitation à bon marché*, 1906, p. 248 et s.

L'ouvrier peut enfin adhérer à une société coopérative de construction d'habitations à bon marché. Cette méthode a pour lui une grande valeur éducative. Elle permet non seulement à l'ouvrier de faire son apprentissage de propriétaire, mais encore l'oblige à prendre part à l'administration d'une société et de s'initier ainsi à toutes les obligations d'une gestion financière sérieuse et aux responsabilités qu'elle comporte.

La coopération de construction a fait de grands progrès dans le monde entier. Elle apporte à l'ouvrier tous les avantages des deux autres méthodes. Elle n'exige pas de l'ouvrier l'apport d'une mise de fonds considérable, et, pour les tiers, la garantie du remboursement des sommes avancées est plus sérieuse, puisque à la responsabilité individuelle est substituée la responsabilité collective de tous les adhérents. Elle a bien un inconvénient, celui de confier l'administration de capitaux un peu importants à des Conseils d'administration composés d'hommes un peu inexpérimentés. Cet inconvénient a cependant été très atténué par l'influence considérable exercée par la Société de crédit des habitations à bon marché sur l'administration des sociétés coopératives qui s'adressent à elle ⁽¹⁾.

Les ouvriers peuvent également fonder des coopératives de construction avec l'appui discret de grandes sociétés industrielles. Au Creusot, par exemple, la société, au lieu de construire elle-même les maisons,

(1) Ferrand, *op. cit.*, p. 264.

avance à l'ouvrier la somme nécessaire pour la faire bâtir à son gré, ou mieux encore, a introduit entre elle et ses ouvriers l'intermédiaire d'une société qui prit la responsabilité de la construction et de la gestion. Ces « sociétés-tampons », commanditées ainsi par les grandes sociétés ou compagnies industrielles, reçoivent d'elles les capitaux nécessaires à un taux d'intérêt qui ne dépasse pas le plus souvent 3 % et traitent directement avec les ouvriers, construisent et touchent les loyers.

Au Creusot, MM. Schneider et C^e ont fait construire 1.200 maisons composées d'un rez-de-chaussée et d'un jardin de 600 mètres carrés, qui sont louées de 60 à 96 fr. par an. Depuis, cette société ayant installé des usines à Champagne (Seine-et-Oise), a créé auprès tout un village. La construction des maisons a été faite par l'intermédiaire d'une Compagnie immobilière fondée au capital de 700.000 francs, dont la moitié a été prise par la Société Schneider.

La Compagnie d'Orléans a facilité la constitution et la marche de la Société coopérative le *Cottage d'Athis* ; la Compagnie P.-L.-M., celle de la Société anonyme « le *Cottage d'Oullins* ».

Les sociétés de consommation peuvent également jouer un rôle très utile pour la construction d'habitations à bon marché. Nous citerons comme exemple *La Famille*, société coopérative de consommation de Saint-Denis. Elle décida, en 1890, de construire une maison et y consacra le 70 % des bénéfices antérieure-

ment rîstournés aux sociétaires. Ceux-ci ont reçu en remplacement des obligations de 500 francs, rapportant 5 % d'intérêt annuel. Une première émission de 50.000 francs a été faite en 1891 et couverte jusqu'à concurrence de 15.000 francs par les sociétaires eux-mêmes. Une maison a été construite sur un terrain de 900 mètres, payé 35 francs le mètre. Haute de 5 étages, elle comprend 2 logements de 3 pièces, cuisine, water-closets par étage. Ces logements sont loués de 330 à 350 francs. Le rez-de-chaussée est occupé par le magasin coopératif.

Les sociétés de consommation anglaises s'occupent beaucoup de constructions. Leur but étant de fournir à leurs membres tout ce dont ils ont besoin, elles ne dévient pas du tout de ce but en leur fournissant le logement.

Elles y trouvent d'ailleurs un placement très avantageux et de tout repos pour les capitaux surabondants qu'elles ne peuvent utiliser dans leur commerce. Elles louent ces maisons à leurs membres à prix réduit ou en leur restituant le trop-perçu à la fin de l'année. C'est une mesure excellente et qui permet aux ouvriers de se déplacer à leur aise pour les besoins du métier, sans avoir le souci de laisser une maison qu'ils auraient achetée. De plus, l'hygiène peut être mieux appliquée par les sociétés qu'individuellement par chaque propriétaire de maisonnette.

En 1904, le nombre des maisons bâties par les sociétés de consommation anglaises s'élevait à 37.267, ayant coûté 205 millions de francs.

Les sociétés coopératives de construction françaises sont loin d'atteindre le développement de celles de certains pays, par exemple, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Les *Building Societies* anglaises sont des sociétés de construction spécialement créées par les ouvriers eux-mêmes. La société est à double face : caisse d'épargne pour les uns, société de construction pour les autres, car la majorité des associés ne figurent qu'en qualité de prêteurs. De plus, elle ne construit pas elle-même, mais avance à ceux de ses membres qui veulent devenir propriétaires les capitaux nécessaires.

Aux Etats-Unis se trouvent les sociétés de prêt pour construction : les *Building and Loan Societies*. Elles tirent leur origine des *Building Societies* d'Angleterre. La première fut créée à Philadelphie, en 1831. « L'ex-
» pression anglaise de *Building Societies* a le défaut de
» ne pas mettre suffisamment en relief, dit M. Perez
» Canto ⁽¹⁾, l'objet essentiel de ces sociétés, objet qui
» n'est point la construction, mais l'épargne en com-
» mun et le prêt aux sociétés des sommes épargnées en
» vue de leur faciliter l'acquisition d'une propriété, la
» construction ou l'entreprise d'un négoce quelconque.

» Le capital de ces sociétés se compose : 1° de la mise
» en commun des épargnes des membres, que la caisse
» sociale perçoit sous forme de versements périodiques

(1) V. Perez Canto : *Les Sociétés d'épargne et de prêt*. (Trad. de l'espagnol par Pic). *Quest. prat.*, 1905, p. 134.

» imputés sur le montant des actions que doit souscrire
» chaque adhérent; 2° des intérêts et primes que la
» société encaisse pour les prêts qu'elle consent;
» 3° des droits de transfert sur les actions. D'où il suit
» que le capital varie constamment et va s'augmentant
» de mois en mois et d'année en année.

» Les actions sont généralement d'une valeur de
» 200 dollars et se paient par acomptes mensuels. Elles
» sont émises par séries trimestrielles, semestrielles ou
» annuelles; avant de procéder à l'émission d'une
» nouvelle série, on procède à la répartition des som-
» mes accumulées par la série précédente. Lorsqu'une
» action, en tenant compte des versements effectués et
» des intérêts capitalisés, a atteint la valeur de 200 dol-
» lars, on dit qu'elle est amortie et son possesseur peut
» en demander le remboursement. Une action, suivant
» le moment où on se place, a donc deux valeurs : une
» valeur réelle et une valeur de retrait, somme que
» pourrait exiger de la société le membre qui voudrait
» se retirer avant l'amortissement de son titre.

» La souscription d'une action, suivie du paiement
» régulier des annuités stipulées, assure au souscrip-
» teur, outre les avantages d'une Caisse d'épargne ordi-
» naire, celui de voir son épargne accrue par le moyen
» de l'accumulation des bénéfices.

» Dans les sociétés qui émettent des actions libérées,
» chaque actionnaire a le droit de retenir semestrielle-
» ment les intérêts afférents à chaque titre.

» Le second objet de ces sociétés réside dans les prêts
» d'argent consentis par elles à leurs membres.

» L'associé qui a besoin d'une avance en fait la
» demande en séance publique. S'il y a plusieurs solli-
» citeurs pour le montant des sommes disponibles,
» celles-ci sont adjugées par préférence à celui qui offre
» à la société prêteuse les conditions les plus avanta-
» geuses. Les prêts sont consentis, soit en échange
» d'une garantie hypothécaire, soit contre le dépôt, à
» titre de couverture, d'un nombre d'actions apparte-
» nant à l'emprunteur suffisant pour gager le montant
» de l'emprunt. Désormais, c'est au trésorier de la
» Société qu'incombe la charge d'acquitter les men-
» sualités dues sur les titres : l'associé emprunteur n'a
» qu'à payer les intérêts annuels de son emprunt.

» Lorsque le montant des mensualités versées sur
» les titres remis en gage, grossi des bénéfices attri-
» bués à ceux-ci d'après chaque balance trimestrielle,
» s'élève à 200 dollars par action, l'emprunteur trans-
» fère alors son titre à la société qui, en retour, lui
» donne quittance de sa dette.

» Comme on le voit, le système sur lequel repose le
» fonctionnement de ces sociétés est si ingénieux, sûr
» et équitable que l'on peut affirmer, sans exagération
» aucune, qu'il n'existe nulle part ailleurs de coopéra-
» tives d'épargne et de crédit présentant plus d'avanta-
» ges pour les personnes de condition modeste.

» Ce n'est pas, — fait observer M. Seymour Dexter, —
» une organisation théoriquement conçue et spéciale-
» ment agencée en vue de l'unique satisfaction de ceux
» qui s'associent pour se procurer un crédit mutuel ; ce

» n'est pas non plus une organisation exclusivement
» destinée à faciliter la construction et le paiement des
» habitations à bon marché; son but est de donner à
» l'associé la certitude d'obtenir dans de bonnes condi-
» tions, pour l'objet qui lui sera le plus utile, les
» avances pécuniaires dont il aura besoin à un moment
» donné. La spéculation s'unit ici étroitement à l'épar-
» gne pour la stimuler et la faire fructifier. Il est
» certain d'ailleurs que l'objectif principal des fonda-
» teurs de la société est de faciliter à leurs membres
» l'acquisition d'une maison, et, consécutivement, de
» tous les biens inhérents à la possession d'une pro-
» priété personnelle. »

En somme, les sociétés d'épargne et de prêt, telles qu'elles fonctionnent aux Etats-Unis, sont une institution essentiellement démocratique. Leur généralisation contribue, mieux que toute œuvre de prévoyance, au bien-être des classes travailleuses.

Le développement de ces sociétés est vraiment remarquable aux Etats-Unis. D'après le « *Bulletin of the Bureau of Labor* » de Washington, il existait, à la fin de 1903, 5.350 sociétés de ce genre, possédant un capital accumulé de 599.550.855 dollars, soit environ trois milliards de francs ! Et, fait digne de remarque, 35 sociétés seulement étaient en perte insignifiante (23.000 dollars), en regard des gains réalisés par l'ensemble.

Depuis 1892, ces sociétés de construction, d'épargne et de prêt ont constitué entre elles une vaste fédéra-

tion dite « *United States Leagues of Local Building and Loan Associations* », qui tient des congrès annuels dans diverses villes de l'Union et dont l'action a fortement contribué au développement de cette forme d'association, si étroitement liée au progrès des classes populaires. (*Quest. prat.*, 1905, p. 342.)

« En Angleterre, les villes ont été singulièrement » encouragées à collaborer à l'œuvre d'hygiène sociale » par une législation très libérale : le *Housing of the* » *Working Classes Act* de 1890, amendé par la loi du » 14 août 1903. Cette loi concède aux villes, sans res- » triction aucune, le droit de construire elles-mêmes les » habitations ouvrières et d'en tirer le meilleur parti, » soit sous forme de revente au détail, soit sous forme » de location ; des facilités particulières sont accordées » aux villes qui veulent construire en régie ; une caisse » de prêts leur est ouverte et, de plus, il leur est loisi- » ble, pour couvrir le déficit résultant de la construc- » tion de maisons confortables à la place des taudis » démolis, de percevoir une taxe spéciale, impôt de » solidarité au premier chef, sur les occupants de tous » les immeubles bâtis, au prorata de leur revenu im- » posable à la taxe des pauvres. Les propriétaires de » maisons luxueuses contribuent ainsi à l'améliora- » tion progressive de l'habitation du pauvre. » ⁽¹⁾

Les lois anglaises obligent, très sagement, les villes

(1) V. Pic : *Rapport sur l'habitation à bon marché et la législation française*, congrès d'hygiène sociale, Lyon 1907, p. 3 et suiv.

qui entreprennent des travaux de constructions, à prendre des mesures pour assurer le logement d'une population équivalente à celle qui occupait les immeubles démolis. Les municipalités ont fait alors l'acquisition de terrains importants, à la périphérie, et construit dans la banlieue de véritables cités ouvrières.

Londres, Liverpool, Glasgow ont fait des dépenses formidables tendant à la transformation des quartiers populaires. Les travaux d'édilité londoniens se chiffrent par des centaines de millions, et l'on arriverait au chiffre de 5 milliards si l'on ajoutait à ces chiffres le montant des sacrifices imposés, depuis trente ans, par la loi aux propriétaires londoniens pour la transformation hygiénique de leurs immeubles.

L'exemple des municipalités progressistes, loin de paralyser les initiatives individuelles, paraît plutôt les avoir stimulées : « Sur tous les points du Royaume-Uni, » en effet, se sont développées les *Building Societies* » (sociétés coopératives de construction) ; on en compte » actuellement plus de 2.000 ; leur avoir dépasse un » milliard de francs en terrains, constructions, prêts » hypothécaires et réserves.

» En beaucoup de villes, les coopératives ont été, à » leurs débuts, encouragées par des patrons philanthro- » pes, et certaines cités ouvrières justement célèbres » (Port-Sunlight, près Liverpool, Bourneville, près Bir- » mingham, Garden-City, près de Londres) doivent » leur création à l'effort combiné de certains chefs d'en- » treprises, de capitalistes dévoués aux œuvres socia- » les et de coopératives ouvrières. »

Allemagne. — En Allemagne, comme en Angleterre, les Etats et les villes rivalisent de zèle pour la transformation des quartiers ouvriers. L'Empire allemand avait, en 1904, consacré 18 millions de marks à la construction de logements à bon marché pour les ouvriers d'Etat et les fonctionnaires les moins rétribués (ouvriers des ports, employés des postes, etc.). L'Etat prussien avait affecté au même objet 44 millions de marks. Cet exemple avait été suivi par la plupart des Etats de l'Empire. Les caisses d'assurance, qui fonctionnent sous le contrôle d'un office impérial, avaient, de leur côté, avancé plus de 10 millions de marks aux sociétés de construction, réparties au nombre de près de 400 sur tout le territoire.

D'autre part, les villes allemandes ont eu recours, pour encourager les constructeurs de maisons ouvrières, aux moyens les plus variés : dégrèvements de taxes, subventions ou prêts aux sociétés coopératives de construction, concessions de terrains, gratuitement ou à bas prix, soit en pleine propriété, soit à titre de bail emphytéotique, aux sociétés constituées sur un certain type, exclusif de toute pensée de spéculation ; cautionnement par les villes des emprunts émis par les sociétés ou garanties d'intérêt pour un certain nombre d'années, constitution de caisses de prêt spécial fonctionnant sous le contrôle direct des villes, souscription d'actions ou obligations des sociétés de construction ; construction directe, enfin, de maisons ouvrières par les municipalités, généralement associées pour cette

entreprise aux bureaux de bienfaisance ou aux Caisses d'épargne. (Pic, rapp. cit., p. 7 et s.)

Belgique. — Non moins remarquables sont les résultats obtenus, sous l'impulsion directe de l'Etat belge, par la Caisse générale d'épargne et de prêts. Au 31 décembre 1904, la Caisse avait avancé 69.777.020 francs à 124 sociétés de crédit et 2.391.000 francs à 37 sociétés immobilières. Sur les 72 millions ainsi prêtés, 28 millions l'avaient été à 2 1/2 %, le reste à 3 ou 3 1/2. Les pertes, par suite d'insolvabilité des emprunteurs, sont insignifiantes.

Aussi, dans la seule année 1905, la même Caisse a-t-elle accru de 26 millions le montant de ses avances qui, au 31 décembre 1905, s'élevaient au chiffre considérable de 87.360.280 francs !

Les villes qui jouissent d'une liberté presque égale à celle des villes anglaises ou allemandes ont, elles aussi, avec le concours pécuniaire des conseils provinciaux, coopéré activement à l'œuvre des habitations ouvrières : la ville de Gand, en souscrivant la majeure partie des actions d'une coopérative de construction (200.000 directement et 100.000 par l'entremise du bureau de bienfaisance, sur 500.000) ; Gand, Saint-Gilles, Bruxelles, en édifiant elles-mêmes en régie des maisons ouvrières. Les bureaux de bienfaisance d'Anvers, de Mons, de Verviers, d'Ixelles, etc., sont entrés aussi dans la voie de la construction directe. Les hospices de Bruxelles, de leur côté, ont souscrit pour 40.000 francs d'actions d'une société de construction.

Italie. — Le rapide développement, en Italie, depuis trois ans, des initiatives municipales en matière de logements ouvriers date de la loi du 29 mars 1903, qui a considérablement accru l'autonomie communale et déterminé les formalités, à la fois simples et pratiques, auxquelles sont assujetties les régies municipales.

Milan a voté, en 1906, une somme de 4 millions destinée à la construction en régie de logements ouvriers à la périphérie de la ville. 568.000 mètres carrés ont été achetés pour 1.509.000 francs; sur ces 568.000 mètres, 438.000 seulement seront bâtis; il restera donc 130.000 mètres carrés pour les rues, places et squares.

Rome a créé, entre elle et les bénéficiaires de ses libéralités, un organisme intermédiaire, l'*Institut pour les maisons populaires*, qui pourra, à son gré, bâtir lui-même ou subventionner les coopératives. Cet Institut a reçu, comme premier fonds de dotation, 700.000 francs en espèces et 20.000 mètres carrés de terrain; il recevra de plus, comme subvention annuelle, un tiers du produit de la taxe sur les terrains non bâtis.

Venise a consenti jusqu'à ce jour aux sociétés de construction des avances en argent ou des concessions de terrain représentant une valeur d'un million et demi.

Dans ces dernières années, la ville de Venise est aussi entrée dans la voie des constructions directes en s'associant pour cette œuvre à la Caisse d'épargne : la ville y a affecté jusqu'ici un million et la Caisse s'est, de son côté, engagée à fournir 80 % de ses bénéfices annuels, soit, en moyenne, 50.000 francs par an. Trente

groupes de maisons, abritant environ 1.700 personnes, sont construits à ce jour; les groupes en construction pourront, dans quelques mois, recevoir 2.000 nouveaux locataires. Les immeubles ainsi construits font partie du patrimoine communal, mais sont administrés par une Commission spéciale et autonome, présidée par deux syndics et composée de six autres membres, dont trois désignés par le Conseil municipal et trois par la Caisse d'épargne.

La ville de Florence, enfin, a décidé : 1° La concession à des coopératives d'un terrain communal de 14.000 mètres carrés; 2° la constitution d'une société spéciale analogue à l'Institut romain susvisé, dont le capital sera formé de deux éléments : 1/3 abandonné gratuitement par la ville, 2/3 prêtés par elle et produisant intérêt à 3 % au maximum.

Autres Etats. — D'autres créations intéressantes ont été faites par des villes suisses, notamment Genève, Zurich, Bâle. Au Danemark, la loi de 1898 autorise, dans les limites d'un maximum de 2.800.000 francs, l'Etat à consentir des avances aux communes ou aux sociétés de construction. La loi norvégienne de 1903 porte création, sous le contrôle de l'Etat, d'une banque spéciale de prêts pour habitations ouvrières ⁽¹⁾.

La France est manifestement en retard vis-à-vis des pays précédents sur le terrain précis du développement des habitations ouvrières. Cependant un mouve-

(1) Pic, rapport cité, p. 9 et 10.

ment sérieux se dessine en leur faveur depuis 1905. Les sociétés de construction tendent de plus en plus à prendre la forme coopérative. Plus de la moitié des sociétés actuellement existantes (174) ont adopté cette forme.

Les sommes consacrées en 1905 aux habitations à bon marché, par 40 caisses d'épargne sur 549, se sont élevées à 4.191.732 francs, soit une augmentation de 21 % par rapport à l'année précédente. Leur fortune personnelle étant de 160.914.807 francs, elles auraient pu affecter un capital de 32 millions. (*Quest. prat.*, 1906, p. 342.)

L'action des bureaux de bienfaisance a été plus timide encore. L'abstention des hôpitaux et des hospices est aussi à peu près générale.

La loi du 12 avril 1906 est venue leur donner de nouvelles facilités pour l'emploi de leurs fonds à des constructions à bon marché. Elle invite également les communes et les départements à y coopérer. Il est regrettable que le principe de la régie directe n'ait pas été affirmé par la loi; nous avons vu pourtant qu'il a réussi aux villes anglaises.

Il serait préférable d'écarter la tutelle administrative trop étroite, qui a longtemps paralysé les initiatives communales et de rompre avec « l'esprit de routine et » de défiance instinctive à l'égard des innovations » quelque peu hardies qui, trop souvent, prévaut dans » les assemblées communales ou les conseils d'administration des établissements publics ». (Pic., rapp. » cité, p. 10.)

SECTION IV. — Sociétés coopératives de crédit mutuel

Nous avons vu, par l'examen des divers modes de coopération, production, consommation, construction, qu'un des plus grands obstacles à l'essor de ces entreprises ouvrières, surtout la première et la troisième, est la difficulté de se créer des ressources. L'idée coopérative pure — association entre travailleurs — en est un peu altérée. Pour les coopératives de construction notamment, elles sont obligées de demander les avances nécessaires à d'autres qu'à leurs candidats-propriétaires et ces prêteurs restent de simples créanciers, sans devenir des actionnaires-sociétaires, comme dans les coopératives anglaises et américaines.

Les sociétés coopératives de production peuvent aussi avoir besoin d'argent pour transformations d'outillage ou d'installations onéreuses. Tous ces besoins ont suggéré aux intéressés l'idée de se procurer ces ressources, ce crédit, sous la forme de sociétés coopératives de crédit mutuel et populaire.

L'Allemagne est la terre natale de ces institutions, sous leur double forme de coopératives de crédit industriel (banques Schulze, Delitzsch) et de coopératives de crédit rural (caisses Raiffeisen).

Le développement des Banques populaires en Allemagne est considérable. A la fin de l'année 1905, il existait 966 Banques mutuelles du type Schultze-Delitzsch, comptant 523.419 membres et faisant un mou-

vement d'affaires qui, pour 1904, a été de 9.218.964 marks. Le nombre des banques coopératives, tant agricoles qu'urbaines, est du reste beaucoup plus considérable, puisqu'il comprend, pour toute l'Allemagne, 25.398 sociétés avec 1.616.193 membres et un mouvement d'affaires qui, pour 1904, a atteint 13.336.743.324 marks ⁽¹⁾.

Les sociétés coopératives de crédit type Schultze-Delitzsch sont caractérisées par les traits suivants :

1° Solidarité illimitée de tous les membres, règle qui, donnant aux prêteurs toute garantie, accroît indéfiniment le crédit de ces sociétés ;

2° Emission d'actions de valeur élevée (1.000 à 1.250 francs), qui ne sont libérées que petit à petit, contraignant ainsi le sociétaire à pratiquer l'épargne, comme dans les *Building and Loan Societies* ;

3° Taux d'intérêt assez élevé, perçu sur les sociétaires emprunteurs, afin de pouvoir servir aux sociétaires épargneurs un taux d'intérêt plus élevé aussi ;

4° Répartition des bénéfices aux actionnaires, sous forme de dividendes, au prorata de leurs actions, mais non point du tout aux emprunteurs sous forme de ristourne, au prorata du montant de leurs emprunts, ce qui pourtant serait le seul mode conforme à la véritable règle coopérative. (Gide, *Economie sociale*, p. 423).

« Tout associé a le droit d'emprunter à la Caisse une

(1) V. Henri Pensa : *Du crédit populaire dans l'Europe continentale*. Quest. prat., 1906, p. 283 et 301.

» somme égale à son apport social, augmenté des verse-
» ments facultatifs qu'il a pu faire; le prêt est générale-
» ment consenti pour trois mois, au taux de 4 %, com-
» mission non comprise ⁽¹⁾.

» Les banques Raiffeisen sont aussi des caisses de
» crédit mutuel; leur capital, ne se composant pas d'ac-
» tions, mais simplement du produit des contributions
» périodiques des membres, est des plus faibles. La
» solidarité et la moralité des adhérents (qui ne sont
» admis dans une société Raiffeisen qu'après enquête
» sérieuse) constituent les seules garanties de la ban-
» que. »

L'Italie est le pays d'Europe le plus avancé après l'Allemagne, au point de vue du crédit populaire. Quelques-unes des banques populaires italiennes sont des établissements de premier ordre, par exemple, celle de Milan, fondée en 1865 par M. Luzatti, qui reçoit plus de 50 millions de francs de dépôt et qui fonctionne plutôt comme Caisse d'épargne que comme Caisse de prêts.

La Banque populaire de Bologne fait beaucoup pour les ouvriers et artisans. Elle a créé une caisse spéciale à leur intention, un fonds d'encouragement pour l'instruction des ouvriers et même des bourses de voyage pour les envoyer à l'étranger.

D'autres banques populaires prêtent des fonds aux associations coopératives de production. Elles s'intéressent également aux salariés par l'institution des « prêts

(1) Pic. *Traité législ. industr.*, p. 992, note 1.

d'honneur », c'est-à-dire sans caution et à très petit intérêt, 2 % généralement. Ces prêts caractérisent les banques populaires italiennes. Ils ne sont faits qu'aux ouvriers qui sont membres de sociétés de secours mutuels.

Beaucoup de sociétés de crédit italiennes sont groupées depuis 1876 en une « Fédération des banques populaires italiennes », dont le siège est à Rome et le président M. Luzatti.

Danemark. — A Copenhague, le docteur Julius Valentin est arrivé à donner du crédit, non pas seulement aux petits industriels et commerçants, mais encore aux ouvriers.

La Banque ouvrière danoise, fondée en 1872, a eu pour objet de faire crédit sous la forme du prêt à caution aux petits commerçants, artisans et ouvriers; mais tandis que les plus aisés de ses clients s'adressaient peu à peu aux autres banques, l'accroissement des emprunteurs se manifestait du côté des petits fonctionnaires et des ouvriers. Pour satisfaire à leur demande, le crédit fut organisé avec prudence, en acceptant comme caution deux collègues de l'emprunteur dans la même situation modeste que celui-ci, toutes les fois qu'il a été possible de constater le domicile et le montant des contributions, sans circonstance suspecte à noter ⁽¹⁾.

En France, le crédit populaire n'a pas encore fait de

(1) V. Pensa, op. cit., p. 303.

grands progrès. La coopération de crédit rural a cependant plus de tendance à se développer que le crédit urbain. Il y a bien des banques dites populaires, comme celle de Menton, fondée en 1883, et la Banque populaire de Lorient, fondée en 1898, mais le nombre de clients ouvriers y est très restreint.

Nous avons déjà parlé de la Banque coopérative des associations ouvrières de production. C'est le seul type de coopération de crédit qui ait été vraiment populaire en France.

Il est à souhaiter que les ouvriers français prennent exemple sur les sociétés d'épargne et de prêts américaines et aussi sur la banque populaire danoise. Il faut qu'ils parviennent à trouver du crédit, non pas chez des capitalistes, mais chez eux-mêmes, grâce à leur solidarité et à leur mutualité.

« Au lieu de convoiter stérilement le capital, dit M. » Pensa, au lieu de tenter de le détruire, le monde ou- » vrier doit vouloir le conquérir lui-même, et cela lui » est d'autant plus facile que c'est lui-même qui l'a créé » et le crée chaque jour presque totalement.

» Par la mutualité et par le syndicat, par la solidarité, » en un mot, le monde ouvrier doit organiser ses ban- » ques à lui; l'Etat doit l'y aider et l'y aidera en donnant » à l'épargne sa véritable destination : le développement » de la vie économique du pays. »

TROISIÈME PARTIE

Les créations syndicales dans la région lyonnaise

CHAPITRE I^{er}

LE MOUVEMENT SYNDICAL A LYON ET DANS LA REGION LYONNAISE

Le mouvement syndical a pris, à Lyon, depuis quelques années, une grande extension.

Alors qu'en 1895 on comptait à peine 70 syndicats ouvriers, on en trouve aujourd'hui environ 209 avec 22.305 membres. Pour le département du Rhône, voici

quel est le mouvement syndical au 1^{er} janvier 1904 et au 1^{er} janvier 1905 ⁽¹⁾ :

NATURE DES SYNDICATS	NOMBRE			
	au 1 ^{er} janvier 1904		au 1 ^{er} janvier 1905	
	DE SYNDICATS	DE SYNDIQUÉS	DE SYNDICATS	DE SYNDIQUÉS
Patronaux.....	134	10.863	142	11.173
Ouvriers.....	213	25.968	233	29.190
Mixtes.....	6	1.151	6	526
Agricoles (ouvriers).....	24	18.356	29	17.751
TOTAL.....	377	56.340	410	58.642

UNIONS DE SYNDICATS	NOMBRE DES UNIONS					
	1904	1905				
Patronaux.....	5	6	112	13.172	103	11.819
Ouvriers.....	9	8	96	11.218	80	10.738
Mixtes.....	»	»	»	»	»	»
Agricoles.....	2	2	308	91.044	314	98.490
TOTAUX.....	16	16	516	115.434	497	121.117

BOURSES DU TRAVAIL	3	3	118	16.331	120	14.146
-----------------------	---	---	-----	--------	-----	--------

Au 1^{er} janvier 1906, il y avait dans le département du Rhône :

151	syndicats patronaux.....	avec 11.631 adhérents et	230 femmes.
238	—	ouvriers.....	— 29.560 — 3.706 —
6	—	mixtes.....	— 522 — 60 —
30	—	(ouvriers) agricoles,	— 19.995 — 444 —
Total.	425		61.708 4.440

Pour l'ensemble des syndicats agricoles, le Rhône

(1) *Annuaire des syndicats*, 1904-1905.

comprend deux Unions formées par 334 syndicats et 101.402 membres.

Nous voyons que les femmes syndiquées sont au nombre de 4.440 dans le département du Rhône. Dans la France entière, leur nombre était, au 1^{er} janvier 1906, de 84.904, dont 7.062 dans les syndicats patronaux, 69.355 dans les syndicats ouvriers et 6.487 dans les syndicats mixtes. Il y a lieu de remarquer que la proportion des femmes dans les syndicats mixtes (23,02) est plus forte que dans les syndicats ouvriers (8,29) et surtout que dans les syndicats patronaux (2,63). (*Bull. Off. trav.*, 1906, p. 1007.)

Pour la ville de Lyon, il y avait en 1905 :

123 syndicats patronaux avec 9.580 membres.					
209	—	ouvriers	—	22.305	—
5	—	mixtes	—	459	—
TOTAL...	337			32.344	

Il y avait 5 Unions de syndicats patronaux avec 10.454 adhérents

— 7 — ouvriers — 10.676 —

Lyon possède une Bourse du travail, créée en janvier 1891, son siège est 39, cours Morand. 105 syndicats y adhèrent, avec un effectif de 12.550 membres. Elle a une bibliothèque, un bureau de placement, un Bulletin et a organisé des cours professionnels.

Il existe aussi une Bourse du travail indépendante, créée le 8 octobre 1902, 11, rue Bonnefoi. Elle groupe 12 syndicats, avec 1.119 membres. Elle a un bureau de placement et des cours professionnels.

Dans la région lyonnaise, on peut citer la Bourse du travail de Tarare, créée le 1^{er} juillet 1903, rue du Château, à l'ancienne mairie. Elle groupe trois syndicats et 477 membres.

L'idée syndicale a fait de réels progrès. Il y eut cependant un moment d'arrêt lors de l'intrusion de l'élément libertaire dans les syndicats lyonnais.

La propagande, aussi bien que le recrutement des syndiqués, se sont ressentis de l'entrée en lutte de cet élément qui, après avoir combattu les syndicats pendant de nombreuses années, tentait d'y pénétrer pour les désorganiser.

Les querelles personnelles virent le jour dans les réunions syndicales, remplaçant petit à petit les intérêts corporatifs, seuls capables de grouper les travailleurs.

Le conflit qui s'en suivit entre quelques syndicats et la municipalité en fut la conséquence.

La nouvelle Bourse du travail a d'ailleurs repris la seule voie compatible avec les intérêts corporatifs et nous allons voir, par l'étude de quelques syndicats lyonnais, ce qu'on peut attendre de groupements professionnels vraiment conscients du rôle qu'ils ont à remplir.

§ 1^{er}. — LE SYNDICAT DES EMPLOYÉS DES TRAMWAYS DE LYON.

Le syndicat des Employés de la Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon a été fondé, en juin 1891, à l'occasion d'un mouvement de grève qui réussit. Les

employés obtinrent, en effet, la journée de 12 heures et le minimum de salaire de 4 francs.

Grâce aux efforts constants de cette organisation, la journée de travail est actuellement de 9 heures 1/2 en moyenne et le maximum de salaire atteint, au bout de huit années de service, 5 fr. 50 pour les conducteurs et 5 fr. 75 pour les wattmen. Le nombre d'adhérents au syndicat est de 1.000 environ.

Institutions syndicales. — Les employés de tramways fondèrent, le 1^{er} mai 1892, une caisse de secours aux malades qui comptait 200 membres. En 1893, après une lutte assez vive entre l'élément mutualiste d'une part et l'élément syndical d'autre part, la caisse subit une légère transformation ; au lieu d'être mutuelle et approuvée, elle devint syndicale et professionnelle. Pour en faire partie, il fallait donc être syndiqué et si l'on quittait la Compagnie, on cessait d'être membre de la caisse.

Cette caisse syndicale de secours aux malades compte aujourd'hui 630 membres. Elle est administrée par une Commission de onze membres pris parmi les membres de la chambre syndicale et sous le contrôle de cette dernière.

Le fonds social se compose :

1° Des droits d'admission payés par les adhérents en entrant (5 francs) ;

2° Des cotisations mensuelles payées par les adhérents (1 fr. 50) ;

3° De la participation de la Compagnie à la caisse

syndicale de secours, soit un franc par mois et par adhérent ;

4° Des amendes infligées par la Commission aux adhérents de la caisse syndicale ;

5° Des primes versées par MM. les membres honoraires.

En cas de maladie d'un adhérent, il lui est alloué une indemnité journalière de 2 francs pendant les deux premiers mois et 2 fr. 50 pendant les quatre mois suivants, ainsi que les soins médicaux pendant tout le temps de la maladie, quelle qu'en soit la durée.

La caisse syndicale de secours distribue chaque année, tant en indemnités journalières qu'en frais médicaux, une somme d'environ 18.000 francs.

Son encaisse, au 30 novembre 1906, était de 16.933 fr. 45.

Droits des veuves. — En 1896, on introduisit dans les statuts de la caisse syndicale de secours aux malades l'article suivant : « En cas de décès d'un adhérent, tous » les membres de la caisse syndicale de secours ver- » seront un supplément de 1 franc de cotisation pour » subvenir aux frais de funérailles et aux premiers » besoins de la veuve, des enfants ou des vieux père et » mère, à condition qu'ils vivent en famille et que ces » ayants droit aient donné des soins aux camarades » défunts. Le droit des veuves est incessible et insaisissable ;

» Il est bien entendu que si ces ayants droit, ci-dessus désignés, n'existent pas, une fois les frais de funérailles payés, le supplément de cotisations versées

» par les membres participants fera retour à la caisse syndicale. »

Cette adjonction aux statuts fut suggérée par l'état de misère dans lequel étaient restées plusieurs familles après le décès du père.

A chaque décès de sociétaire, les ayants droit qui remplissent les conditions exigées par l'article ci-dessus mentionné touchent autant de fois un franc qu'il y a de membres à la caisse syndicale de secours. En 10 ans, cette institution a distribué aux veuves et aux orphelins une somme d'environ 90.000 francs. (La mortalité étant en moyenne de 15 adhérents par année.)

Caisse syndicale de secours aux vieillards. — En 1900, le Conseil syndical, frappé de la détresse dans laquelle se trouvaient les vieux employés remerciés par la Compagnie en raison de leur âge, et après maints efforts pour l'établissement, par la Compagnie, d'une caisse de retraites pour son personnel, la Chambre syndicale résolut de créer une caisse spéciale, dite de secours aux vieillards, pour venir en aide aux vieux employés ne pouvant plus occuper un emploi à la Compagnie, en raison de leur âge ou de leurs infirmités.

Cette institution fut fondée le 1^{er} avril 1900; elle fut obligatoire pour tout le personnel syndiqué.

Profitant du renouvellement d'un contrat du travail, la Chambre syndicale des Employés de Tramways demanda à la Compagnie de participer, par un versement de 1 franc par mois et par employé, à cette caisse.

La Compagnie ne pouvant se soustraire à cette obli-

gation, accepta de verser mensuellement 1 franc et la Caisse put fonctionner à partir du 1^{er} avril 1900.

Cette caisse est à base de répartition. Les statuts prévoient un fonds de réserve de 200.000 francs. Une fois cette réserve constituée, les cotisations perçues devront être réparties entre tous les secourus.

Le minimum du secours annuel alloué par les statuts est de 365 francs, payables par mensualités. Ce système a permis de fournir une retraite, dès 1901, à une dizaine de vieillards. Au 1^{er} décembre 1906, le nombre de vieillards secourus était de 10 et l'encaisse était de 77.897 fr. 75.

Tous les camarades admis à faire valoir leurs droits au secours, en 1907, recevront 400 francs.

Le journal « *Le Tramway* ». — La Chambre syndicale possède un organe de défense professionnelle, paraissant mensuellement, qui a pour titre « *Le Tramway* ». L'administration et la rédaction de ce journal sont au siège même du syndicat, 62, rue Garibaldi.

Bibliothèque syndicale. — La bibliothèque syndicale est composée surtout d'ouvrages scientifiques ayant trait à la mécanique, à l'électricité, d'ouvrages de mutualité, des publications de l'Office du Travail et du Ministère du Commerce.

Coopérative de consommation. — L'Association des agents de la Compagnie O. T. L. n'est pas, à proprement parler, une coopérative de consommation, c'est une centralisation de commandes pour faciliter l'achat en gros.

L'association fournit au personnel syndiqué du vin, du charbon, huile, café, savon, etc. Par ces achats, effectués en gros par l'association et répartis selon le chiffre de la commande, les associés réalisent un bénéfice assez sensible en supprimant les intermédiaires.

§ 2. — L'UNION FRATERNELLE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE LYON.

Cette Union naquit d'un groupement temporaire des employés de commerce de Lyon, tendant à obtenir une journée ou tout au moins une demi-journée de repos hebdomadaire. De ce groupement temporaire à un véritable syndicat, il n'y avait qu'un pas, qui fut franchi en décembre 1894.

L'Union fraternelle est donc un véritable syndicat professionnel ouvrier, ouvert aux employés, hommes et femmes, de toutes catégories, de toutes nationalités, pour les étrangers, après enquête. Son but, aux termes de l'article 6 de ses statuts, est :

1° D'établir ou de resserrer les liens de confraternité entre tous les employés de commerce ;

2° D'étudier et de poursuivre la réalisation de toutes les réformes utiles concernant la profession ;

3° De subventionner, si les ressources le permettent, les institutions ayant pour but d'améliorer le sort de l'employé, de faire prêter à ces œuvres l'appui moral et individuel des membres de l'Union ;

4° De venir en aide aux nécessités morales et maté-

rielles de la vie de ses adhérents, par l'établissement de bureaux de placement et de renseignements, cours professionnels, fêtes, voyages d'études, conférences, services juridiques, bibliothèques et salles de lecture;

5° D'obtenir des réductions sur les achats dans les principales maisons de la place favorisant les améliorations du sort de l'employé;

6° D'une manière générale, de coopérer par ses travaux et ses études à l'amélioration du sort de l'employé par la mutualité, la coopération et la solidarité sous toutes ses formes.

L'Union fraternelle a été la plus importante tentative d'association syndicale des employés de toute la région lyonnaise. L'évidence de son utilité lui imprima un rapide essor : les six membres du Comité du repos hebdomadaire avaient déjà réuni trente membres à la fondation en 1894. Actuellement, les membres de l'Union sont au nombre de 2.012.

En un mot, l'Union fraternelle représente à elle seule la presque totalité du mouvement d'association parmi les employés lyonnais, car il n'y a d'autre association que le syndicat des employés de commerce, formé d'ailleurs par des dissidents de l'Union, et au nombre de 1.100. Il serait à souhaiter que ce dernier fusionne avec l'Union dans un sincère esprit de solidarité, comme aussi dans l'intérêt des membres dissidents.

Aux membres actifs de l'Union viennent s'ajouter les membres honoraires, au nombre de 100 au moins, représentant toutes les classes de la population lyonnaise.

L'Union correspond en outre avec 50 syndicats d'employés; elle a également des correspondants amis en Belgique, Allemagne, Russie, Suisse, Colonies françaises et étrangères.

Le budget de l'Union est déterminé par l'article 8 des statuts : « Il sera pourvu aux dépenses :

- » 1° Par un droit d'inscription de 1 franc par an ;
- » 2° Par la cotisation des membres actifs, fixée à
» 0 fr. 25 par mois, soit 3 francs par an, cotisation payable d'avance et par trimestre ;
- » 3° Par la cotisation des membres honoraires,
» fixée à un minimum de 10 francs par an ;
- » 4° Par le produit des dons et des fêtes ;
- » 5° Par des subventions qui seraient accordées à
» l'Union par l'Etat, le département ou la ville. »

L'Union a reçu des dons en nature, pour sa bibliothèque, du Ministre de l'instruction publique, du Ministre du commerce, de l'Union coloniale française, du Musée social, du Conseil général du Rhône, de la Chambre de commerce et de nombreuses personnalités lyonnaises.

Au début, les assemblées avaient lieu dans la salle d'un café devenue bientôt insuffisante. Depuis 1898, l'Union occupait un local, rue de la République. Son siège actuel est 5, rue Jussieu, au 1^{er}, dans un vaste local comprenant notamment deux salles de réunions, dont l'une sert pour les cours professionnels et les fêtes.

Les intérêts de la société sont gérés par un Conseil

d'administration de vingt-cinq membres comprenant : un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, deux secrétaires adjoints, un trésorier général, trois trésoriers adjoints, un bibliothécaire chef et deux bibliothécaires adjoints, un délégué général au placement ayant la direction du bureau, dont la permanence est assurée par le secrétaire permanent, un comptable, un archiviste, tous employés.

Les 25 membres du Conseil d'administration sont élus, ainsi que le président, en assemblée générale, au scrutin secret. Le Conseil nomme lui-même son bureau et le Conseil est renouvelable, par tiers, chaque année. Le président est élu pour trois ans ; il est rééligible.

Aucune des fonctions n'est rétribuée et il est absolument interdit par les statuts de se servir de son titre de membre du bureau ou d'administrateur pour briguer un mandat politique.

Parallèlement au Conseil d'administration, existe un Conseil uniquement consultatif, appelé Conseil supérieur, composé de 20 membres, pris par moitié parmi les patrons et par moitié parmi les employés, élu par l'assemblée générale de l'Union. Ce Conseil est présidé par le président d'honneur.

Créations de l'Union fraternelle.

L'Union fraternelle a organisé, persévérant dans la ligne de conduite que lui trace sa devise : Paix, travail et liberté, toute une série de services destinés à faciliter

et améliorer, pour ses sociétaires, les conditions de la vie matérielle, aussi bien que de la vie sociale. Voici un exposé sommaire des institutions de prévoyance existant actuellement.

A. — BUREAU DE PLACEMENT GRATUIT.

L'Union a fait d'abord apposer dans l'allée de l'immeuble où est situé son siège social, un tableau indiquant à tout venant les offres d'emploi. Elle a, de plus, un bureau central de placement et de renseignements commerciaux, avec ramifications en France, dans les possessions françaises et à l'étranger, réservé aux sociétaires qui justifieront de l'état régulier de leurs versements et de bonnes références.

Ce bureau fonctionne avec le plus grand succès, beaucoup de patrons ayant pris l'habitude de s'y adresser directement, lorsqu'ils cherchent des employés, et les membres actifs de l'Association renseignant le bureau spécial des vacances immédiates ou probables. Aussi la moyenne des placements s'élève à 150 environ par an.

Par esprit de solidarité, et pour leur éviter d'avoir recours à quelques-uns des nombreux bureaux de placement payants existant à Lyon, le bureau de l'Union est à la disposition de tous les employés non sociétaires, laissant cependant le droit de priorité aux membres de l'Association.

B. — CONSEIL JURIDIQUE GRATUIT.

Il est composé de plusieurs avocats, d'un notaire, d'un avoué, et donne gratuitement des consultations sur présentation de cartes délivrées par le Conseil d'administration. Ce service a pour objet, outre les consultations juridiques gratuites sur toutes les questions de droit civil, commercial ou militaire, d'éviter les conflits produits souvent par un renseignement erroné. Il sert aussi de conciliateur dans les différends, soit entre employés, soit entre patrons et employés.

C — CAISSE DE SECOURS IMMÉDIATS.

Cette caisse est destinée à soulager les syndicataires dans les cas urgents et graves, tels que maladies ; elle est alimentée par des dons, par le produit de fêtes, par des versements spéciaux ; elle peut, au besoin, aider, en lui faisant l'avance des fonds, un sociétaire allant prendre un emploi en dehors de Lyon. Dans aucun cas les fonds ne pourront être employés à soutenir une cause autre que celles précitées.

D. — CAISSE DE PRÊT.

La caisse de prêt est créée au moyen de libéralités spéciales et de versements annuels sur les recettes générales.

E. — CAISSE DE CHÔMAGE.

Elle est alimentée par des versements spéciaux et

réguliers des sociétaires et des subventions légales demandées en sa faveur.

F. — CAISSE D'ASSURANCE MUTUELLE AU DÉCÈS.

Cette caisse a pour but d'allouer un secours immédiat à la femme, aux enfants, au mari ou à tel parent du sociétaire décédé, que ce dernier aura désigné en l'inscrivant comme bénéficiaire de sa police.

Chaque adhérent doit verser, en se faisant inscrire, deux cotisations, dont le montant sera fixé chaque année, au début de l'exercice, par l'Assemblée générale des membres de la Caisse, sur le rapport du président, présenté d'accord avec la Commission de surveillance. Le versement a pour but de constituer une réserve permettant la distribution immédiate du secours.

G. — CAISSE DE RETRAITES (1).

Le fonctionnement de ce service a été l'objet de longues études de la part de l'Union et de son Conseil supérieur; le président de ce Conseil concluait, en 1898, dans un rapport fortement motivé, à la nécessité, pour l'Union, de faciliter l'épargne pour la retraite, mais de borner son rôle à celui « d'intermédiaire » obligeant et fraternel entre l'individu et la Caisse des retraites de l'Etat.

(1) V. A. Besse : *L'Union fraternelle des employés de commerce et d'industrie de Lyon, Mouvement économique et social dans la région lyonnaise*, t. I, 1902, p. 294.

L'Union se charge d'obtenir de la Caisse de retraites de l'Etat le livret individuel, qu'elle rend tout préparé au syndicataire.

Elle facilite, en outre, à ses membres le versement des sommes les plus faibles, en leur délivrant des tickets à souche, d'une valeur minime, contre la même valeur en espèces, et en effectuant elle-même le versement à la Caisse de retraites de l'Etat, au nom de l'épargnant, lorsque son dépôt a atteint le chiffre nécessaire pour porter intérêt.

AVANTAGES MORAUX.

Cours professionnels. — L'Union a organisé, dans son vaste local, des cours professionnels comprenant : la comptabilité (1^{re} et 2^e année) ; l'espéranto ; la sténographie (1^{re} et 2^e année) ; la dactylographie, des conférences. L'enseignement est réparti sur trois années, sauf la comptabilité et la sténographie.

Bibliothèque. — Elle est composée de plus de 1.000 volumes. Chaque année, une fête réunit tous les membres actifs et honoraires de l'Union dans la grande salle des cours, très confortablement aménagée, avec un appareil à projections, un piano et une petite scène de théâtre.

Voyages. — L'Union fraternelle organise, chaque année, des voyages d'études. C'est ainsi que ses membres ont visité l'Exposition de 1900, l'Italie, la Tunisie et l'Algérie. Elle leur fera cette année visiter l'Allemagne.

L'intérêt de ces voyages est indiscutable. Ils favorisent les bonnes relations internationales entre corporations et préparent certainement un terrain solide d'entente pour leurs intérêts réciproques. Ce qui nous a frappé, c'est la modicité du prix des voyages, par personne. Ainsi, lors du voyage en Tunisie, le prix pour chaque voyageur de l'Union était de 85 francs, tous frais compris, pour une durée de 10 jours.

Nous nous sommes assez longuement étendu sur la description des institutions de prévoyance et des avantages créés par l'Union; mais l'occasion était trop bonne de montrer ce que peut faire une association professionnelle animée d'un sentiment profond de solidarité. L'Union fraternelle des employés de commerce de Lyon, et aussi le syndicat O. T. L. peuvent servir d'exemple aux syndicats professionnels lyonnais.

Quoique n'ayant pas atteint un pareil développement, l'ensemble des syndicats lyonnais a créé nombre d'institutions en faveur de leurs membres.

L'enseignement professionnel, en particulier, a été l'objet de leur sollicitude et ils ont fait un réel effort pour son extension.

§ 3. — L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SYNDICAL.

Il faut d'abord citer la Bourse du travail de Lyon qui, subventionnée de 500 francs par le département du Rhône et de 2.000 francs par la ville, a organisé dans son sein des cours professionnels comprenant : coupe, couture et confection, dessin industriel, sténo-

graphie, espéranto, dessin linéaire, dessin art décoratif, coupe, taille d'habits, peinture pratique.

L'enseignement y est plutôt un corollaire à l'apprentissage à l'atelier. Presque tous les élèves travaillent dans des établissements industriels. Les locaux sont déjà insuffisants pour le nombre des élèves.

L'Union des chambres syndicales du papier a fondé l'école Saint-Jean-de-Tournes, 62, rue Mercière.

Les subventions reçues par les cours sont de : 700 francs pour l'Etat ; 175 francs pour le département ; la ville, 766 francs ; divers, 216 francs ; élèves 100 francs.

Les cours comprennent : la typographie, conducteurs-typographes, minervistes, lithographie, relieur.

L'atelier de typographie possède un matériel très suffisant pour inculquer aux apprentis les premières notions techniques. Les élèves doivent avoir leur certificat d'études primaires. La durée des cours est de 3 ans.

On laisse une large marge à l'initiative et au goût personnels des élèves pour les compositions de modèles, cadres artistiques d'annonces, etc. Les professeurs, qui font partie du syndicat des typographes, les guident dans leurs études pratiques avec beaucoup de dévouement.

Des prix sont décernés chaque année aux plus méritants, sous forme de livrets de la Caisse d'épargne et de livres d'une réelle valeur.

Les cours ont lieu le soir. Les élèves suivent des cours de dessin linéaire en dehors de l'école.

Les cours de lithographie ont lieu dans un atelier

contigu au premier. L'enseignement est aussi exclusivement donné par des camarades dévoués, nommés par le syndicat des lithographes et choisis dans son sein.

Les cours sont divisés en deux parties : La première, dite cours de troisième année, comprend : l'enseignement technique élémentaire pour les élèves ayant deux années d'apprentissage justifiées ; la deuxième partie comprend l'enseignement technique supérieur pour les jeunes ouvriers sortant d'apprentissage.

Aucun travail rémunéré ne peut être exécuté au cours.

La Fédération lyonnaise des chauffeurs-conducteurs-mécaniciens-électriciens donne deux cours par semaine.

La Chambre syndicale professionnelle des coupeurs-tailleurs de Lyon, cours pratiques.

L'Enseignement professionnel syndical (groupement de syndicats sous la direction de M^{re} Rochebillard), donne des cours de couture, broderie, raccommodage, lavage, repassage, cuisine, dessin, langues étrangères, comptabilité, sténographie, calcul commercial, cours d'agrément. L'institution reçoit des subventions privées 500 francs environ. Les cours ont lieu tous les jours.

L'enseignement est réparti sur deux, trois et même cinq années.

La Chambre syndicale des ouvriers menuisiers de la ville de Lyon et banlieue a des cours professionnels de dessin (épures au cordeau), cours élémentaires de géométrie descriptive. Les cours durent deux ans. Ils ont lieu les mardis, mercredis et vendredis.

L'Ecole professionnelle ouvrière de coiffure. Elle reçoit 150 francs de l'Etat et 300 francs de la ville. Elle a des cours de coiffure hommes, coiffure dames, postiche. Ce sont des cours de perfectionnement, ayant lieu les mardis, mercredis, jeudis.

D'autres syndicats ouvriers ont des cours professionnels. On peut évaluer en somme à 22 le nombre des syndicats ouvriers ayant des cours professionnels ; 54 syndicats ont des bibliothèques.

A part les syndicats ouvriers, on peut citer la Société d'enseignement professionnel du Rhône, subventionnée par l'Etat, le département, la ville et la Chambre de commerce. Voici la nomenclature de ses cours :

Industrie. — Hommes : tissage ; dessin comprenant : mise en cartes pour les dessinateurs de fabriques, dessin pour les bijoutiers, trait de charpente, dessin de menuiserie et épures au cordeau, dessin de serrurerie et ornement au marteau, dessin pour les ferblantiers, tôliers, etc., dessin et coupe pour les tapissiers, dessin pour les mécaniciens et chaudronniers, dessin pour les carrossiers ; mécanique appliquée ; géométrie descriptive et stéréotomie, électricité industrielle ; chimie appliquée, constructions civiles, résistance des matériaux ; coupe (habits, chaussures).

Dames : dessin, broderie ; peinture industrielle ; couture, coupe, confection, modes et nouveautés ; histoire des styles décoratifs.

Cours mixte : photographie industrielle.

Commerce. — Hommes : comptabilité, langues vivantes, droit commercial, droit civil et procédure.

Dames : comptabilité, langues vivantes.

Cours mixte : sténographie et dactylographie.

On peut citer le cours municipal de dessin industriel pour les ouvriers mécaniciens et autres constructeurs; c'est un cours d'adultes, existant à Lyon-Vaise.

On y enseigne : la géométrie élémentaire, dessin géométrique à vue et graphique, géométrie descriptive pratique, perspective ; applications aux dessins de machines et autres, d'après modèles en relief. La durée des cours est de 3 ans.

A Tarare, il y a un cours de chimie, placé sous les auspices de la Société des amis des arts et métiers de Tarare et de la Société des sciences physiques et naturelles de Tarare. La ville donne 100 francs à l'institution. On y enseigne la chimie : manipulations de laboratoire.

§ 4. — INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE SYNDICALES.

A Lyon : 29 syndicats ouvriers ont des caisses de chômage;

30	—	des caisses de secours;
60	—	des bureaux de placem ^t ;
3	—	des caisses de retraites.

10 syndicats patronaux organisent le placement.

Dans la région lyonnaise, 7 syndicats ouvriers ont des caisses de chômage; 2, des caisses de secours; 1, un bureau de placement.

Au point de vue syndical, il a été beaucoup fait à Lyon, mais il reste encore beaucoup à faire.

La plupart des syndicats ouvriers ont un trop petit nombre d'adhérents. Un moyen efficace est à leur portée, c'est de se grouper en Fédérations pour exercer une action immédiatement plus féconde. Mais ils doivent s'employer surtout aux seuls intérêts professionnels des travailleurs lyonnais, s'affranchir des luttes stériles et des violences. A ces conditions seulement, ils feront de nombreux adeptes enfin convaincus, par des avantages tangibles, de l'utilité d'être syndiqués.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT COOPÉRATIF A LYON ET DANS LA RÉGION LYONNAISE

Ce n'est guère qu'à la veille de la Révolution de 1848 que l'on vit surgir à Lyon quelques sociétés coopératives.

On peut faire remonter l'origine du mouvement coopératif, dans la ville de Lyon, au passage de Fourier à Lyon et à l'influence des idées saint-simoniennes répandues plus tard dans les milieux ouvriers lyonnais.

Nous avons vu que ce mouvement fut brusquement enrayé par le Coup d'Etat du 2 décembre 1851.

Le maréchal de Castellane, gouverneur de Lyon, fit procéder à la liquidation de toutes les associations ouvrières.

Actuellement, la coopération est fortement établie à Lyon et dans la région lyonnaise. Dans le domaine de la production, comme dans celui de la consommation,

les travailleurs lyonnais ont apporté leur esprit de persévérance et leurs facultés innées d'organiseurs. Nous avons pu apprécier, au cours de notre enquête, les efforts incessants qu'ils ont dû fournir pour édifier leurs œuvres et ce qui nous a profondément ému, c'est le sentiment puissant de solidarité qui les anime et le ferme dessein qu'ils ont de s'en tenir à l'idéal coopératif.

SECTION I^{re}. — Les associations ouvrières de production

Les visites que nous avons faites à la plupart de ces associations ont été pour nous un véritable enseignement. Nous avons vu des coopératives, encore à leurs débuts, faisant face avec un admirable courage aux graves difficultés qu'elles avaient à surmonter. Un de ces vaillants nous disait : « Notre religion, c'est l'idée coopérative ». Et, en effet, à voir ces ouvriers luttant avec de modestes ressources contre des coalitions patronales, surmontant des phases de profond découragement, se donnant tout entiers à leur entreprise, se réconfortant mutuellement dans le feu du labeur, on peut affirmer que ces travailleurs ont la foi. Plus leur tâche est rude, plus ils la chérissent. Quand, momentanément, un obstacle arrête leur élan, obstacle redoutable parfois, leur angoisse est émouvante, mais toujours leur dernier mot est : « nous avons déjà trop fait pour reculer ».

Que dire de leur travail? Ce sont des ouvriers d'élite,

ils ont à cœur de satisfaire leur clientèle naissante et leur ardeur à faire bien est inlassable.

Et puis, que ce soit dans une vaste fabrique, comme à la verrerie ouvrière de Vénissieux, ou dans un modeste atelier de coopérateurs, nous avons remarqué la gaieté des travailleurs; au bruit cadencé des machines et des outils, ils chantent leur indépendance durant leur rude labeur librement accepté.

Les coopérateurs ne restent pas indifférents au sort de leurs camarades salariés. Ils ont conscience du rôle qu'ils jouent auprès d'eux relativement au salaire : « Nous agissons efficacement sur les salaires, nous dit un coopérateur, car les patrons ont à compter avec nous. Ils y regardent à deux fois avant d'abaisser les salaires, car il peut en résulter une grève de leurs ouvriers et ils craignent que leur clientèle ne vienne à nous. Nous donnons d'ailleurs l'exemple du maintien d'un juste salaire, car nous respectons le tarif syndical en ce qui touche notre gain journalier. »

Voici la nomenclature des coopératives ouvrières de production, pour la section lyonnaise ⁽¹⁾ :

Lyon. — *Imprimerie Nouvelle*. — * *Imprimeurs réunis sur étoffes*. — * *Imprimeurs sur étoffes*. — *Union typographique*. — *La Fraternelle* (cordonniers). — *Le Travail* (peintres-plâtriers). — *Société le Bâtiment*, *Pax Labor*. — *Charpentiers*. — *Cartonniers*.

(1) Les sociétés marquées d'un astérisque font partie de la Chambre consultative des associations ouvrières de production.

— * *Sellerie lyonnaise*. — *Tailleurs*. — *Le Travailleur* (Polisseurs-Nickeurs). — * *L'Emancipation* (serruriers). — *Ferblantiers-zingueurs*. — *Litiers*. — * *Tanneurs-corroyeurs*. — *La Renaissance* (peinture).

Porcieu-Amblagnieu (Isère). — * *La Fourmi* (tailleurs de pierres et carriers).

Saint-Etienne. — * *Mine aux mineurs de Monthieu*. — * *Plâtriers-peintres*. — *Tisseurs de la Loire*.

Vénissieux (Rhône). — * *Verrerie ouvrière* (Société des verriers du Lyonnais).

Vienne (Isère). — *Société l'Industrie drapière*.

Villeurbanne (Rhône). — *Projet de verrerie ouvrière*.

Nous ne pouvons entreprendre de faire la monographie de chacune de ces sociétés. Nous avons choisi, pour en parler un peu longuement, quelques-unes d'entre elles : l'*Association des polisseurs-nickeurs*, l'*Emancipation*, l'*Imprimerie Nouvelle* et la *Verrerie ouvrière de Vénissieux*. La première en est au premier stade, datant du 30 septembre 1906. La seconde date de 1904 et possède actuellement une situation excellente. La troisième est devenue une importante imprimerie. La dernière enfin a prouvé, par le seul aspect de son imposante installation, que les ouvriers peuvent affronter la grande industrie avec bonheur.

§ 1^{er}. — LE TRAVAILLEUR (polisseurs-nickeurs).

Cette vaillante association représente bien le type d'une coopérative ouvrière de production à ses débuts.

C'est assez dire qu'elle en est à la période héroïque et le mot n'est pas trop fort, car ses membres nous ont conté leurs peines, leurs déboires dont ils se sont relevés récemment. Ils nous ont dit leurs sacrifices, leur découragement, un jour qu'un des leurs compromit par sa défection la cause commune, puis leur acharnement à résister au mauvais sort et leurs espoirs.

Quand nous entrâmes dans l'atelier, situé 121, cours Gambetta, les coopérateurs étaient à leurs tours, polissant des guidons de bicyclette, au milieu d'une pluie d'étincelles. Le directeur, M. Marmonnier, nous expliqua les difficultés qui attendent les sociétés naissantes, les dangers de cette profession de polisseur, résultant de la respiration au milieu des poussières métalliques (fonte, cuivre, plomb, acier). Il n'a qu'un but, c'est de réaliser la somme nécessaire pour acquérir un appareil aspirateur de ces poussières nocives.

La société est à personnel et capital variables. Le capital social est susceptible d'augmentation, soit par la création de nouvelles actions souscrites par les premiers sociétaires, soit par l'admission de nouveaux adhérents, et de diminution par les retraites, exclusions, décès, mais sans pouvoir jamais être inférieur à 700 francs.

Les produits nets annuels, déduction faite de toutes les charges sociales, constituent les bénéfices. L'intérêt du capital est considéré comme une charge sociale.

Les bénéfices sont ainsi répartis :

25 % au fonds de réserve ;

30 % à la caisse de prévoyance et d'œuvre sociale ;
10 % aux sociétaires, au prorata du nombre de leurs actions ;

35 % aux travailleurs, associés ou non, au prorata de leurs gains de l'année.

La caisse de prévoyance et d'œuvre sociale est alimentée par l'accumulation des sommes prélevées sur les bénéfices annuels. Elle est fondée pour les cas de maladie et pour venir en aide aux sociétaires et auxiliaires travaillant pour l'Association.

§ 2. — L'EMANCIPATION (ouvriers serruriers).

Cette société fut fondée en 1904 par des ouvriers serruriers. Elle a ses ateliers, 55, rue Dunoir. Elle a vaillamment triomphé dans la lutte industrielle. Elle a su, par sa persévérance et la bonne qualité de son travail, se faire une place dans les adjudications d'importants travaux de la ville de Lyon.

Les bénéfices de la société sont ainsi répartis :

20 % au fonds de réserve, 5 % à la caisse des retraites, 10 % à la caisse de secours et prévoyance, 20 % aux sociétaires, au prorata des actions libérées, 35 % aux travailleurs, associés ou non, au prorata de leurs gains de l'année, 10 % pour favoriser la création de sociétés ouvrières coopératives.

La caisse de secours est alimentée par l'accumulation des sommes prélevées sur les bénéfices annuels. Elle est fondée pour le cas d'accidents ou maladies surve-

nus dans le travail et pour venir en aide aux sociétaires et auxiliaires travaillant pour l'Association.

La caisse des retraites est alimentée par l'accumulation des sommes prélevées sur les bénéfices annuels et par toutes sommes qui pourraient être désignées ultérieurement.

Elle est constituée au profit des sociétaires, afin de subvenir aux besoins de leur vieillesse, au prorata de leurs années de présence à la société.

L'esprit de la société est, on le voit, largement ouvert au principe de solidarité. L'indépendance par le travail : voilà sa devise.

§ 3. — L'IMPRIMERIE NOUVELLE LYONNAISE.

Le syndicat typographique, lors de la présentation du tarif ouvrier, avait été assez heureux pour obtenir l'acceptation et la signature de la majorité des patrons lyonnais, mais quelques-uns d'entre eux, revenant sur leur parole, congédièrent de leurs ateliers tous ceux qui ne s'étaient point cachés de faire partie du syndicat ou qui avaient eu le malheur d'y accepter une fonction militante.

Le nombre des victimes fut grand et le syndicat lui-même allait sombrer sous la charge qui lui était imposée de ce fait, lorsque, par un effort prodigieux, il décida la création d'un atelier social, qui deviendrait le refuge des victimes, en même temps qu'un asile temporaire pour tous les sans-travail, en affirmant ainsi aux yeux

de tous que le tarif présenté était raisonnable et la juste rémunération d'un dur labeur.

La société fut créée le 15 novembre 1882; son capital fut fixé à 40.000 francs. Elle prit le titre d'*Imprimerie Nouvelle Lyonnaise* et fixa son siège rue Ferrandière, 52.

Nul ne pouvait être admis comme actionnaire, s'il n'était typographe, correcteur ou conducteur de machines à imprimer et s'il ne faisait partie de la Chambre syndicale typographique lyonnaise. Tout associé qui cessait de faire partie du syndicat cessait, par ce fait, de faire partie de la société.

Les actions n'étaient ni négociables, ni remboursables et devaient, par la suite, être complètement abandonnées au bénéfice de l'Œuvre; elles constituaient seulement, entre les mains de leurs possesseurs, un titre de participation leur donnant droit à une part de travail, le cas échéant; les résultats acquis, du fait de l'exploitation, étaient destinés à soulager les infortunes passagères et à agrandir l'atelier, afin d'occuper le plus grand nombre de bras possible.

Donc, abandon du capital versé et prêt sans intérêts avec l'espoir bien éphémère d'être remboursé un jour, tel est le sacrifice grandiose de solidarité confraternelle que s'étaient imposés les fondateurs d'une œuvre de bienfaisance et d'assistance par le travail.

Les débuts commerciaux furent pénibles. Il était très difficile de se procurer une clientèle suffisante pour alimenter le personnel ouvrier, composé en partie des

chômeurs de la place et de ceux de passage à Lyon, que l'on voulait soutenir et soulager dans leur infortune en leur procurant du travail.

La société s'était engagée à ne jamais se mettre en concurrence avec les maisons patronales respectant le tarif syndical ouvrier.

L'Imprimerie Nouvelle connut les mauvais jours. Une crise commerciale intense vint jeter le désarroi parmi ses membres et la mettre à deux doigts de sa perte. Les plus dévoués sentaient leur courage faiblir ; ils ne luttaient plus que par amour-propre et, s'apprêtant à une liquidation inévitable, voulaient du moins sauver l'honneur de leur corporation et du syndicat, inspireur de l'Œuvre.

De son côté, le syndicat typographique, épuisé par les secours de chômage et de maladie, ne pouvait plus tenir ses engagements envers la société ; sa caisse était vide et il lui restait encore à lui verser la somme de 8.112 francs de cotisations perçues.

Aussi les défections surgissaient-elles nombreuses dans ses rangs ; l'impôt de 5 % sur les salaires était une charge trop lourde pour la plupart des camarades.

Une assemblée générale fut convoquée afin d'aviser aux moyens les plus urgents pour parer aux événements qui semblaient précipiter les deux institutions ouvrières dans une issue fatale.

A cette assemblée, le syndicat, pour se mettre d'accord avec la loi qui lui interdisait toute exploitation commerciale sous quelque prétexte que ce fût, proposa

la séparation des deux sociétés, abandonnant ses avantages sur l'*Imprimerie Nouvelle*, et demanda, en retour, que celle-ci annulât la dette qu'il avait contractée envers elle.

Il fut donc décidé que l'Imprimerie et le syndicat seraient dorénavant deux institutions indépendantes l'une de l'autre, afin de pouvoir, par une sage réorganisation, sauvegarder plus facilement l'avenir de chacune d'elles.

L'*Imprimerie*, par la revision de ses statuts, se forma en société coopérative, sous la responsabilité de chacun de ses adhérents, le 9 septembre 1888. Les statuts furent ainsi transformés :

Les titres possédés et libérés par les actionnaires souscripteurs deviennent leur propriété personnelle ; ils sont transmissibles à un tiers, agréé par le Conseil et l'assemblée générale. Le transfert doit se faire conformément à l'article 36 du Code de commerce.

Chaque action donne droit à une part égale de l'actif social, au fonds de réserve et aux bénéfices.

Les droits et devoirs restent attachés à l'action, en quelque main qu'elle passe. Chaque associé peut être possesseur de cinq actions.

Les fonctions du Conseil d'administration sont gratuites ; seul le gérant est appointé.

Les bénéfices sont ainsi divisés : 5 % au fonds de réserve. Le surplus réparti entre les actionnaires, sans distinction, au prorata du nombre d'actions dont ils sont possesseurs. Tout dividende non réclamé dans les

cinq ans de son exigibilité est prescrit au profit de la société. A l'expiration de cette dernière, le fonds de réserve sera partagé entre les associés.

Ainsi donc, par ce changement des statuts, chaque associé reprenait possession de ses versements antérieurs et devenait propriétaire d'une part de l'actif social.

L'*Imprimerie Nouvelle* subit à ce moment une crise grave. Elle vit se succéder à sa tête une suite de directeurs, assurément très dévoués, mais manquant de l'autorité nécessaire et des connaissances commerciales indispensables.

Le Conseil d'administration tenta un nouvel et dernier effort. Il prit des mesures énergiques pour ramener l'ordre et la discipline à l'intérieur, et, par une prudente et sage administration, amena enfin un peu de calme et d'espérance, en améliorant légèrement la situation commerciale (1889-1890).

Mais l'Imprimerie traînait toujours péniblement une existence rendue difficile par le manque de ressources et la régularité des lourdes échéances à payer; beaucoup de collègues, écoutant les critiques déconcertantes de ceux contre lesquels le Conseil d'administration avait dû prendre des mesures énergiques, cessèrent leur paiement mensuel et abandonnèrent leurs titres.

Le Conseil d'administration, devant ce délaissement préjudiciable et compromettant, convoqua une nouvelle assemblée générale afin de rectifier quelques articles des statuts, qui devaient lui donner plus de force et

d'autorité pour assurer la bonne marche de l'atelier et autoriser les actionnaires restés fidèles à posséder jusqu'à dix actions au lieu de cinq, ce qui leur permit de reprendre les actions des associés défaillants (3 mai 1891).

Mais tout n'était pas fini et la société n'était pas encore au bout de ses épreuves.

La démolition de tout un quartier de la ville (quartier Grôlée) vint faire le vide de la clientèle autour de l'imprimerie, qui fut placée au milieu d'un îlot de démolitions.

Force fut donc aux coopérateurs d'abandonner leur local avant l'expiration du bail et de transporter ailleurs leur industrie déjà si éprouvée, et cela sans pouvoir prétendre à la moindre indemnité.

Un nouveau local, dans un quartier industriel, fut trouvé, et grâce à l'appui financier de quelques amis, l'atelier put y être transporté le 24 juin 1891.

Ce nouveau local, situé rue Sainte-Catherine, N° 3, en plein quartier des Terreaux, à deux pas de l'Hôtel de Ville, mesure 400 mètres carrés de superficie. Il est au rez-de-chaussée et tout de plein pied. Il comprend : cinq grandes salles ajourées au moyen de réflecteurs et d'un ciel ouvert ; dans chacune de ces salles sont aménagés les bureaux, la composition, les machines à imprimer, la salle réservée aux affiches et enfin à la papeterie.

Les beaux jours revinrent pour la vaillante société. Le 25 août 1894, elle bénéficia d'une allocation de

1.500 francs ; le 21 août 1895, une de 1.500 francs ; le 7 août 1896, une de 1.000 francs ; en 1897 et en 1898, deux autres de 500 francs chacune lui furent versées également par le Ministre du commerce.

Elle fut de plus déclarée adjudicataire d'un lot d'imprimés dépendant de la mairie centrale, dans lequel se trouve le *Bulletin municipal officiel* ; c'était du travail assuré qui lui permettait d'occuper un plus nombreux personnel et de donner à son exploitation un plus grand mouvement.

La Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs accepta dans ses rangs l'*Imprimerie Nouvelle*, au même titre que tout autre société d'imprimerie.

Les bénéfices sont ainsi répartis :

Chaque année, l'Assemblée générale ordinaire détermine la part des bénéfices destinés à constituer le fonds de réserve, sans que cette part puisse être inférieure à 5 %, minimum légal.

Elle approuve également la somme à inscrire à la Caisse de solidarité, laquelle sera proposée par le Conseil d'administration, mais sans que cette somme puisse être supérieure à 5 % des bénéfices nets de l'exercice et que le capital maximum de cette caisse ne puisse excéder 2.000 francs.

Le surplus sera divisé de la façon suivante :

10 % au personnel, ouvriers auxiliaires compris, par part égale ;

5 % au Directeur, en sus de ses appointements ;

10 % aux Administrateurs et aux Commissaires,

pour leur gestion, en se basant, pour la répartition, sur les jetons de présence ;

75 % aux actionnaires.

Caisse de solidarité. — L'Association a créé une caisse de solidarité, qui a pour but de venir en aide aux associés et auxiliaires travaillant dans l'atelier social, atteints d'infirmités quelconques, maladies prolongées, ou vieux collaborateurs étant dans l'impossibilité de pouvoir subvenir à leur existence.

Elle est alimentée annuellement par un prélèvement sur les bénéfices, s'il en est produit. Tous les prélèvements annuels sont portés en banque, afin d'être productifs d'intérêts.

La caisse de solidarité est la propriété absolue de l'Association, et nul ne peut, en quittant l'atelier social ou la Société, revendiquer aucun droit sur ladite caisse.

Le Directeur de l'*Imprimerie Nouvelle*, que nous remercions ici bien sincèrement de sa bienveillance à notre égard, nous autorise à reproduire la récapitulation du bilan de la Société au 31 décembre 1905 :

RÉCAPITULATION

Bénéfices nets.....	5.064 15
A déduire. { Intérêts 3 % sur capital 1.200 »	} 4.586 40
{ Réserve légale..... 493 20	
{ Caisse de solidarité.. 193 20	
	3.477 75

15 % au personnel, auxiliaires		
compris	521 65	} 3.477 75
5 % au directeur.....	173 90	
10 % aux administrateurs	347 75	
70 % aux actionnaires	2.431 45	

Grâce à l'ordre, au respect des droits, chacun des ouvriers occupés dans l'atelier social, comprenant que rien de durable n'est possible sans une discipline sévère, s'y soumet avec bonne volonté.

Grâce aussi à la grande économie avec laquelle les travaux sont exécutés, les bénéfices vont toujours en augmentant et la société espère fermement conserver et améliorer graduellement la position acquise avec tant d'efforts. L'idéal des coopérateurs est de léguer à leurs successeurs une Association ouvrière en voie de prospérité croissante et qui rendra de sérieux services à la corporation typographique.

§ 4. — LA VERRERIE OUVRIÈRE DE VÉNISSIEUX.

A l'origine de cette société, le syndicat des verriers de Lyon était à son apogée. Il comprenait la totalité des 500 verriers de la région. Il essaya d'imposer un tarif aux patrons et le conflit qui en résulta dura dix mois.

Au bout de six mois, un certain nombre de verriers, à la tête desquels se trouvait M. Courtot, secrétaire du syndicat, résolurent de fonder une verrerie à Saint-Etienne, rue de la Tréfilerie, où il y avait une ancienne verrerie abandonnée.

On s'y installa et on commença à 20 associés : le premier flacon fut soufflé le 1^{er} août 1891. Les statuts furent rédigés en octobre.

Trois événements se détachent dans l'historique de la verrerie stéphanoise :

- 1° Les difficultés commerciales du début ;
- 2° La transformation progressive, à mesure que le succès financier s'affirma au début, dans les statuts ;
- 3° L'émigration à Vénissieux et la scission qui faillit en résulter.

La clientèle initiale fut difficile à créer. Cependant la grève précédente avait épuisé les stocks, et les marchands en gros, les pharmaciens et les parfumeurs assez puissants pour se hausser à l'achat direct, se laissèrent assez aisément gagner.

Une fois les commandes faites, la clientèle satisfaite s'attacha. Les patrons verriers suscitérent des difficultés à la société. Les fournisseurs de matières premières, notamment de produits chimiques, refusèrent de traiter, même avec paiement d'avance. Mais la société s'imposa de lourds sacrifices et ses efforts furent récompensés par la montée ininterrompue des affaires et par celle des bénéfices : 180.000 francs de vente en 1892, 280.000 francs en 1895.

Les statuts avaient décidé qu'une part des bénéfices serait réservée pour la solidarité, cela sous l'influence de l'idée syndicale, et il semblait que l'argent visé dût aller tout naturellement grossir les fonds de résistance.

En fait, le 20 % que la déclaration réservait à cette

solidarité prit un autre chemin : 4.000 francs furent prêtés en 1895 à la verrerie de Rive-de-Gier, sans intérêt, prêt qui fut d'ailleurs restitué. Peu à peu, au profit de la même société, 30.000 francs de billets furent escomptés. Donc la solidarité a existé plus au profit de la coopération que du développement syndical.

A mesure que le succès s'affirmait, diverses raisons inclinaient M. Courtot, directeur, vers un projet de déplacement. En effet, si à Saint-Etienne la société pouvait facilement s'approvisionner de charbon, par contre, elle était éloignée d'un grand marché de produits fabriqués. La question industrielle cédait le pas à la question des débouchés, question commerciale. Le loyer était d'ailleurs lourd : 3.206 francs jusqu'en 1903.

Près de Lyon, on aurait le centre commercial sous la main. On pourrait acquérir un terrain à soi. On en choisit un à Vénissieux, tout auprès de la gare de Bellevue; une voie de raccordement pouvait pénétrer dans l'usine; elle fut construite. Le terrain coûtait 1 fr. 50 le mètre. Trois associations ouvrières, les maçons, les charpentiers-menuisiers, les plâtriers entreprirent les travaux, achevés rapidement. La dépense totale s'éleva à 150.000 francs, dont 120.000 furent réglés en 1897 et le reste peu après. La fabrication commença le 22 avril 1897.

Un arrangement préalable avait décidé le propriétaire de l'immeuble primitif à une résiliation moyennant 7.500 francs, soit 2 années de loyer.

Actuellement, la verrerie ouvrière de Vénissieux est

une usine magnifique; 250 sociétaires y travaillent le verre. On y fait la flaconnerie en tous genres, bocaux et bouteilles.

Nous remercions particulièrement M. Courtot, qui nous a fait visiter la verrerie. Dans l'immense hall brillent les fours d'où l'on tire le verre éclatant. Les flacons et autres objets sortent du hall par un plan incliné, entassés dans de petits wagonnets, et parcourent très lentement la distance qui les sépare de la taillerie, pour y arriver refroidis. Il y a un atelier de gravure, un de bouchage, sans compter la salle où l'on façonne les creusets d'argile et les magasins pour l'emballage.

Les statuts de la société ont été révisés le 5 février 1899. La société s'appelle : *Verrerie ouvrière de Vénissieux*, avec le sous-titre de *Société coopérative des Verriers réunis du Lyonnais*.

La durée de la société, qui devait expirer le 31 juillet 1903, a été prorogée de 87 années, au 31 juillet 1990, sauf le cas de dissolution. Le capital social, fixé à 20.000 fr. lors de la fondation de la société, en 1891, fut porté, en 1899, à 100.000 francs, divisés en 200 actions de 500 fr. entièrement libérées.

Tous les sociétaires ont le droit d'assister à l'assemblée générale. L'égalité étant un des principes fondamentaux de la société, chaque sociétaire n'a que sa voix délibérative, quel que soit le nombre d'actions dont il est porteur. L'année sociale commence le 1^{er} juillet pour finir le 30 juin.

Chaque année, sur la proposition du Conseil d'administration, l'Assemblée générale décide le mode de répartition des bénéfices aux sociétaires et aux auxiliaires.

Une caisse de retraites est fondée au profit de tous les travailleurs et employés de la société, âgés ou invalides. Elle est constituée par le prélèvement de 5 % au moins sur les bénéfices annuels, sans aucun versement de la part des sociétaires.

La retraite sera de vingt-cinq francs pour les hommes et de dix francs pour les femmes, par chaque année sociale de travail consécutif à la société.

Tout travailleur âgé de 55 ans révolus et tout travailleur invalide et reconnu comme tel par décision de l'Assemblée générale aura droit à une retraite annuelle et viagère.

Toutefois, à l'âge de 45 ans révolus et après quinze années au moins de travail consécutif dans la Société, le travailleur se retirant volontairement de la Société aura droit à une retraite proportionnelle, mais sous la condition expresse qu'il n'entrera pas comme ouvrier ou employé dans une autre verrerie.

Les périodes de service militaire et la maladie dûment constatée compteront pour la retraite.

Il en sera de même du temps passé antérieurement à ce jour à la société.

En aucun cas cependant, il ne sera fait état, pour la retraite, des années passées à la société avant l'âge de 20 ans révolus.

Le travailleur exclu n'y aura aucun droit.

La retraite est allouée à titre alimentaire; elle est incessible et insaisissable; elle est payée par trimestre.

Tout retraité cesse d'être sociétaire; ses actions lui seront remboursées.

Les sociétaires malades sont soignés gratis les 15 premiers jours, puis ils donnent 1 fr. 50 par jour pendant la seconde quinzaine et 2 francs par la suite.

La société elle-même indemnise des accidents.

La société a une situation présente très prospère. Elle a déjà vendu toute sa production pour 1907. Elle exporte ses produits en Algérie et en Angleterre. Elle doit servir d'exemple et de réconfort aux jeunes coopératives de production lyonnaises.

SECTION II. — Les sociétés coopératives de consommation

Dès 1849, Lyon vit se constituer de nombreuses coopératives de consommation. On comptait même, avant cette époque, un certain nombre d'essais coopératifs.

Le nombre des Associations coopératives dans le département du Rhône a suivi une progression constante et régulière depuis 1870. On peut en juger, par le tableau suivant, dans lequel toutes les sociétés encore existantes sont groupées d'après leurs dates de création, par périodes de dix années : ⁽¹⁾

(1) V. Lyon en 1906 : *La vie sociale à Lyon*, par J. Vermorel.

DATE DE LA FONDATION	BOULANGERIES	ÉPICERIES	DIVERSES	TOTAUX
Avant 1870	7	12	0	19
De 1870 à 1880	10	2	4	16
De 1880 à 1890	13	4	14	31
De 1890 à 1900	6	1	14	21
	36	19	32	87

En 1906, il y avait 99 coopératives de consommation dans le département du Rhône, dont 57 pour Lyon.

On peut les répartir en coopératives de chauffage, de boulangerie, d'épicerie ; les coopératives d'épicerie s'occupent presque toujours de charcuterie et de vente de vin. Il en est qui joignent à leur commerce la vente du charbon, de la brosserie, de la mercerie, de la bimboloterie, de la chaussure, de la bonneterie, etc., etc.

Les coopératives vendant exclusivement à leurs membres sont peu nombreuses : cinq au maximum. Les coopératives de charbon et de boulangerie vendent pourtant presque toujours uniquement à leurs membres.

Les coopératives vendant au public lui font une remise le plus souvent de 3 %, par l'emploi de tickets de remboursement.

Le supplément de bénéfices ne se répartit pas aux clients étrangers.

Les sociétés lyonnaises n'attachent pas un intérêt spécial à l'augmentation du nombre des coopérateurs.

Il n'est pas rare de constater que leurs statuts limitent le nombre d'adhérents à 150 ou 200.

Certaines coopératives donnent des secours en nature ou constituent un fonds de prévoyance servant à établir des retraites aux coopérateurs.

Les prix de vente diffèrent suivant les formes de coopératives ou leurs modes d'action. Deux systèmes sont employés dans les coopératives lyonnaises :

1° Vente au prix courant du commerce avec répartition des bénéfices ;

2° Vente à prix majorés pour frais généraux.

Certaines coopératives qui, en principe, vendent au prix courant pour certains rayons, vendent aussi en dessous du prix courant pour d'autres. La répartition des bénéfices s'opère de deux façons :

1° Répartition par tête (par coopérateur) ;

2° Répartition au prorata des achats.

On peut évaluer le nombre des adhérents aux 99 coopératives du Rhône à 23.712 environ, dont 15.057 pour les 6 arrondissements compris dans Lyon, avec 57 sociétés.

LISTE GÉNÉRALE DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CONSOMMATION DU RHÔNE

Lyon (1 ^{er} arrond').	Boulangerie du Bon-Pasteur.
—	La Rayonnante.
—	La Cérés.
—	Epicerie du Mont-Sauvage.

- (1^{er} arrond^t, suite).. La Laborieuse.
— Boulangerie ménagère.
— Avenir des Travailleurs.
— La Ryne.
— La Coopérative.
Lyon (2^e arrond^t).. Agents P. L. M.
— Coop. de chauff. des 2^e et 5^e arr.
— Boulangerie du II^e.
— Agents P. L. M.
— La Parfumeuse.
— La Famille.
— L'Union mut. française.
Lyon (3^e arrond^t).. Coop. de chauff. du III^e
— L'Union.
— Coop. des ouvr. indép.
— Union des boulonniers.
— L'Avenir.
— La Famille.
— L'Union ouvrière.
— Société de chauffage.
— La Fraternelle P. L. M.
— L'Ouvrière vinicole.
Lyon (4^e arrond^t).. Assoc. de chauff. du IV^e.
— L'Avenir économique.
— Boulang. des familles.
— L'Alimentaire des Tapis.
— La Ménage.
— La Prévoyance sociale.
— La Tribu Lyonnaise.

(4 ^e arrond ^t , suite) ..	La Croix-Roussienne.
—	L'Union des Familles.
—	Société ouvrière.
—	L'Alimentaire du clos Bissardon.
—	L'Emancipation ouvrière.
—	L'Espérance ouvrière.
—	La Prévoyante.
—	La Famille.
—	La Fraternelle.
—	L'Epicerie ouvrière.
—	Coop. de la Ch. synd. des tisseurs.
Lyon (5 ^e arrond ^t) ..	L'Union des consommateurs.
—	La Ménagère de Vaise.
—	Cercle populaire et coop. de Vaise.
—	Cave des tanneurs.
—	Cercle progressif des travailleurs.
—	L'Union des répartiteurs équi- tables.
—	N ^{lle} Assoc. ménagère de chauff- fage.
—	Union des travailleurs de Vaise.
Lyon (6 ^e arrond ^t) ..	Coop. des ouvriers mégissiers.
—	Union des travailleurs de la Cité Lafayette.
—	Agents des Tramways O. T. L.
—	L'Avenir.
Amplepuis.....	La Fraternité.
Bourg-de-Thizy ...	L'Union de Ronzy.
—	L'Econome.

Chambost-Allières.	Boulangerie coopérative.
Condrieu.....	Boulangerie coopérative.
Cours.....	L'Abeille.
—	La Prévoyance.
Cublize.....	La Prévoyante.
Givors-Canal.....	Boulangerie des travailleurs.
—	Le Sémaphore P. L. M.
—	Boulangerie coopérative.
Grandris.....	Boulangerie sociale.
—	La Gerbe.
Grigny.....	Boulangerie coopérative.
Grigny-Givors-Chasse.....	Coopérative P. L. M.
Lamure-sur-Azergues.....	Coopér. des tisseurs.
L'Arbresle.....	La Fraternelle.
Montplaisir.....	L'Alimentation coopér.
Neuville-sur-Saône.	Société coopérative.
Oullins.....	Cave économique.
—	Boulang. des travailleurs
—	Agents P. L. M.
—	Coopér. des travailleurs.
Pont-Trambouze...	L'Avenir social.
Pierre-Bénite.....	Cave économique.
—	Coop. de consommation.
Saint-Andéol-le-Château.....	Coopérative Andéolaise.
Sain-Bel.....	L'Union ouvrière.
Saint-Just-d'Avray.	L'Union des ménagères.
Sainte-Foy-l'Argentière.....	Boulangerie coopérative.
Saint-Vincent-de-Reins.....	L'Union.
Tarare.....	L'Egalité.

Tassin-la-Demi-Lune.....	Boulang. de l'Etoile.
Theize.....	Boulangerie coopérative.
Thizy.....	La Laborieuse.
Valsonne.....	La Fraternelle.
Vénissieux.....	Soc. coop. d'alimentation.
Villefranche-sur-Saône.....	Boulang. sociale de prévoyance.
—	L'Union ouvrière.
Villeurbanne.....	Cuisine des corroyeurs.
—	N ^{ue} Association ouvrière.

Parmi les sociétés coopératives de consommation lyonnaises, l'une des plus intéressantes est certainement la *Famille*.

Cette société a été fondée en 1902. Elle n'accepte pour clients que tous les travailleurs syndiqués de Lyon et banlieue. Elle a pour but l'achat et la vente en commun de tous les produits ; le prix de vente est fixé par le Conseil d'administration. La vente se fait au comptant. Le siège de la société est fixé à Lyon, rue Saint-Michel, 23. Elle a deux magasins de vente, rue Saint-Michel et rue Marc-Antoine-Petit, 17.

La société s'interdit la vente des liqueurs alcooliques, cela malgré le préjudice commercial qui peut en résulter pour elle.

La *Famille* a pour but de créer entre tous les travailleurs syndiqués un trait d'union, ou, tout en trouvant les objets nécessaires à la vie, soit comme qualité et comme prix, de procurer des ressources non seulement à ses adhérents, mais à l'ensemble des travailleurs.

Ainsi les bénéfices sont distribués de la manière suivante :

- 50 % à la consommation ;
- 30 % aux grèves et œuvres sociales ;
- 10 % à la prévoyance ;
- 10 % au fonds de réserve.

La société a un fonds de prévoyance alimenté :

- 1° Par le 10 % sur les bénéfices réalisés ;
- 2° Par le produit des amendes ;
- 3° Par l'intérêt des sommes placées ;
- 4° Par les bénéfices non réclamés.

Denier de la Veuve. — Il est créé dans la société la *Famille* une caisse dite *Denier de la Veuve*. Cette caisse est alimentée par une somme de 100 francs prélevée sur les bénéfices nets de la société, au décès d'un sociétaire ; y ont droit, au décès d'un sociétaire : sa veuve ou ses enfants mineurs ; à leur défaut, ses parents, s'ils habitaient avec lui et s'ils étaient à sa charge.

Si le sociétaire décédé était seul, la somme sera versée à ceux qui seront reconnus par le Conseil d'administration avoir été à sa charge ; dans ce cas, le Conseil s'entoure de tous les renseignements qu'il juge nécessaires.

Pour bénéficier de ladite caisse, il faut être à jour de ses versements sur sa part sociale, acheter à la société pour 150 francs de marchandises, au moins, par semestre et avoir au moins six mois de présence à la société.

La somme versée à la veuve ou aux autres ayants

droit est fixée à 100 francs ; au cas où plusieurs décès se produiraient dans un semestre, il sera prélevé sur les bénéfices nets autant de sommes de 100 francs que de décès.

Si le sociétaire défunt ne se trouve dans aucun des cas cités ci-dessus, la somme reste acquise à la caisse du *Denier de la Veuve*.

CHAPITRE III

INSTITUTIONS EXTRA-SYNDICALES FONDÉES A LYON EN FAVEUR DES OUVRIERS

M. Gide, dans une conférence, disait aux ouvriers :
« ... Vous vous plaignez qu'on ne s'occupe pas de vous ;
» on ne s'occupe au contraire que de vous !

» La question sociale, comme on l'appelle, est sans
» cesse présente à la pensée, sinon des oisifs qui ne
» comptent pas, du moins de tous ceux qui pensent,
de tous ceux qui cherchent, de tous ceux qui mènent le
» monde.

» Dans ces dernières années surtout, elle a créé toute
» une législation et toute une littérature ! »

Il est presque superflu d'ajouter qu'elle a provoqué
surtout des institutions remarquables ayant pour but
l'éducation sociale et le bien-être général des travail-
leurs.

Ce courant de sympathie irrésistible a traversé toute
la France et un volume serait nécessaire pour décrire
l'ensemble des institutions sociales fondées seulement

par l'initiative privée, sans compter la collaboration des patronages et des Pouvoirs publics.

A Lyon, notamment, l'initiative privée, inspirée d'un esprit puissant de solidarité et de sollicitude éclairée à l'égard des classes laborieuses, a créé pour leur éducation, pour leur bien-être matériel, des institutions aussi utiles qu'agréables et que nous allons passer en revue.

§ 1^{er}. — ŒUVRES D'ÉDUCATION SOCIALE.

A. — *L'Office Social de Lyon.*

L'Office Social de Lyon a été fondé en 1901, sur l'initiative de MM. Paul Pic, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon, à l'Ecole supérieure du commerce et à la Martinière, et Justin Godart, avocat à la Cour d'appel de Lyon.

Voici quel en est le but :

1^o Fournir aux industriels et commerçants des renseignements de toutes sortes pour la fondation d'œuvres sociales en faveur de leurs ouvriers et employés ; leur donner des plans, devis et mémoires sur les améliorations à apporter à leurs usines et magasins pour la protection contre les accidents, pour l'hygiène, la salubrité, etc. ;

2^o Offrir aux ouvriers et aux syndicats une organisation qui puisse leur donner tous les renseignements relatifs à la marche des associations (sociétés de secours

mutuels, de crédit populaire, coopératives, etc.), à leur création, leur en suggérer l'organisation par des conférences, etc.;

3° Créer une bibliothèque et réunir les documents relatifs au Travail et à l'Economie sociale dans la région lyonnaise;

4° Organiser des cours et conférences permettant aux jeunes gens de faire leur éducation économique et sociale, les mettant à même d'avoir, sur les points essentiels dont on discute tous les jours, des idées précises qu'ils pourraient répandre autour d'eux; ces cours tendraient aussi à former les éducateurs du peuple;

5° Créer une Revue et un volume annuel. (Cette Revue existe depuis 1899. Elle a pour titre : *Questions pratiques de Législation ouvrière et d'Economie sociale*. Elle a une portée générale, mettant entre les mains du grand public les moyens d'avoir une connaissance exacte des « notions indispensables à quiconque désire se faire » une conviction raisonnée sur les grandes questions » dont la solution intéresse l'avenir de la démocratie et » de la civilisation elle-même ». Ce sont les termes du programme de la Revue).

Le volume a pour titre : *Le Mouvement économique et social dans la région lyonnaise*. Comme son titre l'indique, il est plus spécialement consacré à la région lyonnaise. Il se divise en trois parties :

I. — Etude du milieu, géographie économique. — Le travail, la vie matérielle, intellectuelle et morale. — Renseignements pratiques.

II. — Bibliographie.

III. — Varia. — Articles importants, enquêtes, monographies de communes, etc.

L'Office social fut, dès ses débuts, favorablement accueilli et, à l'heure actuelle, cette société d'éducation économique et sociale groupe un grand nombre d'adhérents, recrutés dans tous les milieux : intellectuels, industriels, commerciaux et ouvriers.

Les enquêtes constituent une des plus actives préoccupations du Comité de l'Office social. Elles portent sur le mouvement syndical, coopératif, mutualiste, sur le travail à domicile à Lyon et dans la région, sur l'hygiène des usines et ateliers, sur l'apprentissage, sur l'application des lois ouvrières, sur les conditions générales de la vie à Lyon.

Les conférences ⁽¹⁾ ont pour objet l'étude en commun, avec discussions fort animées, des problèmes sociaux actuels ou d'intérêt économique immédiat.

Enfin le plus important moyen d'action de l'Office social a été la création d'un Enseignement social s'adressant au peuple. Cet enseignement a été créé et fonctionne depuis les premiers jours de 1906. Il a reçu l'appui de la Municipalité, qui inscrit à son budget une subvention annuelle à l'Office social pour l'organisation de ses cours et de sa bibliothèque.

Les cours sont faits à la Bourse du travail de Lyon

(1) V. liste complète des conférences depuis l'origine, dans : *La Vie sociale à Lyon*, par Jean Vermorel (extrait de *Lyon en 1906* publié par le Comité local du Congrès de Lyon, 1906.

par des hommes dévoués à la cause des travailleurs et au premier rang desquels se trouvent des professeurs des Facultés de Lyon.

Le programme de cet enseignement vraiment démocratique est vaste et répond aux préoccupations dominantes des travailleurs. Il comprend : l'hygiène sociale, les accidents du travail, les syndicats professionnels, les assurances ouvrières, les doctrines sociales, les juridictions industrielles, les grèves et arbitrages, le travail des femmes, des enfants et des adultes, le travail à domicile, l'enseignement technique, le contrat de travail, les logements ouvriers, les monopoles, trusts, régies d'Etat ou régies municipales, etc.

L'Office social participe aux divers Congrès ayant pour but l'étude des questions sociales.

Il s'est, dans ce but, affilié comme groupe régional à la section française de l'Association internationale pour la protection légale des Travailleurs et a pris une part active à tous les Congrès successifs de cette Association (Paris, Cologne, Bâle, etc.).

B. — *Cercles d'études et d'activités sociales.*

Des cercles d'ouvriers et d'étudiants existent depuis longtemps déjà à Lyon. Leur but est de répandre dans les milieux populaires l'enseignement social, artistique, littéraire.

Nous citerons le *Cercle de Vaise*, fondé en 1894, dans un but de pénétration de classes et d'instruction popu-

laire. Il se transforma en 1902, en mettant à sa base une coopérative de consommation. Il prit alors le nom de *Cercle populaire et coopératif de Vaise*. Il est situé à Vaise, à l'extrémité du faubourg, 78, rue de la Pyramide. Le président d'honneur du Cercle de Vaise est M. Justin Godart, député du Rhône.

Il y a là un vaste magasin d'épicerie. Après le magasin, un immense jardin ; puis une salle où se donnent les conférences, chaque semaine, le samedi. Cette salle sert aussi de bibliothèque. A chaque conférence, les auditeurs sont nombreux ; des professeurs, des orateurs éminents vont y parler.

D'autres cercles existent. Il faut citer, en premier lieu, le *Cercle populaire de la Guillotière*, fondé en 1894, à la même époque que celui de Vaise et qui est une œuvre laïque, dirigée uniquement et sans tutelle aucune, sans influence étrangère, par un Conseil d'administration que l'Assemblée générale des membres choisit. Dans ce Conseil, la place est faite égale aux instituteurs, employés, ouvriers, aux femmes et aux hommes. Comme œuvre post-scolaire, le Cercle est affilié à la Ligue française de l'enseignement. Il donne des cours et des exercices appropriés à la jeunesse. C'est ainsi qu'il possède une section de gymnastique et d'instruction militaire et est affilié à l'Union des sociétés de gymnastique de France, à la Fédération des sociétés de gymnastique du Rhône et du Sud-Est et à l'Association de gymnastique de Lyon et du Rhône.

Il possède aussi un orchestre, une chorale mixte et

une section littéraire. Il a pour programme général l'éducation sociale des travailleurs par des conférences et des réunions.

Il faut citer aussi le *Cercle d'Etudes sociales du II^e arrondissement*.

Ce cercle organise chaque semaine des causeries sur des sujets d'intérêt social. Il a fondé aussi une colonie scolaire dont le but est d'envoyer le plus grand nombre possible d'enfants malheureux à la montagne.

§ 2. — L'OFFICE MUNICIPAL DU TRAVAIL.

On sait les services rendus par l'Office du Travail de Paris et l'importance de cette institution au point de vue économique et social. Peu de grandes villes possèdent des organisations aussi complètes que celle que la municipalité lyonnaise a créée, il y a plus de deux ans. Pénétrés de l'utilité de mettre à la disposition des travailleurs des services s'occupant de leurs intérêts professionnels, les membres du Conseil municipal de Lyon ont établi, sur des bases essentiellement pratiques, l'Office du Travail lyonnais, dont voici les modes d'activité, indiqués par la liste des divers services :

1^o *Service de l'Office du Travail proprement dit.*

— Ce service comprend toutes les questions se rattachant aux affaires suivantes :

Syndicats professionnels : dépôt et modifications de statuts, liste des administrateurs ; sociétés de secours mutuels ; caisses de retraites pour la vieillesse, majo-

rations de pensions, de rentes viagères ; travail des enfants dans l'industrie : livrets d'apprentis, protection légale des femmes et des enfants ;

Déclarations d'accidents du travail ;

Bureaux de placement ;

Renseignements administratifs, consultations juridiques gratuites. Archives du travail, documents et statistiques relatifs à l'organisation du travail à Lyon et dans la région du Sud-Est ;

Conseil des Prud'hommes : installation, fonctionnement, admission à cette juridiction ;

Caisses de chômage ;

Enseignement professionnel ménager et social, apprentissage.

Les déclarations d'accidents du travail, grâce à l'organisation de ce service, ont été plus nombreuses que les années précédentes, alors que l'installation d'un bureau spécial chargé de les recevoir n'existait pas encore.

En janv. 1905, 370 accid. étaient déclarés à la Mairie.

En août 1905, 470 — —

En mars 1906, 559 — —

2° *Bureau de placement pour les ouvriers et ouvrières des métiers.* — Il est tenu, dans les bureaux de l'Office du Travail, un registre indiquant les places vacantes et les noms des ouvriers et ouvrières demandant des places pour les divers métiers. Ce registre est à la disposition constante des ouvriers et des patrons.

Un autre registre est destiné à l'inscription des jour-

naliers demandant du travail. Sous la direction d'un chef de service, le placement, dans l'alimentation spécialement, est assuré par des employés qui appartiennent aux diverses branches de l'alimentation. Une salle d'attente est réservée aux employés qui viennent demander du travail.

Voici les chiffres des offres, des demandes et des placements, dans toutes les professions (ouvriers, ouvrières) pour une période de six mois, pendant les années 1905 et 1906 :

Septembre 1905 : 796 demandes, 1.001 offres ; 356 placements à demeure, 264 placements en extra, en tout : 620 placements.

Février 1906 : 929 demandes, 718 offres ; 256 placements à demeure, 143 placements en extra, en tout : 399 placements.

§ 3. — LOGEMENTS ÉCONOMIQUES ET HABITATIONS A BON MARCHÉ. — SOCIÉTÉS DIVERSES.

La Société lyonnaise de logements économiques est, de beaucoup, la plus importante de toutes les sociétés de construction existant en France. Elle n'a pas pu cependant se faire approuver, conformément à la loi du 30 novembre 1894, car elle a une branche consacrée à l'alimentation.

Elle a été fondée en 1886, sous le nom de *Société civile de logements économiques*, par MM. Aynard, Gillet, F. et L. Mangini. Le capital social était fixé à 200.000

francs, divisés en quatre parts égales de 50.000 francs. Avant de rien entreprendre, les fondateurs firent, par l'intermédiaire de la Société d'enseignement professionnel du Rhône, une enquête approfondie de l'état de l'habitation ouvrière à Lyon. Cette enquête leur donna des indications très précises sur les prix des loyers et la distribution qu'il fallait adopter pour les logements.

Puis ils adoptèrent, après étude des méthodes de construction, deux types : l'un, composé de logements de trois pièces au rez-de-chaussée et aux deux premiers étages, et de logements de deux pièces aux deux derniers étages ; l'autre, composé exclusivement de logements de trois pièces. Dans ce nombre de pièces est toujours comprise une salle à manger-cuisine. Les deux types sont construits en béton de mâchefer, sauf la partie inférieure, jusqu'à un mètre du sol, qui est en moellons. Les cloisons des caves sont en dalles de ciment, les escaliers en pierre, les planchers en fer et maçonnerie sur hourdis. Les parquets sont en chêne.

Au bout de la première année d'exploitation, les fondateurs, voyant qu'un intérêt de 4 % pouvait être servi aux actionnaires, tout en accumulant les réserves nécessaires aux travaux d'entretien et à l'amortissement des immeubles, n'hésitèrent pas à transformer leur société civile en société anonyme. Celle-ci fut fondée le 26 mars 1888, au capital de un million, dont 500.000 francs étaient souscrits par la Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône.

Deux ans après, le 3 mai 1890, le Conseil, constatant

la situation de plus en plus prospère de la société, proposait à l'assemblée générale de doubler le capital. Cette proposition fut adoptée et la Caisse d'épargne prit ferme la moitié du nombre d'actions émises, l'autre moitié étant souscrite par des autres actionnaires. Deux ans après la constitution de la société en société anonyme, cette dernière avait bâti 24 maisons avec 288 logements.

Successivement, les 1^{er} juin 1892, 9 avril 1894, 21^{er} mai 1897, eurent lieu de nouvelles augmentations de capital : il est à présent de 5 millions de francs. Le dividende distribué a toujours été de 4 %.

La société possédait, en 1900, 118 maisons, situées dans tous les quartiers ouvriers de la ville, renfermant 1.417 logements.

Actuellement, la société possède 133 maisons contenant 1.583 logements, ayant coûté 6.233.618 francs, soit en moyenne 3.935 francs par logement.

Le prix locatif ⁽¹⁾ moyen par an est, pour les maisons hors du centre de la ville et dans la banlieue, louées à des ouvriers, par logement : de 225 fr. 44 ;

Pour les maisons dans le centre de la ville et louées à des ouvriers, loyer du logement : 336 fr. 65 ;

Pour les maisons dans le centre de la ville et louées à des employés, loyer du logement : 545 fr. 22.

Comme exemple de ces diverses constructions, on peut citer :

1^o Le groupe de la Mouche, composé de huit maisons

(1) Rapp. Conseil d'admin. à l'Ass. gén. de 1903.

contenant 94 logements, loués en moyenne 17 francs par mois, soit 204 francs par an. Le prix de revient a été le suivant :

Terrain.....	53.000 fr.
Construction	237.843 »
TOTAL.....	290.843 »

Prix de revient par logement : 3.094 francs ; revenu brut, 6,53 %;

2° Le groupe de la rue de Bonald. — Il est composé d'une maison contenant 16 logements, loués en moyenne 300 francs par an. Le quartier est plus riche que les autres. Le prix de revient a été de :

Terrain.....	18.779 fr.
Construction .	67.553 »
TOTAL....	86.332 »

Prix de revient par logement : 4.583 francs ; revenu brut, 7,08 %;

3° Le groupe des Trois-Pierres. — Il est composé de neuf maisons contenant 114 logements, loués en moyenne 252 francs par an. Le prix de revient a été de :

Terrain.....	130.577 fr.
Construction	376.013 »
TOTAL.....	506.590 »

Prix de revient par logement : 4.443 francs ; revenu brut, 6,57 %⁽¹⁾.

(1) Ferrand, op. cit., p. 217.

Pour rendre de réels services, la société doit continuer à s'établir dans chaque quartier ouvrier, car dès qu'un groupe est établi en quelque endroit, les loyers diminuent autour de lui. Il faut qu'elle offre des logements aux prix mêmes des affreux réduits que l'on veut faire disparaître.

Comité local des habitations à bon marché. — Par décret présidentiel du 5 janvier 1898, a été installé à Lyon le Comité local des habitations à bon marché de l'arrondissement de Lyon.

Son but est parfaitement défini par les articles 1 et 2 de la loi du 30 novembre 1894, modifiée par la loi du 12 avril 1906.

L'activité du Comité se dépensa tout d'abord en enquêtes sur les logements insalubres, en recherches d'améliorations, puis il organisa un concours public en vue de réunir les meilleurs types d'habitations à bon marché. Ce concours public, décrété « par décision du Comité local », en date du 1^{er} août 1904, fut organisé avec le souci de tenir compte, dans la plus large mesure, de l'application de la loi du 15 février 1902 et du règlement sanitaire de Lyon, dû à l'initiative de M. Augagneur, ancien maire.

Le Comité reçut en 1904, du Conseil général du Rhône, deux allocations : l'une de 600 francs, ayant pour but d'assurer au Comité son fonctionnement normal, l'autre de 1.000 francs, pour lui permettre d'organiser le concours.

Rôle de la Caisse d'épargne du Rhône à l'égard des

habitations à bon marché. — La Caisse d'épargne et de prévoyance du Rhône est actuellement celle qui a consacré la plus grosse somme à l'œuvre des logements ouvriers.

En 1903, le Conseil de la Caisse d'épargne, après que la Société des Logements économiques eut remboursé, en totalité, le prêt qui lui avait été consenti, entreprit de construire directement des maisons ouvrières, en leur consacrant une partie de la fortune personnelle de la Caisse.

La Caisse d'épargne usait ainsi de la faculté conférée par la loi du 20 juillet 1895.

En procurant aux ouvriers des appartements confortables, à un prix peu élevé, la Caisse les faisait participer indirectement aux bénéfices que, grâce à eux, elle avait en partie réalisés.

Elle s'est donc préoccupée d'améliorer les conditions du logement dans les petites villes industrielles du département du Rhône, en y construisant quelques groupes de petites maisons ; elle se contente cependant de les louer sans chercher à en rendre l'ouvrier propriétaire. Des constructions furent édifiées à Thizy, Bourg-de-Thizy, Pont-Trambouze, Cours, suivant le type habituel d'améliorations, c'est-à-dire remplissant toutes les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé morale et physique de leurs habitants.

Ces maisons comportent, suivant les types, 3 ou 4 pièces ; elles sont accouplées par 2 ou par 4, mais disposées de façon à donner une indépendance complète

aux locataires. Chaque locataire possède un jardin de 200 mètres carrés et un hangar.

Une maison comprenant 4 logements de 4 pièces revient à 17 ou 18.000 francs, ce qui donne pour chaque logement un prix moyen de 4.500 francs. Dans ces conditions, la Caisse d'épargne peut procurer aux ouvriers des appartements d'un loyer de 180 francs par an.

Le Conseil s'est aussi préoccupé de fournir aux employés, dont la situation est aussi digne d'intérêt que celle des ouvriers, des habitations élégantes et bien aménagées, d'un prix relativement peu élevé. Le type adopté est la maison isolée à 2 étages, avec cave et grenier et comprenant 6 pièces; le prix du loyer varie de 400 francs à 450 francs par an.

La Caisse a affecté à ces habitations à bon marché une somme de 250.000 francs, tant pour l'achat des terrains que pour la construction même. Sur 64 logements prévus au plan général, 40 environ sont terminés et occupés.

Le Cottage : Société lyonnaise des maisons salubres et à bon marché pour faciliter l'accession à la propriété par le travail et l'épargne.

Cette société a été fondée en 1891 par MM. Paul Bonnaure, Chaurand et Biéatrix, en vue du bien-être matériel et moral du travailleur.

Son but est de venir en aide aux ouvriers ou employés moraux et économes qui désirent devenir propriétaires de leur foyer.

Pour cela faire, elle construit au gré des preneurs fu-

turs propriétaires, aide à construire ou acquiert des habitations saines, économiques et bien construites. Ces maisons sont vendues à des prix modérés et avec faculté de paiement à terme; ou bien louées en comprenant dans le loyer un amortissement qui permet au locataire de devenir propriétaire au bout d'un certain nombre d'années.

Lorsqu'un ouvrier ou employé se présente réunissant les conditions de moralité et d'économie exigées, il choisit dans les nombreux plans exécutés ou projetés celui qui lui convient.

A ce plan, il peut apporter toutes les modifications qu'il juge convenables ou utiles à ses besoins. Il peut même, s'il ne trouve rien à sa convenance, en faire dresser un autre par l'architecte de la société.

Une fois le plan accepté et le coût total de la maison débattu et arrêté, il signe l'engagement de prendre cette maison une fois édiflée et verse immédiatement une certaine somme à titre de garantie. Cette somme, la société peut ou l'augmenter ou la diminuer, suivant le degré de confiance que lui inspire le preneur.

A ce locataire, futur propriétaire, la société ouvre alors un compte courant. Au crédit est porté le versement de garantie et toutes les sommes versées à un titre quelconque; au débit, on inscrit le prix convenu de la maison et, à la fin de l'année, l'intérêt de ce prix à 5 %. Aux 30 juin et 31 décembre de chaque année, le compte est arrêté et l'on reporte à nouveau le solde débiteur.

Au 31 décembre 1903, la société avait construit 91 maisons à Lyon, Oullins, Irigny, Villeurbanne, etc.

Société d'épargne des retraites : l'Etoile du Foyer. — La Société d'épargne des retraites est une caisse philanthropique de prévoyance et d'épargne. Elle a été fondée le 10 juin 1890 à Paris. Elle a deux agences à Lyon, rue Paul Chenavard et cours de la Liberté.

La Société a pour but la constitution en dix, quinze, vingt années, à la volonté du souscripteur :

D'un capital espèces; d'une retraite, quel que soit l'âge de l'adhérent; d'une dot pour les enfants; d'une propriété, maison d'habitation, payable en 10, 15 ou 20 années, à la volonté du preneur.

La Société a créé un service spécial sous la forme d'une société filiale dénommée : *Société foncière d'habitations salubres, urbaines et rurales*, dont le fonds social est exclusivement employé en construction de maisons au profit des sociétaires de la Société d'épargne des retraites.

La Société ne construit de maisons que pour ses sociétaires. Toute demande de maison doit donc être accompagnée de la prise d'un livret d'épargne de la Société, si le demandeur n'est pas déjà sociétaire. Par exemple, pour une maison de 6.000 francs, la somme souscrite au livret devra être de 3.000 francs au minimum.

Les sommes versées sur ledit livret devant servir de gage au paiement intégral de la maison, le sociétaire, avant d'entrer en possession de son immeuble, devra

avoir acquitté, soit en une seule fois, soit par des versements fractionnés, la moitié au moins de la somme souscrite au livret.

Exemple : pour une somme de 6.000 francs :

Somme souscrite..... 3.000 fr.

Somme versée..... 1.500 »

En prenant possession de sa maison, le sociétaire n'aura plus qu'à payer régulièrement les termes sur la base de 8 % (amortissement et intérêt compris) du prix de la maison, sans être obligatoirement tenu de continuer les versements sur son livret d'épargne.

Le livret restera la propriété du sociétaire et constituera, à l'aide des versements effectués et des bénéfices sociaux, un capital destiné à créer une pension de retraite au titulaire, ou bien à libérer les dernières annuités de la maison, au choix du sociétaire.

Conditions de paiement des maisons individuelles. — Les maisons seront vendues moyennant une plus-value de 3 % d'intérêts permanents, soit 5 % d'amortissement et 3 % d'intérêts.

Ces paiements s'effectueront mensuellement ou trimestriellement, suivant conventions. Exemple : une maison de 3.000 francs se paiera à raison de 20 fr. par mois ou 60 fr. par terme.

La maison sera ainsi payée en 20 ans. De sorte que les sommes payées comme loyer seront autant d'acomptes sur le prix d'achat.

Si donc le sociétaire paie sa maison en 20 ans, il versera chaque année $\frac{1}{20}$ du prix total, soit 5 % plus 3 % d'intérêts en tout 8 %.

S'il la paie en 10 ans, il versera chaque année $1/10^e$ du prix total, soit 10 %, plus 3 % d'intérêt permanent, en tout 13 %.

La Société facilite aux locataires de ses maisons la contractation d'une assurance temporaire au moyen de laquelle ledit locataire aura la certitude que, s'il vient à mourir avant d'avoir pu payer entièrement le prix de son habitation, sa famille pourra se trouver propriétaire de l'immeuble, sans avoir à verser le reliquat dû.

Les plans et les prix donnés sur les tableaux de la Société ne portent que sur la construction, car le prix du terrain varie nécessairement avec les localités.

D'autres sociétés sont en voie de formation à Lyon ou sont de fondation toute récente. Ce sont :

La Chaumine, fondée le 5 avril 1905, coopérative, au capital social de 20.500 francs, approuvée le 11 novembre 1905;

Le Foyer familial lyonnais, 27 janvier 1902, coopérative, capital social 30.000 francs;

Société anonyme de construction et de crédit d'habitations à bon marché, Lyon-Foyer, en voie de formation, capital, 50.000 francs, approuvée le 8 mars 1906;

Le Patrimoine immobilier, en voie de formation, société anonyme, capital, 50.000 francs, approuvée le 10 août 1905;

Société anonyme des logements économiques J.-B. Martin, 25 février 1904, capital, 50.000 francs, approuvée le 28 janvier 1905;

Société anonyme coopérative de construction d'habitations à bon marché des employés de commerce et de l'administration (coopérative du Parc Chaussagne), 1905, capital, 5.000 francs.

§ 4. — RESTAURANTS OUVRIERS.

Le mouvement en faveur de l'amélioration du logement des travailleurs a eu pour répercussion dans notre ville la création, dans des immeubles spéciaux, de restaurants économiques, destinés à servir aux ouvriers des repas à des prix très modiques.

L'initiative de ces créations est due à M. Mangini, qui, après avoir longtemps étudié la question, avait acquis la conviction que « l'on pouvait livrer des aliments de » toute première qualité, des boissons absolument » pures, à des prix inférieurs, au prix le plus bas des » établissements secondaires, tout en obtenant l'intérêt » des capitaux engagés ».

Une société fut fondée : l'*Association alimentaire du VI^e arrondissement*. Dans un immeuble construit par ses soins et grâce à la constitution rapide d'un capital important, un des premiers restaurants populaires fut ouvert le 10 janvier 1892.

La dépense moyenne de chaque convive est d'environ 60 centimes. Pour ce prix, on peut faire un repas avec pain, viande et légume.

Voici les prix des jetons délivrés au guichet d'entrée :

Pain.....	5 cent.
Viande ou poisson (150 grammes).....	20 »
Légume ou pâte alimentaire (forte portion) ..	10 »
Soupe grasse ou maigre.....	10 »
Dessert varié suivant la saison.....	10 »
Café	10 »
Café cognac.....	20 »

En outre, moyennant un jeton de 15 centimes, le client est admis dans une salle spéciale. Il y est servi par un garçon et reçoit une serviette.

Cette somme est à peine suffisante pour payer le service et le blanchissage.

L'installation et l'entretien du restaurant sont des plus appréciés par une certaine catégorie d'employés qui viennent y prendre leurs repas et qui y trouvent l'agrément du service, alors que les autres clients, moins astreints à tenir un certain rang, prennent à la cuisine leurs aliments et les apportent eux-mêmes dans la salle commune.

Le restaurant fondé par l'*Association alimentaire du VI^e arrondissement* est situé rue Louis-Blanc, dans le quartier des Brotteaux.

D'autres restaurants ouvriers existent dans divers quartiers de Lyon, à la Guillotière, place du Pont et dans la rue Mercière.

Il n'y a qu'à visiter ces restaurants pour se rendre compte, par le nombre de clients qui y affluent chaque

jour, du succès qu'ils ont obtenu et de leur grande utilité sociale.

§ 5. — L'ŒUVRE LYONNAISE DES JARDINS OUVRIERS.

L'Œuvre des jardins ouvriers est due à l'initiative d'une femme de grand cœur, M^{me} Hervieu, à Sedan.

M. l'abbé Lemire, député du Nord, fonda, pour vulgariser l'Œuvre, la ligue du coin de terre et du foyer. En 1901, l'Œuvre des jardins ouvriers s'installa à Lyon.

Elle débuta humblement, faisant à quelques hommes de bien seulement la confidence de ses projets. Elle voulait donner un peu de bonheur aux ouvriers chargés de famille, à ceux qui, travaillant durement dans les ateliers, n'ont pas le temps de jouir de la terre, parce que leur vie se gagne à l'usine, ni d'en procurer la jouissance à leur famille, parce que le salaire paie le pain, mais ne saurait payer la campagne.

L'Œuvre disait : nous louerons des terrains à proximité des quartiers où l'on travaille ; nous les partagerons entre les familles ; le père, au sortir de l'usine, viendra cultiver son jardin au lieu d'entrer au cabaret ; la mère quittera le galetas où elle manque d'air et de lumière. Elle amènera ses enfants jouer « à leur campagne », au lieu de se battre au coin des rues.

Dans les 62.870 mètres carrés dont l'Œuvre lyonnaise est locataire, 339 ménages récoltent leurs légumes, 1.425 enfants s'ébattent au grand air.

Le *Jardin ouvrier* donne ce qu'avaient rêvé de mieux

ses promoteurs : un peu de bien-être, par son travail, à l'homme du peuple, un peu de joie à sa famille. Alors que le chômage sévit, plus d'un ménage ouvrier doit à son petit jardin de ne pas manger son pain sec.

Créée au printemps de 1901, l'Œuvre lyonnaise des jardins ouvriers possédait, en 1905, 339 jardins répartis en 13 sections, occupés par 2.132 personnes, dont 1.425 enfants.

En mars 1901, l'Œuvre distribuait ses premiers jardins à la Mouche : 25 jardins donnés à autant de familles.

A cette première section vint s'en ajouter une autre, rue de l'Enfance, à la Croix-Rousse, comprenant : 27 jardins, en tout 110 personnes, sur une surface de 3.150 mètres carrés.

En 1902, se créèrent les sections suivantes :

1° *Les Culattes*. — Une nouvelle section à la Mouche, proche de la précédente, dans le clos Palandre, chemin des Culattes, d'une surface de 4.800 mètres, répartis en 19 familles ayant 59 enfants ;

2° *Choulans*. — L'œuvre louait un petit clos de 1.700 mètres à la montée de Choulans, N° 55 ; 11 jardins, chacun de 110 mètres environ, y furent formés ;

3° *La Section de la Doua*, située chemin de la Doua, au Grand-Camp. Dans un grand clos planté d'arbres fruitiers et de vignes, l'Œuvre occupe 6.500 mètres carrés, divisés en 24 jardins, avec 172 personnes, parmi lesquelles des familles de 10 à 11 enfants ; les jardins ont été tirés au sort le 16 avril 1902 ;

4° *Section de l'Hippodrome*, rue de Bruxelles, derrière l'usine Marnas; 3.700 mètres, divisés en 16 jardins comprenant 85 personnes;

5° *La Section de la Guillotière*, 7.850 mètres attribués à 53 familles; la distribution des premiers jardins s'est faite le lundi de Pâques 1902. Elle compte 300 enfants, formant une population de 400 personnes.

La superficie des lots varie de 125 à 175 mètres carrés, suivant le nombre des enfants. L'expérience permet d'affirmer que dans un bon terrain, bien fumé, 100 mètres carrés de culture intensive fournissent à une famille de six à huit personnes tous les légumes frais qu'elle peut consommer durant l'année.

Depuis lors l'Œuvre lyonnaise a créé d'autres groupes : *Champfleuri*, *Gare d'eau*, *Les Gravières*, *La Scaronne*.

§ 6. — LE CONGRÈS DE L'ALLIANCE D'HYGIÈNE SOCIALE DE LYON, MAI 1907.

Il faut dire quelques mots, puisque nous parlons d'habitations à bon marché et de jardins ouvriers, du Congrès d'hygiène tenu à Lyon en mai 1907.

Le Congrès de l'Alliance d'hygiène sociale, tenu récemment à Lyon, a examiné, entre autres questions de grande importance, celle de l'habitation ouvrière (séance du 15 mai 1907).

M. Paul Pic, professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Lyon, a, dans un remarquable rapport, mon-

tré la portée sociale du problème des logements ouvriers, les solutions qui y ont été apportées à l'étranger, la situation créée en France sur les lois de 1894 et de 1906.

M. Rey, architecte de la Fondation Rothschild, parla des habitations ouvrières et des espaces libres dans les grandes villes.

M. Bonnaure, président de l'Œuvre lyonnaise des jardins ouvriers, et M. Benoit-Lévy traitèrent la question des jardins ouvriers et des cités-jardins.

Ces rapports furent l'objet de discussions animées auxquelles prirent part MM. Léon Bourgeois, Mabil-
leau, Cheysson, Pic, Lanoir, Guerin, Guerry, secrétaire de la Bourse du travail. Ces discussions se terminèrent par l'adoption des vœux suivants :

« Le Congrès, estimant que l'idée de propriété est au
» plus haut point une idée de progrès et de préservation
» sociale, émet le vœu que les organisations syndicales
» et coopératives dirigent leurs efforts et consacrent le
» meilleur de leurs ressources à l'édification de mai-
» sons à bon marché pour tous leurs membres et que la
» loi soit au besoin modifiée dans ce sens. » (D^r Bou-
reille.)

» Que la proposition de M. Siegfried, relative à l'ex-
» propriation pour cause d'insalubrité, soit examinée
» dans le plus bref délai et dans l'esprit le plus favora-
» ble par le législateur ;

» Que la reconstruction d'habitations salubres et à bon

» marché, en remplacement des immeubles expropriés,
» soit également envisagée par le législateur. » (D^r Gau-
tier.)

» I. — Il est éminemment désirable que les Conseils
» généraux et municipaux, déférant à l'invitation du
» législateur, constituent des commissions spéciales
» chargées d'étudier, de concert avec les comités de
» patronage départementaux, les moyens pratiques de
» susciter et d'encourager, dans les limites déterminées
» par la loi de 1906, les initiatives privées tendant à
» l'amélioration de l'habitation ouvrière ; la sous-
» cription d'actions est particulièrement recommandée.

» II. — Il est également désirable que les institutions
» de prévoyance et d'assistance, spécialement les Cais-
» ses d'épargne, les bureaux de bienfaisance, les hôpi-
» taux et hospices, consentent à se plier aux méthodes
» nouvelles, largement appliquées à l'étranger, et affec-
» tent désormais une partie de leurs ressources, soit à
» la construction en régie de maisons ouvrières, soit à
» des souscriptions d'actions ou d'obligations, soit à
» des prêts aux coopératives de construction ou autres
» sociétés de construction à bon marché.

» III. — Il importe de faire en France l'éducation de
» l'opinion, soit par l'enseignement ménager, soit par
» des conférences publiques et cours d'hygiène sociale
» et expositions et tous autres moyens de propagande,
» de soutenir et d'encourager toutes les initiatives in-
» dividuelles ou collectives tendant au même but. »
(M. Pic.)

« Le Congrès, approuvant la décision unanime du
» Congrès mutualiste de Nice, émet le vœu que les so-
» ciétés de secours mutuels entreprennent directement
» la solution du problème de l'habitation salubre et
» à bon marché, d'abord en affectant à des construc-
» tions populaires une partie de leurs fonds inalié-
» nables, ensuite en comprenant l'habitation parmi
» les services mêmes de la mutualité, en y appli-
» quant les procédés qui ont fait la force et la vitalité
» de cette institution. » (M. Mabillean.)

« Il y aurait le plus grand intérêt, chaque fois qu'une
» opération de voirie urbaine, a pour but l'élargis-
» sement des voies existantes ou la création de voies
» nouvelles et nécessite des démolitions d'immeubles,
» de prévoir, dans la proportion des ressources desti-
» nées à cette opération, une somme suffisante pour
» l'acquisition d'espaces libres, inaliénables, destinés à
» la construction par des sociétés d'habitations à bon
» marché de logements populaires, et de stipuler que
» cette somme sera, jusqu'à son emploi effectif, déposée
» à la Caisse des dépôts et consignations, avec men-
» tion de son affectation spéciale. » (MM. A. Rendu,
Talamond et Rey.)

» Le Congrès émet le vœu que les Pouvoirs publics,
» à la suite d'une enquête générale dans toutes les vil-
» les françaises de plus de 20.000 habitants, dressent la
» liste des espaces libres appartenant aux administra-

» tions publiques existant actuellement dans ces villes
» et, par mesure législative, décident que ces espaces
» rendus inaliénables ne pourront servir à établir des
» constructions. » (M. Rey.)

D'autres vœux ont été adoptés concernant l'encouragement à donner aux jardins ouvriers et aux cités-jardins.

CONCLUSION

Il ressort de l'étude que nous venons de faire des créations syndicales en France et à l'Etranger que, dans l'ensemble, notre pays est moins avancé que certains de ses voisins, l'Angleterre et l'Allemagne, pour ne citer que ceux-là.

L'Angleterre, pays de liberté, possède dans les *Trade-Unions* l'œuvre la plus impressionnante que la classe ouvrière ait créée avec la seule ressource de sa volonté réfléchie et de sa persévérance opiniâtre.

Les merveilleux résultats obtenus par les *Trade-Unions* ne doivent cependant pas faire oublier les luttes ardentes qu'elles durent soutenir contre le patronat anglais, les persécutions et les lois prohibitives qu'elles subirent avant d'être reconnues légalement.

Il faut lire leur histoire pour se convaincre qu'elles ont parcouru des phases de violences, de déchainement révolutionnaire, avant d'en arriver à la puissance et à la sagesse qui ont forcé au respect et à la confiance leurs anciens adversaires.

Elles eurent la bonne fortune d'avoir à leur tête des hommes remarquables, ouvriers eux-mêmes, qui furent

de véritables apôtres et qui, loin de prêcher la haine des classes, exhortaient les travailleurs à la dignité humaine, à l'union entre eux, à tenir loyalement leurs engagements envers leurs patrons.

Mais en revanche, ces hommes déployèrent une incroyable énergie dans la conquête de ce qu'ils pensaient pouvoir atteindre. L'esprit pratique les inspirant, ils ne voulurent pas détruire la société, mais simplement constituer une société ouvrière et, pour cela, ils semèrent le bon grain de la solidarité dans le modeste sillon de la classe ouvrière. Il en résulta la plus belle moisson d'institutions de prévoyance et d'assistance qu'ils eussent eux-mêmes souhaitée.

L'Allemagne, par des moyens différents, est arrivée, de son côté, à des résultats non moins remarquables. L'Etat capta la force sociale selon la conception bismarkienne. Il entreprit d'être lui-même l'éducateur des ouvriers, de les prémunir contre tous les risques qui les menacent, en faisant collaborer les patrons à cette œuvre et en fournissant lui-même des subsides.

Par l'assurance obligatoire, l'Allemagne a économisé de l'argent au service d'assistance publique et n'a fait qu'activer l'évolution des ouvriers vers le bien-être et la sécurité.

En France, pays de liberté au même titre que l'Angleterre, le mouvement syndical n'a pas pris l'extension qu'on prévoyait après la loi du 21 mars 1884.

On s'imagine assez facilement en France qu'une loi doit tout changer dans son ressort de ce qui constituait l'ancien état de choses. On s'étonna donc que la loi de

1884 n'eût pas fait parcourir plus rapidement aux syndicats professionnels une brillante carrière.

Certains désespérèrent de voir réussir en France le régime syndical, disant qu'il était incompatible avec le caractère français, avant tout individualiste.

L'accroissement du nombre des syndicats et de leur effectif, depuis 1884, fait bon marché de ce pessimisme. Les ouvriers français sont aussi portés à s'associer que ceux d'autres pays. Ce sentiment puissant de solidarité, ils le manifestèrent au moyen âge et sous l'ancien régime, en créant le compagnonnage qui résista victorieusement à toutes les prohibitions suggérées par les corporations.

La Révolution, en proclamant la liberté individuelle, crut la garantir précisément en interdisant la liberté d'association, et ce fut là une grande erreur dont souffrit longtemps la classe ouvrière.

Cependant l'esprit d'association était si fort en elle qu'elle organisa la résistance contre les effets de la concurrence naissante, sous les apparences inoffensives de sociétés de secours mutuels.

Lorsqu'elle crut la liberté assurée, en 1848, la classe ouvrière, au lieu de rester inactive, fonda des sociétés coopératives.

Si donc le mouvement d'association syndicale se manifesta médiocrement jusqu'à ces derniers temps, à en juger par le petit nombre de syndiqués relativement à la masse des travailleurs, cela tient à ce que les syndicats sont restés longtemps immobilisés dans une phase de luttes ardentes, même après la loi de 1884 qui, si elle

consacrait leur reconnaissance légale, ne pouvait empêcher les patrons de la méconnaître.

Les syndicats ouvriers traversèrent à ce moment une période dangereuse pour leur existence. Les patrons, comprenant que, désormais, les Pouvoirs publics tiendraient la balance égale pour tous, devinrent de plus en plus hostiles aux revendications ouvrières appuyées par les syndicats et forcèrent ces derniers à devenir des armées de combat, quand ils n'auraient dû rester que des associations strictement professionnelles.

Dans l'ardeur de la lutte, les syndicats écoutèrent trop souvent les meneurs politiques.

Les grèves succédèrent aux grèves. Les ouvriers ne se syndiquèrent que temporairement pour les organiser et, sitôt les grèves terminées, rompaient le lien qui les avait unis. La masse des travailleurs finit par se lasser de ces associations qui, même victorieuses, ne pouvaient se maintenir, faute d'une organisation solide et permanente. Cependant, on peut constater que le syndicalisme en a fini ou à peu près avec ces batailles qui compromettaient sa vitalité. Au lieu de soulever les ouvriers en tumultes, comme faisaient les Gaulois devant l'invasion romaine, il entre peu à peu dans une voie plus méthodique, la défense des intérêts professionnels.

Il faut que les syndicats ouvriers suivent l'exemple de cette admirable Fédération des travailleurs du Livre, qui est comme une *Trade-Union* transplantée en France. Les créations syndicales doivent être multipliées et encouragées par l'Etat qui, d'ailleurs, affirme

sa sympathie à la classe ouvrière par son intervention discrète. L'Etat ne veut pas capter la force sociale, ni la réglementer étroitement. Il veut, au contraire, l'aider à se diriger plus aisément vers le but qu'elle s'est fixé.

Il est à souhaiter que la législation ouvrière française s'enrichisse des trois assurances obligatoires qui ont si bien réussi en Allemagne à améliorer la situation des ouvriers et employés. Les syndicats ouvriers seront les intermédiaires naturels entre leurs membres et l'Etat pour la perception des cotisations.

L'assurance obligatoire aura pour résultat de faire passer les ouvriers malheureux de la classe des secourus dans la classe des prévoyants. L'Etat doit donc favoriser, développer, créer au besoin de toutes pièces les institutions de prévoyance.

Les sociétés de secours mutuels sont un faible palliatif aux misères des classes inférieures, car la majorité de leurs adhérents n'appartiennent pas à ces classes et les pensions de retraites qu'elles allouent sont absolument insuffisantes.

Un grand nombre de propositions de lois, dont nous avons analysé une partie, ont préconisé l'organisation de l'assurance sociale selon le système allemand, au moins pour la vieillesse et l'invalidité. D'ailleurs, l'expérience est déjà faite de l'assurance obligatoire dans cette branche par les lois des 29 juin et 19 décembre 1894 et 16 juillet 1896 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs. La condition essentielle au succès de l'assurance obligatoire sera la participation des ouvriers, de concert avec les patrons et l'Etat. On ne

peut admettre en effet certains projets de loi qui tendraient à faire de l'ouvrier un assisté, alors qu'il faut au contraire le faire contribuer, selon ses moyens, à sa propre assurance.

Pour le chômage, l'Etat français a su profiter des expériences entreprises à l'étranger. Il subventionne les caisses syndicales de chômage et déjà les municipalités pratiquent activement le système gantois.

C'est de la bonne décentralisation, car chaque région se trouve dans des conditions économiques particulières et le mode de subvention municipale peut se mouler exactement sur les besoins locaux de la classe ouvrière.

L'action syndicale sera beaucoup allégée dans sa tâche par cette intervention de l'Etat.

Elle en bénéficiera au point de vue de l'accroissement des adhérents aux syndicats, ceux-ci faisant fonction de collecteurs des cotisations. Ces relations familiariseront les indépendants avec l'idée syndicale. Le placement par les Bourses du travail lui attireront aussi des adeptes. Toutes les créations syndicales concourront à la propagande de la solidarité.

La coopération elle-même, si elle reste fidèle à l'esprit syndical, apportera un sérieux contingent d'institutions favorables à la cause commune. Elle doit être la collaboratrice dévouée du syndicat.

A ce dernier incombe le devoir de défendre les intérêts professionnels de la classe ouvrière, de l'instruire, d'améliorer sans cesse les conditions de sa participation à la production, en fondant les bases solides du contrat collectif de travail.

La coopération a le devoir de perfectionner l'économie ménagère de l'ouvrier. Elle est déjà arrivée à des résultats encourageants. Loin de vivre sur le salaire modeste du travailleur, elle ne lui en prend qu'une partie, et c'est pour la lui rendre en produits excellents, en bénéfices, en œuvres de mutualité.

Si dans le domaine de la production, elle offre aux ouvriers des débuts pénibles, elle est pour eux une école d'énergie, d'éducation économique et, pour couronner leurs efforts, elle leur assure l'indépendance.

Elle peut jouer enfin un rôle très utile en ce qui concerne le crédit, surtout si elle prend modèle sur les sociétés d'épargne et de prêts si prospères en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il est regrettable que la loi du 19 avril 1905 soumette les sociétés coopératives de consommation à la patente. Ce n'est pas juste, car on fait à ces sociétés une situation inférieure à celle des sociétés de production qui, elles, reçoivent des subventions pour leur développement.

De plus, on devrait tenir compte du but très louable que se proposent d'atteindre les coopératives de consommation. La plupart, en effet, s'interdisent de vendre de l'alcool à leurs membres et font une active propagande contre l'alcoolisme. Elles sont, de ce fait, concurrencées par le commerce de détail et il est à craindre qu'elles en arrivent à vendre elles aussi des liqueurs alcooliques pour faire rentrer les frais de patente.

L'exemption de la patente serait donc une prime à l'antialcoolisme et cela seul suffirait à la justifier.

Toutes ces questions qui intéressent les travailleurs, contrat collectif, assurances sociales, coopératives, constituent un vaste programme d'études et de réformes urgentes. Le travail est de plus en plus un élément vital dans la nation et il était logique qu'il fût enfin représenté dans le Gouvernement de la République française par le Ministère du travail, institué par décret, le 15 octobre 1906. Ce Ministère vient à son heure pour préparer les lois sociales, fonder un Code du travail. Il pourra intervenir directement, et en conciliateur, dans les conflits du capital et du travail.

L'esprit du Ministère nouveau doit être, comme l'a dit M. Viviani, un esprit d'évolution et non de révolution sociale; « il n'est même pas fondé pour résoudre la » question sociale; il est un ministère d'enquête et » d'étude; il est aussi le préparateur des réformes so- » ciales, non pas seulement parce que le ministre doit » prendre la plume pour jeter sur le papier ses désirs » ou ses volontés, mais parce que, perpétuellement pen- » ché sur les travailleurs, discernant leurs besoins, » donnant à leurs réclamations légitimes, sous la forme » de projets de loi précis, toutes les satisfactions, il doit » recueillir les revendications ouvrières et, sans en di- » minuer l'éclat, les apporter ici, à la tribune du Parle- » ment ».

Le Ministère a pour devoir, non pas de comprimer, mais de discipliner l'effort des travailleurs, non pas d'arrêter, mais d'organiser leur marche.

« Bien loin de diminuer la liberté syndicale, nous al- » lions l'étendre en étendant la capacité syndicale et en

» faisant disparaître du Code pénal ces deux dispositions exorbitantes du droit commun par lesquelles étaient prévues et frappées les atteintes à la liberté du travail ».

Le ministre veut donc donner à la loi de 1884 son développement le plus large et le plus complet, et favoriser les organisations syndicales dans la plus grande mesure. Mais de cet appui, de ces encouragements, les travailleurs ne doivent pas conclure qu'ils vont être les seuls à s'imposer et que leurs aspirations pourront, sans nulle contrainte, se donner un libre essor.

Sans vouloir « leur apprendre quoi que ce soit », le ministre leur rappelle, fort à propos, des vérités nécessaires :

« Il faut que les travailleurs se rappellent que, s'ils ont des droits éclatants, ils ont aussi des devoirs sérieux; que la libération économique, comme la libération intellectuelle, ne peut pas venir d'une catastrophe, mais viendra seulement de la volonté des hommes et de l'action des choses;... qu'ils doivent haïr, parce qu'elles sont nuisibles à leurs destinées, et la déclamation qui est la parodie de l'action, et la violence qui est la caricature de la force ».

M. Viviani, en ce qui concerne sa tâche parlementaire, dit qu'il ira soutenir au Sénat la loi des retraites « avec les principes sur lesquels elle s'appuie, surtout avec ce principe sans lequel il n'y a pas de retraites, et qui est le principe de l'obligation ».

« Nous viendrons après au projet de loi sur le contrat collectif, ayant en nous l'humiliation de penser que,

» cent deux ans après la promulgation de ce Code civil
» qui contient 2.281 articles, jusqu'à 1890, il n'y avait
» pas un article qui visât, je ne dis pas le contrat collec-
» tif, qui est une nouveauté, mais le contrat individuel
» de travail, et qui vint fixer les garanties et les droits
» des travailleurs et des employés ».

Si l'Etat, comme on peut en juger par ces paroles, affirme toujours davantage sa sollicitude à la classe ouvrière, la société, elle aussi, travaille généreusement à gagner enfin la confiance et la reconnaissance des travailleurs.

Le nombre d'institutions fondées par l'initiative privée pour l'éducation sociale, pour le bien-être général des ouvriers et de leurs enfants, affirme d'une manière décisive l'esprit démocratique en France.

Il faut espérer que tous ces efforts combinés de l'Etat, de la société et des intéressés eux-mêmes auront pour résultat de guérir peu à peu les plaies sociales qu'un socialiste allemand souhaitait voir s'envenimer.

Et si l'on peut prévoir l'avenir, il est manifeste que tous ces efforts doivent viser plus haut.

Ce n'est pas seulement par esprit de solidarité qu'il faut agir, mais encore par un impérieux besoin de défense économique.

Si les nations en arrivent à envisager la guerre comme de plus en plus difficile, par suite du jeu des alliances et de la paix armée, elles entreprennent une lutte économique plus redoutable que la première sur le vaste champ de bataille industriel et commercial.

Il est temps, pour notre pays, d'organiser une armée

de travailleurs, afin de conquérir un rang honorable dans l'activité mondiale.

Et qu'on le veuille ou non, la nécessité d'un budget social, d'un budget du Travail s'impose.

Il est temps que les syndicats professionnels comprennent enfin leurs devoirs, car, il faut bien le dire, leur attitude est en général inquiétante. Ils sont pénétrés de l'esprit révolutionnaire. La Confédération générale du Travail est l'exemple fâcheux de cette tendance, et si nous estimons qu'elle a une existence parfaitement légale, il n'en est pas moins vrai qu'il faut réprimer ses abus.

Il est inutile pour cela de faire une loi limitant les prérogatives et les droits de la C. G. T.

La loi de 1884 prévoit suffisamment les abus qui pourraient être commis par les syndicats, à la simple condition d'appliquer ses dispositions restrictives.

Il est dit, en effet, dans cette loi, que les syndicats ne doivent poursuivre d'autre but que celui de la défense des intérêts corporatifs.

La Confédération générale du Travail ne saurait avoir de droits plus étendus que ceux des syndicats groupés autour d'elle, par conséquent l'action gouvernementale reste entière.

Ce ne sont pas les lois qui nous manquent en France, peut-être même en avons-nous trop ; il ne s'agit que d'avoir la clairvoyance et la fermeté de les appliquer et tout rentrera dans l'ordre.

Il faut qu'il n'y ait aucune équivoque sur le caractère de l'agitation que les anarchistes de la Confédération

générale du Travail cherchent à propager dans tout le pays.

A les en croire, ils se borneraient à défendre « leurs idées » ; ce seraient des « délits d'opinion » qu'on leur reprocherait en les poursuivant. Or, ces idées, ce sont la provocation au sabotage et à l'action directe, lancées soit dans les réunions, soit dans les journaux révolutionnaires. Et à la veille du 1^{er} mai, notamment, les appels à la violence, les manifestes incendiaires sont devenus plus abondants encore, dans le but de semer l'agitation dans le pays, dans tous les corps de métier, d'y inciter au pillage, à l'assassinat, au vol, au sabotage.

Quant aux effets de ces provocations, ils ne se sont point fait attendre et la liste qui en est publiée par les journaux en est tristement longue.

Il ne faut pas s'y tromper, les « défenseurs de ces idées-là » se rendent en réalité coupables de provocations et de crimes prévus par les lois et non de délits d'opinion. On se trouve en présence d'une bande d'audacieux, de enhardis par une trop longue impunité, qui ont conçu la plus invraisemblable entreprise révolutionnaire et anarchiste qui se puisse imaginer et qui tentent de la réaliser, en abusant de toutes les libertés que la République a données à la France.

Il ne faut pas les laisser faire, il faut appliquer les lois.

Mais surtout et avant tout, il faut que la masse des travailleurs honnêtes et sérieux, à qui répugnent les excès, les manœuvres lâches et viles, indignes du tem-

pérament français et de la qualité de citoyens, s'organise sans tarder ; qu'elle forme des syndicats vraiment professionnels et qu'elle y adhère en nombre. Elle doit prendre exemple sur les syndicats anglais qui, au Congrès de Belfast, ont rejeté les formules vagues et dangereuses pour le vrai but syndical.

Chaque profession doit être représentée par un groupement homogène. Il ne faut pas de dualité entre syndicats, divisés en rouges et jaunes. Cette division ne fait qu'attiser la haine et l'esprit révolutionnaire.

Lorsque l'élément sain de la classe ouvrière aura la majorité dans les décisions syndicales, les syndicats feront œuvre utile et nous verrons peut-être la *Confédération générale du Désordre* remplacée enfin par la *Confédération générale du Travail*.

Vu, à Lyon, le 29 mai 1907.

Le Président du Jury de la Thèse,
P. PIC.

Vu, à Lyon, le 30 mai 1907.

Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer :

Lyon, le 31 mai 1907.

Le Recteur de l'Académie de Lyon,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

- BUREAU..... Le contrat collectif de travail et rôle des syndicats professionnels. Paris, Alcan, 1902.
- BONCOUR (P.)..... Le fédéralisme économique. Paris, Alcan, 1900.
- BARTHOU..... L'action syndicale. Paris, Rousseau, 1904.
- BRANTS..... La petite industrie contemporaine. Paris, Lecoffre, 1903.
- BRENTANO..... La question ouvrière. Paris, Jouaust, 1885.
- DES CILLEULS..... Histoire de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles. Paris, Giard et Brière, 1898.
- BELLOM..... Les lois d'assurance ouvrière à l'étranger, 2 vol. Paris, Rousseau, 1892.
- BOULLAY..... Code des syndicats professionnels. Commentaire de la loi du 21 mars 1884. Paris, Durand, 1886.
- BRUNOT..... Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels. Paris, Berger-Levrault, 1885.
- Dictionnaire d'économie politique* (nouveau). — V. Enseignement professionnel. Cohendy et Bonnet.
- FAGNIEZ..... Corporations et syndicats. Paris, Lecoffre, 1905.
- FERRAND..... L'habitation à bon marché. Paris, Rousseau, 1906.

- GIDE (Ch.)..... La coopération Paris, Larose, 1905.
— Les sociétés coopératives de consommation. Paris, Colin, 1904.
— Economie sociale. Paris, Larose, 1905.
GONNARD..... Caractères généraux de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, avec préface de P. Pic. Paris, 1898.
— La vieillesse et l'invalidité en France. Paris, Fontemoing, 1898.
HAUSER..... Ouvriers du temps passé. Paris, Alcan, 1899.
HOWELL..... Le passé et l'avenir des Trade-Unions. Paris, Guillaumin, 1892.
LAVOLLÉE..... Les classes ouvrières en Europe. 3 vol. Paris, Guillaumin, 1884.
LEBLANC..... L'enseignement professionnel en France au début du XX^e siècle. Paris, Cornély, 1903.
LEDRU et WORMS..... Commentaires sur la loi du 21 mars 1884. Paris, Larose, 1885.
LEFORT..... Les caisses de retraites ouvrières. 2 vol. Paris, Fontemoing, 1906.
LEVASSEUR..... Histoire des classes ouvrières en France avant 1789. 2 vol. Paris, Rousseau, 1900, 2^e édition.
— Histoire des classes ouvrières en France, de 1789 à 1890. 2 vol. Paris, Rousseau, 1903.
Lyon et la région lyonnaise en 1906. 2 vol. Lyon, Rey, 1906.
MAROUSSEM (Du)..... La question ouvrière. 4 vol. Paris, Rousseau, 1891, 1894.
MARTIN (Germain)..... La grande industrie sous Louis XIV. Paris, Rousseau, 1899.
MARTIN ST-LÉON..... Le compagnonnage. Son histoire, ses coutumes. Paris, Colin, 1901.
— Histoire des corporations de métiers. Paris, Guillaumin, 1897.
MANTOUX et ALFASA.... La crise du Trade-Unionisme. Paris, Giard, 1897.
MOLINARI (De)..... Les Bourses du travail. Paris, Guillaumin, 1903.

PIC (Paul).....	Traité de législation industrielle. Paris, Rousseau, 1903, 2 ^e édition.
ROUSIERS (Paul DE)....	Le Trade-Unionisme en Angleterre. Paris, Colin, 1897.
WEBB (S. et B.).....	Histoire du Trade-Unionisme. Paris, Giard, 1897.
NICOTRA.....	Il contratto collettivo di lavoro. Naples, 1906.

DOCUMENTS OFFICIELS, ENQUÊTES RAPPORTS

Conseil supérieur du travail :

Les caisses de chômage. Paris, Impr. Nation., 1903.

L'enseignement professionnel. Paris, Impr. Nation., 1905.

Exposition Universelle de 1900. — Rapports du jury international. Groupe XVI^e. Economie sociale et introduction générale, t. V.

Journal officiel. — Propositions de lois et rapports. Docum. parlem. de la Chambre des députés et du Sénat.

Office social de Lyon. — Le mouvement économique et social dans la région lyonnaise, t. I et II. Lyon, Storck. Pic : Le projet de loi français sur les retraites ouvrières et le referendum, 1902, 1903, t. I, p. 4, 1902.

Office du travail. — Les associations professionnelles ouvrières. 4 vol., 1899-1904.

Office du travail. — Les associations ouvrières de production, 1897.

Alliance d'hygiène sociale. — Congrès de Lyon 1907. L'habitation ouvrière et la législation française. (Loi du 12 avril 1906.) Rapport présenté par M. P. Pic, professeur à la Faculté de Droit.

THÈSES

BATTLO	Le placement du travail. Etat actuel de la question. Paris, 1903.
DEBOLO	L'apprentissage à l'atelier. Lyon, 1906.
DUPIN	Du mouvement syndical dans l'industrie allemande. Paris, 1902.
CROSSON DU CORMIER ..	Les caisses syndicales de chômage en France et en Belgique. Paris, 1905.
DURANTHON	Rôle des associations professionnelles ouvrières dans les institutions de prévoyance. Bordeaux, 1899.
FACDOUEL	La Fédération française des travailleurs du livre. Lyon, 1904.
FOUQUÉ	La crise de l'apprentissage et les progrès de l'enseignement professionnel. Paris, 1900.
FROMONT DE BOUAILLE .	Conciliation et arbitrage. Paris, 1905.
GODART	L'ouvrier en soie. Monographie du tisseur lyonnais. Lyon, 1899.
GODINET	Les Conseils de travail. Dijon, 1905.
GOUTEIX	Régime légal des sociétés coopératives en droit français. Paris, 1901.
JOURDAN	Les bureaux de placement d'après la loi du 14 mars 1904. Paris, 1904.
LAS CASES (DE)	L'assurance contre le chômage en Allemagne. Paris, 1906.
LEFÈVRE	Evolution des syndicats professionnels. Paris, 1894.
LEMONON	Les assurances ouvrières. Paris 1902.
MOINDROT	Réformes à introduire dans la législation des syndicats professionnels. Lyon, 1898.
NADAUD	La question du placement des ouvriers et des employés. Paris, 1899.
NORMAND	Etude comparée sur le placement en France et à l'étranger. Paris, 1900.

- RAYNAUD (Berth.)..... Le contrat collectif du travail. Paris, 1901.
- VIVIER..... L'assurance contre le chômage involontaire. Lyon, 1898.
-

PÉRIODIQUES

Annuaire des syndicats professionnels, industriels, commerciaux et agricoles.

Almanach de la coopération française, suisse et canadienne, 1907.

Almanach de la coopération socialiste illustré, pour 1907.

Rulletin de l'Office du Travail, 1906.

Bulletin de la Société de Législation comparée, 1891.

Bulletin de la Société d'études législatives, 1905-1906.

Musée Social. — Mars 1902, N° 3. Quelques pages d'histoire syndicale belge, par Louis Varlez. Avril 1902, N° 4. Les syndicats ouvriers allemands, *Jewerkvereine* et *Jewerkschaften*, par Tondeur Scheffler.

Annales, février 1902.

Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale :

1900, 161. Varlez : L'assurance contre le chômage à Gand.

1900, 11. Pic : La législation ouvrière.

1901, 15. Pic : La question des bureaux de placement devant la Chambre.

1900, 121. Pic : A propos de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.

1904, 33 et 84. Nast : Le placement des travailleurs et l'évolution syndicale.

1904, 19, 49. Hayem : La forme juridique des coopératives de consommation.

1905, 133. Julio Perez Canto : Les sociétés d'épargne et de prêt.

1905, 65. Cohendy : L'enseignement professionnel obligatoire dans les pays étrangers.

1906, 150. Amieux : Un avant-projet de loi sur l'enseignement technique industriel et commercial.

1906, 275. Pic : La question des retraites ouvrières en France et le mouvement doctrinal.

Revue politique et parlementaire :

1895, p. 94, Raoul Jay : L'assurance ouvrière et la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Revue trimestrielle de droit civil :

1902 (extrait), Pic : Capacité civile des syndicats professionnels. La jurisprudence et le contrat collectif de travail.

1903, 27. Pic : De la rupture ou de la suspension d'exécution du contrat de travail par l'effet des grèves ouvrières ou des lock-outs patronaux.

Recueil des arrêts du Conseil d'Etat, rédigé par Panhard, février 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — EVOLUTION DE LA CLASSE OUVRIÈRE VERS LE CONTRAT COLLECTIF DE TRAVAIL....	9
§ 1 ^{er} . — Le contrat individuel de travail.....	12
§ 2. — Nécessité du contrat collectif de travail.....	13

PREMIÈRE PARTIE

Législation des créations syndicales en France et à l'Etranger.....	23
CHAPITRE I ^{er} . — LÉGISLATION DES CRÉATIONS SYNDICALES EN FRANCE.....	25
Section I ^{re} . — <i>Législation des créations syndicales avant la loi du 21 mars 1884</i>	25
Section II. — <i>Les ressources syndicales, d'après la loi de 1884</i>	33
Section III. — <i>Législation des créations syndicales en France</i>	38
§ 1 ^{er} . — L'enseignement professionnel syndical.....	38
§ 2. — Prévoyance et assistance.....	44
§ 3. — Les sociétés coopératives	60
§ 4. — Ateliers syndicaux.....	82
§ 5. — Contentieux et arbitrage	82

CHAPITRE II. — LA LÉGISLATION DES CRÉATIONS SYNDI- CALES A L'ÉTRANGER.....	85
Section I ^{re} . — <i>L'enseignement professionnel</i>	86
Section II. — <i>Institutions de prévoyance et d'assistance</i> ...	89
§ 1 ^{er} . — Les assurances ouvrières contre les accidents, la maladie et la vieillesse-invalidité à l'Etranger.....	92
§ 2. — L'assurance contre le chômage à l'Etranger.....	98
Section III. — <i>Les sociétés coopératives</i>	122
CHAPITRE III. — PROJETS DE RÉFORMES INTÉRESSANT LES CRÉATIONS SYNDICALES EN FRANCE.....	130
§ 1 ^{er} . — Projets de loi tendant à accroître la capacité syndicale.....	131
§ 2. — Propositions de loi pour remédier au chômage..	145
§ 3. — Projet de loi sur les sociétés coopératives	153
§ 4. — Projets de loi pour l'abrogation des articles 414 et 415 du Code pénal. — La responsabilité syndicale et la loi anglaise du 21 décembre 1906 sur les Trade- Unions.....	161
§ 5. — Proposition Millerand sur le règlement amiable des différends relatifs aux conditions du travail. — Les Conseils régionaux du travail	171
§ 6. — Projet de loi sur le contrat de travail.....	195

DEUXIÈME PARTIE

Rôle économique et social des créations syndicales....	203
--	-----

CHAPITRE I ^{er} . — L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SYN- DICAL	205
Section I ^{re} . — <i>Causes économiques et sociales du déclin de l'apprentissage. — Nécessité de l'enseignement profes- sionnel</i>	206

Section II. — <i>Les institutions ouvrières d'enseignement professionnel</i>	208
§ 1 ^{er} . — Cours professionnels.....	209
§ 2. — Ecoles professionnelles dues à l'initiative privée .	214
§ 3. — Examens professionnels. — Concours d'apprentis	215
§ 4. — Les musées industriels.....	217
Section III. — <i>Critique de l'enseignement professionnel syndical</i>	220
Section IV. — <i>Statistique des créations syndicales pour l'enseignement professionnel</i>	223
 CHAPITRE II. — LA PRÉVOYANCE ET L'ASSISTANCE SYNDICALES.....	 225
Section I ^{re} . — <i>L'action syndicale contre le chômage involontaire</i>	228
§ 1 ^{er} . — Les moyens préventifs.....	229
§ 2. — L'assurance syndicale contre le chômage.....	246
Section II. — <i>L'action syndicale à l'égard de la vieillesse-invalidité, les accidents, les maladies</i>	258
§ 1 ^{er} . — Causes de l'indifférence des syndicats en matière de prévoyance.....	259
§ 2. — Statistique des caisses de retraite et autres institutions de prévoyance ou d'assistance, créées par les syndicats et unions de syndicats professionnels.....	262
§ 3. — Moyens propres à renforcer la mutualité syndicale.....	263
 CHAPITRE III. — LES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES.....	 265
Section I ^{re} . — <i>Les sociétés coopératives de production</i>	266
§ 1 ^{er} . — Des conditions nécessaires à la réussite des associations ouvrières de production.....	266
§ 2. — Le capital et la coopération.....	268
§ 3. — La chambre consultative des associations ouvrières de production.....	269

§ 4. — L'Orphelinat de la coopération.....	272
§ 5. — Les associations ouvrières de production au 1 ^{er} janvier 1906.....	272
Section II. — <i>Les sociétés coopératives de consommation.</i>	275
§ 1 ^{er} . — Statistique des sociétés coopératives en France	277
§ 2. — Statistique des coopératives de consommation à l'Etranger.....	284
§ 3. — Véritable rôle des coopératives de consommation.	290
Section III. — <i>Les sociétés coopératives de construction...</i>	293
Section IV. — <i>Les sociétés coopératives de crédit mutuel..</i>	311

TROISIÈME PARTIE

Les créations syndicales dans la région lyonnaise.....	317
---	------------

CHAPITRE I ^{er} . — LE MOUVEMENT SYNDICAL A LYON ET DANS LA RÉGION LYONNAISE.....	317
---	-----

§ 1 ^{er} . — Le syndicat des employés des tramways de Lyon.....	320
§ 2. — L'Union fraternelle des employés de commerce et d'industrie de Lyon.....	325
§ 3. — L'enseignement professionnel syndical.....	333
§ 4. — Institution de prévoyance syndicale.....	337

CHAPITRE II. — LE MOUVEMENT COOPÉRATIF A LYON ET DANS LA RÉGION LYONNAISE.....	339
---	-----

Section I ^{re} — <i>Les coopératives de production.....</i>	340
§ 1 ^{er} . — Le Travailleur (polisseurs-nickeurs).....	342
§ 2. — L'Emancipation (ouvriers serruriers).....	344
§ 3. — L'Imprimerie nouvelle lyonnaise.....	345
§ 4. — La Verrerie ouvrière de Vénissieux	353
Section II. — <i>Les coopératives de consommation.....</i>	358

CHAPITRE III. — INSTITUTIONS EXTRA-SYNDICALES FONDÉES A LYON EN FAVEUR DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS ..	367
§ 1 ^{er} — Œuvres d'éducation sociale.....	368
A. — L'office social de Lyon.....	368
B. — Cercles d'études et d'activité sociales.....	371
§ 2. — L'office municipal du travail.....	373
§ 3. — Logements économiques. — Sociétés d'habitations à bon marché.....	375
§ 4. — Restaurants ouvriers.....	386
§ 5. — Œuvre lyonnaise des jardins ouvriers.....	388
§ 6. — Le Congrès d'hygiène de Lyon de mai 1907.....	390
CONCLUSION.....	395

VALENCE, IMPRIMERIE CH. LEGRAND
